DEC 16 1924
UNIV. OF MICH.
GENERAL LIB.
PERIODICAL

31e Année. N° 23. 1er Décembre 1924.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Louis Barthou. . .	*Anatole France, commis-bibliothécaire au Sénat* . .	481
Comte de Fels. . .	*La Révolution en marche*	491
Rudyard Kipling .	*Le Fils de son Père*	528
Victor Bérard. . .	*Pour traduire Homère*.	551
François Mauriac.	*Le Désert de l'amour*. — II	576
B. Maklakoff . . .	*La Russie de 1900 à 1917*	609
Gérard d'Houville.	*Lucien Guitry dans Arnolphe, Alceste et Tartuffe*.	632
J.-M. Bourget. . .	*Les Bases de la Défense nationale*.	642
Jules Decamps . .	La Vie financière : *L'Avenir du franc*	666
A. Albert-Petit . .	Les Lettres : *Les Livres d'histoire*	681
Jean Cavalier. . .	Le Cinéma : *Le Théâtre et le Cinéma*	692
Albert Flament . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	699
André Chaumeix .	La Politique : *Les Affaires extérieures*	709

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La *Revue de Paris* publiera le 15 Décembre

Le Bilan du Bloc national

Par M. de LASTEYRIE

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES

et commencera

LE PUITS DE JACOB

roman de PIERRE BENOIT

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le transfert au Panthéon des cendres de Jean Jaurès, dix ans après sa mort tragique, va susciter bien des discours et bien des articles. Mais aucun sans doute ne donnera du grand orateur un portrait plus pénétrant, et ne fera saisir en moins de pages la complexité de son génie que le petit livre de son ami le philosophe **Lévy-Bruhl, Jean Jaurès, esquisse biographique.** En écrivant ces pages pour l'*Annuaire des anciens élèves de l'École Normale supérieure*, l'auteur cherchait avant tout à donner de Jaurès, à ceux qui dès vingt ans l'avaient connu et aimé, une image fidèle et vivante; il se défend dans la préface d'avoir voulu entreprendre un récit définitif, mais seulement « une suite de crayons aux diverses périodes de sa vie si pleine ». En effet, les deux premiers chapitres, — enfance et jeunesse, le député et le journaliste, — ramassés mais complets, animés du souvenir présent du disparu, montrent bien ce que furent, en Jaurès, ces dons naturels prodigieux, cette puissance de concentration et de méditation, ce jaillissement presque instinctif de l'expression, rien du travail ingrat et maussade, de l'entassement morne des fiches et des notes, mais une activité large et joyeuse, spontanée et sereine. M. Lévy-Bruhl ne se contente pas de cette esquisse extérieure; il analyse le mécanisme de cet esprit, et s'efforce de définir les directions essentielles de la pensée et de l'action de Jean Jaurès. Jaurès pensait que la condition de la plupart des hommes doit être dès aujourd'hui améliorée, et avec le temps transformée, jusqu'à faire de l'humanité tout entière une élite. Cet état nouveau, résultat de la transformation de la propriété individuelle en propriété collective, ne naîtra pas seulement, comme le pensait Marx, sous la nécessité d'un matérialisme historique aveugle, mais parce qu'il est conforme à la justice : « Car il y a dans l'histoire humaine non seulement une évolution nécessaire, mais une direction intelligible et un sens idéal. » Ainsi les conceptions sociales de Jaurès sont liées à ses idées métaphysiques et religieuses déjà ébauchées dans sa thèse de doctorat, *De la réalité du monde sensible.* Son esprit était profondément religieux, et les problèmes de cet ordre, et en particulier le problème du mal, s'imposaient de plus en plus à lui au fur et à mesure qu'il avançait en âge. — Son action politique a toujours été l'exacte traduction de ses idées dans la pratique : aucune ambition personnelle, aucun mobile secret; de la souplesse dans la lutte, une exacte adaptation aux circonstances, une grande répugnance pour les méthodes de violence, et une préférence affirmée pour l'action révolutionnaire légale, préférence que les travaux historiques auxquels il s'était livré de 1898 à 1902 avait encore renforcée. — M. Lévy-Bruhl apprécie finement la nature de son génie oratoire; et il énumère les livres qu'il projetait d'écrire, sur les problèmes actuels notamment et qui devaient faire suite à l'*Armée nouvelle.* — Ce petit livre est complété par des lettres inédites de Jaurès, écrites, excepté la dernière qui est de 1914, — entre 1880 et 1884, alors qu'il était élève à l'École normale, puis professeur de philosophie au lycée d'Albi, et ensuite maître de conférences à la Faculté des Lettres de Toulouse.

M. **Jacques Bardoux**, dont on connaît la compétence sur les choses d'Outre-Manche, vient d'écrire sur **Ramsay Macdonald** un gros volume auquel les récents événements ôtent sans doute quelque actualité, mais qui reste le seul travail sérieux consacré, même en Angleterre, au leader travailliste. Du pauvre village de pêcheurs écossais où naquit Macdonald à Downing-Street, on suit de près les origines de l'ancien Premier, sa lente ascension vers le pouvoir, les conditions particulières de sa formation intellectuelle et morale, l'influence de plus en plus affirmée de son tempérament, réaliste et piétiste à la fois, rude et fruste au fond, mais sincère. — L'auteur place l'homme dans son cadre en expliquant ce qu'est réellement le socialisme anglais, ses origines, sa doctrine, ses tendances, ses conceptions. L'étude de l'action du gouvernement travailliste depuis son accession au pouvoir forme le tableau des possibilités de ce parti et des espoirs qu'il pouvait donner à ses partisans. Après avoir organisé la paix, résolu le problème du chômage, réalisé des économies militaires, allait-il réussir à inaugurer un étatisme modéré, sorte de radicalisme à l'anglaise, national et parlementaire, religieux et impérialiste? La constitution d'un gouvernement conservateur à majorité solide ajourne la réponse des faits aux questions de M. Bardoux.

M. Georges Weill vient de faire paraître la troisième édition de sa solide **Histoire du mouvement social en France** (1852-1924). Elle comprend l'histoire du mouvement social pendant la guerre et l'après-guerre, les conflits de doctrines et de personnes qui ont abouti à la scission des socialistes et des communistes, à la séparation des deux C. G. T., les caractères nouveaux de la législation ouvrière et du mouvement coopératif.

La vie chère, en mettant en évidence les abus des intermédiaires et les défauts de l'organisation commerciale, a favorisé le développement dans notre pays de la coopération, depuis longtemps vivace dans les Etats scandinaves et en Russie. M. B. **Lavergne**, disciple de M. Gide, professeur à la Faculté de droit de Lille, expose le progrès des **Coopératives de consommation en France** depuis 1913, marqué par la fusion dans de nombreuses régions des sociétés locales, et par l'extension des deux organismes centraux : la Fédération nationale et le Magasin de gros. L'examen des faits conduit l'auteur à envisager l'avenir de la coopérative, et les chances que peut avoir cette doctrine économique de constituer, par le libre consentement des intérêts, un ordre économique nouveau. Il s'attache notamment à préciser les transformations que subit le salariat en régime coopératif, et les problèmes que soulève la coexistence de la coopération et de la grande industrie.

J. POIRIER

ANATOLE FRANCE

COMMIS-BIBLIOTHÉCAIRE AU SÉNAT [1]

On est moins étonné de lire dans la deuxième série de la *Vie Littéraire*, ce recueil précieux et durable, entre une étude sur l'*Histoire du Peuple d'Israël* et des impressions sur *le Roman et la Magie*, un article consacré à l'*Éloquence de la Tribune* lorsqu'on se rappelle qu'Anatole France avait passé par la bibliothèque du Luxembourg. L'article qu'il donnait au *Temps* en décembre 1888 ne concernait que des orateurs du Sénat. Il avait eu pour origine l'admirable discours que Challemel-Lacour avait prononcé contre le radicalisme et qui avait « retenti dans toutes les âmes sensibles à l'éloquence ». A cette occasion, Anatole France avait considéré, en se plaçant uniquement au point de vue de l'art, quelques orateurs politiques, M. Challemel-Lacour, M. Chesnelong, M. Buffet, M. Jules Simon, le duc d'Audiffret-Pasquier, M. Léon Say, M. Bocher, M. de Freycinet et même le duc de Broglie, car il plaçait dans cette galerie « les illustres proscrits du suffrage populaire, ceux dont l'absence est éclatante : *prœfulgebant eo quod non visebantur* ». Ces portraits ou ces croquis, tracés d'une main alerte, n'ont rien perdu de leur vie et de leur ressemblance : ils dépassent ce que le vieux Cormenin avait fait de mieux.

1. Quelques-uns des documents cités dans cet article et empruntés au carton 232 des Archives du Sénat ont été utilisés par M. René Samuel dans la notice qui précède le *Répertoire alphabétique* de la Bibliothèque du Luxembourg : ils sont peu connus. Les textes que je publie pour la première fois sont imprimés en italiques.

Le peintre disait qu'il avait « pour racheter sa faiblesse, l'avantage d'avoir étudié son modèle ». Arrivé à la maturité de l'âge et dans la plénitude de son talent, ses avantages étaient d'un autre ordre, mais il est vrai qu'ayant l'accès des couloirs qui conduisent à la tribune, il avait pu mettre en œuvre et, cette fois sans ironie, ses magnifiques dons d'observation.

Anatole France avait été nommé « commis-surveillant » à la bibliothèque du Sénat le 1er juillet 1876. Son ambition, qu'à distance nous jugeons modeste, avait mis dix ans à se satisfaire. Tout au début de 1866 il avait sollicité du Grand Référendaire, le général marquis d'Hautpoul, un poste d'employé. « Ce que je souhaite surtout, disait-il, c'est l'admission à un emploi de cette bibliothèque, quelle qu'en soit d'ailleurs la rémunération. Outre les titres nécessaires, je crois trouver une recommandation dans la connaissance des livres dont, depuis trente ans, s'occupe mon père, que j'ai secondé dans son travail, assez pour acquérir une certaine expérience. J'ose donc espérer, monsieur le Grand Référendaire, que vous ne me refuserez pas votre appui... Anatole Thibault-France. »

Malgré la recommandation du baron de Barante, membre de l'Académie française et bibliophile, que le jeune candidat avait certainement connu dans la boutique de son père, sa demande ne fut pas agréée. Le poste fut attribué au secrétaire particulier du Grand Référendaire, qui exerçait ses fonctions au Sénat depuis trois ans et qui avait vingt-deux ans de plus que M. Anatole Thibault-France. Cette nomination, où l'on ne pouvait pas voir un acte de favoritisme, ne découragea pas celui-ci. Aimant les livres, au milieu desquels il avait été élevé, il voulait avoir l'accès d'une grande bibliothèque. Celle du Sénat n'exigeait pas un diplôme spécial : elle le tentait. Il revint donc à la charge et il écrivit de nouveau au Grand Référendaire :

« Monsieur le Grand Référendaire,

» J'ai eu l'honneur de solliciter de votre bienveillance un emploi à la bibliothèque du Sénat. Bien que cet emploi, alors vacant, soit actuellement occupé, M. le bibliothécaire a bien voulu me faire croire que je ne serais pas inutile au service de la bibliothèque. C'est encouragé par son accueil, que je

viens solliciter mon admission comme simple surnuméraire à cette bibliothèque.

» Sur la nature et le degré de mes aptitudes il me conviendrait peu de m'étendre ici. Je ne puis que répéter, Monsieur le Grand Référendaire, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire : aussitôt mes études classiques achevées, je me suis occupé de bibliographie sous la direction de mon père, dont le nom est bien connu dans la librairie ancienne. Je puis répondre de mon zèle et je vous prie de vouloir bien vous en référer, sur mon compte, au rapport de M. le bibliothécaire. Je prends aussi la liberté de vous rappeler les mentions bienveillantes que M. le baron de Barante et M. Davilliers avaient jointes à ma demande précédente.

» J'ose donc, Monsieur le Grand Référendaire, vous prier d'appuyer de votre tout-puissant crédit, auprès de M. le Premier Président, ma demande d'employé non rétribué à la bibliothèque du Sénat.

» Je suis, avec respect, Monsieur le Grand-Référendaire, votre très humble et très obéissant serviteur.

» ANATOLE THIBAULT-FRANCE
» quai Voltaire, n° 9. »

Paris, le 11 janvier 1866.

Cette demande, qui se réclamait de l'autorité de M. de Barante, était appuyée, d'autre part, par M. Étienne, bibliothécaire du Sénat, dans les termes suivants :

« Passionné pour les livres, dont il a, en quelque sorte, l'intelligence innée, il est fils de M. France, auteur de l'un des meilleurs recueils bibliographiques de Paris [1] et m'est recommandé par mes collègues des bibliothèques Sainte-Geneviève et de l'Arsenal, MM. Marmier, Ferdinand Denis, le bibliophile Jacob, et par le ministère de l'Instruction publique, où il est avantageusement connu. »

1. Noël France, libraire quai Voltaire, avait publié, en 1862, une *Description historique et bibliographique* de l'importante collection sur la Révolution, l'Empire et la Restauration, ayant appartenu au comte H. de La Bédoyère. Ce catalogue (XVI-688 pages) témoigne d'une grande méthode et d'une connaissance très approfondie de l'histoire de la Révolution française. Le fils tenait de son père la curiosité passionnée pour cette époque qui lui a inspiré un de ses chefs-d'œuvre, *les Dieux ont soif*.

Le Premier Président Troplong, de qui la nomination dépendait, ne donna aucune suite à ces recommandations et il refusa à M. Anatole Thibault-France le poste d'« employé non rétribué » qu'il avait demandé avec tant de modestie et tant d'insistance.

La République fut moins dure à Anatole France que le Second Empire. Il avait connu chez Lemerre Leconte de Lisle, qui était sous-bibliothécaire au Luxembourg depuis le 1er janvier 1873, et Lacaussade, bibliothécaire. Ils le présentèrent au bibliothècaire en chef, Charles-Edmond, qui l'agréa le 1er juillet 1876 comme « commis surveillant ». Est-ce par un pressentiment de ce service qu'Anatole France avait dédié les *Poèmes Dorés* à Leconte de Lisle, « auteur des *Poèmes Antiques* et des *Poèmes Barbares*, en témoignage d'une vive et constante admiration »? Si l'admiration fut constante, l'amitié le fut moins, car, en 1891, une polémique retentissante, dont ils gardèrent l'un et l'autre la rancune, mit aux prises les deux poètes : *genus irritabile vatum.*

En juillet 1876 la bibliothèque du Sénat réunissait Leconte de Lisle, Lacaussade, ancien secrétaire de Sainte-Beuve, Ratisbonne, exécuteur testamentaire d'Alfred de Vigny, et Anatole France, déjà célèbre, sous la direction de Charles-Edmond, romancier et auteur dramatique : on ne peut pas dire qu'elle fût fermée aux Lettres! Mais comme les Lettres sont ouvertes à la jalousie, il ne régna pas toujours un accord parfait entre leurs serviteurs réunis.

Anatole France, « commis surveillant », n'était pas un employé exemplaire. Aux termes du règlement, il aurait dû : 1° faire les fiches pour le catalogue méthodique et le tenir au jour; 2° collationner et classer les Impressions des deux Chambres et les préparer pour la reliure. « *En présence du peu de zèle dont il faisait preuve* », Charles-Edmond se contenta de lui demander de tenir à jour le catalogue méthodique, mais, même pour cette besogne, « *qui exigeait au maximum deux ou trois heures de travail par semaine* », il s'exposa à des « *représentations réitérées* ».

Ainsi entre le commis surveillant et le bibliothécaire en chef les relations devenaient de plus en plus tendues : elles aboutirent en août 1888 à un conflit aigu. Un poste de commis

principal étant vacant, Anatole France, qui s'attendait à y être nommé, fut évincé par M. René Samuel, son collègue. Il prit mal la chose et, le 4 août, il écrivit aux Questeurs une lettre dont la vivacité attestait son irritation indignée :

Messieurs les Questeurs,

J'apprends que vous venez d'élever à la place de commis principal de la Bibliothèque du Sénat M. Samuel, qui devient, par l'effet de cette nomination, mon supérieur hiérarchique.

Je suis attaché à la Bibliothèque du Sénat depuis la création de la Haute-Assemblée, et M. Samuel ne fait partie de votre administration que depuis trois ans.

L'arrêté qui nomme M. Samuel à une place à laquelle j'étais désigné constitue un acte sans précédent dans l'administration française; il viole des droits qui jusqu'ici avaient été constamment respectés; il constitue une injustice inouïe, contre laquelle j'ai le devoir de protester.

Ma cause est celle de l'équité. Je serais coupable de ne pas la défendre avec la dernière énergie.

Et qui donc avez-vous frappé par un acte sans nom comme sans exemple? Un homme qui a su rendre des services à la Bibliothèque du Sénat, qui s'efforçait de mériter votre estime et qui n'en était pas tout à fait indigne, puisque ses travaux lui ont mérité, jeune encore, la croix de la Légion d'honneur?

Vous, ses protecteurs naturels, vous l'avez trahi. Vous l'avez frappé sans même l'entendre. Vous avez brisé d'un trait de plume la carrière d'un père de famille, car vous ne pensiez pas qu'à quarante-cinq ans, au milieu d'une vie qui n'est pas sans mérite, je pusse oublier le soin de ma dignité au point de me ranger sous les ordres d'un jeune homme, presque un enfant, hier encore mon subordonné.

Mais ce serait vous offenser, Messieurs les Questeurs, que de vous prêter des sentiments que dément votre caractère hautement honoré. Il faut que votre religion ait été surprise. J'en appelle de vous à vous-mêmes. Je vous demande justice.

Je pourrais associer à ma cause vingt de vos collègues qui sont mes amis. Je ne le ferai pas. Je ne veux appeler à mon aide que le droit et la vérité.

Je demande ce qui m'est dû. J'attends une réparation. Je

l'attends avec une confiance qui est sans bornes, car elle égale l'estime que vous m'inspirez.

Veuillez agréer, Messieurs les Questeurs, l'assurance de mes sentiments très respectueux.

ANATOLE FRANCE,
attaché à la bibliothèque du Sénat.
5, rue Chalgrin.

Cette défense agressive fut transmise par les Questeurs à M. Charles-Edmond, qui y répondit le 8 août par un long rapport, où Anatole France n'était pas ménagé. Le bibliothécaire en chef prenait tout d'abord avantage d'une erreur matérielle que son attaché avait commise : il y avait plus de trois ans en effet, exactement six ans et demi, que M. Samuel était affecté à l'administration de la Bibliothèque. Mais il était impossible de contester la différence des âges : M. Samuel n'avait que vingt-six ans, Anatole France en comptait quarante-cinq. Le premier devenait-il le chef du second? Charles-Edmond s'en tirait par une équivoque : « *Les ordres relatifs au service de la Bibliothèque sont donnés par MM. les Questeurs, et c'est le bibliothécaire en chef qui, seul, veille à leur exécution.* » Évidemment, comme un général donne des ordres, dont le colonel surveille l'exécution : mais le capitaine n'en est pas moins, pour cela, le supérieur hiérarchique du lieutenant. Quant au fond, c'est-à-dire à l' « injustice inouïe, sans nom comme sans exemple », dont se plaignait Anatole France, Charles-Edmond invoquait l'article 49 du règlement, aux termes duquel l'administration du Sénat avait le droit de nommer à une place supérieure tout employé à son choix parmi les employés du même grade. Sur le terrain juridique l'argumentation était solide. Il était loisible aux Questeurs de nommer commis principal M. René Samuel, âgé de vingt-six ans, qui comptait six ans et demi de services, au lieu de M. Anatole France, âgé de quarante-cinq ans, qui avait deux fois plus d'années de services que lui. M. René Samuel n'avait écrit ni *les Noces corinthiennes*, ni *le Crime de Sylvestre Bonnard*, ni *le Livre de mon ami*, mais il était un employé consciencieux, appliqué aux fiches, aux Impressions et au catalogue méthodique, tandis que M. Charles-Edmond résumait en un seul mot : *Néant* le

résultat du travail incombant à M. Anatole France. Piqué au vif par la lettre de ce subordonné inexact et irascible, il ne tenait aucun compte d'une croix « *qui lui a été donnée par le ministre de l'Instruction publique pour ses travaux littéraires et grâce à ses relations personnelles, mais non par l'administration du Sénat en récompense de ses services à la Bibliothèque* ». Il contestait ces services. « *M. France fait appel à la justice de MM. les Questeurs et attend de leur équité, dit-il, une réparation. La Justice, si ne me réclamant que d'elle, j'avais fait un rapport exactement détaillé sur la façon dont M. France s'acquitte de ses devoirs d'employé, il y a longtemps qu'il en aurait subi les rigoureuses conséquences. Il me semble que, loin de se plaindre, M. France, invoquant la justice administrative, doit se féliciter que MM. les Questeurs ne daignent pas la lui appliquer... Si M. France persistait à l'avenir dans ses errements habituels, je me verrais contraint à réclamer contre lui dans toute son étendue l'application du Règlement...* »

Ce règlement fixait pour chaque employé de la Bibliothèque sa part de vacances. Anatole France fut invité le 16 juillet, après avoir épuisé les siennes, à s'acquitter de la tâche qui lui avait été assignée. Or le 3 octobre, M. Charles-Edmond constatait qu'il n'avait pas encore paru une seule fois à la Bibliothèque et il signalait aux Questeurs ses « agissements persistants ». Le 9 octobre, le commis surveillant, ou plutôt surveillé, reçut l'ordre de reprendre immédiatement son service. Il reparut à la Bibliothèque le 11. Mais, s'il faut en croire le bibliothécaire en chef, son retour ne se marqua pas par un excès de zèle : « *il bornait son service à une simple présence intermittente* » et « *il restait constamment en dehors de toute participation au travail quotidien de ses collègues* ». Mandé par le secrétaire général, il reçut une « remontrance » ou une « admonestation », dont les effets ne répondirent pas à l'attente de M. Charles-Edmond qui, toujours aux aguets, envoya le 20 novembre aux Questeurs un nouveau rapport où il parlait de leur « *autorité manifestement méconnue* » et de la sienne, « *à plus forte raison nulle et non avenue* ». En leur adressant cette « *nouvelle et dernière*

plainte », il leur annonçait sa résolution, « *si M. France persévérait* », de solliciter la nomination d'un nouveau commis.

Quand on lit cette correspondance, on a l'impression de l'embarras où cette petite affaire mettait les Questeurs. Il n'est pas douteux que le bibliothécaire en chef avait pour lui le règlement. Mais, d'un autre côté, la réputation extérieure d'Anatole France grandissait au point qu'il n'était pas difficile de deviner la situation que son talent lui ferait dans les Lettres françaises. On n'exclut pas sans de graves motifs, après douze ans de services, des cadres d'une bibliothèque un écrivain dont deux livres au moins passaient déjà pour des chefs-d'œuvre. Tandis que M. Charles-Edmond ne dissimulait pas son esprit belliqueux et une sorte de partialité intransigeante, les Questeurs étaient portés à la conciliation. Ils firent appel, sans proférer de menace, à la bonne volonté d'Anatole France, qui répondit le 17 décembre à M. Corbon :

J'ai l'honneur de vous apporter la réponse que votre bienveillance m'a demandée. La voici. Je n'ai aucune raison ni aucun désir de me soustraire au travail qui m'incombe à la bibliothèque. Je suis le premier à reconnaître que mes griefs, que je crois justes, ne me dispensent pas de faire la tâche assignée par le règlement, savoir : catalogue méthodique et classement des Impressions.

Veuillez agréer, Monsieur le Questeur, l'assurance de mes plus sincères respects.

Adressée à un seul questeur, M. Corbon, qui avait probablement témoigné à Anatole France une bienveillance particulière, cette lettre avait le tort de paraître négliger la *questure*, et la questure, soucieuse de maintenir ses attributions, s'émut de ce manquement aux statuts réglementaires. Anatole France, averti avec bienveillance, s'empressa de rectifier la position dans une nouvelle lettre du 18 décembre.

Messieurs les Questeurs,

J'ai eu l'honneur de recevoir un extrait du procès-verbal de la séance de questure du 17 décembre. Je m'empresse d'y répondre.

1° *L'envoi de ma lettre à M. Corbon n'impliquait et ne pouvait impliquer de ma part aucune intention. Je vous prie donc de la considérer comme adressée à la questure.*

2° *Vous avez bien jugé, MM. les Questeurs, en estimant que je n'avais pas l'intention de me soustraire aux obligations de la présence. En effet, les bibliothécaires sont inscrits à tour de rôle pour le service. Le règlement est formel à cet égard. D'ailleurs votre caractère me garantit, Messieurs, qu'il sera toujours interprété dans toutes les parties de la façon la plus intelligente et la plus libérale.*

Veuillez agréer, Messieurs les Questeurs, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

ANATOLE FRANCE,

Cette lettre témoignait assez qu'Anatole France ne mettait pas dans le caractère de M. Charles-Edmond la même confiance que dans celui des Questeurs. Il acceptait d'être présent, à son tour de rôle, comme le règlement l'exigeait, mais il voulait que ce règlement fût interprété avec intelligence et libéralisme. C'était assez dire que le bibliothécaire en chef n'avait pas jusqu'alors agi de la sorte avec lui, mais à blâmer le passé, le commis-surveillant ne risquait-il pas de compromettre l'avenir?

L'année 1889 n'apporta pas l'apaisement que les questeurs avaient espéré. M. Charles-Edmond ne lâcha pas son commis et lui reprocha sur un ton inacceptable ses « inexactitudes dans le service ». Anatole France comprit qu'il fallait céder la place et il écrivit en 1890 sa lettre de démission.

Messieurs les Questeurs,

J'ai l'honneur de vous envoyer ma démission d'employé à la Bibliothèque du Sénat. C'est à regret, mais fermement, que je me suis résolu à quitter une administration qui a mal reconnu mes services.

M. le bibliothécaire en chef vient de m'adresser une lettre dont il ne me convient d'accepter ni le fond, ni la forme. En me reprochant, dans des termes auxquels je ne suis pas habitué, je ne sais quelles inexactitudes dans le service, M. le bibliothécaire en

chef a oublié que j'ai servi les Lettres françaises avec quelque honneur et que certains égards me sont dus.

Je compterais sur vous pour le lui rappeler. Mais ne voulant pas prolonger un conflit qui a déjà trop duré, j'ai l'honneur de vous prier d'agréer ma démission.

Cette démission fut acceptée sans difficulté. M. Charles-Edmond et le règlement étaient vainqueurs. Mais Anatole France prit une revanche digne de lui. Rendu au service des Lettres, il publia *Thaïs*, qu'il avait écrite sur du papier portant l'en-tête du Sénat, et, six ans après, il était élu membre de l'Académie française. Entre sa première demande d'entrée comme employé non rémunéré à la Bibliothèque du Luxembourg et cette élection, le fils du libraire Thibault avait fait une belle carrière. Les bibliothèques conduisent à tout, à la condition d'en sortir.

LOUIS BARTHOU,
de l'Académie Française.

LA
RÉVOLUTION EN MARCHE

Les lecteurs de la *Revue de Paris* se souviennent sans doute que nous avions suggéré, aux députés élus le 11 mai dernier, une politique de dégrèvement financier conforme à leurs promesses électorales. Dans cette pensée qu'il leur serait difficile de tenir leurs engagements en continuant l'application de la doctrine financière qui nous entraîne si rapidement à une catastrophe, nous leur avions indiqué les moyens d'assainir nos finances sans toutefois décevoir les espérances qu'ils avaient fait naître chez leurs électeurs. Les considérations que nous avions développées, les méthodes que nous avions préconisées n'ont pas eu l'heur de plaire au Cartel des Gauches. Elles avaient d'ailleurs, soyons justes, eu à peu près le même succès auprès du Bloc national.

M. de Lasteyrie, ministre des finances du ministère Poincaré, avait établi, pour 1924, un budget réalisant, affirmait-il, pour la première fois un équilibre parfait avec 24 milliards de dépenses correspondant à un chiffre sensiblement égal de recettes.

Le nouveau ministre des Finances, celui du Bloc des Gauches, présente en ce moment au Parlement un projet de budget pour 1925 auquel il attribue la même qualité de parfait équilibre que son prédécesseur admirait dans le sien. Toutefois l'équilibre de 1925 présente cette particularité, non négligeable, de s'établir par rapport à une dépense de 34 milliards. Devons-nous croire que ces deux ministres, nouveaux disci-

ples d'Einstein pour la science financière, ont voulu introduire la notion de la relativité dans la sincérité de l'équilibre budgétaire?

Loin de dégrever le contribuable à qui l'on avait formellement promis l'abolition du double décime, on va lui demander *dix milliards de plus.*

Lequel de ces deux éminents financiers de l'école dirigeante républicaine a fait preuve d'une sincérité plus complète? Sans aucun doute celui qui demande au contribuable l'effort le plus considérable.

Il est évident qu'en exigeant des contribuables un effort nouveau annuel de dix milliards, M. Clémentel révèle un peu plus de vérité au pays et il faut lui en savoir gré. Mais il est à craindre qu'il ne dise pas la vérité tout entière. Si ses chiffres sont exacts et précis, pourquoi fait-il un emprunt dont il ne fixe pas le montant? Apportez-nous, dit-il aux souscripteurs, tout l'argent dont vous pouvez disposer : je ne puis préciser la somme exacte dont j'ai besoin. Cette manière de procéder est sans précédents dans l'histoire financière d'une nation à laquelle cependant le gouvernement de M. Herriot avait promis un inventaire complet. Pas plus que son prédécesseur, M. Clémentel n'a encore établi cet inventaire. Son budget nous fait comprendre que le gouffre s'est élargi. Mais il est déjà impossible d'affirmer que les dix milliards qu'il demande en plus aux contribuables réaliseront l'équilibre définitif. Lui-même, par voie d'emprunt, cherche à se procurer de nouvelles ressources illimitées. Le danger que nous signalons depuis quelques années est toujours suspendu sur nos têtes et sur la fortune de la France.

Depuis cette date fatidique du 11 mai, l'opinion publique d'abord enthousiasmée subit un revirement complet. L'ivresse des entretiens de Londres, le mirage des promesses solennelles enregistrées à Genève, se dissipent peu à peu; l'on reste en présence des réalités assez sombres de la politique intérieure et des difficultés financières. Une campagne de redressement s'organise dans le pays. Des orateurs et des écrivains pleins de force et de talent reflètent dans leurs discours et leurs articles les angoisses d'une partie de la Nation.

Jamais peut-être la presse libérale et modérée n'a retenti d'accents plus poignants ni d'adjurations plus éloquentes. Il suffit de citer les articles de MM. Georges Goyau et Henri Vonoven dans le *Figaro*, Albert-Petit et André Chaumeix dans les *Débats*, Lucien Corpechot et René Lara dans le *Gaulois*, Émile Buré dans l'*Éclair*, des collaborateurs anonymes du *Temps*, et de bien d'autres encore, pour donner l'impression d'une somme énorme de courage et de logique mise au service d'une cause juste entre toutes. S'il ne fallait que remontrer à nos gouvernants avec une puissance de dialectique inégalable, dans une langue de premier ordre, les dangers de la voie où ils s'engagent pour les faire revenir en arrière, les éminents écrivains précités auraient déjà accompli ce miracle.

Mais nous avons le regret de nous séparer d'eux sur deux points essentiels.

Nous nous refusons premièrement à voir dans l'événement du 11 mai une solution de continuité. Ce prétendu hiatus dans la trame de la politique française n'est qu'une fiction imaginée et maintenue pour la commodité des polémiques électorales. Rien n'a été moins imprévu que l'échec de la majorité parlementaire de 1919. Dès le commencement de 1921, nous écrivions que, faute d'opposer doctrine à doctrine, personnel à personnel, la majorité, née de la guerre, était condamnée à faire frein un instant et à disparaître. « Elle n'émergera pas, ajoutions-nous, à l'état d'école dirigeante, elle ne s'assurera aucune chance de survie et de durée, bien mieux, elle n'aura servi, en faisant à quelques nuances près la même politique que l'école dirigeante d'avant guerre, *qu'à conférer à cette dernière une véritable auréole de légitimité.* Et le pays électoral ne pourra que prendre acte de cette carence au prochain renouvellement législatif. »

L'événement n'a que trop bien justifié cette prophétie, mais quand les choses ont atteint ce point de nécessité et de fatalité, le métier de prophète est trop facile. Dès l'instant, pour nous en tenir à cet exemple, que, dans l'ordre fiscal, l'honorable M. de Lasteyrie surenchérissait encore sur les conceptions étatiques et socialisantes de ses adversaires politiques, les masses profondes ne pouvaient manquer

d'estimer que, socialisme pour socialisme, il était plutôt indiqué d'en charger les socialistes de profession.

Ce n'est malheureusement pas la seule fiction où se complaisent la plupart de nos éminents confrères.

Leurs articles sont manifestement dominés par cette idée que notre école dirigeante, dans sa marche à la Révolution, n'est coupable que de faiblesse, d'illusion et d'erreur. Il faut lui pardonner, car elle ne sait pas ce qu'elle fait, étant mis hors de doute que, si elle venait à le savoir, elle se replierait aussitôt, dans un sentiment d'effroi traduit en mouvement de recul, sur les solutions libérales et modérées. D'où cette conséquence que tout le problème de l'époque ne serait que de dessiller les yeux à nos dirigeants par le moyen d'une prédication appropriée, de manière qu'aux premiers accidents sérieux, ils soient visités par l'esprit de repentir et de contrition. C'est ainsi que, dans le *Figaro*, M. Henri Vonoven, envisageant l'époque où le Cartel « écartera un gouvernement désormais inutile et qui devra partir, encore tout chargé de discours louables et de bonnes intentions », prévoit que M. Herriot dans sa chute s'apercevra qu'il n'a travaillé que pour les révolutionnaires et les réhabilités de l'amnistie. C'est ainsi que les *Débats* se persuadent « de rendre service à M. Herriot en l'invitant à réfléchir sur ses erreurs » et qu'ils ne désespèrent pas « de l'empêcher [son gouvernement] de devenir le ministère le plus incohérent que nous ayons eu, soit en *l'éclairant*, soit au besoin en le faisant tomber ».

Il nous est impossible d'adopter cette manière de voir. Dans notre opinion, notre école dirigeante opère à bon escient. Elle sait avec une certaine précision ce qu'elle veut et où elle va. Évidemment, elle entraîne à sa suite et en grand nombre des naïfs et des illuminés de très bonne foi qui frémiraient d'horreur s'ils lisaient dans l'avenir. Mais nous ne faisons allusion ici qu'aux maîtres du bal. Il est tout à fait superflu de les avertir d'un péril où ils courent, d'un cœur léger et en parfaite connaissance de cause, sauf à masquer d'une rhétorique rassurante et lénifiante le but qu'ils nourrissent et qui est la Révolution sociale. A quoi sert-il de rappeler au soin de la sûreté quiconque court très consciemment au précipice?

L'appel à la Nation, que vient de publier la nouvelle *Ligue*

nationale républicaine, révèle chez ses rédacteurs la persistance de la même illusion dans le jugement qu'ils portent sur la politique du parti radical-socialiste. Après avoir énoncé tous les les méfaits déjà commis par le gouvernement issu des élections du 11 mai et notamment l'amnistie réclamée pour les insoumis et les déserteurs ainsi que la réintégration dans leurs emplois des saboteurs des services publics, ce document conclut : « Une telle bienveillance envers ceux qui en sont si peu dignes n'est pas de la bonté, c'est de la faiblesse. »

Eh bien ! non, ce n'est ni de la bonté, ni de la faiblesse, c'est l'application voulue et réfléchie d'un système qui a pour but de renforcer la position des partisans du désordre et de décourager les soutiens de l'ordre, c'est l'alliance avec les bolchevistes, c'est une préparation à l'avènement des Soviets. C'est une preuve nouvelle de la collusion entre les radicaux-socialistes et les collectivistes. C'est une des innombrables manifestations de la déférence du parti radical-socialiste pour les doctrines de Karl Marx.

Tant que les dirigeants de la nouvelle Ligue ne seront pas convaincus que le chemin de Belleville mène à Moscou, ainsi que nous croyons l'avoir surabondamment démontré, tant qu'ils croiront, comme M. Charles Reibel [1], que « la lutte religieuse est le seul terrain d'entente entre les radicaux et les socialistes », tant qu'ils seront aveuglés par cette idée que les radicaux avertis par eux sont susceptibles de renoncer à leur alliance avec les socialistes pour souder un bloc du centre dont l'extrême-gauche serait exclue, tant que ces illusions subsisteront, il ne se formera pas une nouvelle école dirigeante avec une doctrine contre-révolutionnaire. Nous aurons encore, le cas échéant, une nouvelle édition du Bloc national à qui son échec du 11 mai n'aura rien appris et qui, revenu au pouvoir par un caprice du suffrage universel, se montrera aussi inapte que celui de la première édition à restaurer en France la véritable notion de l'État en combattant résolument les dangereuses utopies de l'étatisme.

Que les radicaux-socialistes qui forment l'aile gauche de notre École dirigeante soient les fourriers du communisme, nous en avons établi ici-même une démonstration dont nos

1. Interview de M. Charles Reibel (*Gaulois* du 7 novembre 1924).

lecteurs ont sans doute gardé le souvenir. Depuis lors et même tout récemment un document nouveau du plus grand intérêt a été versé au débat. Sous le titre la *Dictature de la Franc-Maçonnerie sur la France*, il vient d'être publié un recueil de textes empruntés aux documents officiels de la Maçonnerie. Cette publication est de nature à renverser l'opinion qu'on se faisait communément de cette grande association philanthropique internationale. Nous n'avons pas l'intention aujourd'hui de commenter ces textes et d'en faire usage au profit de notre thèse. Qu'il nous suffise de prendre acte que ces textes nous apportent la confirmation officielle la plus forte et la plus décisive.

Bornons-nous pour le moment à une seule réflexion sur le rôle de la franc-maçonnerie. Jusqu'ici on s'était habitué à considérer cette association secrète surtout comme une institution bourgeoise anti-catholique. On croyait savoir que le souci essentiel de la maçonnerie était la lutte contre le Clergé romain et le Vatican. On croyait aussi que les maçons formaient une société d'entr'aide mutuelle pour arriver aux honneurs, aux situations politiques, aux prébendes électorales, mais on ne pensait pas que le sort des ouvriers les intéressât; on avait même cru remarquer chez eux des préventions de bourgeois et surtout de petits bourgeois contre les ouvriers qu'ils n'admettaient pas comme membres de leur association. On les présumait conservateurs de l'ordre de choses établi par nos révolutions successives et défenseurs de nos institutions. De là un préjugé dont ils bénéficiaient, une tolérance que leur avaient accordée et le gouvernement de Napoléon III et celui de l'Ordre moral.

Après la publication de la brochure que nous venons de citer, cette illusion disparaît entièrement. La maçonnerie se révèle comme l'organisme qui prépare en France l'avènement des Soviets et qui se sert des radicaux-socialistes pour faire voter par une majorité aveugle et confiante les mesures préparatoires à l'avènement du « grand jour communiste ».

LES DÉBUTS D'UNE RÉVOLUTION

Aurons-nous une Révolution?

Tel est le formidable point d'interrogation que nous suspendions au début de l'année 1923 sur la tête de nos contemporains.

Deux ans auront bientôt passé depuis l'apparition de notre article. Les faits ont continué de répondre par l'affirmative. En premier lieu, sous le ministère de M. de Lasteyrie, le gâchis financier que nous avons signalé comme le fait générateur de toute Révolution n'a fait que s'accentuer. On a vu la livre cotée 120 francs. Pour ramener son taux à un cours moins excessif on a été obligé d'employer des moyens de fortune, ou plutôt d'infortune, par un colmatage empirique sur lequel le silence s'est fait assez vite sans qu'on ne paraisse ni d'une part ni de l'autre avoir désiré la lumière d'une enquête sérieuse.

Les débuts du Cabinet issu des élections du 11 mai 1924 n'ont été que les débuts d'une Révolution.

Derechef nous inviterons nos lecteurs à dépouiller l'obsession romantique qui leur fait envisager une Révolution sous les espèces d'une tragédie dont les cent actes se déroulent en grand tumulte sur les places publiques rougies de sang. Sans doute n'est-on pas si près encore de la guerre étrangère qu'on soit en droit d'exclure l'hypothèse d'une guerre civile. Prenons seulement garde pour nous épargner de bien fâcheuses illusions que l'hypothèse d'une révolution, c'est-à-dire d'une mise sens dessus dessous de notre ordre politique et social, s'accomplissant sans bruit sous le couvert d'une légalité tranquille et décente, n'est pas la moins plausible.

Depuis le mois de mai dernier, notre constitution politique, celle de 1875, et notre constitution administrative, celle de l'an VIII, ont reçu chacune un coup décisif qui les a frappées dans le vif de leurs principes. Rien n'a causé moins de bruit. Les réactions de l'opinion publique ont été à peu près nulles et l'événement n'a suscité que des commentaires de presse.

Nous appelons révolutionnaire le fait d'avoir effacé des lois constitutionnelles de 1875 l'irresponsabilité politique du Pré-

sident de la République couvert par ses ministres dans ses actes et paroles. En vain évoquera-t-on le précédent de 1887. Les sommations qui forcèrent Grévy à quitter l'Élysée visaient la vie privée et non la vie publique du Président. Encore faut-il se rappeler le désordre qui s'ensuivit et mit la Troisième République à deux doigts de sa perte. On ne peut établir aucune assimilation entre le cas Grévy et le cas Millerand. Il est désormais acquis, envers et contre la constitution manifestement violée et dans sa lettre et dans son esprit, qu'à toute époque de son septennat le Président de la République peut être acculé à la démission par le caprice d'un parti dominant. Ainsi le point fixe que les constituants avaient disposé dans notre République pour lui assurer les caractéristiques essentielles du régime parlementaire, s'est évanoui.

Le Sénat, qui ne laisse pas d'incarner pour sa part le principe de continuité, n'a pas cru devoir s'interposer entre le Président de la République et l'assaut des partis. L'histoire nous dira si, en se résignant à l'abstention, il a été visité par l'esprit de sagesse. Après tout, le texte qui garantit le droit sénatorial est le même qui garantissait le droit présidentiel. Car le Sénat lui aussi constitue, sur la pente qui nous conduit à une dictature collectiviste, un obstacle dont il n'est pas impossible qu'on veuille se débarrasser un jour par des procédés analogues.

L'hypothèse n'a rien d'aventureux quand on jette un regard en arrière et qu'on mesure ainsi les immenses progrès accomplis par la lente dégénération du parlementarisme.

A l'origine de ce système nous surprenons les représentants du peuple dans l'exercice de leur mission naturelle, qui est de consentir l'impôt et de ne le consentir qu'à très bon escient. Aujourd'hui, ils en sont venus à se considérer comme les répartiteurs souverains de la richesse acquise par leurs commettants, comme les agents d'une justice supérieure habile à niveler les conditions, comme une sorte de Providence chargée de modifier et de corriger l'ordre social suivant une conception purement arbitraire.

Un miracle eût été que le parlementarisme, ainsi vicié dans son principe essentiel, pût subsister longtemps encore.

Signalons donc sans étonnement exagéré l'autre geste

révolutionnaire dont s'est accompagné l'avènement du cabinet Herriot, c'est-à-dire la reconnaissance officielle des syndicats de fonctionnaires.

Les syndicats de fonctionnaires se sont constitués en violation de la loi. Aucun juriste à notre connaissance ne le conteste. Nous avons sur ce point des décisions de justice concordantes. Nous avons mieux encore, c'est-à-dire l'autorité de M. Joseph Caillaux, alors ministre des Finances dans le premier cabinet Clemenceau, déclarant le 9 mai 1909, aux électeurs d'Aix-en-Provence, sur le mode net et tranchant qui lui est habituel : « Il ne se trouvera *jamais* de gouvernement pour tolérer les syndicats et les grèves de fonctionnaires. » En l'occurrence le métier de prophète a mal réussi à M. Joseph Caillaux. Non seulement il s'est trouvé des gouvernements — en l'espèce tous les gouvernements depuis quinze ans — pour tolérer les syndicats de fonctionnaires, mais il vient de s'en trouver un pour les légaliser par un acte unilatéral du pouvoir exécutif sans recours aux deux Chambres en vue de modifier les textes contraires. Au moyen d'une circulaire, très spirituellement qualifiée par le *Temps* de *circulaire-loi*, document inconnu jusqu'ici dans nos annales juridiques, M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, a prescrit à son état-major administratif d'entrer en relations officielles avec les syndicats de fonctionnaires, de manière que les fonctionnaires groupés en Amicales et restés fidèles à la loi fussent coupés de toutes communications avec leurs supérieurs. Si le qualificatif de révolutionnaire a un sens précis, l'on devra convenir qu'il est ici de stricte application. C'est même le seul qualificatif dont la probité littéraire permette l'usage dans une circonstance où la loi résulte d'un acte du bon plaisir ministériel et non plus de l'accord des trois pouvoirs de l'État réalisé sur un seul texte.

Mais, si révolutionnaire qu'il apparaisse en la forme, l'acte du cabinet Herriot l'est bien davantage quant au fond. Sans doute le cabinet, par l'organe de son chef, a-t-il protesté que dans sa pensée le fait syndical n'emportait pas le droit à la grève des services publics. Que vaut cette distinction? Le bon sens répond qu'elle est nulle. Si les agents de l'État s'étaient bornés à rechercher dans la forme syndicale de l'asso-

ciation certains avantages matériels qu'elle est susceptible de conférer à ses adhérents, il est évident que ce syndicalisme borné et inoffensif n'eût soulevé d'objections de la part de personne. Mais qui pourrait soutenir sérieusement que l'introduction du syndicalisme dans les services de l'État n'implique un déplacement d'autorité, un renversement de tous les principes auxquels s'étaye notre droit public, *un véritable transfert de pouvoir?* Dans le discours d'Aix que nous venons de citer, M. Joseph Caillaux indique très nettement l'indivisibilité, la consubstantialité du droit syndical et du droit de grève. Il n'essaie pas de les dissocier, car il les tient, et avec raison, pour inséparables. La distinction qu'en prétend faire M. Herriot n'est que de clause et d'opportunité. C'est l'argument classique qui sert à calmer les inquiétudes présumées des populations. Le syndicalisme n'est pas né d'hier. Il se connaît lui-même. Il a pleine conscience des fins qu'il poursuit. Depuis longtemps ses doctrinaires l'ont défini avec une précision qui ne laisse plus rien à désirer. L'information de M. le Président du Conseil est trop vaste et son intelligence trop pénétrante pour qu'il puisse s'être mépris sur les conséquences du syndicalisme introduit officiellement dans notre constitution administrative, soit par la porte basse de la tolérance, soit par la porte cochère de la légalité.

Anatole France, ce merveilleux esprit qui a discerné et pressenti tant de choses, n'a-t-il pas écrit un jour : « La lutte entre les défenseurs des antiques privilèges de l'État et le prolétariat des bureaux, des écoles, des octrois, des postes et des routes s'annonce comme *le fait social le plus considérable de l'heure présente.* » M. Herriot ne peut pas avoir une autre opinion sur la question.

Sans doute, le syndicalisme à son aurore a-t-il balbutié et hésité. Il s'est offert à nous sous différents masques.

Les uns nous ont prédit qu'il serait une réalisation pratique d'anarchie en dissolvant la société dans un organisme économique. Il a plu à d'autres de voir dans le syndicalisme un fourrier de la décentralisation. Qu'est-il resté de ces utopies? A peine le souvenir.

Nous avons un ouvrage classique sur la matière, c'est l'ouvrage de M. Paul Louis, le *Syndicalisme contre l'État,*

dont la première édition remonte à 1910. Ici le système nous apparaît avec des contours très précis; la pensée de l'auteur ne flotte, ni ne divague. Qu'est-ce que le syndicalisme? C'est la doctrine collectiviste ou communiste prenant pied dans le domaine des faits. On se rappelle sans doute le fameux Manifeste du parti communiste lancé en 1849 par Karl Marx et Friedrich Engels. Nous avons fait longuement état de ce document dans nos précédents travaux, non sans l'apparenter au programme non moins fameux de Belleville. Ce rapprochement, qui a fait scandale dans de certains milieux, ne laisse pas de jeter un jour éclatant sur la situation actuelle. On a opposé souvent le syndicalisme au socialisme. C'est s'arrêter à l'écorce des choses. Quiconque a lu avec quelque attention le volume de M. Paul Louis en emportera la conviction que les auteurs du programme marxiste et du programme bellevillois, s'ils ont indiqué avec sûreté les moyens de détruire l'ordre social, s'ils ont donné à ce processus son orientation, n'ont pas discerné avec une égale prescience l'aboutissant suprême.

Où allons-nous? Au syndicalisme. Et qu'est-ce que le syndicalisme? L'état de choses connu sous le nom de soviétisme.

Les phases qui nous conduisent au soviétisme sont admirablement jalonnées.

Au premier temps, se manifeste l'étatisme classique des radicaux qui, tous les jours un peu davantage, empiète sur l'initiative privée, absorbe la richesse publique et accroît le nombre des fonctionnaires. L'État bourgeois en procédant de la sorte est dans l'illusion assez naïve de croire qu'il augmente son prestige et affermit sa situation. Les apparences, de longues années durant, contribuent à entretenir cette illusion appelée à se prolonger jusqu'à ce que les employés de l'État se sentent assez forts et assez solidaires pour refuser le service électoral au parti en possession du pouvoir et renverser les rôles en subalternisant leurs anciens maîtres.

Au second temps, le problème n'est plus que d'obtenir, soit par voie de capitulation amiable, soit de force, par voie de grève générale violente, la démission du parlement et

du ministère qui en émane. L'État, c'est-à-dire la puissance publique, achève de se résorber dans les syndicats fédérés.

Nous touchons de très près au second temps.

Le phénomène se produira plus ou moins vite. Mais qu'il s'arrête de lui-même en sa marche inexorable, ainsi que d'incorrigibles optimistes en caressent sans doute l'espoir, l'on ne sait sur quoi fondé, c'est ce que nous aurons le regret de nier. L'antagonisme de l'État et des syndicalistes est affirmé par ceux-ci comme irréductible. Il n'y a pas de conciliation possible. C'est un duel à mort. Au tout récent Congrès de la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires qui s'est tenu à Paris les 9 et 10 octobre derniers et d'où sont parties les délégations qui ont arraché au Gouvernement toutes les satisfactions pécuniaires exigées, l'un des orateurs entendus a mis quelque coquetterie à dissiper les dernières équivoques qui pussent subsister encore.

« *Le syndicalisme et le parlementarisme*, a-t-il déclaré, *sont deux forces qui s'affrontent et ne collaborent pas... Nous avons balayé une équipe de politiciens, il nous reste à balayer tous les politiciens... Ce que nous voulons, c'est la conscription des fortunes!* »

Bien que la guerre semble avoir ôté aux Français la faculté de s'étonner, nous nous plaisons à penser que tous ne sont pas insensibles à l'effarante étrangeté du spectacle. Quand on pense que, tout bouillants et tout fumants encore de semblables harangues, les fonctionnaires chefs du mouvement syndicaliste sont accueillis par le chef du gouvernement avec les marques de la plus entière déférence, il doit être permis d'en conclure que les droits de l'autorité et le respect de la hiérarchie sont à peu près éclipsés. Des deux pouvoirs ainsi mis en présence, le pouvoir politique né de la constitution, et le pouvoir syndical issu d'une révolte, lequel commande à l'autre? La question de prépotence n'est-elle pas virtuellement tranchée en faveur du pouvoir syndical appelé à gagner désormais tout ce que l'autre va perdre jusqu'au jour où la constitution syndicale aura achevé de se substituer à celle dont le chef de l'État et le Sénat sont censés être les gardiens fidèles.

Le mot de constitution syndicale est venu se placer naturellement sous notre plume. Cette constitution existe. Elle s'es-

saie à fonctionner en France. M. Paul Louis a bien voulu nous en décrire le mécanisme. A la base, les groupes d'ateliers et d'entreprises dans la même localité. C'est la cellule-mère. A un degré intermédiaire la Bourse du Travail rassemble les syndicats dans le cadre de la région. Apparaissent ensuite les agrégats de dimensions plus vastes, suivant une progression ascendante : les Fédérations de métiers, la Confédération nationale, enfin les Fédérations et les Confédérations internationales. « Le syndicalisme oppose, d'une part, ses formations à celles de la production capitaliste, et, d'autre part, à celles de l'État greffé sur cette production. Brusquement, élargissant ses cadres au fur et à mesure que le marché des échanges s'étend, il brise les parois de la société politique et devient mondial. »

On a attribué, écrit avec raison M. Henry Rollin, dans le *Temps* du 3 octobre, une sorte de signification cabalistique aux mots de soviet et de soviétisme. Rien de moins justifié. Soviet veut dire conseil et le soviétisme reproduit trait pour trait la constitution syndicaliste telle que nous venons d'en donner le schéma, avec cette différence qu'en Russie où les circonstances permettaient d'opérer sur table rase, le syndicalisme s'est établi d'un seul coup sans avoir à évincer progressivement la constitution établie, tombée d'une pièce dans une catastrophe.

L'organisation soviétique, telle qu'elle règne, depuis environ sept ans en Russie, est une pyramide d'organes délibératifs élus, issus les uns des autres, *de bas en haut*.

Ils sont chargés : 1° à chaque degré de l'exécution en cascade des mesures prescrites *de haut en bas*;

2° de l'administration locale dans la division administrative correspondante : village, canton, district, province, république, république fédérative, union.

A la base de l'appareil gouvernemental se trouve le fameux *Soviet* élu dans les agglomérations d'au moins 400 habitants.

Les Soviets des villages élisent le Soviet de canton et ainsi de suite. Successivement l'administration des districts, provinces, républiques et fédérations de républiques, est assurée, suivant le même mécanisme, par les députés des soviets de l'échelon inférieur auxquels viennent se joindre, à leur tour, les

députés des groupements industriels et urbains. Chacune de ces assemblées nomme un comité exécutif de permanence pourvu d'un président.

Comme le fait très justement observer M. Henry Rollin, ce n'est pas dans ce système que réside l'originalité du régime moscovite. On avait déjà vu quelque chose d'assez semblable en Russie, aux XVIe et XVIIe siècles. Vers 1811, le tzar Alexandre Ier, profondément imbu d'idées libérales et constitutionnelles et subissant l'influence éphémère de Spéransky, n'était pas éloigné de ressusciter dans son vaste empire cette constitution à tiroirs.

Ce en quoi réside l'innovation essentielle bolchevique, c'est dans la substitution du *cadre corporatif* ou syndical au *cadre territorial*. Le gouvernement moscovite se défend énergiquement de succéder à l'ancienne Russie. La Russie en tant que corps de Nation a pris fin. Nous sommes en présence de l'U. R. S. S., de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, dont le siège actuel correspond à l'ancienne expression géographique de Russie parce qu'il faut bien prendre pied quelque part, mais qui reste ouverte, en amorce, à toutes les républiques et unions de républiques du même type qui voudront s'incorporer à elle. Ce régime n'a pas de précédent dans l'histoire. Il n'admet à l'électorat que les membres d'une corporation ou syndicat. Quant aux individus que leur profession ou leur situation exclut du syndicat, ils sont hors de la cité. Ils forment la classe gouvernée et administrée. Ils n'ont pas plus de droits que les esclaves dans la cité antique. En d'autres termes la constitution soviétique réserve tous les droits civiques aux soldats, aux invalides et à tous ceux qui vivent de leur travail manuel, sans distinction de sexe ou de nationalité, dès qu'ils ont atteint l'âge de dix-huit ans. Tous les autres : employeurs, commerçants, voyageurs de commerce, ecclésiastiques, etc., etc., sont bannis de l'électorat.

Un autre point essentiel de l'organisation politique russe est le mécanisme du pouvoir suprême.

A la fin de chaque année, le Congrès des Soviets de l'Union, issu des Soviets immédiatement inférieurs, nomme un comité central exécutif composé de deux Chambres :

1° Le Soviet de l'Union composé de 414 membres pris parmi

les députés des républiques, au prorata de la population de celles-ci ;

2° Le Soviet des Nationalités, sorte de Sénat comprenant 100 membres à raison de 5 par région autonome.

Ces deux Chambres, égales en droit, approuvent les lois. Réunies en Congrès, elles nomment les commissaires du peuple et leur *præsidium*.

Mais l'emploi du mot Chambre n'implique aucune concession au parlementarisme. En matière financière le rôle des deux grands Soviets se réduit à celui d'une assemblée d'actionnaires réunie pour approuver un bilan et confirmer la composition du Conseil d'administration auquel elle délègue des pouvoirs permanents. En dehors de ces sessions trimestrielles, le Comité exécutif, avec ses deux Chambres, est représenté par le *præsidium* de 24 membres, dont il vient d'être question.

Nous croyons être dans le vrai, en écrivant du régime moscovite, caractérisé par la dictature du prolétariat, qu'il réalise la constitution syndicaliste, expression dernière du collectivisme marxiste à l'état parfait. Que si l'on essayait, — ce qui serait très facile, — de représenter par un schéma, d'une part le syndicalisme idéal, tel que nous l'avons exposé plus haut d'après les théoriciens français, et d'autre part le syndicalisme achevé, tel qu'il existe en Russie, les deux figures se superposeraient trait pour trait, ligne pour ligne, comme les deux cartes d'une même contrée exécutées à la même échelle.

En Russie la dissolution du système politique et territorial dans l'organisme syndical est consommée. La dictature anonyme et irresponsable d'un prolétariat priviligié composé de prétoriens rouges et de travailleurs manuels est solidement établie. C'est quelque chose d'autrement robuste et tyrannique que le césarisme. Toutes les pièces du mécanisme se commandent et la puissance monte et redescend d'une extrémité de l'échelle à l'autre, sans la moindre solution de continuité. Du régime représentatif à la moderne il ne subsiste plus que l'ombre caricaturale.

En France, l'opération est commencée, de par la reconnaissance officielle des syndicats de fonctionnaires et leur conjonction avec les Confédérations, non moins illégales, du travail. L'organisation soviétique est virtuellement maîtresse de l'État,

à qui elle soutire petit à petit son autorité et sa puissance. Le Président de la République, le Sénat et la Chambre des députés peuvent, dès maintenant, d'après l'exemple des deux Chambres russes, mesurer la place subordonnée et réduite qui leur sera faite dans les temps nouveaux.

En cette fin de 1924, l'État français et l'État syndicaliste et soviétique nous apparaissent comme deux vases communicants, mais c'est le premier qui, en vertu d'une exhaustion énergique et continue, se vide au profit de l'autre. La Révolution se déclarera au point précis où l'État syndicaliste se sera transféré la supériorité de puissance.

***

NOTRE ÉCOLE DIRIGEANTE ET LA RÉVOLUTION QUI VIENT

Nous entendons fort bien que la France n'est pas la Russie et qu'il y a, chez nous, entre les espérances du syndicalisme et leur réalisation, des obstacles encore malaisés à emporter. Notre constitution sociale, toute sapée, battue en brèche qu'elle soit, n'est pas à la veille de s'écrouler. Nous l'accordons. Qu'elle ait les promesses de l'éternité, voilà ce qu'il n'est plus permis de croire en 1924, après le rude coup que vient de recevoir la Constitution de 1875, les encouragements et les avantages qui viennent d'être concédés à la constitution soviétique en marche. Il est impossible que ces choses finissent par des chants et des apothéoses.

Les observateurs les moins sujets à la panique, les moins enclins aux exagérations de l'esprit de parti, s'accordent pour constater qu'un transfert d'autorité, un déplacement de puissance, s'est opéré de l'État aux Syndicats de fonctionnaires. Le soviétisme, qui se confond avec le syndicalisme, est en marche. Jusqu'où ira-t-il? Ce n'est pas actuellement la question. Peut-être sera-t-il refoulé vers son point de départ par une contre-révolution. La perspective d'un conflit même victorieux pour notre ordre social n'est pas tellement réjouissante qu'on la doive envisager sans frémir.

Tenons-nous-en au fait patent, brutal, irrécusable.

La République parlementaire, en cet automne de 1924, s'est inclinée devant le syndicalisme dans un esprit de soumission dont on mesurera l'humilité à ce signe qu'elle a accepté de réintégrer avec tous les honneurs de la guerre dans les rangs de l'administration, avec priorité d'avancement, les auteurs de la Révolution syndicaliste manquée de 1920.

Y a-t-il le moindre excès de langage, dans ces conditions, à écrire que le Prince a changé de camp.

Il a cessé d'être avec les deux Chambres, avec nos deux consuls, avec le collège ministériel prévu par la constitution.

Il s'est retiré chez les agents d'exécution, qui, de subordonnés, sont devenus les maîtres.

Le Prince? Il nous semble que cette locution ne fera pas difficulté.

Avec le duc Victor de Broglie, écrivant ses remarquables *Vues sur le gouvernement de la France*, nous donnons, par raison de commodité et de simplification, le nom de Prince au pouvoir exécutif quel qu'il soit, quelles qu'en soient la nature et la durée, qu'il soit unique ou multiple, électif ou héréditaire.

Comment ne pas discerner que, réfugié dans l'autre camp, le Prince est désormais soustrait aux prises directes du Parlement et du Suffrage universel et que le Régime représentatif en France tend à devenir une fiction qui, de jour en jour, achèvera de se vider de son contenu primitif?

Mais l'évidence a beau nous terrasser, tous tant que nous sommes, nous nous cabrons devant elle. Suivant une expression aussi fine que juste, nous savons que la France dérive vers le communisme soviétique ou syndicaliste, *mais nous ne le croyons pas*. Nous éprouvons une vive répugnance à admettre que notre École dirigeante, si ardente et si habile jusqu'ici à défendre l'établissement politique de 1875 contre tous les périls qui ont successivement menacé son existence, ait pris aussi lestement son parti de rendre les armes au soviétisme.

Ce soviétisme, elle le condamne, d'ailleurs, en paroles. Elle ne laisse aucune occasion de le répudier. Il y a là comme un arcane difficile à pénétrer. Comment expliquer que les retentissants défis jetés en 1909 au syndicalisme par M. Joseph Caillaux, l'espoir du parti radical, son docteur et son chef, se soient achevés en formule de capitulation presque incondi-

tionnelle? Cette attitude ambiguë de notre École dirigeante déconcerte visiblement les professionnels mêmes de la politique, à moins de tenir pour définitive l'évolution de la maçonnerie signalée au début de cette étude.

L'énergie superbe que nos dirigeants déployaient dans le passé contre la moindre menée dictatoriale, comment s'est-elle évanouie en présence d'une offensive, non moins dictatoriale, dirigée par le syndicalisme contre nos institutions? Par quelles forces obscures et inconnues nos gouvernants sont-ils paralysés dans les gestes qu'on attendait raisonnablement d'eux?

Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de s'attarder à cette recherche.

M. Herriot s'est donné un collaborateur financier rassurant, l'un de ces personnages consulaires qui peuvent, au besoin, siéger dans un cabinet de concentration, ou le présider. M. Clémentel a fait, pour préparer un budget d'aspect raisonnable, un effort qu'il y aurait injustice à méconnaître. Nous en pourrions dire autant de la plupart des ministres, de M. Queuille, qui s'est bien gardé de rompre avec la politique agrarienne de M. Chéron, de M. J.-L. Dumesnil, auteur d'un programme naval marqué au coin de la sagesse, résultat d'une heureuse combinaison des nécessités et des possibilités du moment. Nous résisterons au facile plaisir d'évoquer le classique souvenir de Rabagas et d'insister lourdement sur l'inévitable déchet que subissent les promesses électorales. Tout ministre arrivé à la responsabilité inflige quelque démenti aux doctrines du candidat. La plupart des membres du cabinet Herriot, en dépit de la violence avec laquelle celui-ci s'est saisi du pouvoir, n'ont pu se soustraire à la grande loi de la transaction. Ils ont jeté du lest. Ils ont composé comme tant d'autres avant eux avec la résistance des choses... sauf sur un point, mais quel point?

Chaque fois qu'il s'est agi des monopoles d'État, de leur maintien et de leur extension, M. Herriot et ses ministres se sont aussitôt hérissés et dressés en bataille, dans une attitude d'absolue intransigeance. Ils n'acceptent même pas la discussion sur ce chapitre. Ils se serrent étroitement autour du monopole considéré comme un dogme fondamental,

à lui seul leur raison d'être et de vivre. On pourra trouver des accommodements sur le reste. Sur les monopoles, jamais. Cela est très sensible dans un exposé de ses projets communiqué à la presse, le 10 octobre dernier, par M. le Ministre de la Marine. Quand, après avoir justifié ses vues sur notre réorganisation navale en termes d'une parfaite convenance avec un grand luxe d'arguments bien choisis, M. Jacques-Louis Dumesnil aborde la question des arsenaux, le ton change aussitôt. De persuasif qu'il était, il se fait cassant et autoritaire. Ici, le ministre ne plaide pas, il tranche souverainement, coupant court à toute objection : « Je suis résolu à proposer au Parlement de ne pas abandonner à des intérêts ou à des organisations privées la moindre partie de nos moyens de production. Je transformerai dans une certaine mesure les arsenaux et les établissements de la Marine; je les industrialiserai, je les moderniserai, je les perfectionnerai, car j'estime qu'ils ne doivent pas être rendus à l'industrie privée. »

De raisons, point. Les arsenaux de la Marine ne doivent pas être supprimés parce que c'est ainsi et non autrement! Ils constituent un foyer permanent de révolution et de soviétisme. Leur improductivité foncière, établie par des chiffres irrécusables, conspire à augmenter le déficit budgétaire. Il n'importe. Nous nous heurtons à un impératif catégorique devant lequel toute autre considération doit céder. Les arsenaux de la Marine sont tabous, comme tous les autres monopoles et entreprises d'État. Bien entendu il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'engagement de les *industrialiser*, suivant un barbarisme qui a fait fortune. Le mot n'est mis là que pour amuser le tapis. Il ne trompe personne, pas même le ministre, ni surtout les syndicalistes. Promettre que l'État se *désétatisera* spontanément, s'engager à industrialiser les monopoles d'État, ceux-ci demeurant tels, c'est porter à l'impossible un défi qui n'est que plaisant.

Au Congrès annuel que le parti radical et radical-socialiste a tenu à Boulogne-sur-Mer du 16 au 19 octobre dernier, la question des Monopoles d'État n'a pas cessé un instant d'être présente à l'esprit des orateurs. A l'accent de ces derniers l'on sent que c'est une question angulaire qui exclut

toute possibilité d'abandon et de transaction. Si le parti radical reniait le maintien et l'extension de monopoles d'État, il se renierait lui-même. Il romprait à jamais la chaîne qui le lie au Socialisme et au Collectivisme. Il se replacerait dans la ligne de ses traditions libérales. La politique de gauche n'aurait plus de sens, et toutes les forces de Révolution s'ameuteraient contre le parti félon qui, en cessant de renforcer les fonctions et de reculer les limites de l'État, cesserait par là même de préparer l'avènement du communisme soviétique. L'inoffensif projet conçu par l'ancienne majorité de rendre la liberté à la fabrication et à la vente des allumettes a été considéré, — bien à tort hélas! — comme un premier pas dans la voie de la « désétatisation ». Efficace ou non, il a pris aux yeux des radicaux les proportions d'un acte symbolique gros de menaces. Dans son discours du 16 octobre, le jeune et talentueux député de la Sarthe, M. Jean Montigny, a célébré, au milieu des applaudissements, comme l'un des résultats les plus précieux à mettre dès maintenant à l'acquit du Cartel des Gauches, « la sauvegarde des Monopoles ». Et le dimanche 19 octobre, au banquet de clôture, M. le Président du Conseil prononça des paroles plus significatives et plus décisives encore :

« J'ajoute, dit-il, qu'au lieu d'aliéner les Monopoles comme on avait commencé à le faire, nous travaillons à transformer nos *exploitations fiscales*. Nous venons même de décider la création d'une Caisse nationale d'assurances contre l'incendie. » Que cette caisse soit un acheminement vers le Monopole de toutes les assurances déférées à l'État, on nous permettra de mettre la chose hors de doute. Il y a longtemps que l'État a été sommé par la démagogie de mettre la main sur cette riche proie : les assurances, dont il est relativement facile de se saisir. Qu'on se représente la quantité d'emplois de surcroît que ce monopole mettrait à la nomination de l'État. Et quel superbe lot à ajouter encore au domaine du syndicalisme soviétique !

Il est très remarquable que M. le Président du Conseil ait rangé la future caisse d'Assurances-Incendie sous la rubrique des exploitations fiscales. Cette particularité indique nettement les arrière-pensées tapies derrière cette formule. Le

Monopole des Assurances-Incendie appelé à succéder de très près à l'institution de la Caisse nationale répondra à trois fins que l'on aperçoit très distinctement. L'assurance Incendie, en grossissant une dette flottante déjà formidable, fournira à l'État de nouveaux moyens de trésorerie propices au gaspillage. Les tarifs seront nettement fiscaux; c'est-à-dire qu'ils s'accroîtront automatiquement d'année en année et sans doute seront rendus progressifs. L'assurance, par une conséquence inévitable, deviendra obligatoire et les déclarations de risques seront mises en étroite corrélation avec les déclarations de revenus de façon à renforcer l'inquisition fiscale. Telles sont les perspectives que nous a ouvertes à Boulogne-sur-Mer M. le Président du Conseil. Bien manié dans un esprit socialiste, l'instrument des Assurances-Incendie, qui se présente avec des apparences fort bénignes, peut donner des résultats incalculables et resserrer d'une façon imprévue le cercle d'investissement autour de la propriété individuelle.

Notre École dirigeante s'attache donc, comme le lierre à l'ormeau, aux monopoles d'État, c'est-à-dire à la cause efficiente du syndicalisme soviétique, de son développement et de sa fortune. Elle ne peut ignorer, car M. Paul Louis et d'autres encore l'ont avertie dès longtemps, que le *syndicalisme, lui seul, sera finalement appelé à tirer parti des services publics qu'elle n'avait cessé d'élargir pour garantir sa domination et sa perpétuité.*

En dépit que nous en ayons, nous avons été amené invinciblement, et l'on y sera amené avec nous, si l'on réfléchit, à poser à la charge de notre École dirigeante une question de bonne foi.

Et à la résoudre par la négative.

Quand, par exemple, M. Victor Peytral, ministre des Travaux Publics, place les compagnies de chemins de fer dans l'alternative de réintégrer avec avancement les meneurs syndicalistes ou d'encourir des mesures de représailles au bout desquelles on entrevoit la déchéance et la reprise par l'État, l'hypothèse d'une erreur de jugement devient inadmissible. Le ministre travaille à l'avènement du syndicalisme en homme qui a pris son parti après y avoir pensé.

Cela étant, les conséquences s'en tirent toutes seules.

Il n'y a plus que faux-semblant dans la sollicitude dont notre École dirigeante affecte d'entourer encore la République parlementaire de 1875. *Dans la pensée de nos dirigeants, le régime représentatif est dépassé par l'évolution à gauche.* Un stade est franchi auquel ce serait puérilité que de prétendre s'attarder. L'avenir appartient à la dictature syndicaliste. Notre école dirigeante fait mieux que se résigner à cet avenir. Elle s'y prépare une place confortable; *elle a déjà traité avec le syndicalisme.* Elle se résigne au rôle effacé et humilié, de n'être plus qu'une étape sur la route qui conduit aux précipices communistes et de masquer l'accès de ceux-ci aux bourgeois qui font encore crédit à ses sentiments présumés d'ordre et d'autorité.

Sans pouvoir être taxé de pessimisme, nous faisons un raisonnement simple sur des faits patents. Le persistant aveuglement de nos contemporains vient de ce qu'ils s'obstinent à rattacher le parti radical à la tradition libérale.

Ce n'est pas d'hier qu'on a porté en terre les deux derniers survivants du radicalisme libéral : René Goblet et Henry Maret. Nous croyons avoir surabondamment prouvé que le radicalisme français procède du marxisme allemand par l'intermédiaire du programme de Belleville. Qu'est-ce que le marxisme, sinon un césarisme qui a fréquenté chez les savants et les économistes? Le marxisme s'achèvera en dictature ou il ne se fera pas. Et notre École dirigeante y répugne beaucoup moins qu'elle ne le fait paraître. Elle condamne toutes les dictatures... hormis la sienne, suivant l'aveu, dénué d'artifice, échappé récemment à un témoin à décharge dans le procès Bonomi. Le régime représentatif lui laissera d'autant moins de regrets qu'il a failli, en 1919, consommer sa perte. Il est fécond en risques. Si fortement et savamment ligoté qu'il soit, le suffrage universel a parfois des sursauts dangereux. La chaude alerte de 1919 a mis fin aux perplexités de notre École dirigeante. Elle a opté pour la dictature syndicaliste et ses sauvegardes éternelles.

Elle a donné sa démission et celle de la France. Elle ne veut plus revivre ces cinq mortelles années oscillantes et perplexes où elle se demandait avec anxiété tous les jours si une France nouvelle, une quatrième République, n'allait pas

naître de notre victoire militaire. Elle a trop tremblé pour sa domination : désormais plus d'aléa. Son cœur las des luttes et des compétitions aspire au repos dans la dictature. Quand le Rubicon sera en vue, elle n'hésitera plus sur ses rives.

***

SUPRÊME AVERTISSEMENT

Le dimanche 16 octobre, M. Édouard Herriot s'est rendu à Lyon, berceau de sa fortune politique, pour y présider un banquet, à la clôture d'un Congrès d'électrification rurale.

Là, parlant devant un auditoire où dominait l'élément agricole, M. le Président du Conseil a réédité l'affirmation si souvent reproduite durant l'après-guerre et que n'avons pas eu d'autre fin que de détruire dans tous nos travaux précédents :

La France étant riche, l'État étant pauvre, il n'y aurait qu'une question d'équilibre à résoudre en faisant appel à la bonne foi et au sang-froid de chacun.

C'est là, dans toute la force du terme, ce que les Grecs appelaient le « protopseudos », c'est-à-dire le sophisme premier, père de tous les autres et qui les inclut tous.

C'est là, sous un aspect anodin, le principe même de la révolution communiste. Dès qu'une société a accordé un principe de ce genre, elle est virtuellement révolutionnaire. Malgré qu'elle en ait, elle en subira toutes les conséquences.

Personne n'a pris garde, que nous sachions, à cette monstruosité juridique et financière qui se fait couramment accepter depuis quatre ans et qui consiste, de la part de notre École dirigeante, à séparer l'État de la Nation et à les opposer l'un à l'autre. Personne n'a pris garde que la lutte des classes et la guerre sociale prenaient une forme concrète en mettant l'État présumé indigent aux prises avec la Nation censément gorgée de richesse.

Le premier, nous avons osé renverser la proposition et avancer, sous bénéfice d'inventaire, que l'État socialiste moderne, doué d'une puissance formidable d'empiètement et

d'acquisivité, est riche, colossalement riche, d'une richesse qui passe l'imagination, que sa prétendue pauvreté n'est faite que de son incapacité à faire valoir son patrimoine et à bien utiliser ses capitaux et ses revenus, et que c'est à lui plus encore qu'à la Nation épuisée, amoindrie par la guerre, qu'il appartient de se sacrifier aux difficultés de la situation.

Nous avons conscience d'avoir ainsi formulé le principe contre-révolutionnaire.

L'inventaire qui devait donner la preuve de ce que nous avancions a été commencé. On n'a pu ou voulu l'achever. Nous avons essayé d'y procéder par nos propres moyens. Nous avons pu ainsi démontrer, sans que personne ait tenté la moindre réfutation, à propos des Chemins de fer de l'État, du Monopole des Tabacs et des Téléphones, que le manque à gagner annuel de l'État dans la gestion de ses richesses se chiffrait par plusieurs milliards dont les contribuables sont obligés de fournir la contre-partie.

Le raisonnement — un raisonnement simple — suffirait à faire toucher du doigt la fausseté du sophisme qui abuse nos contemporains.

Souvent, le Français moyen, auquel aime à se référer M. le Président du Conseil, apprend par les journaux que tel philanthrope ou tel riche citoyen vient de donner ou de léguer à l'État quelque superbe immeuble grevé ou non d'une destination charitable, accompagné d'une rente d'entretien.

A cette bonne nouvelle le Français moyen se réjouit dans son cœur. Il bénit la mémoire du généreux bienfaiteur empressé à grossir le patrimoine des déshérités de la vie.

On étonnerait bien ce Français moyen en lui prouvant par des chiffres authentiques, fondés sur des faits antérieurs et analogues, que le plus clair résultat de cette munificence est d'avoir diminué la richesse générale de la Nation, appauvri l'État, sans enrichir l'ensemble des particuliers.

En effet le Trésor a cessé de percevoir les impôts afférents à l'immeuble donné ou légué. D'où première diminution de recettes. Les frais d'entretien passent à la charge de l'État et ne tardent pas à dépasser le crédit ouvert par le donateur ou testateur. L'édifice reçoit une affectation apparemment utilitaire, mais qui, dans la pratique, amène la création d'emplois

nouveaux et de sinécures inédites, dont les contribuables supportent le coût. Au total une très mauvaise affaire pour tout le monde, au témoignage de l'impartiale arithmétique peu soucieuse de justifier le postulat menteur sur quoi se fonde le radicalisme socialiste.

Nous avons montré comment la France ne pouvait rencontrer le salut que dans un changement radical d'école et de doctrine dirigeante, changement dont l'inventaire eût donné le signal, c'est-à-dire en se remettant dans le droit chemin de son évolution naturelle depuis trop longtemps contrariée et déviée par une évolution artificielle d'origine étrangère. Il fallait de toute nécessité, au lendemain de la guerre, en finir avec une conception désastreuse de l'État, de ses fonctions et de ses limites. Dans cette direction la France eût trouvé à la fois la solution au problème politique et au problème financier. La renonciation à l'étatisme, en effet, en même temps qu'elle affermissait la puissance publique par cela qu'elle la ramenait dans son champ légitime d'activité, lui offrait pour combler le déficit, acquitter nos dettes, acheminer le franc vers le pair, d'inépuisables ressources à provenir de l'immense patrimoine improductif de l'État restitué à la Nation. La majorité issue des élections de 1919 a refusé de s'engager dans cette voie. Elle s'est conformée docilement aux directives des partis auxquels elle se contentait de livrer une guerre purement conventionnelle. Elle est restée fidèle à l'étatisme, à ses pompes et à ses œuvres.

Ce que M. Édouard Herriot déclarait le 10 octobre 1924 à Lyon, la majorité du 16 novembre l'a entendu plusieurs fois sur d'autres lèvres sans donner le moindre signe d'improbation. Elle a admis que l'État actuel est pauvre et que la Nation est riche; elle a ainsi adhéré à la Révolution sociale.

Si l'État est pauvre, et si la Nation est riche, il s'ensuit qu'il faut reprendre à la Nation le trop-plein de ses richesses en accordant à l'État de nouveaux moyens de fiscalité. Et, attendu que, plus l'État prendra et recevra, plus il gaspillera d'argent et stérilisera de richesses, plus il criera à l'indigence, la confiscation progressive du capital privé et la suppression de l'héritage arriveront logiquement. Tous les jours, la Nation se rétrécira et l'État syndicaliste grandira davantage jusqu'au

moment où celui-ci se sentira assez fort pour en finir. Et ce sera l'instant où la Révolution sociale se trouvera consommée.

On nous demande parfois de décrire dans une anticipation le processus de cette Révolution.

Comment se fera-t-elle?

Notre réponse aujourd'hui à de semblables interrogations sera simple.

Il ne s'agit plus de se demander si et comment la révolution se fera.

Il n'est plus que d'ouvrir les yeux et de considérer la révolution qui se fait, la révolution à l'œuvre, la révolution en marche.

Car elle ne cesse de s'accomplir, jour à jour, même dans ce budget de 1925, représenté aux Français comme un budget de modération et d'attente, très propre à rassurer les contribuables et qui sera caractérisé par d'innombrables et menues mesures d'extorsion plus efficaces qu'un seul et violent tour de vis.

La bourgeoisie française ne s'aperçoit pas que ce budget qu'on lui présente comme né d'une pensée de prudence et d'indulgence est éminemment révolutionnaire.

La classe ouvrière, dans les milieux socialistes, montre plus de clairvoyance et d'esprit politique que la bourgeoisie.

On a fait beaucoup de bruit, l'été dernier, autour de trois ou quatre refus d'acquitter l'impôt sur le revenu tiré du salaire qui s'étaient produits dans la banlieue parisienne.

D'aucuns ont cru, sur la foi de reportages dramatisés à plaisir, que les travailleurs manuels donneraient le signal de la révolte contre l'impôt personnel. Des bourgeois pacifiques se réjouissaient que le prolétariat s'avisât d'une initiative dont ils se sentent pour leur part incapables. C'était prendre assez ridiculement le change sur quelques épisodes isolés et sans portée, provoqués par la C. G. T. U. pour faire pièce à la C. G. T. de M. Jouhaux. Il faudrait être bien fol pour s'attendre à un mouvement populaire contre le fisc. Les ouvriers, que leurs hauts salaires obligent à contribuer quelque peu, en dépit d'abattements toujours plus larges et plus généreux, acquittent fidèlement leurs impôts. Peut-être leur premier mouvement a-t-il été celui de la résistance.

Mais la C. G. T., sentant le péril et docile en cela aux suggestions gouvernementales, a donné à tous ses adhérents le mot d'ordre de s'exécuter. La consigne est désormais, dans les milieux ouvriers contrôlés par la C. G. T., de ne pas compromettre par d'intempestifs coups de tête le sort de la fiscalité socialisante. La perspective de détruire l'héritage et de porter un coup décisif à la propriété vaut bien ce petit sacrifice. M. Jouhaux sera sans doute compris et écouté.

Les cégétistes discernent que la Révolution est commencée et qu'elle entre dans sa phase fiscale et monopolarde, la dernière avant la phase syndicaliste.

La bourgeoisie, elle, ne discerne pas cette évidence, ou tout au moins se conduit-elle comme si elle ne le discernait pas. Elle s'abandonne à la pente dans le vague espoir que les choses, à défaut des hommes, finiront par faire frein et qu'en mettant tout au pis, cette Révolution dans sa douceur légalitaire n'aura pas le mauvais goût d'épuiser ses conséquences ni surtout de recourir aux violences.

Il est possible que les violences, dans la phase suprême, nous soient épargnées.

Ce que nous nions, l'histoire en mains, c'est qu'une Révolution commencée et non contre-battue se soit jamais arrêtée d'elle-même en chemin.

Il serait, en outre, bien téméraire d'escompter que la Révolution n'éprouvera pas en dernière analyse le besoin de régulariser ses conquêtes suivant un procédé connu, par le moyen d'une opération de police un peu rude.

Sans doute les mœurs françaises sont-elles d'une grande douceur en temps ordinaire. Il ne faudrait pas se hâter d'en conclure que la Bête humaine une fois déchaînée ne nous régalera pas de quelques exploits de sa façon. Les souvenirs de notre première Révolution sont là. Ils nous enseignent qu'en France, en vertu d'une particularité que l'on constate sans trop se l'expliquer, les mouvements tumultuaires s'adressent autant aux choses qu'aux personnes. Les Bolchevicki russes ont procédé à trois millions d'exécutions capitales pour asseoir leur domination. Cela dépasse de beaucoup la proportion de nos guillotinades. Mais, d'après des témoignages

dignes de foi, ils ont respecté le patrimoine architectural et artistique de la vieille Russie.

En nous référant aux précédents de 1789, nous n'avons pas la certitude, au cas où la force, cette « accoucheuse des Révolutions », aurait à intervenir, que tout se passerait aussi bien chez nous.

Il faut se rappeler, et malheureusement le souvenir n'est pas à l'honneur de notre pays, que dans les années quatre-vingt-neuf, à la lueur des flammes, sous les coups de la hache et du marteau, disparurent cinquante mille églises et chapelles parmi lesquelles figuraient des monuments de premier ordre, douze mille couvents, prieurés, monastères, aux ruines desquelles mêlèrent leurs ruines vingt mille châteaux, pillés, dévastés, quand ils n'étaient pas brûlés ou rasés. Ce qui a échappé à la destruction a été converti en magasins, écuries, casernes ou prisons. Plus de quatre vingt mille bibliothèques, ornement de ces châteaux, abbayes et couvents, furent saccagées, dispersées, lacérées, vendues à vil prix. Les manuscrits les plus rares, les archives les plus précieuses, les tableaux, les statues, les bas-reliefs, les vitraux subirent le même sort. On ne peut chiffrer ce désastre irrépérable qui nous range en cela, du moins, au-dessous de la Russie soviétique et qui nous empêche de mettre avec les optimistes un recommencement de vandalisme au nombre des impossibilités, pas plus, au demeurant, qu'un recommencement de violences contre les personnes.

Il faut toujours se reporter en pareille matière, aux profondes, judicieuses et toujours actuelles réflexions de l'Anglais Edmond Burke sur la Révolution française. Celui-ci avait très bien vu : 1° qu'on ne pouvait plus rien garantir, rien préserver, dès l'instant que les agents du pouvoir exécutif, cessant d'être les instruments de celui-ci, mettaient son autorité au service d'un pouvoir concurrent; 2° que ce qui est valable pour l'administration ne tardait pas à le devenir pour la force armée. Tout récemment à Paris les gardiens de la paix syndiqués ne se sont-ils pas livrés à une manifestation d'allure émeutière et à des voies de fait sur leurs supérieurs? Voudra-t-on fermer les yeux aux perspectives que nous ouvre le syndicalisme militaire? Le communisme

se livre à une ardente propagande sur les bas cadres de l'armée; il sait que les généraux d'une Révolution se recrutent parmi les sergents et les caporaux; que les gardiens de la paix à Paris passent définitivement à l'obédience syndicaliste, et la Révolution sociale trouve, du coup, une garde prétorienne incomparable.

« Des sottises faites par des gens habiles; des extravagances dites par des gens d'esprit; des crimes commis par d'honnêtes gens... » Voilà les révolutions, d'après Bonald.

C'est une pensée que les gens habiles, les gens d'esprit, et les honnêtes gens de 1924, à qui nous dédions cet avertissement suprême, feront sagement de méditer.

Non moins que celle-ci, d'ailleurs, du même auteur et plus profonde encore :

« Le mélange des bons et des méchants, dans l'administration d'un état en révolution, sert merveilleusement à prolonger le désordre parce que les bons conduisent avec sagesse ce que les méchants font avec violence et contre toute raison. Si les méchants étaient seuls à gouverner, ils pourraient bien détruire, mais ils ne sauraient rien établir. La crise serait violente, mais elle serait courte. »

Nous avons à l'heure actuelle beaucoup de personnages consulaires qui se flattent de conduire avec sagesse la fiscalité personnelle, la confiscation successorale, les empiètements de l'étatisme, la dictature syndicale soviétique qui se trouve au bout.

Tôt ou tard après avoir épuisé la série des moyens dilatoires, ils seront débordés par les violents.

École unique et monopole de l'enseignement. Droit syndical des fonctionnaires. Monopolisation successive des entreprises privées au profit du syndicalisme. Impôts de confiscation sur le capital et le revenu. Abolition de l'héritage. Socialisation des individus. Après quoi le communisme sera fait et notre ordre social retourné comme un gant. Tel est le plan.

En présence de ce plan-là trois catégories se révèlent dans la bourgeoisie française.

Ceux qui ne voient pas la Révolution en marche, et l'on ne peut incriminer que leur défaut de clairvoyance.

Ceux qui la voyant s'y résignent, et l'on est fondé à incriminer leur défaut de courage.

Enfin ceux qui la voyant venir y collaborent dans l'espoir de la ralentir et de la canaliser, et *peut-être d'en profiter.*

Est-ce de folie ou de niaiserie qu'il faut convaincre ces derniers?

***

LES CHANCES D'UNE CONTRE-RÉVOLUTION

On attend sans doute de nous, comme correctif à des conclusions aussi pessimistes, une recherche et une évaluation des chances que conserve la Contre-Révolution.

Nous ne nous déroberons pas à cette attente.

Posons d'abord en principe, avec Joseph de Maistre, que la Contre-Révolution ne consiste pas à mettre avec plus ou moins d'adresse des bâtons dans les roues de la Révolution en marche, ni à accumuler sur son chemin des obstacles tout au plus capables de la retarder un moment.

La Contre-Révolution s'entend d'une Révolution contraire appuyée sur des principes diamétralement opposés, se traduisant par des actes nettement inverses et allant disputer le peuple aux adversaires sur leur terrain même.

Nous avons fait allusion plus haut à l'appel de la *Ligue nationale républicaine,* seule manifestation expressive que nous ayons jusqu'ici des idées et des projets nourris par une opposition parlementaire qui veut descendre sur le forum.

Nous ne cacherons pas que, si les chances d'une Contre-Révolution se doivent mesurer à l'efficacité de ce document, elles nous apparaissent extraordinairement faibles.

Certes nous ne méconnaissons pas les bonnes intentions qui inspirent l'appel des ligueurs au pays. Mais pour fixer l'attention et susciter les dévouements, il eût fallu que les grands problèmes de l'heure présente y fussent exposés avec, en regard, des solutions précises et nouvelles, notamment dans l'ordre économique, financier et social.

Or, que nous apporte-t-on?

Une phrase noblement cadencée, mais où l'on ne trouve aucune indication pratique.

« Seule, une politique générale encourageant le travail, la famille et l'épargne, réalisant des économies, fera renaître la confiance indispensable pour restaurer les finances publiques, stabiliser le franc et diminuer le coût de la vie. »

Cette phrase, on nous permettra de la saluer au passage comme une vieille connaissance. Elle figure au *Barodet*, dans toutes les professions de foi, même socialistes. Il n'est pas de candidat au Conseil d'arrondissement qui n'en régale ses électeurs.

Mais comment encourager le travail?

Comment restaurer la famille?

Comment stimuler le goût de l'épargne?

Comment comprimer effectivement les dépenses publiques?

Voilà précisément ce qui fait question entre la Révolution qui vient et la Contre-Révolution qui essaie de naître, et sur quoi le Manifeste est déplorablement muet.

Combien eussions-nous préféré des indications nettes sur un programme financier et social!

Des économies! Sans doute y en a-t-il à pratiquer dans l'immense budget de la France. Mais elles ne peuvent être que d'une minime importance, si l'on maintient le système étatiste actuel.

Animé d'une passion de légiférer plus ridicule et plus risible encore que la passion de juger de l'immortel juge des *Plaideurs* de Racine, le Parlement français vote tout le long de l'année de nouvelles lois qui ont pour conséquence invariable la création de nouveaux fonctionnaires. A elle seule l'organisation de l'inquisition fiscale, si chère à MM. de Lasteyrie et Isaac, doit amener la création de services bureaucratiques pourvus d'un personnel nouveau à l'effectif de plusieurs milliers d'employés. Ce n'est donc pas le moment de parler d'économies réalisées par des suppressions d'emplois. Pour dix emplois qu'on a supprimés à grand orchestre on en a créé vingt-cinq sans rien dire. La vérité, c'est qu'il n'y a qu'une économie de possible et celle-ci en vaut la peine, c'est la suppression de tous les monopoles d'État, le retour à l'industrie privée des innombrables fonctions industrielles et commerciales accumulées par l'État. Cette économie-là serait réelle et elle serait double et triple de son chiffre apparent, puisque les recettes de

l'État seraient majorées dans des conditions prodigieuses. L'amortissement de la dette publique pourrait être amorcé, le crédit de la France subitement amélioré, le franc, non pas stabilisé, ce qui ne veut rien dire, mais amélioré et par suite le prix de la vie diminué.

Parler de la stabilisation du franc, c'est recourir à une formule sans consistance. Il vaut aujourd'hui environ 30 centimes mais sa valeur est fonction d'une foule de causes qu'il ne dépend d'aucune puissance humaine de supprimer brusquement, du jour au lendemain. Suivant que les circonstances agissent dans un sens ou dans un autre, le franc vaut un jour plus de trente centimes, un autre jour un peu moins. Son cours représente le crédit de la France. Il épouse fidèlement la courbe sinueuse des fluctuations de confiance déterminées par notre politique nationale. Quand la confiance renaît, il est en marche vers le pair, dans le cas contraire, il se dirige vers zéro. Quant à le stabiliser au cours actuel, ce serait imaginer que l'on pourrait décréter que les radicaux-socialistes n'accentueront pas leur politique de dégringolade matérielle et morale et que la France restera dorénavant franc-maçonne et socialiste à tendances soviétiques sans faire un pas de plus vers la réalisation de ces utopies ou un pas en arrière vers la réaction et le retour à une doctrine nationale conservatrice.

Assigner comme but à une politique financière, envisagée indépendamment de la politique générale, la stabilisation du franc est une pure utopie. A une certaine époque du Bloc national, avant Lasteyrie, la livre a valu 42 francs; sous Lasteyrie elle a valu jusqu'à 120; avec François-Marsal elle est revenue à 62; avec le Cartel des Gauches la voilà à 87.

Si l'on veut, non pas stabiliser le franc, ce qui n'est au pouvoir de personne, mais acheminer graduellement — ce qui seulement est intelligible — notre franc vers le pair, il faut changer radicalement de politique et charger l'État de payer les dettes de la Nation. Alors, mais alors seulement, lorsqu'aura commencé l'utilisation intelligente et résolue des richesses de l'État, on verra le crédit de la France s'améliorer et le cours de notre monnaie prendre une marche ascendante, lente il est vrai, mais continue. On verra en même temps baisser le coût de la vie, on verra aussi la richesse de la Nation augmenter

rapidement et, par une suite nécessaire, s'accroître spontanément les ressources budgétaires.

Par malheur, de telles façons de voir paraissent absolument étrangères aux éminents signataires du Manifeste.

Ils concèdent à la Révolution sociale ses principes, en se réservant de lui faire une petite guerre de chicane et d'embuscade sur les conséquences de ceux-ci.

Ils ne posent pas la question, la vraie question, l'unique question, qui est de savoir si le programme communiste de 1849 habillé en programme de Belleville à la française va recevoir son entière exécution.

Ils se contentent d'opposer la Révolution retardée à la Révolution accélérée.

Mais quiconque se pique d'une logique même élémentaire pourra-t-il admettre et comprendre qu'on veuille consolider la famille qui fait l'État sans prendre vigoureusement à partie le programme qui la nie et travaille à la détruire par le moyen des taxes successorales?

Admettre et comprendre qu'on se propose de favoriser l'épargne sans attaquer la doctrine qui la nie, l'impôt personnel et inquisitorial qui la pourchasse et la société secrète qui en réclame la confiscation immédiate jusqu'à concurrence de huit dixièmes.

Admettre et comprendre le paradoxe qui, plus fort que la quadrature du cercle, consiste à prêcher à la fois les retranchements sur le budget et l'accroissement des fonctions de l'État.

Admettre et comprendre qu'on parle sérieusement de stabiliser le franc à sa valeur actuelle, c'est-à-dire de souscrire à la monstrueuse hérésie économique qui est l'essence même du socialisme, à savoir que le Prince peut déterminer ou changer arbitrairement la valeur des espèces.

Admettre et comprendre qu'on déclare solennellement la guerre au Communisme, au Collectivisme, au Radicalisme socialiste, tout en acceptant, par la plus dérisoire des prétéritions, l'étatisme qui les inclut tous les trois comme l'espèce contient les sous-variétés.

Il faut encore, avons-nous dit, que non contente d'avoir opposé, dans toute l'évidence de leur contradiction irréductible, doctrine à doctrine, principe à principe, la Contre-

Révolution aille disputer le peuple à son ennemie sur le terrain des bienfaits sociaux.

Le miracle des Gauches a été promis et annoncé au peuple par la Révolution.

Il ne suffit pas de constater sur le mode de la plaisanterie sarcastique la carence actuelle de celle-ci qui sait l'art de se faire reporter. Il faut que la Contre-Révolution oppose aux mirages révolutionnaires des réalités immédiates et substantielles. Aussi, au même titre que nous déplorons la timidité doctrinale du Manifeste, y regrettons-nous l'absence de réformes sociales positives.

Quelques heures après le grand succès électoral des conservateurs anglais, l'un de leurs leaders, Sir William Joynson Hicks, devant la *Primerose League*, s'écriait :

« Je peux vous assurer que notre chef est résolu à faire en sorte que la politique conservatrice ne s'expose pas au péril de réaction après sa victoire. M. Baldwin entend marcher de l'avant pour la réalisation des promesses faites au peuple. La grande majorité de ceux qui ont voté en faveur du conservatisme appartiennent à la classe ouvrière et le gouvernement ne négligera rien pour améliorer leur sort. »

Trouve-t-on jamais dans les livres ou sous la plume de nos hommes de droite des affirmations rendant un pareil son de sincérité, de décision et de hardiesse?

Marcher de l'avant? N'ont-ils pas implicitement acquiescé à ce que cela s'entendît de marcher dans le sens de l'Étatisme c'est-à-dire dans les voies de la Révolution sociale, sous le beau prétexte que le Progrès, dieu aussi aveugle que le Fatum antique, en a ainsi ordonné?

Or, nous avons prouvé, avec un luxe de détails suffisant dans nos précédents travaux, qu'il était aisé en tournant délibérément le dos aux chimériques solutions étatistes et socialistes de procurer aux déshérités de la fortune et aux victimes de la guerre des satisfactions légitimes, immédiates et importantes.

Qu'est-ce que la question sociale? C'est, avons-nous répondu, le problème : incorporer à l'ordre social un prolétariat qui n'y est que campé.

En conséquence, loin que la question consiste à conduire

les ouvriers à la conquête d'un butin fait sur leurs compatriotes avec le concours de l'État et à réaliser ainsi l'égalité dans la misère, elle est d'assigner aux classes laborieuses une part sur les dépouilles d'un État formidablement riche. Nous avons précédemment publié un avant-programme des mesures à prendre pour l'utilisation, au profit du prolétariat, des richesses improductives de l'État. Nous avons notamment indiqué les propriétés domaniales dans lesquelles il serait si aisé de tailler des domaines et de bâtir des habitations pour les ouvriers et les anciens combattants, les mutilés de guerre. La Révolution sociale tend au communisme. Dès lors que doit faire la Contre-Révolution? Des propriétaires. Transformer les prolétaires en propriétaires, non sans frapper l'étatisme au cœur. Toutes les chances de Contre-Révolution sont là. Le résultat se peut aisément atteindre et ne coûterait rien à personne, pas même à l'État.

Les conservateurs français — et pourquoi rougiraient-ils de ce nom qui s'accorde si bien avec l'esprit de progrès, s'il est vrai que le progrès sert le développement d'un ordre social fondé sur la propriété individuelle? — ne prendront-ils pas exemple sur les conservateurs anglais, ainsi que les y conviait un magistral article paru dans le *Temps* du 1er novembre et dont nous jugeons utile de reproduire le passage essentiel :

De même qu'il a une organisation puissante, le parti conservateur a un nom simple et clair, un programme substantiel et net. Il a un nom : il s'appelle simplement, unîment, courageusement, le parti conservateur parce qu'il veut conserver toutes les grandes institutions traditionnelles de l'Angleterre. En face d'un parti socialiste internationaliste, il est le parti conservateur national. Avant de pratiquer l'amour de l'humanité, il conserve d'abord l'amour de son pays. Il laisse aux hommes des âges futurs le soin de se déclarer citoyens du monde. Il lui suffit d'être en ce siècle comme dans les siècles passés — le citoyen de la Grande-Bretagne.

En face d'un parti socialiste qui prêche la destruction du capital, de l'héritage, de la propriété individuelle, le parti conservateur défend ouvertement le capital, l'héritage et la propriété. En face d'un parti libéral qui tourne comme la rose des vents tantôt vers le socialisme quand il croit flatter ses électeurs, tantôt vers le conservatisme quand il s'effraie de ses progrès, il suit sa marche droite. Il ne fait pas de concession à ses adversaires, car il sait qu'ils en profiteraient sans lui en savoir gré ni lui rendre la réciproque. Lisez les

admirables œuvres de Galsworthy. Lisez surtout cette étude pénétrante et fouillée du squire anglais dans *The country House* — le Domaine. C'est un personnage tiré en Angleterre à des milliers d'exemplaires : il explique la force solide et résistante, la force millénaire de la Grande-Bretagne.

Un nom simple et clair!

Un programme substantiel et net!

Quel exemple pour la *Ligue nationale républicaine!* En faut-il davantage pour expliquer et le triomphal retour des conservateurs anglais aux affaires et la piteuse défaite de leurs congénères français?

C'est avec des idées simples, pratiques, positives, exclusives des vaines habiletés et des phraséologies plus vaines encore, qu'on soustrait une démocratie aux séductions révolutionnaires. C'est en adoptant des attitudes décidées et en faisant des gestes sincères et non en se réfugiant dans un machiavélisme enfantin qu'on entraîne les foules.

Encore une fois, pourquoi le peuple suivrait-il les conservateurs français, puisqu'ils ne lui apportent rien, ne proposent rien, hormis le programme de leurs adversaires, amenuisé et rétréci?

Où l'étendard qui rallie? Où la formule qui enthousiasme? Où l'argument qui convainc?

Non, ce n'est pas ainsi que le cours de la Révolution en marche sera suspendu ou même ralenti.

Avec infiniment de justesse et d'à-propos, l'écrivain anonyme du *Temps* a montré que ce Conservatisme progressiste britannique, auteur de toute continuité et de toute solidité, s'appuyait essentiellement sur le *squire* retranché dans son domaine comme dans une forteresse inexpugnable au socialisme et à la révolution.

Le *squire*, qu'est-ce à dire? N'avons-nous pas en France une immense classe de moyens et petits propriétaires, une véritable démocratie de la propriété à laquelle, pour la rendre maîtresse de nos destinées, il suffirait d'incorporer de nombreux éléments recrutés dans le prolétariat? Mais cette classe de prolétaires n'a comme chefs en France que des politiciens sans scrupules qui ne rêvent que l'avènement du marxisme, que de les éloigner à tout jamais de la propriété individuelle.

Ne conviendrait-il pas aux dirigeants d'un nouveau parti conservateur français de prendre le contre-pied de la doctrine collectiviste et de conquérir le monde des travailleurs déshérités en les élevant à la dignité de propriétaires par l'utilisation des domaines improductifs de l'État?

Une solution pareille de la question sociale n'est possible qu'en France, seul État qui possède actuellement des richesses de toutes sortes et notamment une partie considérable du sol national dont il peut faire bénéficier la collectivité miséreuse.

Nous pouvons donc conclure que cette idée, ce principe, cette méthode une fois adoptés, il n'est pas une Nation en Europe où la Révolution sociale soit plus facile à maîtriser qu'en France.

FELS

LE FILS DE SON PÈRE

— C'est un nom bizarre, — concéda Mrs. Strickland, et personne de notre famille ne l'a jamais porté; mais, vous comprenez, c'*est* pour nous le premier homme.

De sorte qu'on lui donna le nom d'Adam, et pour cet ici-bas qui l'entourait ce fut le premier des hommes — un enfant-mâle tout seul. Le Ciel ne lui envoya pas d'Ève pour compagne, mais toute la terre, à cheval comme à pied, fut à ses genoux. Dès qu'il fut en âge de paraître en public il tint un lever, et les soixante policemen de Strickland, aux soixante sabres cliquetants, mirent le front dans la poussière devant lui. Ses doigts s'étant refermés sur la garde de sabre d'Imam Din, tous se relevèrent et rugirent au point qu'Adam rugit de même, et dut être retiré.

— Mais ce n'était pas un cri de peur, — dit plus tard Imam Din, en causant avec son camarade dans les rangs de la Police. — Il était en colère... et si jeune! Frères, il fera un très puissant officier de Police.

— La Memsahib[1] le nourrit-elle? — demanda une nouvelle recrue, l'odeur de la teinture pas encore partie de son uniforme de cotonnade jaune.

— Ho! — dit d'un air méprisant un Naïk de l'intérieur; — il n'y a pas *plus* de dix jours qu'on sait que c'est ma femme qui le nourrit.

Il frisa sa moustache avec autant de hauteur qu'un Inspecteur se le put jamais permettre, car il savait que le mari de la nourrice du fils du Surintendant de Police de District était un homme considérable.

1. La Dame.

— Je suis content, — dit Imam Din, en desserrant son ceinturon. — Ceux qui boivent notre sang deviennent de notre propre sang, et je me suis aperçu, dans ces dernières années, que les fils de Sahibs une fois nés ici y reviennent quand ils sont allés à Belait (Europe).

— Et que font-ils à Belait? — demanda la recrue respectueusement.

— Ils acquièrent de l'instruction... ce qui n'est pas ton cas, — repartit le Naïk, — de plus ils boivent assez de *belaitee-panee* (eau de seltz) pour leur donner cette agitation du diable qui leur dure toute la vie. D'où nous autres de Hind tirons de l'ennui.

— Le père de mon oncle, — dit Imam Din lentement, avec importance, — était Ressaldar du Long Coat Horse[1], et l'Impératrice l'appela en Europe l'année qu'elle accomplit ses cinquante ans de règne. *Il* disait (et il y avait aussi d'autres témoins) que ces Sahibs là-bas ne boivent que de l'eau ordinaire tout comme nous faisons; et que le *belaitee-panee* ne coule *pas* dans toutes leurs rivières.

— Il disait qu'il y avait un Shish Mahal — un palais de verre — d'un demi-mille de long, et que le train à rails courait sous les routes; et qu'il y avait des bateaux plus gros qu'un village. C'est un grand vantard.

Le Naïk parlait dédaigneusement. Il n'avait pas d'oncles bien nés.

— C'*est* au moins un homme de bonne naissance, — dit Imam Din.

Et le Naïk garda le silence.

— Ho! Ho! (Imam Din étendit la main vers sa pipe, en riant tout bas au point que ses flancs gras tremblèrent derechef). La nourrice de Strickland Sahib était la femme d'un jardinier du district de Ferozepur. J'étais un jeune homme alors. Cet enfant de même sucera le lait ici et il aura double sagesse, et quand il sera officier de Police il sera très méchant pour les voleurs en cette partie du monde. Ho! Ho!

» Le majordome de Strickland Sahib a dit, — poursuivit le Naïk, — qu'on l'appellera Adam — et pas d'un nom anglais

1. Régiment indigène de cavalerie.

à-vous-fendre-la-mâchoire. Udaam. Le *padre* le nommera à leur église en temps voulu.

— Qui peut dire les idées des Sahibs? Mais Strickland Sahib en sait plus sur la Foi que je n'ai jamais eu le temps d'en apprendre — prières, charmes, noms et histoires des Saints. Cependant ce n'est pas un Musulman, dit Imam Din pensivement.

— Pour la raison qu'il en sait tout autant sur les dieux de l'Hindoustan; aussi chevauche-t-il une rêne en chaque main. Rappelle-toi qu'il est demeuré soumis au Babal Atal, un *faquir* d'entre les *faquirs*, durant dix jours; grâce à quoi il arriva qu'un homme fut pendu pour l'assassinat d'une danseuse la nuit du grand tremblement de terre, — répliqua le Naïk.

— Oui, c'est vrai. Et cependant, les Sahibs sont un jour si sages — et un autre si enfants. Mais il a bien nommé le petit; Adam. Huzrut Adam. Ho! Ho! Père Adam devons-nous l'appeler.

— Et tous ceux qui assisteront l'enfant, — dit le Naïk, tranquillement mais avec intention, — arriveront à grand honneur.

Adam prospéra, objet de prières devant les dieux d'au moins trois croyances, en un jardin presque aussi beau qu'Eden. Il y avait de gigantesques bouquets de bambous qui ne cessaient de bavarder, et d'énormes bananiers, arbres sur l'écorce douce et pelliculaire desquels il pouvait gratter avec ses ongles, des dômes verts de manguiers aussi vastes que le dôme de Saint-Paul, pleins de perroquets aussi gros que des casoars et d'écureuils gris de la taille des renards. Au bout du jardin se dressait une haie de flamboyants poinsetties plus hauts que tout au monde, parce que, comme celui d'un enfant, l'œil d'Adam ne pouvait atteindre à la cime des manguiers. Leur feuillage allait se perdre contre le ciel bleu, mais les poinsetties rouges, il pouvait bien les voir. Une bonne qui parlait continuellement de serpents et le tirait loin de l'ouverture d'un puits desséché des plus fascinants, et une mère qui croyait que le soleil faisait du mal aux petites têtes, étaient les seuls revers à pareil enchantement. Mais au fur et à mesure que ses jambes poussaient

sous lui, il s'aperçut qu'en escaladant un énorme rempart — trois pieds de mur de torchis décrépit au fond du jardin — il pouvait pénétrer dans un royaume tout-fait, où chacun était son esclave. Imam Din lui montra le chemin un soir, et les hommes de la Police Montée, en train de préparer leur souper, le reçurent avec ravissement, et lui donnèrent de fort indigeste, mais tout à fait délicieux, pain d'épices.

Là il s'assit ou se traîna à quatre pattes dans le manger-des-chevaux où la Police était en double ligne au piquet, et il leur donna des noms, hommes et bêtes ensemble, suivant ses idées et connaissances, comme son Premier Père avait fait avant lui. En ce temps-là tout avait un nom, depuis les mangeoires d'argile jusqu'aux entraves, car les choses étaient des gens pour Adam tout comme les gens sont des choses pour les humains en leur seconde enfance. A travers toutes les causeries — une main entortillée dans la barbe d'Imam Din, et l'autre posée sur sa boucle de ceinturon polie — il y avait deux autres gens qui allaient et venaient dans la conversation — la Mort et la Maladie — des gens plus grands qu'Imam Din et plus forts que les chevaux entravés. Il y avait Mata, la petite vérole, une femme ayant des attaches avec les cochons; et Héza, le choléra, un homme noir, d'après Adam; et Booka, la faim; et Kismet, qui réglait toutes questions, depuis l'étouffement malencontreux d'une mangouste chérie dans le tuyau d'égout de la cuisine jusqu'à l'absence d'un jeune Policeman qui une fois manqua une parade et ne revint jamais. Tout cela était fort merveilleux pour Adam, mais sans valoir la peine qu'on y pensât beaucoup; car l'esprit d'un enfant est limité par ses yeux tout comme la vue de la route pour un cheval est limitée par ses œillères. Entre lui et tous ces vagabonds aussi nébuleux que répréhensibles se tenait un cercle de visages bienveillants et de bras vigoureux, et Mata ni Héza jamais ne toucheraient à Adam, le premier des hommes. Kismet pourrait le faire, parce que — et c'était un mystère que nul regard dans son miroir n'éclaircirait — Kismet était écrit, comme les ordres de la Police pour la journée, dans ou sur la tête d'Adam. Imam Din ne pouvait pas expliquer comment ce pouvait être, et ce fut de ce gras et gris Mahométan qu'Adam apprit jusqu'à

la moindre inflexion le *Khuda jhanta* (Dieu sait !) qui règle tout dans l'esprit de l'Asie.

Au delà du fait que « Khuda » (Dieu) était un bien brave homme et avait des lions, la théologie d'Adam n'allait pas loin. Mrs. Strickland essaya de lui apprendre un petit nombre de faits, mais il se révolta à l'histoire de la Genèse comme pas vraie. Une tortue, dit-il, soutenait le monde, et on n'avait jamais raconté la moitié des histoires de Huzzut Nu (Père Noé). Si Maman voulait les entendre, elle n'avait qu'à demander à Imam Din.

— C'est affreux, — dit Mrs. Strickland, presque en pleurant, de penser qu'il va grandir comme un petit mécréant.

Mrs. Strickland, née et élevée en Angleterre, ne comprenait pas bien les choses de l'Orient.

— Laissez-le tranquille, — dit Strickland. — Il perdra tout cela en grandissant, ou cela ne lui reviendra qu'en rêves.

— Êtes-vous sûr? — dit sa femme.

— Tout à fait sûr. On m'a envoyé au pays à sept ans, et on m'en a débarrassé à coups de serviette mouillée à Harrow[1].

Mrs. Strickland frissonna, car elle avait tâché jusque-là de ne pas penser à la séparation qui suit la maternité dans l'Inde, et y rend la vie, malgré tout ce qu'on écrit de contraire, pas tout à fait la chose là plus enviable du monde. Adam s'éloigna en trottant pour entendre encore parler de miracles, et sa bonne dut l'ennuyer passé la mesure, car elle revint en pleurs, disant qu'Adam courait le danger d'être dévoré tout vivant par des chevaux sauvages.

Pour dire la vérité il s'était débarrassé de Juma en disparaissant entre deux chevaux au piquet, et en se couchant sous leurs ventres. Que ce fussent de vieux amis personnels à lui, Juma ne comprenait guère cela, pas plus que Strickland. Adam était installé à l'aise quand son père arriva, hors d'haleine et pâle, tandis que les étalons couchaient les oreilles et poussaient de longs cris aigus.

— Si vous venez ici, — dit Adam, — ils vont vous donner des coups de pied. Dites à Juma que j'ai mangé mon riz, et que je veux être seul.

— Sors de là tout de suite, — dit Strickland.

1. Le collège de Harrow, près de Londres.

Car les chevaux commençaient à frapper du pied.

— Pour quoi faire obéir à l'ordre de Juma? Elle a peur des chevaux.

— Ce n'est pas l'ordre de Juma. C'est le mien. Obéis!

— Ho! — fit Adam. — Juma ne m'a pas dit cela.

Et il sortit en se traînant à quatre pattes parmi les sabots ferrés. Mrs. Strickland pleurait à chaudes larmes de peur et d'émotion, et en sacrifice aux dieux du foyer il fallait qu'Adam reçût le fouet. Il dit en parfaite justice :

— Il n'y avait pas d'ordre que je ne m'assois *pas* avec les chevaux, et ce sont mes chevaux à moi. Pourquoi tout ce *tamasha* (tant d'histoires)?

Le visage de Strickland lui montra que la fessée arrivait, et l'enfant pâlit. En mère qu'elle était, Mrs. Strickland quitta la pièce, mais Juma, la nourrice, resta pour voir.

— Faut-il que je reçoive le fouet ici? — dit-il d'une voix entrecoupée.

— Naturellement.

— Devant cette femme? Père, je suis un homme — je n'ai pas peur. C'est mon *izzat* — mon honneur.

Strickland se contenta de rire (encore aujourd'hui je ne peux m'imaginer ce qui le prit), et donna à Adam le petit pan-pan avec une houssine, fessée suffisante pour son âge.

Quand tout fut fini, Adam dit tranquillement :

— Je suis petit et vous êtes grand. Si j'étais resté dans mon monde de chevaux je n'aurais pas été fouetté. Vous avez peur, vous, d'y aller.

Le plus pur hasard me conduisit chez Strickland cet après-midi là. J'étais à mi-chemin de l'avenue quand Adam me croisa sans me reconnaître, courant à toutes jambes. J'aperçus son visage sous son grand chapeau, et c'était le visage de son père tel que je l'avais vu un matin dès l'aube penché sur un lépreux [1]. Je saisis l'enfant par l'épaule.

— Laissez-moi aller! — cria-t-il à tue-tête, quoique lui et moi fussions les meilleurs amis, en règle générale. — Laissez-moi aller!

— Où cela, Père Adam?

Il frémissait comme un poulain au licou.

1. Voir *La Marque de la Bête* dans l'*Homme Qui Voulut Être Roi.*

— Au puits. J'ai été battu. J'ai été battu devant une femme. Laissez-moi aller!

Il essaya de me mordre la main.

— En voilà une affaire! — dis-je. — Les hommes sont nés pour recevoir des coups.

— *Tu* n'as jamais été battu, toi, — dit-il sauvagement (nous causions en indigène).

— Oui, je l'ai été; je ne sais combien de fois.

— Devant des femmes?

— Ma mère et mon *ayah* ont vu. *Par* des femmes, en outre, je dois le dire. Qu'est-ce que cela signifie?

— Qu'est-ce que vous avez fait?

Il regarda par-dessus mon épaule le long de la longue avenue.

— C'est il y a longtemps, et j'ai oublié. J'étais plus âgé que tu n'es, mais j'ai oublié tout de même, et aujourd'hui ce n'est plus qu'un sujet de plaisanterie.

Adam poussa un gros soupir et fondit en pleurs amers dans mes bras. Puis il leva la tête, et ses yeux étaient les yeux de Strickland lorsque Strickland donnait des ordres.

— Ho! Imam Din!

La grosse ordonnance sembla jaillir de terre à nos pieds, les buissons tout bruissants encore, et déjà là, au garde-à-vous.

— As-tu, toi, jamais été battu? — demanda Adam.

— Assurément. Par mon père alors que j'avais trente ans. Il me battit avec un timon de charrue devant toutes les femmes du village.

— Pourquoi?

— Parce que j'étais revenu au village en permission du service du Gouvernement, et avais dit aux aînés du village qu'ils n'avaient pas vu le monde. C'est pourquoi il me battit pour montrer qu'on a beau voir le monde, on reste toujours père et fils.

— Et toi?

— Je tins bon contre la correction. C'était mon père.

— Bien, — dit Adam.

Et il retourna sur ses pas sans un mot de plus.

Imam Din le suivit des yeux.

— Un éléphant n'enfante qu'une fois en une vie, mais il enfante des éléphants. Toutefois je suis content de ne pas être père de porteurs de défense, — dit-il.

— Qu'est-ce que c'est que tout cela? — demandai-je.

— Son père l'a battu avec un fouet pas plus gros qu'un roseau. Mais l'enfant n'aurait pas pu faire ce qu'il voulait faire sans sauter à travers moi. Et je pèse pas mal de livres. Regardez!

Imam Din recula dans les buissons, et l'herbe foulée montrait qu'il était resté couché le corps enroulé autour de l'ouverture du puits tari.

— Quand on parla de correction, je savais que celui qui s'asseyait au milieu de chevaux comme les nôtres n'était pas quelqu'un à baiser la main de son père. Il aurait pu se détruire. Aussi je me suis couché à cet endroit.

Nous restâmes là, à regarder en silence la margelle du puits.

Adam s'en vint le long du sentier du jardin vers nous.

— J'ai parlé à mon père, — dit-il simplement. — Imam Din, tu diras à ton Naïk que sa femme est renvoyée de mon service.

— *Huzoor!* (Votre Hautesse!) — dit Imam Din, en se courbant jusqu'à terre.

— Ce n'est pas sa faute.

— Protecteur du Pauvre!

— Et aujourd'hui.

— *Khodawund!* (Fils-du-Ciel!).

— C'est un ordre. Va!

Encore le salut, et Imam Din se retira avec cette assiette du dos qu'il avait lorsqu'il venait de prendre un ordre de Strickland. Je pensai qu'il serait bon de m'en aller aussi, mais Strickland me fit signe de la vérandah. Lorsque j'arrivai il était parfaitement pâle, et se balançait dans son rocking-chair.

— Savez-vous qu'il allait se jeter la tête la première dans le puits, parce que je viens de lui donner le fouet? — dit-il avec lassitude.

— J'aurais dû le savoir, — répliquai-je. — Il vient de renvoyer sa bonne... de sa propre autorité, je suppose?

— Il m'a dit tout à l'heure qu'il n'en voulait plus pour bonne. Je n'ai pas pensé un instant que ce fût sérieux. J'imagine qu'il faudra qu'elle s'en aille.

Or Strickland, l'Officier de Police, était du nord au sud et de l'est à l'ouest du Punjab redouté des assassins, des voleurs de chevaux et des voleurs de bétail.

Adam revint et fit halte à l'extérieur de la vérandah.

— J'ai renvoyé Juma parce qu'elle a vu ce... ce qui est arrivé. Jusqu'à ce qu'elle soit partie je ne rentre pas dans la maison, — dit-il.

— Mais renvoyer ta nourrice! — dit Strickland, d'un ton de reproche.

— Ce n'est pas *moi* qui la renvoie. C'est *toi* qui en es cause (Et le petit index fut dirigé sur Strickland). Je ne lui obéirai pas. Je ne mangerai pas de sa main. Je ne dormirai pas avec elle. Renvoie-la!

Strickland s'avança et porta l'enfant dans la vérandah.

— Cette comédie a trop duré, — dit-il. — Viens maintenant et sois sage.

— Je suis petit et vous êtes grand, — dit Adam entre ses dents serrées. — Vous pouvez me battre devant cet homme ou me couper en morceaux. Mais je ne veux *plus* de Juma pour mon *ayah*. Elle m'a vu battre. Je ne mangerai pas tant qu'elle ne sera pas partie. Je le jure par... par la tête de mon père.

Strickland l'envoya à l'intérieur auprès de sa mère, et nous pûmes entendre des bruits de pleurs et la voix d'Adam ne disant rien d'autre que : « Renvoyez Juma! » Bientôt Juma entra et pleura aussi, et Adam répéta : « Ce n'est pas ta faute, mais va-t'en. »

Et pour finir Juma partit avec armes et bagage, et Adam fit ce qu'il put pour enfiler tout seul ses petits vêtements jusqu'à l'arrivée de la nouvelle *ayah*. Son adresse de bienvenue fut plutôt stupéfiante. En quelques mots, la voici : « Si je fais mal, envoyez-moi à mon père. Si vous me frappez, j'essaierai de vous tuer. Je ne veux pas que mon *ayah* joue avec moi. Allez manger votre riz! »

Dès ce moment Adam abjura la société des ayahs et des petits garçons indigènes autant que le peut un petit garçon, pour s'en tenir à Imam Din et à ses amis de la Police. Le Naïk,

mari de Juma, n'avait pas fait peu de fond sur sa position, et quand la faveur d'Adam fut retirée à sa femme il pensa que le mieux était de solliciter un changement de poste. Il y avait trop de camarades soucieux de rapporter ses négligences à Strickland.

Vis-à-vis de son père Adam garda une stricte neutralité. Il n'y avait pas ombre de bouderie là dedans, car le caractère de l'enfant était clair comme une cloche. Mais la déférence et la politesse fatiguaient Strickland.

Si les Policemen avaient chéri Adam avant l'affaire du puits, ils lui vouaient maintenant un véritable culte.

— Il sait ce que c'est que l'honneur, — dit Imam Din. — Il s'est prouvé lui-même sur un point à cet égard. Il a mené à bonne fin un ordre dans la maison de son père tout comme un enfant du Sang l'eût pu faire. Donc ce n'est plus tout à fait un enfant. Ouah! C'est un petit de tigre.

La première fois qu'Adam fit de nouveau sa petite inspection officieuse des lignes, Imam Din, et, en conséquence, tous les autres, se tinrent droits sur les pieds, les mains au côté, au lieu de crier d'où ils étaient : « Salaam, Babajee », et autres irrespectueuses choses.

Mais Strickland s'étant consulté avec sa femme, et celle-ci avec le carnet de chèques et leur maigre compte de banque, il fut décidé qu'Adam devait aller « au pays » chez ses tantes. Or, l'Angleterre n'est pas le « pays » pour un enfant qui a été élevé dans l'Inde, et elle ne devient jamais le « pays » à moins qu'il n'y passe toute sa jeunesse. Leur carnet de banque leur montra que, s'ils économisaient tout l'été en allant dans une station de montagne à bon marché au lieu de Simla (où habitaient les parents de Mrs. Strickland, et où Strickland pouvait se faire remarquer du Gouvernement), ils seraient en mesure d'envoyer Adam « au pays » le printemps suivant. Ce serait une dure privation, mais c'était chose possible.

Dalhousie fut choisie comme étant la meilleur marché des stations de montagne; — Dalhousie et un petit cottage de cinq pièces sentant le moisi, perdu dans les rhododendrons.

Adam était allé à Simla trois ou quatre fois, et connaissait par leur nom la plupart des voituriers sur la route qui y conduit, mais ce nouvel endroit l'inquiéta. Il vint aux

renseignements auprès de moi, les mains tout au fond des poches de ses culottes courtes, marchant à pas comptés comme marchait son père.

— Il n'y en aura pas un de ma bhai-bund (confrérie) là-haut, dit-il d'un air désolé, et on prétend qu'il me faut rester couché tranquille dans un *doolie* (palanquin) pendant tout un jour et une nuit, porté comme un mouton. Je veux emmener à Dalhousie quelques-uns de mes hommes montés.

Je lui racontai qu'il y avait un petit garçon, appelé Victor, à Dalhousie, qui avait un veau pour animal favori, et était autorisé à jouer avec sur les grand'routes. Après cela Adam n'eut de cesse que les malles ne fussent faites.

— D'abord, — dit-il, je demanderai à ce Victor de me laisser jouer avec l'enfant de vache. S'il est *muggra* (de mauvaise mine), je dirai à mes Policemen de l'emmener.

— Mais c'est injuste, — dit Strickland, — et il n'y a pas d'ordres pour que la Police commette une injustice.

— Quand la solde du Gouvernement n'est pas suffisante, et qu'on favorise les hommes de basse caste, qu'est-ce qu'un honnête homme *peut* faire? — répliqua Adam, avec le ton et l'accent mêmes d'Imam Din.

Et les sourcils de Strickland se haussèrent.

— Tu causes trop avec la Police, mon fils, — dit-il.

— Toujours. De tout, — dit Adam promptement. — Ils prétendent que quand je serai officier, j'en saurai autant que mon père.

— Dieu t'en préserve, mon petit!

— Ils disent, de plus, que vous êtes aussi habile que Shaitan (le Malin), pour savoir les choses.

— Ils le disent, vraiment?

Et Strickland parut content. Si sa solde était mince, il avait sa réputation, qui lui était chère.

— Ils disent encore... pas à moi, mais à un autre, quand ils mangent le riz derrière le mur... qu'au fond de vous-même vous vous estimez aussi sage que Suleiman (Salomon) qui a été mis dedans par Shaitan.

Cette fois Strickland ne parut pas aussi content. Adam, en toute innocence, se lança dans une longue histoire touchant Suleiman-bin-Daoud, qui jadis, par vanité, mit aux prises

ses esprits avec Shaitan, et comme Dieu n'était pas de son côté Shaitan envoya « un petit diable de basse caste », suivant l'expression d'Adam, qui le mit entièrement dedans et l'exposa à la honte devant « tous les autres Rois ».

— Dieu vivant! — dit Strickland lorsque le conte fut fini, et il s'en alla pendant qu'Adam m'entreprenait pour me faire rire aux histoires d'Imam Din. Je ne fus guère surpris qu'on l'appelât Huzzut Adam, car il paraissait, en sa grave enfance, aussi vieux que le temps, assis les jambes croisées, son petit casque bossué tout à l'arrière de la tête, l'index voyageant de haut en bas, à la façon indigène, et la sagesse des serpents sur ses lèvres inconscientes.

Ce mai-là, il monta à Dalhousie avec sa mère, et en ce temps le voyage aboutissait à cinquante ou soixante milles de grimpée en doolie ou palanquin le long d'une route serpentant à travers les Himalayas. Adam s'assit dans le doolie avec sa mère, et Strickland alla à cheval et s'attacha à moi, un doolie disponible suivant. La marche commença après notre descente du train à Pathankot, par une nuit chaude et humide au milieu des champs de riz et de pavots.

II

C'était tout du nouveau pour Adam, et il avait des opinions à émettre — par exemple à propos d'un poisson qui sauta dans une mare au bord de la route.

— *Maintenant*, je sais, — nous cria-t-il, — comment le Bon Dieu les met là! D'abord il les fabrique là-haut, et puis il les laisse tomber. Celui-là en était un nouveau. (Puis, levant la tête aux étoiles) : « Oh, Dieu, refais-le, mais lentement, afin que moi, Adam, je puisse voir. »

Mais il n'arriva rien, et les porteurs de doolie allumèrent les torches de chiffons infectes et ruisselantes, et les yeux d'Adam brillèrent tout grands à la lumière dansante, et nous humâmes la poussière sèche des plaines que nous quittions après onze mois de dur labeur.

A heures réglées les hommes cessaient leurs chants endormis et grognants, et s'asseyaient pour fumer. Entre les gar-

gouillements de leurs pipes à eau on entendait les cris des bêtes de la nuit, et le vent souffler dans les replis de la montagne devant nous. Aux relais la voix d'Adam, le Premier des Hommes, s'élevait pour réveiller les dormeurs dans les huttes jusqu'à ce que l'équipe fraîche de porteurs sortît de ses cadres la jambe traînante et le poney de relais avec eux.

Puis nous nous reformions et remettions en marche, et vers le temps où la lune se leva Adam était endormi, et nul bruit ne troublait la nuit, à part le grognement des hommes, le murmure enroué de quelque rivière à mille pieds plus bas dans la vallée, et le cri de la selle de Strickland. C'est ainsi que nous montâmes du dattier au déodar, jusqu'au moment où le vent de l'aube s'en vint tout frais des neiges à un tournant, et où nous le humâmes. J'entendis Strickland dire : « Ma femme, mon pardessus, s'il vous plaît », et Adam, d'un ton maussade : « Où est Dalhousie et l'enfant de vache? » Puis je dormis jusqu'au moment où, Strickland m'expulsant du chaud doolie à sept heures, je mis le pied dans la splendeur d'un jour frais des montagnes, tandis que les Plaines fumaient à vingt milles en arrière et quatre mille pieds au-dessous. Adam s'éveilla et nécessairement dut faire route devant moi pour poser un million de questions, et accueillir les singes par des clameurs et battre des mains quand les faisans rutilants de couleurs traversaient comme flèches notre route, et héler tous les bûcherons, bouviers et pèlerins en vue, jusqu'au moment où nous fîmes halte pour prendre notre petit déjeuner dans une auberge. Après quoi, en sa qualité d'enfant, il sortit pour jouer avec un convoi de conducteurs de bœufs arrêté au bord de la route, et il nous fallut le chasser de chez un bistro indigène, où il était en train de faire marché avec un indigène de sept ans au sujet d'un perroquet dans une cage de bambou.

Tout en gigotant sur mon pommeau, comme nous nous remettions en route, il dit :

— Il y avait quatre hommes *behosh* (inconscients) derrière la maison. Pourquoi les hommes deviennent-ils *behosh* d'avoir bu?

— C'est la nature des eaux, — répondis-je. (Et parlant derrière moi) — Strick, qu'est-ce que ce cabaret fait là si

près de la route? C'est une tentation pour les serviteurs de chacun.

— Sais pas, — dit une voix endormie dans le doolie. — C'est le District de Kennedy. Il n'était pas là de mon temps à moi.

— C'est vrai, les eaux sentent mauvais, — poursuivit Adam. — Je les ai senties, mais je n'ai pas eu le perroquet même pour six annas. La femme de la maison m'a donné une offrande d'amour que j'ai trouvée en jouant près de la vérandah.

— Et en quoi consistait cette offrande, Père Adam?

— Un anneau de nez pour mon *ayah*. Ohé! Ohé! Regardez ce chameau avec la muselière sur son nez à lui!

Une file de chameaux chargés s'en venait en croisant par le coin comme une flotte double un cap.

— Ho, Malik! Pourquoi un chameau ne fait-il pas salaam comme un éléphant? Son cou est assez long, — cria Adam.

— L'Ange Jibrail a fait de lui un sot au commencement, — dit le conducteur, tout en allant balancé au sommet de l'animal de tête.

Et le rire courut sur toute la ligne des hommes à barbe rouge.

— C'est vrai, — dit Adam d'un ton solennel.

Et eux de rire de nouveau.

Enfin, tard dans l'après-midi, nous arrivâmes à Dalhousie, la plus charmante des stations de montagne, et nous nous séparâmes, Adam difficile à empêcher de se mettre aussitôt en quête de Victor et de l'« enfant de vache ». Je les trouvai l'un et l'autre, en me donnant quelque peine, le lendemain matin. Les deux jeunes chenapans, qui avaient un veau attaché à une courte corde juste à un tournant brusque du Mail, feignaient que ce fût un éléphant de rajah devenu enragé; et ils poussaient des cris de joie. Alors nous nous mîmes à causer, et Adam, avec l'idée de faire taire Victor qui répétait que c'était lui et non « cet autre » le possesseur du veau, dit :

— C'est vrai, je n'ai pas d'enfant de vache; mais on a fait un très grand *dacoïty* (vol) à mon père.

— Nous sommes arrivés hier ensemble. Il n'a pu rien se passer, — repartis-je.

— C'est la jument de ma mère. On l'a *dacoïtée* à force de coups et de raclées, et maintenant elle est maigre *comme ça.* (Il mit ses mains à un pouce l'une de l'autre). Mon père est à la maison du télégraphe en train d'envoyer des dépêches. Imam Din leur coupera *toutes* leurs têtes. Je voudrais votre trousse de selle pour servir de howdah à mon éléphant. Donnez-la moi!

C'était passionnant, mais peu clair. Je me rendis au bureau du télégraphe, où je trouvai Strickland de fort méchante humeur au milieu d'un tas de formules télégraphiques. Un palefrenier borgne, échevelé, pleurnichait dans un coin par saccades. C'était un homme auquel Adam s'adressait invariablement en disant *Be-shakl, be-ukl, be-ank* (laid, stupide, aveugle). A ce que je crus comprendre Strickland avait envoyé le cheval de sa femme à Dalhousie par la route, une marche de quinze jours, sous la conduite du palefrenier. C'est la coutume dans l'Inde Supérieure. Au milieu des contreforts, près de Dhunnera ou Dhar, cheval et homme avaient été violemment attaqués la nuit par quatre individus, qui avaient frappé le palefrenier (la preuve, sa jambe bandée du genou à la cheville), incidemment frappé le cheval, et dépouillé le palefrenier du seau et de la couverture, et de tout son argent — onze roupies, neuf annas. En dernier lieu ils l'avaient laissé pour mort sur le bord de la route, où les bûcherons l'avaient trouvé et soigné. Puis le palefrenier borgne hurlait d'angoisse à la pensée de ses meurtrissures.

— Ils m'ont demandé si j'étais le serviteur de Strickland Sahib, et moi, croyant que la Protection du Nom serait suffisante, j'ai dit la vérité. Alors ils m'ont cruellement battu.

— Hum! — fit Strickland. — Je croyais qu'on ne dacoïtait pas, sous forme de commerce, sur la route de Dalhousie. Cela s'adresse à moi personnellement — pur *badmashi* (impudence). Fort bien.

Pour rendre justice à une classe très laborieuse il faut dire que les voleurs de l'Inde Supérieure ont le sens le plus aiguisé de l'humour. Le plus grand compliment qu'ils puissent faire à un officier de Police est de le voler, et si, comme ils l'ont fait une fois, ils peuvent dépouiller un Inspecteur Général de Police Adjoint, à la veille de sa retraite, de tout sauf les

vêtements qu'il a sur le dos, leur joie est à son comble. Ils font adresser à la victime lettres de moquerie et télégrammes de condoléance; car les voleurs sont de tous les hommes les plus forcés de marcher de pair avec le progrès.

Strickland était un homme peu prodigue de mots quand sa profession était en jeu. Je n'avais jamais encore vu un officier de Police volé, et je m'attendais à quelque agitation, mais Strickland garda le silence. Il prit la déposition du palefrenier, après quoi s'absorba un moment. Puis il envoya à Kennedy, du District de Pathankot, une lettre officielle et un billet non officiel. La réponse de Kennedy fut purement non officielle; en voici la teneur : « Cela m'a tout l'air d'un compliment à votre seule intention. Ma surprise est que vous n'en ayez pas été l'objet plus tôt. Les gens sont probablement de retour dans votre District à l'heure qu'il est. Mon monde de Dhunnera et des contreforts se compose de cultivateurs on ne peut plus respectables, et, étant donné que mon auxiliaire est un ours mal léché, et que je ne peux me fier à mon Inspecteur hors ma présence, je ne vais pas aller mettre sens dessus dessous les moissons par des perquisitions de Police. Le travail de Police de vaccination m'a rompu les jambes. Vous feriez mieux de voir chez vous. La Bande de Shubkudder est passée par ici il y a de cela quinze jours. Ils ont pris gîte au Serail d'Amritzar, puis se sont livrés à leurs opérations. Pas de cas contre eux dans mon service; mais, souvenez-vous, vous avez mis en prison leur chef pour avoir recelé des marchandises volées dans le « burglary [1] » de Prub Dyal. Ils vous doivent un chien de leur chienne. »

— Précisément ce que je pensais, — dit Strickland. — J'avais idée dès le commencement que c'*était* la Bande de Shubkudder. Il faut que nous la leur fassions gaie à Peshawer, et dans mon District, en outre. C'est juste l'espèce qui devrait reposer à l'ombre d'Imam Din.

A partir de ce moment les fils télégraphiques fonctionnèrent activement. Strickland avait une fort belle connaissance de la Bande de Shubkudder, cueillie de première main.

C'était ce syndicat qui avait jadis volé la vache d'un « Commissionner » Suppléant, lui avait mis des fers à cheval,

1. Vol de nuit avec effraction.

et lui avait fait faire quarante milles dans la jungle avant de perdre intérêt à la plaisanterie. Ils ajoutèrent l'insulte à l'insulte en écrivant que les vaches et les chevaux du « Commissioner » se ressemblaient tellement qu'il leur avait fallu deux jours pour s'apercevoir de la différence et qu'ils ne pilleraient plus rien de semblable à pareil bétail.

Le Surintendant de District de Peshawer répondit à Strickland qu'il attendait la Bande, et l'Adjoint de Strickland, dans son propre district, jeune qu'il était et plein de zèle, envoya les tuyaux les plus stupéfiants.

— Or, c'est justement ce que je veux que ce jeune fou ne fasse pas, — dit Strickland. — C'est un garçon anglais, de naissance et d'éducation, et son père l'était avant lui. Il a autant de tact à peu près qu'un taureau, et il ne veut pas travailler tranquillement sous les ordres de mon Inspecteur. Je souhaiterais que le Gouvernement réservât notre service à des hommes nés dans le pays. Ces cinq ou six premières années dans l'Inde donnent à un homme une impulsion qui lui dure toute la vie. Adam, si seulement tu avais l'âge d'être mon Adjoint!

Il abaissa les yeux sur le petit type qui était dans la vérandah : Adam s'intéressait profondément au « dacoïty » et, chose rare chez un enfant, cet intérêt ne disparut point une fois passée la première semaine. Au contraire, il demandait à son père chaque soir ce que l'on avait fait, et Strickland lui avait dessiné une carte sur le mur blanc de la vérandah, montrant les différentes villes dans lesquelles les Policemen avaient l'œil sur les voleurs. C'étaient Amritzar, Jullunder, Phillour, Gurgaon, Rawal, Pindi, Peshawer et Multan. Adam leva les yeux dessus en répondant :

— Il y a eu beaucoup de *dikh* (ennui) dans cette affaire-ci?

— Oui, beaucoup d'ennui. Que n'es-tu un jeune homme et mon Adjoint pour m'aider!

— As-tu besoin qu'on t'aide, mon père? — demanda Adam sur un ton étrange, la tête penchée de côté.

— Grand besoin.

— Laisse tout cela tranquille. C'est mauvais. Laisse aller tout.

— C'est impossible. Quand on entreprend une affaire, on va jusqu'au bout.

— Tu iras jusqu'au bout? Tu ne *sais* donc pas qui a fait le *dacoïty*?

Strickland secoua la tête. Adam se tourna vers moi pour me poser la même question, et je répondis de la même façon.

— Quels enfants! — dit-il, et nous tourna le dos.

Il laissa voir clairement dans tous nos faits et gestes ultérieurs à quel point nous avions baissé dans son opinion. Strickland me raconta qu'il s'asseyait à la porte du cabinet de son père et restait là une demi-heure d'affilée à parcourir ses papiers. Strickland semblait travailler plus dur sur l'affaire que s'il eût été à son bureau dans les Plaines.

— Et s'il m'arrive de lever les yeux, je m'imagine que le petit gaillard est en train de se moquer de moi. C'est une chose terrible que d'avoir un fils. Vous comprenez, il est à vous et vous êtes *à lui*, et entre les deux vous ne savez trop comment le manier, — dit Strickland. — Je me demande ce que diable il peut ruminer.

Je le demandai à Adam plus tard, tanquillement. Il pencha la tête de côté un moment et répondit :

— Pour l'instant je pense à de grandes choses. Je ne joue plus avec Victor et l'enfant de vache. Victor n'est qu'un *baba*.

A la fin de la troisième semaine du congé de Strickland, le résultat des travaux de Strickland — travaux qui avaient fait se courroucer Mrs. Strickland contre les *dacoïts* plus que quiconque — arriva. La Police de Peshawer déclara que la moitié de la Bande de Shubkudder était retenue à Peshawer pour s'expliquer sur la possession de quelques couvertures et d'un seau d'écurie. L'adjoint de Strickland avait aussi quatre hommes en surveillance dans son service; et Imam Din devait avoir poussé l'Inspecteur de Strickland à des perquisitions pour son propre compte, car toute une kyrielle de télégrammes incohérents arrivèrent du Secrétaire du Club, dans lesquels celui-ci suppliait, exhortait, et requérait Strickland de retirer ses « pouilleux » de Policemen des dépendances du Club. « Vos hommes, dans quartiers serviteurs ici, interroger cuisinier. Marqueur-billard indigné. Maître d'hôtel menace démission. Membres furieux. Palefreniers arrêtés sur routes. Coupez court, ou ma démission va au Comité. »

— Or, cela ne me surprendrait pas le moins du monde, — dit Strickland à sa femme d'un air songeur, — que le Club fût précisément l'endroit où les hommes ont pris gîte. Billy Watson n'est pas du tout content, en tout cas. Je crois qu'il me faudra écourter mon congé d'une semaine pour descendre reprendre mon service. S'il y a quelque chose à raconter, les hommes me le raconteront.

Les yeux de Mrs. Strickland se remplirent de larmes.

— Je tâcherai de filouter dix jours si je peux en automne, — dit-il en manière de consolation, — mais pour le moment il me faut m'en aller. Cela ne vaudra jamais rien de laisser croire à la bande qu'elle peut me barboter *mes* affaires à moi.

C'était dans l'après-midi, et Strickland me pria à déjeuner pour me laisser quelques instructions à propos de sa grande chienne, avec pleins pouvoirs pour réprimander ceux qui n'en prendraient pas soin. *Tietjens* se faisait trop vieille et trop grasse pour vivre dans les plaines en été. Lorsque j'arrivai, Adam avait grimpé dans sa chaise haute, et Mrs. Strickland semblait prête à pleurer à tout moment sur la misère générale des choses.

— Je descends aux Plaines demain, mon fils, — dit Strickland.

— Pour quoi faire? — dit Adam, en atteignant une mangue mûre et s'ensevelissant la tête dedans.

— Imam Din a pris les hommes qui ont fait le *dacoïty*, et il y en a encore d'autres à Peshawer en surveillance. Il faut que j'aille voir.

— *Bus!* (assez), — dit Adam entre deux sucées à sa mangue, tandis que Mrs. Strickland lui retroussait sa serviette autour du cou. — Imam Din raconte des mensonges. N'y va pas.

— C'est nécessaire. Il y a eu grand *dikhdari* (trouble).

Adam sortit du fruit un instant et se mit à rire. Puis, y retournant, il parla entre des bouchées lentes et délibérées.

— Les *dacoïts* habitent dans la tête de Beshakl. On ne les prendra jamais. Tout le monde le sait. Le cuisinier sait, et le marmiton, et Rahim Baksh qui est ici.

— Non, — se hâta de dire derrière sa chaise le sommelier.

Que saurais-je, moi? Rien du tout ne sait le Serviteur de la Présence

— *Accha* (bon), dit Adam, qui se remit à sucer. Seulement on *le* sait.

— Parle alors, mon fils, — lui dit Strickland. — Que sais-tu? Rappelle-toi qu'on a battu mon palefrenier au point de lui faire perdre les sens.

— C'était dans la boutique de mauvaise eau, où j'ai joué quand nous sommes montés ici. Le garçon qui ne voulait pas me vendre le perroquet pour six annas, m'a dit qu'un homme borgne était venu là boire les mauvaises eaux et était devenu fou. Il brisait les couchettes. On l'a frappé avec un bambou jusqu'à ce qu'il soit sans connaissance, et comme on avait peur qu'il soit mort, on lui a fait téter du lait — comme à un petit baba. La première fois que je jouais avec l'enfant de vache, j'ai demandé à Beshakl s'il était cet homme-là, et il a dit non. Mais *moi* je savais, parce que beaucoup de bûcherons de Dalhousie lui demandaient si sa tête allait bien maintenant.

— Mais pourquoi, — interrompis-je, — Beshakl a-t-il raconté des mensonges?

— Oh! C'est un homme de basse caste, et il désirait obtenir de la considération. Maintenant il est témoin dans un grand procès, et des hommes iront en prison à cause de lui. C'est pour causer de l'ennui et faire qu'on s'occupe de lui qu'il a fait cela.

— Était-ce tout mensonge? — dit Strickland.

— Demande-lui, — dit Adam, à travers la pulpe de la mangue.

Strickland franchit la porte. Il y eut un hurlement de désespoir dans les quartiers des serviteurs en haut de la montagne, et il revint avec le palefrenier borgne.

— Maintenant, — dit Strickland, — on sait. Avoue!

— Beshakl, — dit Adam, tandis que l'homme haletait. — Imam Din a pris quatre hommes, et il y en a d'autres encore à Peshawer. *Bus! Bus! Bus!* (Assez.)

— Tu t'es enivré sur le bord de la route et tu as inventé une fausse affaire pour le cacher. Parle!

Comme pas mal d'autres hommes, Strickland, en posses-

sion de quelques faits, était irrésistible. Le palefrenier gémit.

— Je... je ne me suis pas enivré jusqu'à... jusqu'à ce que... Protecteur du Pauvre, la jument se roule.

— *Tous* les chevaux se roulent à Dhunnera. La route est trop étroite avant cela, et ils sentent où les chevaux se sont roulés. C'est ce que le conducteur de bœufs m'a dit quand nous sommes montés ici, dit Adam.

— Elle s'est roulée. Aussi sa selle était coupée et la gourmette perdue.

— Regardez! — dit Adam, en tirant de sa poche une gourmette. — Cette femme de la boutique me l'a donnée comme offrande d'amour. Beshakl a dit que ce n'était pas la sienne quand je l'ai montrée. Mais *moi* je savais.

— Alors ceux du cabaret, sachant que j'étais le Serviteur de la Présence, ont dit que si je ne buvais pas et ne dépensais pas d'argent ils le diraient.

— Mensonge! Mensonge! — dit Strickland. — Fils de hibou, dis la vérité maintenant, au moins.

— Alors j'ai eu peur parce que j'avais perdu la gourmette, aussi j'ai coupé la selle de long en large.

— La jument ne s'est *pas* roulée, alors? — dit Strickland désorienté et colère.

— C'était seulement la gourmette qui était perdue. Alors, j'ai coupé la selle et suis allé boire dans le cabaret. J'ai bu et il y a eu une bagarre. Le reste je l'ai oublié jusqu'à ce que j'aie repris mes sens.

— Et la jument pendant ce temps-là? Qu'est devenue la jument?

L'homme regarda Strickland et perdit contenance.

— Elle a porté des fagots pendant une semaine, — dit-il.

— Oh! pauvre Étoile! — dit Mrs. Strickland.

— Et Beshakl a été payé quatre annas pour sa location il y a trois jours par le frère du bûcheron, qui est l'homme de gauche de nos hommes de rickshaw ici, — dit Adam, à haute et joyeuse voix. — Nous le savions tous. Moi et les serviteurs.

Strickland garda le silence. Sa femme ouvrit de grands yeux impuissants sur l'enfant; l'âme sortie de Nulle Part qui suivait sa voix toute seule.

— Personne ne t'a donc aidé pour les mensonges? — demandai-je au palefrenier.

— Personne. Protecteur du Pauvre... pas âme qui vive.

— Ils ont grossi d'eux-mêmes, alors?

— Comme une histoire grossit en la racontant. Hélas! Je suis un très mauvais homme!

Et il cligna piteusement de son œil unique.

— Or il y a quatre hommes retenus à mon poste de Police à cause de toi, et Dieu sait combien encore à Peshawer, sans parler de tortures à Multan, et mon honneur est perdu, et ma jument a servi de poney de bât à un bûcheron. Fils des Démons, que comptes-tu faire en réparation de cela?

La voix de Strickland imperceptiblement fléchit, et l'homme s'en aperçut. Se courbant jusqu'à terre, il répondit sur le ton d'abjecte pleurnicherie flatteuse qui confond le bien et le mal plus sûrement que la plupart des croyances modernes.

— Protecteur du Pauvre, est-ce que le service de la Police est fermé à... un honnête homme?

— Hors d'ici! — s'écria Strickland.

Et à peine le palefrenier était-il parti qu'il dut entendre nos explosions de rire derrière lui.

— Si vous renvoyez cet homme, Strick, je l'engage. C'est un génie, — dis-je. — Il vous faudra des mois pour remettre de l'ordre dans ce gâchis, et Billy Watson ne vous laissera pas en paix une minute.

— Vous n'allez pas lui raconter cela? — dit Strickland suppliant.

— Je serais incapable de le garder pour moi, fussiez-vous mon propre frère. Quatre hommes arrêtés par vous... quatre ou quarante à Peshawer... et qu'est-ce que vous disiez à propos de Multan?

— Oh, rien. Quelques chameliers seulement, là, ont été...

— Et une tribu de chameliers torturés à Multan! Tout cela pour une gourmette perdue. Oh, ma mère!

— Et de qui ta mère était-elle la memsahib (la femme)? — dit Adam le noyau de mangue dans le poing.

Nous partîmes à rire de nouveau.

— Mais voici, — dit Strickland, en prenant un air sévère, —

un très méchant enfant qui a fait perdre à son père son honneur devant tous les Policemen du Punjab.

— Oh, eux, ils savent, — dit Adam. — C'est seulement pour faire semblant qu'ils ont pris des gens. Bien sûr tous savaient que c'était *benowti* (monté).

— Et depuis quand le sais-tu? — demanda le premier policeman de l'Inde à son fils.

— Quatre jours après notre arrivée ici, après que le bûcheron a eu demandé à Beshakl des nouvelles de sa tête. Beshakl en a presque égorgé un à la maison de la mauvaise eau.

— Si tu avais parlé alors, c'était du temps, de l'argent et de l'ennui épargnés pour moi et pour d'autres. Baba, tu as fait plus de mal que tu ne peux savoir, et m'as couvert de honte, et fait partir sur des paroles trompeuses, et perdu d'honneur. Tu as fait *beaucoup* de mal. Mais peut-être ne le croyais-tu pas?

— Bien mieux, je *le* croyais. Mon père, mon honneur à moi a été perdu quand cette correction m'est arrivée en présence de Juma. Maintenant tout est bien de nouveau.

Et avec le sourire le plus enchanteur du monde Adam grimpa sur les genoux de son père.

RUDYARD KIPLING

(Traduit par LOUIS FABULET)

POUR TRADUIRE HOMÈRE

Je voudrais soumettre aux lecteurs de la *Revue* un essai de traduction de *l'Odyssée*. Je leur exposerai quelque jour les raisons qui m'ont décidé à adopter un ton, un rythme et une allure qui pourraient surprendre à première lecture : je n'ai fait qu'obéir aux injonctions ou suggestions des dernières découvertes.

Depuis cinquante ans, en effet, deux sortes de découvertes ont renversé toutes les conceptions que le XIXe siècle s'était faites de l'épopée grecque : les fouilles de Troie, de Mycènes, de Tirynthe et de Crète nous ont fait voir la réalité du monde homérique; les *papyri* de l'Égypte alexandrine nous ont révélé la vraie nature et la vraie teneur des poèmes homériques.

Personne ne peut plus mettre en doute aujourd'hui que les descriptions du Poète ne correspondent à des lieux et des sites, à des villes fortes et des manoirs, à des mobiliers et des parures, à des mœurs et des événements, bref à des réalités historiques. Nous connaissons désormais le manoir de Mycènes, — où vécut Agamemnon, où il fut assassiné par Clytemnestre et par Égisthe, — bien mieux que le manoir d'Ingelheim où Charlemagne vivait aux portes de Mayence : pour l'époque d'Homère, nous avons sous les yeux bien plus de témoins irrécusables et parlants que pour les époques carolingienne et mérovingienne; nous pouvons, pour les scènes de *l'Iliade* et de *l'Odyssée*, tenter des reconstitutions qui ne nous sont pas possibles pour les scènes de nos *Chansons de Geste*.

Mais, plus encore que les réalités de la civilisation homé-

rique, les fouilles mycéniennes nous en ont fait connaître le caractère et l'esprit. Le Poète et ses héros ont vécu dans un cadre de richesse et d'art qui n'avait rien de primitif et rien de populaire. Les éditeurs et traducteurs du XIXe siècle imaginaient un Homère naïf et presque barbare, porte-parole de guerriers rustiques et violents. Nous savons aujourd'hui que ces nobles gens et leurs aèdes vivaient dans l'épanouissement d'un luxe raffiné, et nous connaissons trop les bégaiements et maladresses des humanités commençantes pour ne pas voir dans l'*épos* des Grecs le lointain aboutissement d'une littérature savante et consciente, qui, durant de longs siècles antérieurs, avait préparé la langue, le mètre et les thèmes de ce genre évolué. Comme les poignards de Mycènes, comme les gobelets de Vaphio ou les vases et fresques de Cnossos, l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont d'abord des œuvres d'art, des chefs-d'œuvre de métier, où l'ensemble et le détail, le fond et la forme, le style et l'exécution témoignent de la science et de la maîtrise autant que du génie de l'ouvrier...

Nous devons davantage encore aux *papyri* : ici, il me suffira d'énoncer deux dates. Avant 1890, nous ne connaissions guère les poèmes homériques que par des manuscrits sur parchemin qui nous venaient, directement ou indirectement, de Byzance et dont le plus ancien n'était pas antérieur au Xe siècle *après* Jésus-Christ, — donc contemporain de Hugues Capet ou de Robert le Pieux. Depuis 1890, c'est par centaines que les ruines et tombeaux de l'Égypte ptolémaïque nous ont rendu des copies sur *papyrus*, dont la plus ancienne est certainement antérieure au IIIe siècle *avant* notre ère : nous avons aujourd'hui, grâce à ces *papyri* de l'Égypte hellénisée, des chants ou des vers homériques qui furent copiés douze ou treize cents ans avant nos manuscrits byzantins.

Or, de ces *papyri*, il appert (et j'espère donner quelque jour les exemples et les preuves aux lecteurs de la *Revue*), il appert que les Grecs d'Égypte d'il y a deux mille ans lisaient un Homère quelque peu différent de celui qu'éditèrent ensuite les Grecs de Byzance. Les différences, à vrai dire, portent moins sur le fond que sur la forme : la trame et

le texte des Poèmes étaient et sont restés les mêmes; mais le nombre et la répartition des vers ont un peu varié, et l'on peut classer ces variations sous quatre chefs principaux.

I. — Notre Homère actuel pullule de vers inlassablement répétés : sur nos 27 803 vers homériques (15 693 pour *l'Iliade* et 12 110 pour *l'Odyssée*), 1 804 font l'objet de répétitions qui les ramènent 4 730 fois et, si l'on tient compte d'autres imitations moins littérales, c'est plus d'un tiers des Poèmes qui est fait de vers répétés. Les éditeurs d'Alexandrie condamnaient ou omettaient nombre de ces vers qu'ils appelaient « superflus ». On ne s'étonnera donc pas que je relègue en note telles de ces « insertions » inutiles ou gênantes.

II. — Les mêmes éditeurs d'Alexandrie, en comparant entre elles les éditions antérieures dont ils avaient alors la collection complète, constatèrent qu'à travers les siècles, les faussaires avaient « interpolé » dans le texte authentique nombre de vers et même d'épisodes « bâtards », qui devaient être expulsés de la vraie lignée homérique. De ces « bâtards », il est vrai, l'indignité n'est pas toujours facile à reconnaître, encore moins à prouver. Un indice pourtant les trahit maintes fois, — surtout quand il s'agit d'un épisode ou d'un groupe de vers; souvent, le faussaire n'a pu les introduire dans les Poèmes qu'en répétant en tête et en queue telle formule homérique qui servait de suture... J'édite entre crochets [...] les vers et épisodes qui me semblent « bâtards ».

III. — Avant les Alexandrins et quelque temps encore après eux, les copistes et critiques n'oubliaient pas que l'*Iliade* et l'*Odyssée* avaient été composées pour la récitation publique ou, plus exactement, pour la déclamation scénique. Ils les éditaient donc comme des œuvres de théâtre, où le dialogue alternait avec des récitatifs et ils nommaient en marge les différents personnages au long du dialogue. Je n'ai fait que reproduire les « interlocutions » de tel de nos *papyri*.

IV. — Les Alexandrins, pour la commodité du libraire et du lecteur, divisèrent chacun des deux Poèmes homériques en vingt-quatre parties, que nous appelons aujourd'hui *chants*, mais qu'ils appelaient *lettres*, parce que le nombre des lettres de leur alphabet était vingt-quatre et que leur division des

Poèmes avait été faite en fonction de cet alphabet. Mais ils savaient que leurs prédécesseurs et ancêtres n'avaient eu que 22, 20 ou, peut-être même, 18 lettres et que jamais le Poète n'avait pu seulement prévoir une telle répartition de ses vers... Il faut supprimer cette division alexandrine et essayer de retrouver la structure antérieure en scènes, actes ou pièces.

***

Si j'ai pris comme exemple le chant VIII de notre présente *Odyssée*, c'est qu'il nous offre, mieux qu'un autre, toutes ces variations entre le texte actuel et le texte original. Il faisait partie d'une « pièce », dont les Alexandrins nous ont conservé le titre : *Les Récits d'Ulysse chez Alkinoos*. Cette pièce prenait le héros dans les bras de Calypso et le ramenait aux rives de son Ithaque. En ses trois premiers épisodes ou « scènes », elle racontait la *Caverne de Calypso*, la *Navigation sur le Radeau* et l'*Arrivée aux bords des Phéaciens* : recueilli par Nausicaa, Ulysse était conduit par elle chez ses parents, le roi Alkinoos et la reine Arété, qui lui donnaient le repas et le coucher. En notre quatrième épisode, Ulysse était amené à conter au roi et à ses sujets les aventures de son *Retour*, et ce quatrième épisode comprenait les premières de ces aventures au départ de Troie, chez les Kikones, chez les Lotophages et dans la Petite Ile des Cyclopes.

Les Alexandrins ont réparti ce quatrième épisode entre leurs deux chants VII et IX : c'est qu'entre eux et le Poète, un « interpolateur » était survenu pour ajouter au texte primitif un long morceau de vers « bâtards », à l'intérieur duquel un autre faussaire greffa par la suite une « surinterpolation » — si bien qu'en notre *Odyssée* actuelle, ce chant VIII, avec sa longueur exceptionnelle (586 vers), présente à première lecture d'étranges redites. Le vers 83 est répété en 521 pour amener une répétition du même incident : Démodocos chante deux fois (72-82 et 499-520) pour qu'Ulysse, deux fois, se mette à pleurer et se couvre la tête, sans pouvoir néanmoins, ni la première, ni la seconde fois, cacher ses pleurs à Alkinoos, lequel, en 97 et 536, prend deux fois la parole en répétant le même vers. Nous avons ici cette marque des inter-

polations dont je parlais plus haut. Cette interpolation de 439 vers elle-même n'est pas simple; elle comprend deux morceaux d'allure et de date très différentes :

1° *Les Jeux* 93-265 et 370-531 = 335 vers.

2° *Les Amours d'Arès et d'Aphrodite* 266-369 = 104 vers.

Plusieurs marques d'origine sont visibles en ces *Jeux*. Aux vers 444-445, la femme d'Alkinoos, la reine Arété, tient un langage inintelligible pour qui n'a pas encore entendu parler des aventures d'Ulysse chez Éole; or la reine ne sait rien encore de ces aventures. Aux vers 424-448, les présents des Phéaciens sont mis dans un coffre; ces treize robes, treize écharpes et treize talents d'or, sans compter la coupe en or du roi, doivent peser plusieurs centaines de livres; au début du chant XIII (vers 66-69), une servante, sur l'ordre d'Arété, porte allégrement ce coffre jusqu'au navire; mais on ne voit pas que l'équipage reçoive ce coffre ni qu'il le débarque en même temps qu'Ulysse sur la plage d'Ithaque; par contre, tout indique que ce coffre n'était ni embarqué ni débarqué dans l'*Odyssée* authentique... Quant aux *Amours d'Arès et d'Aphrodite*, que le lecteur en juge par lui-même.

VICTOR BÉRARD

LES RÉCITS CHEZ ALKINOOS

Dans son berceau de brume, aussitôt qu'apparut l'Aurore aux doigts de roses, Sa Force et Sainteté le roi Alkinoos s'élança de son lit, et le pilleur de Troie, le rejeton des dieux, Ulysse se leva... Sa Force et Sainteté leur montra le chemin pour gagner l'agora voisine des vaisseaux. Une fois arrivés, ils prirent siège ensemble sur les pierres polies. Mais Pallas Athéna s'en allait par la ville, sous les traits d'un héraut du sage Alkinoos [1].

Elle arrêtait chacun et lui donnait l'avis :

ATHÉNA. — Par ici, conseillers et doges phéaciens! allez à l'agora! vous verrez l'étranger que vient de recevoir le

1. Vers 9 : ménager le retour de son grand cœur d'Ulysse.

sage Alkinoos : il a roulé les mers! il est beau comme un dieu!

Ce discours excitant le zèle en tous les cœurs, la foule en un instant avait empli les sièges et, dans les agóras, on se pressait pour admirer le sage Ulysse : Athéna lui versait sur la tête et le buste une grâce céleste [et le faisait paraître et plus grand et plus fort, pour conquérir le cœur de tous les Phéaciens et gagner leur respect, leur crainte et la victoire aux différents concours, lorsque ces Phéaciens provoqueraient Ulysse].

Quand, le peuple accouru, l'assemblée fut complète, Alkinoos, prenant la parole, leur dit :

ALKINOOS. — Doges et conseillers de Phéacie, deux mots[1]! J'ai là cet étranger dont j'ignore le nom; en ma demeure, après naufrage il est venu; mais nous arrive-t-il des peuples de l'aurore ou de ceux du couchant?... Il prie qu'on le ramène et veut être fixé. Nous, comme à l'ordinaire, hâtons sa reconduite! Jamais, au grand jamais, on ne vint sous mon toit pour vivre dans l'angoisse, en attendant sans fin la journée du retour : allons! vite! tirons à la vague divine un vaisseau préparé pour son premier voyage; dans le peuple, levons cinquante-deux rameurs de vaillance éprouvée; chacun d'eux à son banc ira lier sa rame, puis ils débarqueront et reviendront chez moi nous préparer tout aussitôt un prompt festin; je fournirai pour tous... Jeunes gens, j'ai parlé... Mais vous, les rois à sceptre, il faut venir aussi en ma belle demeure : je veux que nous fêtions notre hôte en ma grand'salle. Allons! pas de refus! et qu'on aille chercher notre aède divin, notre Démodocos, que la déesse a fait le charmeur sans rival, quel que soit le sujet où l'engage son cœur.

Il dit et, leur montrant la route, il s'en alla devant les rois à sceptre. Un héraut se rendit chez l'aède divin. Cinquante-deux rameurs, levés suivant son ordre, descendirent au bord de la mer inféconde. Quand ils eurent atteint le navire et la mer, un noir croiseur fut amené en eau profonde, puis, dans ce noir vaisseau, on chargea mât et voiles; aux estropes de cuir, on attacha les rames[2]; en rade, on

1. Vers 27 : voici ce que mon cœur me dicte en ma poitrine!
2. Vers 54 : tout le long du bordage; on déploya la voile.

fut mouiller sous le cap de l'aval, et l'on revint ensuite à la grande maison du sage Alkinoos.

Tout était déjà plein, enceinte, entrées et salles[1]. Pour eux, Alkinoos avait fait immoler huit cochons aux dents blanches, douze brebis, deux bœufs à la démarche torse, qu'on avait écorchés et qu'on parait déjà pour apprêter le plus aimable des festins.

Le héraut reparut, menant le brave aède à qui la Muse aimante avait su partager et les biens et les maux, car, privé de la vue, il avait reçu d'elle le chant mélodieux. Pour lui faire une place au centre du festin, Pontonoos prit un fauteuil aux clous d'argent qu'il s'en vint adosser à la haute colonne, et, pendant au crochet, au-dessus de sa tête, la cithare au chant clair, il lui montrait à la reprendre de ses mains, puis approchait de lui, sur une belle table, la corbeille du pain et la coupe de vin pour boire à son envie. Alors, aux parts de choix préparées et servies, ils tendirent les mains.

Quand on eut satisfait la soif et l'appétit, l'aède, que la Muse inspirait, se leva. Il choisit, dans la geste humaine, un épisode dont la gloire montait alors jusques aux cieux : la querelle d'Ulysse et du fils de Pélée, leur dispute en un opulent festin des dieux, leurs terribles discours et la joie qu'en son cœur, en ressentait le chef suprême Agamemnon; car, voyant les deux rois achéens en querelle, l'Atride repensait aux dires prophétiques de Phœbos Apollon dans la bonne Pytho, quand il avait, un jour, franchi le seuil de pierre [pour consulter l'oracle, au temps où le grand Zeus décidait de rouler Danaens et Troyens dans le flot du malheur].

Or, tandis que chantait le glorieux aède, Ulysse avait saisi son écharpe de pourpre et, de ses mains vaillantes, la tirait sur son front. De cette grande écharpe, il voila ses beaux traits : devant les Phéaciens, il eût rougi des pleurs qui gonflaient ses paupières; mais, à chaque repos de l'aède divin, il essuyait ses pleurs, rejetait son écharpe et, de sa double coupe, faisait l'offrande aux dieux. Puis, à chaque reprise, quand, charmés de ses vers, les chefs des Phéaciens

1. Vers 58 : la foule se pressait, jeunes, vieux, mélangés.

redemandaient l'aède, Ulysse, ramenant l'écharpe, sanglotait [1]...

[A toute l'assistance, il sut cacher ses larmes : le seul Alkinoos s'en douta, puis les vit, — ils siégeaient côte à côte, — et l'entendit enfin lourdement sangloter. Vite il dit à ses bons rameurs de Phéacie :

ALKINOOS. — Doges et conseillers de Phéacie, deux mots! Voici que de la table, où chacun eut sa part, nos cœurs ont bien joui, comme aussi de la lyre, dont la place est marquée au plus beau des festins. Il est temps de sortir et de nous mettre aux jeux [2]!

Il dit, montrant la route, et les autres suivirent. Le héraut, raccrochant la cithare au chant clair, prit par la main Démodocos et l'emmena. Au sortir du manoir, il lui servit de guide dans la rue que prenaient les chefs des Phéaciens pour aller voir les jeux. On gagna l'agora : la foule, par milliers, accourait sur leurs pas. Bientôt se présenta la plus noble jeunesse, et l'on vit se lever Dugaillard, Vitenmer, Laviron, Lenocher, Delaproue, [Du Bord, Delarame, Dularge, Delaproue,] Lecoureur, le fils de Montabord, et Doublemer, le fils de Flotte-Carpentier, puis Euryale, égal à ce fléau d'Arès; pour la taille et les traits, ce fils de Naubolos n'avait pas un rival; le seul Laodamas parmi les Phéaciens était encor plus beau. Enfin Laodamas, Klytoneus et leur frère, le divin Halios, se levèrent aussi : c'étaient trois fils de l'éminent Alkinoos.

Pour disputer d'abord l'épreuve de la course, on se mit à la borne où la piste s'ouvrait : tous ensemble, en un vol, ils filèrent dans un nuage de poussière; l'éminent Klytoneus fut vainqueur sans conteste; d'une bonne tirée de mulets au labour, il tenait les devants quand il revint au peuple,

1. Ici commence, je crois, l'interpolation des *Jeux*, dans laquelle est incluse la surinterpolation des *Amours d'Arès et d'Aphrodite*. L'*Iliade* contenait un chant des *Jeux* (chant XXIII : *Le Concours funéraire*) donnés par Achille sur la tombe de Patrocle : il parut sans doute fort utile à quelqu'un des éditeurs antiques de donner un symétrique embellissement à l'*Odyssée*.

2. Vers 101-103 : rentré en son logis, je voudrais que notre hôte pût dire à tous les siens qu'à la boxe, à la lutte, au saut comme à la course, nous sommes sans rivaux.

ayant semé les autres. Puis ce fut la main plate et ses halètements : Euryale vainquit tout le choix des lutteurs. Mais, au saut, Doublemer en dernier l'emporta. Au disque, Laviron l'emporta mieux encore. A la boxe, ce fut le brave fils d'Alkinoos, Laodamas.

Quand le plaisir des jeux eut charmé tous les cœurs, le fils d'Alkinoos, Laodamas, leur dit :

LAODAMAS. — Maintenant, chers amis, demandons à notre hôte s'il n'est pas quelque sport qu'il connaisse et pratique. Voyez comme il est fait! ces cuisses, ces mollets, cette paire de bras, les muscles de ce col et cette ample poitrine! Non! il n'a rien encor perdu de sa jeunesse; mais il a tant souffert qu'il en reste brisé!... Il n'est rien, croyez-moi, de pire que la mer pour vous abattre un homme, et le plus vigoureux.

Euryale, prenant la parole, intervint :

EURYALE. — Très bien, Laodamas! tu parles comme un sage. C'est à toi maintenant d'aller faire l'invite et de lui dire un mot.

Sitôt qu'il entendit, le bon Laodamas s'avança dans l'arène pour inviter Ulysse :

LAODAMAS. — A ton tour, maintenant, l'étranger, notre père! viens t'essayer aux jeux [auxquels tu t'entraînas : tu dois bien en connaître]! Est-il en cette vie une plus grande gloire [que de savoir jouer des jambes et des bras]? Allons, viens essayer et balaie les chagrins! Le départ viendra vite : le navire est à flot et l'équipage, prêt.

Ulysse l'avisé lui fit cette réponse :

ULYSSE. — Pourquoi, Laodamas, ces railleries d'invite? Si mon cœur s'abandonne aux chagrins plus qu'aux jeux, c'est que j'ai tant souffert naguère et tant peiné! Ah! dans votre assemblée, où tu me vois assis, je n'ai qu'une pensée : le retour que, du roi et du peuple, j'implore.

En réponse, Euryrale se mit à le railler :

EURYALE. — Ah! non! je ne vois rien, mais rien en toi, notre hôte, d'un connaisseur des jeux, même en prenant tous ceux dont usent les humains!... Si jamais, sur les bancs d'un vaisseau, tu montas, ce fut pour commander des marins au commerce, noter la cargaison ou surveiller le fret et vos gains de voleurs... Mais un athlète, toi!

Ulysse l'avisé le toisa et lui dit :

ULYSSE. — C'est bien mal dit, mon hôte! Un maître fou, c'est toi! Beauté, raison, bien dire, on voit qu'en un même homme, les dieux presque jamais ne mettent tous les charmes. L'un n'a reçu du ciel que médiocre figure; mais ses discours sont pleins d'une telle beauté qu'il charme tous les yeux; sa parole assurée, sa réserve polie le marquent dans la foule; quand il va par les rues, c'est un dieu qu'on admire... J'en sais d'autres qui sont d'une beauté divine, mais qui, dans leurs discours, manquent toujours de grâce... C'est ainsi que, sur toi, brille tant de beauté qu'un dieu même n'aurait pas fait plus bel ouvrage. Mais ton esprit, du vent!... Tu m'as levé le cœur au plus profond de moi, avec tes mots de rustre!... Je ne suis pas, aux jeux, l'apprenti que tu crois. J'étais dans les premiers, tant que j'avais pour moi mes bras et ma jeunesse. Maintenant la misère et les chagrins me tiennent : j'ai trop longtemps pâti à batailler sur terre, à peiner sur les flots... Mais n'importe! je vais, après tant de souffrances, m'essayer à vos jeux. Tes discours m'ont mordu le cœur : c'est un défi pour moi que tes paroles.

A ces mots, il s'élance, et sans même quitter son écharpe, il va prendre un disque bien plus large et beaucoup plus pesant que tous ceux dont avaient jouté les Phéaciens.

Il le tourne une fois, et le disque en ronflant part de sa main vaillante, et tous ces armateurs, ces gens aux longues rames saluent jusques au sol, sous le vent de la pierre, et le disque, passant toutes les autres marques, continue de courir. Lui, restait, main levée.

Prenant les traits d'un homme, Athéna vint marquer l'arrêt et lui cria :

ATHÉNA. — Un aveugle, notre hôte, un aveugle à tâtons distinguerait ta marque; elle n'est pas mêlée à la foule des autres. Bravo pour ce coup-là! personne en Phéacie n'est capable d'aller jusqu'ici ni plus loin.

A ces mots, le divin Ulysse s'applaudit d'avoir en cette arène un témoin favorable.

C'est d'un cœur plus léger qu'il dit aux Phéaciens, le héros d'endurance :

ULYSSE. — Et d'un qu'il vous faudrait atteindre, jeunes

gens! Je m'en vais tout à l'heure en placer un second au même endroit, je pense, et peut-être plus loin. Maintenant, si le cœur vous en dit, bon courage! à tous les autres jeux, qu'on vienne me tâter! On m'a trop irrité : boxe, course ou main plate, je ne refuse rien et ne veux récuser de tous les Phéaciens qu'un seul, Laodamas. C'est mon hôte : comment lutter contre un ami? Il faudrait être fou ou de cœur misérable pour provoquer aux jeux celui qui vous accueille en pays étranger : c'est s'amputer soi-même!... Mais à part celui-là, je dis ne refuser ni dédaigner personne. Me voici prêt à vous regarder dans les yeux. Qu'on vienne me tâter! Je puis tenir ma place à tous les jeux des braves; mais c'est l'arc en bois fin que je sais manier. Du premier coup, ma flèche, en la cohue des ennemis, atteint son homme, quand même, autour de lui, cent compagnons voudraient le couvrir en tirant.

[De tous les Achéens[1], Philoctète était seul à l'emporter sur moi, quand, au pays de Troie, nous concourions à l'arc. Mais, au monde, il n'est plus autre mangeur de pain qu'on puisse, et de fort loin, me comparer, je crois. Oh! il fut des héros devant qui je m'incline : tel Héraclès et tel Eurytos d'Œchalie; car ceux-là, c'est les dieux qu'à l'arc ils égalaient. Il en coûta la vie à ce grand Eurytos! Si l'âge, en son manoir, ne vint pas le surprendre, ce fut qu'en sa colère, Apollon le tua, quand, à l'arc, Eurytos eut provoqué le dieu...]

Et je plante ma pique aussi loin, et plus loin que les autres leur flèche... Je n'excepte qu'un jeu : je craindrais vos coureurs. J'ai, sous les coups de mer, trop durement pâti : faute d'avoir à bord les soins de chaque jour, j'ai les jambes rompues.

Il dit : tous se taisaient. Alors, dans le silence, le seul Alkinoos, en réponse, lui dit :

ALKINOOS. — Mon hôte, tes discours ne sauraient nous déplaire : tu désires montrer que ta valeur subsiste, irrité que cet homme ait osé dans l'arène insulter ta vaillance en des mots dont jamais un sage n'eût usé. Mais comprends mes

1. Ulysse ne saurait prononcer de telles paroles sans que les Phéaciens et leur roi reconnussent aussitôt un combattant de la guerre de Troie. Or, par les questions que va lui poser Alkinoos en le voyant pleurer pour la seconde fois, il est évident que personne encore n'aura soupçonné cette qualité dans l'inconnu que le naufrage a jeté en Phéacie.

raisons : quand, ayant retrouvé tes enfants et ta femme, tu auras à ta table un héros qui voudra connaître nos mérites, il faut que tu lui dises en quels travaux Zeus nous maintient de père en fils. Non! la boxe n'est pas notre fort, ni la lutte : nous sommes bons coureurs et marins excellents; mais pour nous, en tout temps, rien ne vaut le festin, la cithare et la danse, le linge toujours frais, les bains chauds et l'amour... Allons! entrez au jeu, toute la fleur de nos danseurs de Phéacie : de retour au logis, je voudrais que notre hôte pût dire à tous les siens qu'à la rame, à la course, au chant et à la danse, nous sommes sans rivaux. Vite! à Démodocos qu'on s'en aille chercher la cithare au chant clair : elle est restée chez moi.

Ainsi parlait Alkinoos, semblable aux dieux. Le héraut se leva et s'en alla chercher à la maison du roi la cithare bombée. Dans le peuple, on choisit neuf juges de l'arène, qui, pour tout apprêter se levant de leur place, aplanirent le sol. Comme ils en avaient fait un beau terrain de lutte, le héraut reparut, rapportant à l'aède la cithare au chant clair. Alors Démodocos s'avança dans le cercle; la fleur des jeunes gens, champions de la danse, debout autour de lui, voltaient et, de leurs pieds, frappaient le plan de l'aire. Ulysse était tout yeux devant ces passe-pieds dont son cœur s'étonnait [1].

LES AMOURS D'ARÈS ET D'APHRODITE [2]

Démodocos alors préluda, puis se mit à bellement chanter. Il disait les amours d'Arès et de son Aphrodite au diadème,

1. Si l'on saute de ce vers 265 au vers 370, on a la suite logique et continue de ces danses phéaciennes : elles commencent par des groupes chorégraphiques (262-263); elles continuent par des danses isolées et le ballet de la paume (370-380). Dans l'intervalle, les *Amours d'Arès et d'Aphrodite* sont une surinterpolation : ils ne sauraient être dansés et mimés.

2. L'antiquité reconnaissait déjà la moins homérique des interpolations en ces *Amours* ou, comme disaient les Commentateurs, en cet *Adultère d'Arès et d'Aphrodite*. Les Scholies ne nous ont conservé que l'un des motifs de cette condamnation : « Homère, disent-elles, donne pour épouse à Héphæstos, non pas Aphrodite, mais Charis ». C'est Charis, en effet, qui, au chant XVIII de l'*Iliade*, vers 380 et suivants, accueille Thétis dans la demeure d'Héphæstos et va chercher son époux pour la fabrication des armes d'Achille. La plupart des critiques du XIXe siècle admettaient ce jugement des Anciens, que rejettent nos esthètes

leur premier rendez-vous secret chez Héphæstos, et tous les dons d'Arès, et la couche souillée du seigneur Héphæstos, et le Soleil allant raconter au mari qu'il les avait trouvés en pleine œuvre d'amour. Héphæstos accueillit sans plaisir la nouvelle; mais, courant à sa forge, il roulait la vengeance au gouffre de son cœur. Quand il eut au billot dressé sa grande enclume, il forgea des réseaux de chaînes infrangibles pour prendre nos amants. Puis, le piège achevé, furieux contre Arès, il revint à la chambre où se trouvait son lit; aux pieds, il attacha des chaînes en réseau; au plafond, il pendit tout un autre réseau, vraie toile d'araignée, — un piège sans pareil, imperceptible à tous, même aux dieux bienheureux! et quand, autour du lit, il eut tendu la trappe, il feignit un départ vers les murs de Lemnos, la ville de son cœur entre toutes les terres. Arès, qui le guettait, n'avait pas l'œil fermé : dès qu'il vit en chemin le glorieux artiste, il prit ses rênes d'or, et le voilà courant chez le noble Héphæstos, tout de feu pour sa Kythérée au diadème!

La fille du Cronide à la force invincible rentrait tout justement du manoir de son père et venait de s'asseoir. Arès entra chez elle et, lui prenant la main, lui dit et déclara :

ARÈS. — Vite au lit, ma chérie! quel plaisir de s'aimer!... Héphæstos est en route; il doit être à Lemnos, parmi ses Sintiens au parler de sauvages.

Il dit, et le désir du lit prit la déesse. Mais à peine montés sur le cadre et couchés, l'ingénieux réseau de l'habile Héphæstos leur retombait dessus : plus moyen de bouger, de lever bras ni jambe; ils voyaient maintenant qu'on ne pouvait plus fuir. Et voici que rentrait la gloire des boiteux! avant d'être à Lemnos, il avait tourné bride sur un mot du Soleil qui lui faisait la guette [1].

du XXe : « Rien n'empêche, disent-ils, que le pauvre Héphæstos ait eu d'abord Aphrodite pour épouse, mais que, trompé par elle et l'ayant répudiée, il se soit ensuite consolé dans l'amour de Charis, devenue sa femme légitime; ni les lois divines, ni les lois humaines ne s'opposaient à ce second mariage. »

J'ai tâché de rendre dans la traduction le ton ironique, je crois, de ce conte irrévérencieux. C'est à dessein que j'ai parfois appuyé sur certaines épithètes qui me semblaient trahir le sourire de l'auteur : dans tout le reste de l'*Odyssée*, jamais Apollon n'est salué du titre que j'ai traduit par « seigneur à la longue portée », ni Hermès de celui que j'ai traduit par « l'obligeant ».

1. Vers 303 : il revenait chez lui, la rage dans le cœur.

Debout au premier seuil, affolé de colère, avec des cris de fauve, il appelait les dieux :

HÉPHÆSTOS. — Zeus le père et vous tous, éternels Bienheureux! arrivez! vous verrez de quoi rire! un scandale! C'est vrai : je suis boiteux; mais la fille de Zeus, Aphrodite, ne vit que pour mon déshonneur; elle aime cet Arès, pour la seule raison qu'il est beau, l'insolent! qu'il a les jambes droites! Si je naquis infirme, à qui la faute? à moi?... ou à mes père et mère?... Ah! comme ils auraient dû ne pas me mettre au monde! Mais venez! vous verrez où nos gens font l'amour : c'est dans mon propre lit! J'enrage de les voir. Oh! je crois qu'ils n'ont plus grande envie d'y rester : quelque amour qui les tienne, ils vont bientôt ne plus vouloir dormir à deux. Mais la trappe tiendra le couple sous les chaînes, tant que notre beau-père ne m'aura pas rendu jusqu'au moindre cadeau que je lui consignai pour sa chienne de fille!... La fille était jolie mais trop dévergondée!

Ainsi parlait l'époux et, vers le seuil de bronze, accouraient tous les dieux, et d'abord Posidon, le maître de la terre, puis l'obligeant Hermès, puis Apollon, le roi à la longue portée; les déesses, avec la pudeur de leur sexe, demeuraient au logis...

Sur le seuil, ils étaient debout, ces Immortels qui nous donnent les biens, et, du groupe de ces Bienheureux, il montait un rire inextinguible : ah! la belle œuvre d'art de l'habile Héphæstos!

Se regardant l'un l'autre, ils se disaient entre eux :

LE CHŒUR. — Le bonheur ne suit pas la mauvaise conduite... Boiteux contre coureur! Voilà que ce bancal d'Héphæstos prend Arès! Le plus vite des dieux, des maîtres de l'Olympe, est dupe du boiteux.... Il va falloir payer le prix de l'adultère.

Tels étaient les discours qu'ils échangeaient entre eux. Alors le fils de Zeus, le seigneur Apollon, prit Hermès à partie :

APOLLON. — Hermès, le fils de Zeus, le porteur de messages, le semeur de richesses, je crois que, volontiers, tu te laisserais prendre sous de pesants réseaux, pour dormir en ce lit de l'Aphrodite d'or!

Hermès, le messager rayonnant, de répondre :

HERMÈS. — Ah! plût au ciel, seigneur à la longue portée!... Qu'on me charge, Apollon! et trois fois plus encore, de chaînes infinies et venez tous me voir, vous tous, dieux et déesses; mais que je dorme aux bras de l'Aphrodite d'or!

Il disait et le rire éclata chez les dieux. Seul Posidon, sans rire, implorant d'Héphæstos la liberté d'Arès, disait ces mots ailés au glorieux artiste :

POSIDON. — Lâche-le! sur ton ordre, il paiera tous les frais : je m'en porte garant devant les Immortels.

La gloire des boiteux alors lui répondit :

HÉPHÆSTOS. — Pas d'ordres! Posidon, ô maître de la terre! car à mauvais payeur, mauvaises garanties! Devant les Immortels, quel moyen de contrainte aurai-je contre toi, quand Arès envolé oubliera dette et chaînes?

Mais l'ébranleur du sol, Posidon, répliqua :

POSIDON. — Héphæstos, si jamais Arès vient à s'enfuir et à nier sa dette, c'est moi qui te paierai.

La gloire des boiteux alors lui répondit :

HÉPHÆSTOS. — Je ne puis ni ne veux douter de ta parole.

Il dit et mit sa force à lever le filet. Le couple, délivré de ces chaînes pesantes, prenait son vol, lui vers la Thrace, elle vers Chypre. Elle allait à Paphos, l'Aphrodite aux sourires! retrouver son enclos, l'encens de son autel, et, l'ayant mise au bain, les Grâces la frottaient de cette huile divine qui reluit sur la peau des dieux toujours vivants, puis elles lui passaient une robe charmante, enchantement des yeux!

Voilà ce que chantait le glorieux aède. Ulysse à l'écouter trouvait autant de charme que tous ces armateurs et gens aux longues rames du peuple phéacien. [1]

Alkinoos alors fit danser seul à seul deux de ses fils, Laodamas et Halios : ils étaient hors concours. Ils prirent à deux mains un beau ballon de pourpre que, pour eux, avait fait Polybe, un habile homme : échine renversée, quand l'un d'eux l'envoyait jusqu'aux sombres nuées, l'autre, sautant en l'air, le recevait au vol, avant de retoucher le sol de ses deux pieds. Puis, ayant terminé ces jeux de haute balle, ils dansèrent

1. Ici finissent les *Amours d'Arès et d'Aphrodite*, que j'ai qualifiés de « surinterpolation »; nous rentrons dans la simple interpolation des *Jeux*.

au ras de la terre nourrice, en rapides croisés, et, debout dans l'arène, les autres jeunes gens leur battaient la cadence : quel bruit il en montait!

Ulysse le divin dit à Alkinoos :

ULYSSE. — Seigneur Alkinoos, l'honneur de tout ce peuple, tu m'avais dit combien excellent vos danseurs; mais la preuve en est faite et leur vue me confond.

Cet éloge remplit de joie Sa Sainte Force. Aussitôt, à ses bons rameurs de Phéacie, Alkinoos de dire :

ALKINOOS. — Doges et conseillers de Phéacie, deux mots. Notre hôte m'apparait tout rempli de sagesse. Allons! comme d'usage, offrons-lui les présents de l'hospitalité! Nous avons douze rois de marque dans ce peuple, douze chefs souverains, et je suis le treizième : que chacun fasse donc apporter une écharpe tout fraîchement lavée, une robe, un talent de son or le plus fin; sans retard, à notre hôte offrons le tout ensemble, c'est d'un cœur plus joyeux qu'ayant nos dons en mains, il rentrera souper. Mais Euryale aussi, pour ses mot smalsonnants, devra lui présenter un don et des excuses!

Il dit; tous d'applaudir et de donner les ordres, et chacun au logis envoya son héraut pour chercher son présent.

Euryale, à son tour, lui fit cette réponse :

EURYALE. — Seigneur Alkinoos, l'honneur de tout ce peuple, j'obéis à ton ordre et vais, pour apaiser notre hôte, lui donner ce glaive tout en bronze; la poignée est d'argent; la gaine est d'un ivoire qui vient d'être scié : il saura l'estimer à sa valeur, je pense.

Il dit et déposa entre les mains d'Ulysse le glaive aux clous d'argent, puis reprit la parole et dit ces mots ailés :

EURYALE. — Avec tous mes souhaits, l'étranger, notre père! S'il te fut adressé quelque mot violent, que le prenne et l'emporte, aussitôt, la bourrasque! et que les Immortels t'accordent la faveur de rentrer au pays, de revoir ton épouse, après avoir souffert si longtemps loin des tiens!

Ulysse l'avisé lui fit cette réponse :

ULYSSE. — Accepte aussi mes vœux : que les dieux, mon ami, te comblent de bonheur, et, puisqu'avec des mots qui nous réconcilient, tu me donnes ce glaive, puisses-tu n'en avoir jamais aucun regret!

Il disait et passait autour de son épaule le glaive aux clous d'argent.

Au coucher du soleil, les présents étaient là et les nobles hérauts les portaient chez le roi. Les fils de l'éminent Alkinoos prenaient ces cadeaux magnifiques, pour les poser auprès de leur auguste mère. Sa Force et Sainteté leur montrait le chemin. On entra : dans les hauts fauteuils, on fut s'asseoir.

Sa Force Alkinoos, appelant Arété :

ALKINOOS. — Femme, prends le meilleur de nos coffres de luxe et mets-y pour ton compte une robe, une écharpe tout fraîchement lavée; puis, sur le feu, posez à chauffer la bassine, et, quand l'eau sera chaude, que notre hôte aille au bain! Je veux qu'à son retour, voyant en sûreté les présents qu'il reçut de nos rois phéaciens, il goûte mieux encor le festin et les chants que nous dira l'aède. Pour mon cadeau, voici ma belle coupe en or afin qu'à tout jamais il garde ma mémoire lorsque, dans sa grand'salle, il boira soit à Zeus, soit à quelque autre dieu.

Il disait : Arété donna l'ordre à ses femmes de mettre au feu le grand trépied tout à l'instant. Sur la flamme avivée, les servantes plantèrent le trépied chauffe-bain et, l'ayant rempli d'eau, entassèrent dessous les bûches à flamber, et bientôt l'eau chauffa dans la panse du vase, que la flamme léchait. Mais la reine Arété apportait du trésor son coffre le plus beau, qu'elle offrit à son hôte, puis déposait au fond les cadeaux magnifiques, les vêtements et l'or, présents des Phéaciens, ajoutait pour son compte une écharpe avec la plus belle de ses robes et disait, élevant la voix, ces mots ailés à l'adresse d'Ulysse :

ARÉTÉ. — Vite! à toi maintenant de veiller au couvercle et d'y mettre le nœud : il ne faut pas qu'en route, à bord du noir vaisseau, on te trompe à nouveau lorsque tu dormiras du plus doux des sommeils.

Le héros d'endurance, Ulysse le divin, eut à peine entendu qu'ajustant le couvercle, il y mettait un nœud dont l'auguste Circé lui avait autrefois enseigné le secret. L'intendante aussitôt vint l'inviter au bain. Il fut à la baignoire : en voyant ce bain chaud, quelle joie dans son cœur! il n'avait pas donné grand temps à sa toilette, depuis qu'il n'était plus là-bas chez

Calypso, la nymphe aux beaux cheveux : ah! là-bas! il avait tout le confort d'un dieu!...

Les femmes, l'ayant mis au bain et frotté d'huile, le vêtirent d'un beau manteau et d'une robe. Sorti de la baignoire, il allait retrouver les héros qui buvaient, lorsque Nausicaa, que les dieux faisaient belle, se dressa au montant de l'épaisse embrasure et, ses yeux étonnés fixant les yeux d'Ulysse, elle éleva la voix et dit ces mots ailés :

NAUSICAA. — Bon voyage, notre hôte! au pays de tes pères, quand tu seras rentré, garde mon souvenir! car c'est à moi d'abord que devrait revenir le prix de ton salut.

Ulysse l'avisé lui fit cette réponse :

ULYSSE [1]. — Fasse l'époux d'Héra, le Zeus retentissant, qu'en mon logis, je voie la journée du retour, aussi vrai que mes vœux, quand je serai là-bas, te resteront fidèles : tu me seras un dieu, tous les jours d'une vie que je te dois, ô vierge!

Il dit et s'en alla reprendre son fauteuil auprès d'Alkinoos.

Comme on tranchait les parts et qu'on mêlait le vin, le héraut reparut, menant le brave aède, Démodocos, que tout ce peuple révérait; il s'en vint l'installer au centre du festin, le fauteuil adossé à la haute colonne.

Ulysse l'avisé appela le héraut, puis, taillant au filet d'un porc aux blanches dents un morceau que bardait une abondante graisse, — le plus gros y restait :

ULYSSE. — Héraut, prends cette part et la porte à l'aède! qu'il mange! et dis-lui bien que, malgré mon chagrin, je veux le saluer! Il n'est homme ici-bas qui ne doive aux aèdes l'estime et le respect : car n'apprennent-ils pas de la Muse leurs pièces? la Muse qui chérit la race des chanteurs!

Il dit : prenant la viande en ses mains, le héraut s'en fut l'offrir à son seigneur Démodocos, et ce don mit la joie dans le cœur de l'aède.

Alors, aux parts de choix préparées et servies, ils tendirent les mains.

Quand on eut satisfait la soif et l'appétit, Ulysse l'avisé dit à Démodocos :

ULYSSE. — C'est toi, Démodocos, que, parmi les mortels,

1. Vers 464 : Nausicaa, la fille du fier Alkinoos!

je révère entre tous, car la fille de Zeus, la Muse, fut ton maître, ou peut-être Apollon! Quand tu chantes si bien le sort des Achéens, [leurs maux et leurs exploits et toutes leurs traverses,] l'as-tu vu de tes yeux ou par les yeux d'un autre?... Mais poursuis! et dis-nous l'histoire du cheval [de bois, que fit avec Épeios Athéna] et comment le divin Ulysse introduisit ce piège dans la ville, avec son chargement des pilleurs d'Ilion! Si tu peux tout au long nous conter cette histoire, j'irai dire partout qu'un dieu, qui te protège, dicte ton chant divin.

Il eut à peine dit que, sous l'élan du dieu, l'aède préludait, puis leur tissait son hymne. Il avait pris la scène au point où ceux d'Argos, ayant incendié leurs tentes, s'éloignaient sur les bancs de leur flotte; mais déjà, aux côtés du glorieux Ulysse, les chefs étaient à Troie, cachés dans le cheval que les Troyens avaient tiré sur l'acropole. Le cheval était là, debout, sur l'agora; assis autour de lui, les Troyens discouraient pêle-mêle, sans fin, sans pouvoir entre trois avis se décider : les uns auraient voulu, d'un bronze sans pitié, éventrer ce bois creux, et d'autres le tirer jusqu'au bord de la roche pour le précipiter, et d'autres le garder comme une grande offrande qui charmerait les dieux. C'est par là qu'après tout, ils devaient en finir : leur perte était fatale, du jour que leur muraille avait emprisonné ce grand cheval de bois, où tous les chefs d'Argos apportaient aux Troyens le meurtre et le trépas...

Et l'aède chanta la ville ravagée et, jaillis du cheval, les Achéens quittant le creux de l'embuscade, et chacun d'eux pillant son coin de ville haute, et, brave comme Arès, Ulysse accompagnant le divin Ménélas jusque chez Déiphobe, et tous deux affrontant la plus dure des luttes et devant leur victoire au grand cœur d'Athéna.

Mais, tandis que chantait le glorieux aède, Ulysse faiblissait : les larmes inondaient ses joues sous ses paupières.

La femme pleure ainsi, jetée sur son époux, quand il tombe au-devant des murs et de son peuple, pour écarter de sa cité, de ses enfants, la journée sans merci; elle le voit qui meurt, qui déjà se convulse; elle s'attache à lui, et crie, et se lamente, et voici, dans son dos, les lances ennemies

qui viennent lui tailler la nuque et les épaules! et voici l'esclavage et ses dures misères!... et les affres du deuil lui ravagent les joues. Tels, les pleurs de pitié tombaient des yeux d'Ulysse [1].]

A toute l'assistance, il put cacher ses larmes. Le seul Alkinoos s'en douta, puis les vit, — ils siégeaient côte à côte, — et l'entendit enfin lourdement sangloter.

Vite, il dit à ses bons rameurs de Phéacie :

ALKINOOS. — Doges et conseillers de Phéacie, deux mots. C'est assez pour l'aède! laisse, ô Démodocos, la cithare au chant clair! Car peut-être ces chants ne plaisent pas à tous. Je vois qu'en ce repas, les sanglots de douleur n'ont pas quitté notre hôte, depuis que s'est levé notre aède divin : il faut qu'un grand chagrin ait envahi son âme! Donc, assez pour l'aède! inviteur, invités, je veux la joie de tous : n'est-ce pas mieux ainsi?

» Mais à ton tour, mon hôte, il faut ne rien cacher; sans feinte réponds-moi; rien ne vaut la franchise : dis-nous quel est le nom que là-bas t'ont donné et ton père et ta mère; dis-nous quelle est ta terre, et ton peuple, et ta ville; dis-nous où tu erras, les contrées que tu vis; dis-nous pourquoi ces pleurs, et pourquoi ce chagrin qui remplissait ton âme? As-tu, sous Ilion, perdu quelque allié?... ou quelque compagnon à l'amitié charmante?

Ulysse l'avisé lui fit cette réponse :

ULYSSE. — Seigneur Alkinoos, l'honneur de tout ce peuple, j'apprécie le bonheur d'écouter un aède, quand il vaut celui-ci : il est tel que sa voix l'égale aux Immortels! et le plus cher objet de mes vœux, je te jure, est cette vie de tout un peuple en bon accord, quand, dans chaque manoir, on voit en longues files les convives siéger pour écouter l'aède, quand, aux tables, le pain et les viandes abondent et qu'allant au cratère, l'échanson vient offrir et verser dans les coupes. Voilà, selon mon gré, la plus belle des vies! Mais, touché par mes pleurs, tu veux savoir ma peine : tu veux donc redoubler ma tristesse et mes larmes? Ah! par où débuter? par où continuer? et comment jusqu'au bout te conter les

1. Ici finit l'interpolation des *Jeux* : nous retrouvons le texte authentique.

souffrances dont m'ont comblé les dieux, les habitants du ciel?

Mais je veux commencer en te disant mon nom : que vous le sachiez tous! et, si le jour cruel m'épargne, que, pour vous, je sois toujours un hôte, si loin que je demeure!

C'est moi qui suis Ulysse, oui, ce fils de Laerte, de qui le monde entier chante toutes les ruses et porte aux nues la gloire. Ma demeure d'Ithaque est perchée comme une aire, sous le Nérite aux bois tremblants, au beau profil. Des îles habitées se pressent tout autour, Doulichion, Samé, Zante la forestière; mais, au fond du noroît, sur la mer, mon Ithaque apparaît la plus basse, laissant à l'est et au midi les autres îles. Elle n'est que rochers, mais nourrit de beaux gars : ah! ma terre! à mes yeux, il n'est rien de plus doux.

Mais puisque tu le veux, c'est aussi mon retour que je m'en vais vous dire, et toutes les angoisses, dont Zeus me poursuivit en revenant de Troie.

En partant d'Ilion, le vent qui nous portait nous mit sous l'Ismaros, au pays des Kikones [1]. Là, je pillai la ville et tuai les guerriers et lorsque, sous les murs, on partagea les femmes et le tas des richesses, je fis si bien les lots que personne en partant n'eut pour moi de reproches. Alors j'aurais voulu que nous songions à fuir du pied le plus rapide; mais ces fous refusèrent. Le vin qui se but là! et les moutons qu'on égorgea sur cette plage! et les vaches cornues à la démarche torse! cependant qu'à grands cris, nos Kikones couraient appeler leurs voisins. Ceux de l'intérieur, plus nombreux et plus braves, envoient leurs gens montés qui combattaient en selle ou, s'il fallait, à pied. Plus denses qu'au printemps les feuilles et les fleurs, aussitôt ils arrivent : Zeus, pour notre malheur, nous mettait sous le coup du plus triste destin; quelle charge de maux [2]!... Tant que dure l'aurore et que grandit le jour sacré, nous résistons, sans plier sous le nombre; mais quand le jour penchant

1. Les Kikones sont un peuple, et l'Ismaros, une montagne de la côte thrace, en face de Thasos.

2. Vers 54-55 : ils se mettent en ligne et le combat s'engage sous le flanc des croiseurs : on s'attaque à grands coups de javelots de bronze.

vient libérer les bœufs, les Kikones vainqueurs rompent mes Achéens, et six hommes guêtrés succombent sans pouvoir regagner leur navire; nous autres, nous fuyons le trépas et le sort.

Nous reprenons la mer, l'âme navrée, contents d'échapper à la mort, mais pleurant les amis : sur les doubles gaillards, avant que l'on s'éloigne, je fais héler trois fois chacun des malheureux tombés en cette plaine, victimes des Kikones...

Mais, nos vaisseaux en mer, Zeus, l'assembleur des nues, nous déchaîne un Borée aux hurlements d'enfer : il noie sous les nuées le rivage et les flots; la nuit tombe du ciel, et notre flotte fuit, en donnant à la bande, et la rage du vent nous fend en trois et quatre pièces nos voilures... Il fallut amener, — on risquait de se perdre, — et pousser vers la terre à grands efforts de rames. Là, deux jours et deux nuits, nous restons étendus, accablés de fatigue et rongés de chagrin. Quand, du troisième jour, l'Aurore aux belles boucles annonce la venue, nous replantons les mâts, hissons les blanches voiles, et l'on n'a qu'à s'asseoir et qu'à laisser mener le vent et les pilotes... J'allais donc, sain et sauf, revenir au pays!

Mais voici qu'au détour du Malée, le courant, la houle et le Borée me ferment le détroit, puis le port de Cythère. Alors, neuf jours durant, les vents de mort m'emportent sur la mer aux poissons. Le dixième nous met aux bords des Lotophages, chez ce peuple qui n'a, pour tout mets, qu'une fleur.

On arrive; on débarque; on va puiser de l'eau, et, sans tarder, mes gens préparent le repas sous le flanc des croiseurs. Quand on a satisfait la soif et l'appétit, j'envoie trois de nos gens reconnaître les lieux [1], — deux hommes de mon choix, auxquels j'avais adjoint en troisième un héraut. Mais, à peine en chemin, mes envoyés se lient avec les Lotophages qui, loin de méditer le meurtre de nos gens, leur servent du lotos. Or, sitôt que l'un d'eux goûte à ces fruits de miel, il ne veut plus rentrer ni donner de nouvelles [2].

Je dus les ramener de force, tout en pleurs, et les mettre à la chaîne, allongés sous les bancs, au fond de leurs vais-

1. Vers 89 : à quels mangeurs de pain appartient cette terre.

2. Vers 96-97 : tous voudraient se fixer chez ces mangeurs de dattes et, gorgés de ces fruits, remettre à tout jamais la date du retour...

seaux [1]. Puis je fis rembarquer mes gens restés fidèles : pas de retard! à bord! et voguent les navires! J'avais peur qu'à manger de ces dattes, les autres n'oubliassent aussi la date du retour [2].

Mes gens sautent à bord et vont s'asseoir aux bancs, puis, chacun en sa place, la rame bat le flot qui blanchit sous les coups.

Nous reprenons la mer, l'âme toujours navrée. De là, nous arrivons au pays des Yeux Ronds, brutes sans foi ni lois, qui, dans les Immortels, ont tant de confiance qu'ils ne font de leurs mains ni plants ni labourages [3]. Chez eux, pas d'assemblée qui juge ou délibère; mais, au haut des grands monts, au creux de sa caverne, chacun dicte sa loi à ses enfants et femmes sans s'occuper d'autrui.

Au-devant de leur port, ni trop près ni trop loin de cette Cyclopie, s'offre l'Ile Petite [4].

C'est une île en forêt où les chèvres sauvages se multiplient sans fin. Jamais un pas humain ne va les y troubler. Jamais de ces chasseurs ne vont les y poursuivre, qui prennent tant

1. Ces « Mangeurs de Lotos », qui ne vivent que de fruits, sont étrangers à la civilisation des « Mangeurs de Pain » et aux mers achéennes. Ils doivent être situés dans le sud lointain du Malée; car Ulysse ne peut contourner ce cap pour emboucher le détroit. L'antiquité et les temps modernes ont toujours connu sur la côte africaine des « Mangeurs de Dattes », qui ne vivent guère que de leurs troupeaux et de leurs palmiers. Encore aujourd'hui, le sud de notre Tunisie, le pays de Gabès, de Djerba et de la côte en face, est le *Djerid*, « le Pays des Dattes », par opposition à la Tunisie du nord, à l'*Ifrikiia*, qui est le pays du blé et des mangeurs de pain.

2. Ce vers dans le texte grec contient un calembour *lotos-lathetai*, *lotos-oubli* (cf. le fleuve du Léthé), que je me suis efforcé de rendre par l'opposition de *dattes* et *date*.

3. Vers 109-111 : sans travaux, ni semailles, le sol fournit tout, orges, froments, vignoble et vin des grosses grappes, que les ondées de Zeus viennent gonfler pour eux.

4. Je traduis ici par « Yeux Ronds » le mot grec *Kuklopes*. Ce pays des Yeux Ronds est la terre volcanique dont les cratères actifs ou éteints bordent au nord le golfe de Naples depuis Baïes jusqu'au Vésuve. A travers toute l'antiquité jusqu'à nous, le golfe de Naples a gardé son Ile aux Chèvres, la fameuse Capri. Mais c'est une grande île et située un peu en dehors du golfe, devant le promontoire méridional, loin de la terre vraiment habitable. Jusqu'à nous aussi, le golfe a gardé sur sa côte nord sa Petite Ile avec un vieux nom grec *Nisida*, diminutif de *nesos* : *l'Ilot*. A quelques encâblures de la côte fertile et de ses cratères, cette île est elle-même un cratère, dans lequel la mer a pénétré par une brèche étroite pour former le port rond et clos que nous décrit si bien l'*Odyssée*. Capri était la grande île, et Nisida, la petite île aux Chèvres.

de peine à courir les forêts sur la cime des monts[1] : tous les jours de l'année, sans labours ni semailles, l'île vide d'humains ne sert que de pâtis à ces chèvres bêlantes.

C'est que, chez les Yeux Ronds, il n'est pas un navire aux joues de vermillon, et pas un charpentier pour construire une flotte. Car si ces gens avaient de bons vaisseaux à rames pour aller, à travers les mers, de ville en ville, chercher tant de produits qu'échangent les humains, ah! la belle cité que porterait leur île! tous les fruits y viendraient; leur terre est excellente; près des flots écumants, il est, sur le rivage, des prairies arrosées, molles, où l'on aurait des vignes éternelles; et quel labour facile! et les hautes moissons qu'on ferait chaque été! car c'est un gras terroir que recouvrent ces mottes.

Cette île a, dans son port, des cales si commodes que, sans amarre à terre[2], on laisse les vaisseaux, une fois remisés, jusqu'au jour où le cœur à nouveau se décide ou que les vents se lèvent. A l'orée de ce port, s'épanche l'onde claire d'une source sans roche, en un cercle de trembles.

C'est là que nous entrons : un dieu nous pilotait[3]. Autour de nos vaisseaux, la brume était épaisse et, dans le ciel chargé de nuages, la lune n'avait pas un rayon. Aussi personne à bord n'avait aperçu l'île avant qu'on échouât les solides croiseurs, ni vu la grosse mer qui roulait sur la rive. Les vaisseaux échoués, les voiles amenées, on débarque, on s'étend sur la grève et l'on dort jusqu'à l'aube divine.

Mais, sitôt qu'apparaît, dans son berceau de brume, l'Aurore aux doigts de roses, nous battons la forêt de cette île enchantée, où les filles du Zeus à l'égide, les Nymphes, faisaient lever les chèvres de leurs gîtes du mont : quel dîner pour nos gens! Vite, l'on prend à bord les arcs courbés et les épieux aux longues douilles; les tireurs se déploient, partagés en trois bandes, et les dieux nous octroient une si belle chasse que mes douze vaisseaux ont chacun leurs neuf chèvres; pour mon bord seulement, on en prélève dix. Aussi, tout un grand jour, jusqu'au soleil couchant, nous restons au festin : on avait du bon vin, de la viande à foison! Nous n'avions pas encore épuisé

1. Vers 122 : ni charrues ni bétail ne leur disputent l'île.
2. Vers 137 : et sans jeter les ancres et sans lier les câbles.
3. Vers 143 : en cette nuit profonde, qui ne laissait rien voir.

le vin rouge que nous avions à bord; car chacun avait fait son plein dans les amphores, quand nous avions pillé la ville des Kikones avec ses sanctuaires. La terre des Yeux Ronds était là, toute proche : nous voyions ses fumées; nous entendions leurs voix et celles de leurs chèvres... Au coucher du soleil, quand vient le crépuscule, on s'étend pour dormir sur la grève de mer...

LE DÉSERT DE L'AMOUR[1]

Ce fut un soir comme un autre soir, — à la fin de janvier, alors qu'en ces régions déjà l'hiver décline, — que Raymond, dans le tram d'ouvriers, s'étonna de voir en face de lui cette femme. Bien loin de souffrir d'être chaque soir confondu dans cette cargaison humaine, il se persuadait d'être un émigrant : il était assis parmi les voyageurs de l'entrepont et le vaisseau fendait les ténèbres; les arbres étaient des coraux; les passants et les voitures, le peuple obscur des grandes profondeurs. Traversée trop brève, pendant laquelle il ne serait pas humilié : aucun de ces corps qui ne fût aussi négligé que le sien, aussi mal tenu. Quand parfois son regard rencontrait un regard, il n'y déchiffrait aucune moquerie; tout de même son linge était plus propre que cette chemise mal attachée sur un poitrail de bête velue. Il se sentait à l'aise parmi ces gens — bien loin de se douter qu'il eût suffi d'une parole pour que tout à coup surgît le désert qui sépare les classes comme il sépare les êtres; toute la communion possible était sans doute atteinte par ce contact, par cette immersion commune dans un tramway fendant la banlieue nocturne. Raymond, si brutal au collège, ici ne repoussait pas la tête ballottée d'un garçon de son âge, à bout de force, et dont le sommeil défaisait le corps, le déliait comme un bouquet.

Or, ce soir-là, il vit en face de lui cette femme, cette dame.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre.

Entre deux hommes aux vêtements souillés de cambouis, elle était assise, vêtue de noir, la face découverte. Raymond se demanda plus tard pourquoi, sous ce regard, il n'avait pas d'abord éprouvé la honte que lui donnait la dernière des servantes. Non, aucune honte, aucune gêne; peut-être parce que dans ce tramway il se sentait anonyme, et qu'il n'imaginait aucune circonstance qui le pût mettre en rapport avec l'inconnue. Mais surtout il ne déchiffrait sur ses traits rien qui ressemblât à de la curiosité, à de la moquerie, à du mépris. Comme elle l'observait pourtant! Avec l'application, la méthode d'une femme qui avait dû se dire : « Ce visage va me consoler des minutes misérables qu'il faut vivre dans une voiture publique; je supprime le monde autour de cette sombre figure angélique. Rien ne peut m'offenser : la contemplation délivre; il est devant moi comme un pays inconnu; ses paupières sont les bords ravagés d'une mer; deux lacs confus sont assoupis aux lisières des cils. L'encre sur les doigts, le col et les manchettes grises, et ce bouton qui manque, cela n'est rien que la terre qui souille le fruit intact, soudain détaché de la branche, et que, d'une main précautionneuse, tu ramasses. »

Et lui aussi, Raymond, plein de sécurité puisqu'il n'avait à craindre de cette inconnue aucune parole, qu'aucun pont ne les reliait l'un à l'autre, il la contemplait avec cette insistance tranquille qui retient notre regard sur une planète... (Comme son front est resté pur! Courrèges le regarde à la dérobée, ce soir, baigné d'une lumière qui ne vient pas du petit bar rutilant, qui est cette lumière d'intelligence dont il est si peu commun qu'un visage de femme soit touché — mais qu'elle y est émouvante alors, et qu'elle nous aide à concevoir que Pensée, Idée, Intelligence, Raison soient des mots féminins!)

Devant l'église de Talence, la jeune femme s'était levée, ne laissant aux hommes abandonnés que son odeur; et ce parfum même se dissipa avant que Raymond fût descendu. Il faisait peu froid, ce soir de janvier; l'adolescent ne songeait pas à courir; déjà la brume recélait cette douceur secrète de la saison qui approchait. La terre était nue mais elle ne dormait plus.

***

Raymond, absorbé, ne vit rien, ce soir-là, à la table de famille, où pourtant jamais son père n'avait montré une figure si malade — au point que madame Courrèges en demeura muette : il ne fallait pas risquer de le « frapper », dit-elle aux Basque après que le docteur fut monté avec sa mère; mais elle prendrait sous son bonnet de consulter Dulac en secret. Le cigare du lieutenant empestait la salle; debout contre la cheminée, il répétait : « Il n'y a pas d'erreur, ma mère, c'est un homme touché. » Sa parole à la fois brève et bredouillante était celle du commandement; et comme Madeleine opposait à sa mère :

— Il ne s'agit peut-être que d'une crise...

Le lieutenant interrompit :

— Mais non, Madeleine : le cas est grave; ta mère a raison.

La jeune femme ayant risqué une objection, il cria :

— Mais puisque je te dis que ta mère a raison! Cela ne te suffit pas?

***

Au premier étage, madame Courrèges mère avait frappé doucement à la porte de son fils assis devant des livres ouverts. Elle ne lui avait posé aucune question, et, muette, tricotait. S'il n'en pouvait plus de silence et de refoulement, s'il avait besoin de parler, elle s'offrait, prête à tout entendre; un instinct sûr la retenait pourtant de provoquer aucune confidence. Et lui songea d'abord à ne pas retenir ce cri qui l'étouffait; mais il aurait fallu remonter si loin, reprendre toute la chaîne de ses douleurs jusqu'à la douleur de ce soir... Et comment expliquer cette disproportion entre sa souffrance et ce qui l'avait fait naître? Car il n'y avait rien eu de plus que ceci : à l'heure fixée, le docteur avait couru chez Maria Cross; une domestique l'ayant averti que Madame n'était pas encore rentrée, ce lui fut une première angoisse; il avait accepté d'attendre dans le salon désert où une pendule battait moins vite que son cœur. Une lampe éclairait les poutrelles prétentieuses du plafond : sur la table basse,

près du divan, tous ces bouts de cigarettes dans un cendrier : « Elle fume trop... elle s'intoxique. » Que de livres! Mais aucun dont les dernières pages fussent coupées. Son œil suivit les plis déchirés des grands rideaux de soie déteinte. Il répéta : « Luxe et misère, misère et luxe..., » regarda la pendule, puis sa montre, décida qu'il partirait dans un quart d'heure; et alors le temps parut se précipiter. Pour qu'il ne lui semblât pas trop court, le docteur se défendit de penser à son laboratoire, à l'expérience interrompue. Il s'était levé, et rapproché de la chaise longue, s'était mis à genoux; après avoir craintivement regardé du côté de la porte, il avait enfoui sa tête dans les coussins... Quand il se releva, son genou gauche fit ce craquement habituel. Il se campa devant une glace, toucha du doigt sa temporale gonflée, émit cette réflexion que celui qui l'eût surpris à cette minute l'aurait cru fou. Selon sa coutume de travailleur qui réduit tout en formules, il avait prononcé : « Dès que nous sommes seuls, nous sommes des fous. Oui, le contrôle de nous-mêmes par nous-mêmes ne joue que soutenu par le contrôle que les autres nous imposent. » Hélas! il avait suffi de ce raisonnement pour épuiser le quart d'heure de grâce qu'il s'était accordé...

Comment expliquer à sa mère qui guette une confidence, comment lui expliquer la détresse de cette minute, le renoncement exigé, l'arrachement à ce triste bonheur d'une conversation avec Maria Cross? Le tout n'est pas de vouloir se confier, ni même d'avoir près de soi une confidente, fût-ce notre mère. Qui de nous possède la science de faire tenir dans quelques paroles notre monde intérieur? Comment détacher de ce fleuve mouvant telle sensation et non telle autre? On ne peut rien dire dès qu'on ne peut tout dire. Et d'ailleurs cette vieille femme qui est là, que comprendrait-elle à cette musique profonde de son fils, à ces dissonances déchirantes? Ce fils d'une autre race, puisqu'il est d'un autre sexe... Rien que cela, le sexe, nous sépare plus que deux planètes... Devant sa mère, le docteur se rappelle sa douleur, mais ne la raconte pas. Las d'attendre Maria Cross, il se souvient qu'il avait ramassé son chapeau, lorsque des pas résonnèrent dans le vestibule; et sa vie fut comme

suspendue. La porte s'était ouverte, non devant la femme attendue, mais devant Victor Larousselle.

— Vous gâtez trop Maria, docteur.

Aucun soupçon dans la voix. Le docteur avait souri à cet homme impeccable, sanguin, vêtu de beige, éclatant de complaisance et de satisfaction :

— Quel gibier pour vous autres médecins, ces neurasthéniques, ces malades imaginaires. Hé? Non, je blague : on connaît votre désintéressement... Mais j'ai une sacrée veine que Maria soit tombée sur un oiseau rare de votre espèce. Savez-vous pourquoi elle ne rentre pas? Madame a renoncé à sa voiture : c'est sa dernière lubie. Entre nous, je la crois un peu timbrée; chez une jolie femme, c'est un charme de plus, hé? Qu'en pensez-vous, docteur? ce sacré Courrèges! ça me fait plaisir de vous voir; restez à dîner; Maria sera contente; elle vous adore. Non? au moins, attendez son retour : il n'y a qu'avec vous que je peux parler d'elle.

« Il n'y a qu'avec vous que je peux parler d'elle... » Tout d'un coup, chez ce gros homme glorieux, cette petite phrase déchirante. « Cette passion, s'était dit le docteur dans la voiture qui le ramenait, scandalise la ville, et il n'y a pourtant que cela de noble dans cet imbécile. A cinquante ans, il se découvre capable de souffrir à cause d'une femme dont il a pourtant conquis le corps; mais cela ne lui suffit plus. Son monde, ses affaires, son écurie, il existe désormais pour lui en dehors de cet univers, un principe supérieur de souffrance... Tout n'est peut-être pas fou dans la conception romantique des passions. Maria Cross! Maria! douleur, douleur de ne l'avoir pas vue — mais surtout quel signe qu'elle n'ait pas même songé à m'avertir! Il faut que je compte bien peu dans sa vie; elle renonce à me voir sans même y arrêter sa pensée... Je mets l'infini dans des minutes qui ne sont rien pour elle... »

Des paroles réveillent le docteur : sa mère n'en peut plus de silence : elle aussi a suivi la pente de ses préoccupations secrètes et ne songe plus à la blessure inconnue de son fils; elle revient à ce qui l'obsède : ses rapports avec sa bru :

— Je fais le dos rond; je ne réponds jamais que : « Hé bien, ma fille, à votre aise... comme vous voudrez! » Je ne suis pas

contrariante. Depuis que Lucie m'a fait sentir que c'était elle qui avait la fortune... Dieu merci, tu gagnes assez d'argent. Il est certain que, lorsque tu l'as épousée, tu avais de l'avenir, mais rien de plus; et elle, une Boulassier, d'Elbeuf! Je sais bien que leurs usines n'étaient pas alors ce qu'elles sont devenues; tout de même, elle aurait pu faire un mariage plus riche : « Quand on en a, on en veut », comme elle m'a dit un jour à propos de Madeleine. Enfin, ne nous plaignons pas : s'il n'y avait pas les domestiques, ça marcherait.

— Ce qu'il y a de terrible dans la vie, ma pauvre maman, c'est de faire vivre dans une même cuisine des domestiques qui n'ont pas les mêmes maîtres...

Il toucha des lèvres le front de sa mère, laissa la porte entr'ouverte pour qu'elle y vît clair, et il répétait machinalement : « Ce qu'il y a de terrible dans la vie... »

***

Le lendemain, la lubie de Maria Cross, touchant son équipage, durait encore puisque Raymond, dans le tramway, vit l'inconnue assise à la même place, et ses yeux calmes reprenaient possession du visage de l'enfant, voyageaient autour des paupières, suivaient l'orée des cheveux obscurs, s'attardaient à la lueur des dents entre les lèvres. Il se souvint de ne s'être pas rasé depuis l'avant-veille, toucha du doigt sa joue maigre, puis cacha honteusement ses mains sous la pèlerine. L'inconnue baissa les yeux et il ne s'aperçut pas d'abord que, faute de jaretelles, une de ses chaussettes avait glissé et découvrait sa jambe. Il n'osait la tirer, mais changea de position. Pourtant, il ne souffrait pas : ce que Raymond avait haï chez les autres, c'était le rire, le sourire, même retenu; il surprenait le moindre frémissement aux commissures d'une bouche, savait ce que signifiait une lèvre inférieure mordue... Mais cette femme-là le contemplait avec une face étrange, à la fois intelligente et animale, oui, la face d'une bête merveilleuse, impassible, qui ne connaît pas le rire. Il ignorait que son père souvent plaisantait Maria Cross sur cette façon d'accrocher à sa figure le rire comme un masque, qui tombait d'un coup sans que le regard eût rien perdu de son imperturbable tristesse.

Lorsqu'elle fut descendue devant l'église de Talence, et qu'il ne vit plus que le cuir de la banquette, un peu affaissé là où elle s'était assise, Raymond ne doutait plus de la revoir le lendemain; il n'aurait pu donner de son espoir aucune raison valable; simplement, il avait la foi. Ce soir, après dîner, il monta dans sa chambre deux brocs d'eau brûlante, décrocha son tub, et le lendemain se réveilla une demi-heure plus tôt, parce qu'il avait décidé de se raser chaque jour, désormais.

Les Courrèges eussent pu observer durant des heures le bourgeon d'un marronnier sans rien comprendre au mystère de l'éclosion; de même ils ne virent pas au milieu d'eux ce prodige : comme un premier coup de bêche met à jour le fragment d'une statue parfaite, le premier regard de Maria Cross avait décelé dans le collégien sale un être neuf. Sous la chaude contemplation d'une femme, ce beau corps secret, ce corps à l'abandon, fut pareil aux jeunes troncs rugueux d'une forêt antique et où, soudain, bouge une déesse engourdie. Les Courrèges ne virent pas le miracle, parce que les membres d'une famille trop unie ne se voient plus les uns les autres. Raymond était depuis des semaines un jeune homme soucieux de sa tenue, converti à l'hydrothérapie, sûr de plaire et occupé à séduire, que sa mère le considérait toujours comme un collégien malpropre. Une femme, sans prononcer de paroles, par la seule puissance de son regard, transformait leur enfant, le pétrissait à nouveau, sans que les Courrèges reconnussent sur lui les traces de cet enchantement inconnu.

Dans le tramway qui n'était plus éclairé, à l'époque où les jours allongent, Raymond osait à chaque fois un geste nouveau : il croisait les jambes, découvrait des chaussettes soignées et tirées, des souliers comme des miroirs (il y avait un cireur à la Croix de Saint-Genès); il n'avait plus de raisons pour cacher ses manchettes; il avait des gants; un jour il se déganta et la jeune femme ne put se défendre de sourire à la vue de ces ongles trop carminés, où une manucure avait eu fort à faire; mais rongés pendant des années, ils eussent gagné à ne pas attirer encore l'attention. Tout cela n'était que l'apparence d'une résurrection invisible; la brume amassée dans cette âme peu à peu se dissipait sous cette attention grave,

toujours muette, mais que l'accoutumance rendait plus familière. « Il n'était peut-être pas un monstre; et comme les autres jeunes hommes, détenait le pouvoir de capter le regard d'une femme; plus que son regard peut-être! » En dépit de leur silence, le temps seul tissait entre eux une trame qu'aucun mot, qu'aucun geste n'eussent pu rendre plus résistante. Ils sentaient qu'une heure était proche où s'échangerait la première parole, mais Raymond ne faisait rien pour en hâter l'approche : forçat timide, il lui suffisait de ne plus sentir ses chaînes; ce lui était pour l'instant une joie suffisante que de devenir un autre tout à coup. Avant que l'inconnue l'ait regardé, n'était-il réellement qu'un écolier sordide? Nous avons tous été pétris et repétris par ceux qui nous ont aimés et, pour peu qu'ils aient été tenaces, nous sommes leur ouvrage, — ouvrage que d'ailleurs ils ne reconnaissent pas, et qui n'est jamais celui qu'ils avaient rêvé. Pas un amour, pas une amitié qui n'ait traversé notre destin sans y avoir collaboré pour l'éternité. Le Raymond Courrèges de ce soir, dans le petit bar de la rue Duphot, cet homme de trente-cinq ans, serait un autre homme si en 19.., étant en classe de Philosophie, il n'eût vu s'asseoir en face de lui, dans le tramway du retour, Maria Cross.

***

Ce fut son père qui, le premier, devait reconnaître cet homme nouveau dans Raymond. Un dimanche de ce printemps finissant, le docteur s'assit à table plus absorbé que de coutume, au point d'entendre à peine le bruit d'une dispute entre son gendre et son fils. Il s'agissait des courses de taureaux dont Raymond avait la passion; il était parti ce dimanche-là après la mise à mort du quatrième taureau, pour ne pas manquer le tram de six heures; sacrifice inutile : justement l'inconnue ne s'y trouvait pas. « C'était dimanche, il aurait dû s'en douter... elle lui avait fait manquer deux taureaux... » Ainsi songeait-il, tandis que le lieutenant Basque professait :

— Je ne comprends pas que ton père te permette d'assister à cette boucherie.

La réponse de Raymond : « C'est tordant ces officiers qui

ont horreur du sang » déchaîna le tumulte. Le docteur entendit soudain :

— Non, mais tu ne m'as pas regardé!

— Je te regarde et je ne vois qu'un blanc-bec.

— Un blanc-bec? répète-le.

Ils s'étaient levés; toute la famille se précipita. Madeleine Basque criait à son mari: « Ne réponds pas, ça n'en vaut pas la peine, ça n'a pas d'importance venant de lui. » Le docteur suppliait Raymond de s'asseoir : « Assieds-toi, et mange, et que ce soit fini. » Le lieutenant criait qu'on l'avait traité de lâche; madame Courrèges affirmait que Raymond n'avait pas voulu dire cela. Cependant chacun s'était rassis : une secrète connivence les faisait s'employer tous à éteindre ce feu. L'esprit de famille leur inspirait une répugnance profonde pour ce qui menaçait l'équilibre de leurs caractères. L'instinct de conservation inspirait à cet équipage embarqué pour la vie sur la même galère, le souci de ne laisser s'allumer à bord aucun incendie.

C'est pourquoi le silence régnait maintenant dans la salle. Une légère pluie s'arrêta soudain de crépiter sur les marches, et les odeurs qu'elle avait délivrées baignèrent la famille silencieuse. Quelqu'un se hâta de dire : « Il fait déjà plus frais. » A quoi une voix répondit que cette pluie n'était rien, qu'elle n'abattrait même pas la poussière. Cependant le docteur, avec stupeur, observait ce grand fils auquel il ne pensait plus guère et qu'il avait peine à reconnaître. Lui-même, précisément ce dimanche-là, sortait d'un long cauchemar; il s'y était débattu depuis le jour déjà lointain où Maria Cross avait manqué au rendez-vous, et l'avait laissé tête-à-tête avec Victor Larousselle. Cette journée de dimanche qui s'achevait, l'une des plus cruelles de sa vie, l'avait rendu libre enfin (du moins le croyait-il). Le salut lui était venu d'une fatigue immense, d'une lassitude sans nom; vrai, il avait trop souffert, ce jour-là! Plus de désir que celui de tourner le dos à la bataille, de se terrer dans sa vieillesse. Presque deux mois déjà, depuis son attente vaine dans le salon « luxe et misère » de Maria Cross, jusqu'à cette après-midi horrible où il vient de rendre les armes enfin! A cette table maintenant silencieuse, le docteur de nouveau oublie

son fils et se rappelle chaque circonstance de ce dur voyage; il le refait en esprit étape par étape.

***

Son insupportable souffrance avait commencé dès le lendemain du rendez-vous manqué, par cette lettre d'excuses :

C'est un peu votre faute, cher grand ami, lui disait Maria dans cette missive lue et relue durant ces deux mois, *c'est vous qui m'avez inspiré la pensée de renoncer à ce luxe horrible et dont j'ai honte : n'ayant plus ma voiture, je ne saurais rentrer assez tôt pour vous recevoir à notre heure habituelle; j'arrive au cimetière plus tard; j'y demeure aussi plus volontiers : vous ne sauriez imaginer comme la Chartreuse est calme à la fin du jour, pleine d'oiseaux qui chantent sur les tombes. Il me semble que mon petit m'approuve, qu'il est content de moi. Quelle récompense je trouve déjà dans ce tram d'ouvriers qui me ramène! Vous allez croire que je m'exalte trop; mais non : je suis heureuse d'être là, au milieu de ces pauvres dont je ne suis pas digne. Je ne saurais vous dire à quel point j'aime ces retours en tramway. « On » se mettrait maintenant à deux genoux pour que j'accepte de remonter dans la voiture qu' « on » m'a donnée, je n'y consentirais pas. Mon cher docteur, qu'importe en somme de ne plus nous voir? Votre exemple, vos enseignements me suffisent; nous sommes unis au delà de toute présence. Comme l'a écrit excellemment Maurice Maeterlinck : « Un temps viendra, et il n'est pas loin, où les âmes s'apercevront sans l'intermédiaire des corps. » Écrivez-moi : vos lettres me suffisent, mon cher directeur de conscience!*

M. C.

Dois-je continuer de prendre mes cachets? et mes piqûres? Il ne me reste que trois ampoules; faut-il acheter une autre boîte?

Même si elle ne l'avait si cruellement blessé, cette lettre eût déplu au docteur par ce qu'elle révélait de complaisance, de fausse humilité satisfaite. Connaissant les plus tristes secrets des hommes, le docteur professait à leur égard une

mansuétude sans limites. Un seul vice pourtant l'exaspérait : chez les êtres déchus, cette adresse pour magnifier leur déchéance. C'est l'infirmité dernière où l'homme puisse atteindre : lorsque son ordure l'éblouit comme un diamant. Non que Maria Cross fût accoutumée à ce mensonge. Elle avait même d'abord séduit le docteur par cette passion qu'elle avait de voir clair en elle et de n'y rien embellir. Elle insistait même volontiers sur la noblesse de sa mère demeurée veuve très jeune et qui, pauvre institutrice dans un chef-lieu de canton, lui avait, disait-elle, dispensé un exemple admirable : « Maman a peiné pour payer les frais de mon éducation au lycée; elle me voyait déjà Sèvrienne. Elle a eu la joie, avant de mourir, d'assister à mon mariage, qui était inespéré. Votre gendre Basque a bien connu mon mari, aide-major dans son régiment. Il m'adorait, me rendait heureuse. Depuis sa mort, avec mon petit j'avais à peine de quoi vivre, mais j'aurais pu m'en tirer : ce n'est pas le besoin qui m'a perdue, mais peut-être ce qu'il y a de plus vil : le désir d'une belle position, la certitude d'être épousée... Et maintenant, ce qui me retient encore auprès de « lui », c'est cette lâcheté devant la lutte à reprendre, devant le travail, la besogne mal payée... » Souvent, depuis ces premières confidences, le docteur l'avait entendue s'humilier, se condamner sans miséricorde. Pourquoi, tout à coup, ce goût détestable de se donner des louanges? Ce n'était pourtant pas cela qui, dans la lettre, l'atteignait le plus cruellement; il lui en faisait grief parce qu'il se mentait à lui-même et n'osait sonder cette autre blessure plus profonde — la seule qui lui fût insupportable : Maria ne souhaitait plus de le voir; elle envisageait allégrement leur séparation. Ah! cette phrase de Maeterlinck touchant les âmes qui s'apercevront sans l'intermédiaire des corps, que de fois l'écouta-t-il en lui, pendant que le client raconte son cas avec des détails sans fin, ou qu'affolé, ânonne le candidat qui ne sait pas ce qu'est une hémoptysie! Certes, il avait été fou de croire qu'une jeune femme pût avoir le goût sensible de sa présence. Fou! fou! mais quel raisonnement nous préserverait de cette insupportable douleur, lorsque l'être adoré dont l'approche est nécessaire à notre vie même physique, se résigne d'un cœur indifférent (satis-

fait peut-être) à notre absence éternelle? Nous ne sommes rien pour celle qui nous est tout.

Le docteur fit, durant cette période, un effort pour se vaincre. « Je l'ai encore surpris devant son miroir, répétait madame Courrèges, il commence à se frapper ». Sa misérable face de quinquagénaire fatigué, le docteur savait qu'aucun spectacle ne pouvait mieux le disposer au calme, à la sérénité du désespoir total. Ne plus penser à Maria que comme à une morte, attendre soi-même la mort en doublant la dose de travail, — oui, se rosser, se tuer, atteindre la délivrance grâce à l'opium d'une besogne forcenée. Mais lui qui se scandalisait de ce que les autres se mentaient à eux-mêmes, il se dupa encore : « Elle a besoin de moi; je me dois à elle comme à tout malade... » Il lui écrivit qu'il jugeait nécessaire de la suivre; qu'elle avait certes raison de prendre le tramway; mais pourquoi sortir tous les jours? Il la priait de lui en indiquer un où elle resterait à la maison. Il se rendrait libre pour la venir voir à l'heure habituelle.

Pendant toute la semaine, il attendit une réponse. Chaque matin, un coup d'œil lui suffisait sur l'amas des prospectus, des journaux : « Elle n'a pas encore écrit ». Il se livrait à des calculs : « J'ai mis ma lettre à la poste samedi, il n'y a pas de distribution le dimanche; elle ne l'a eue que lundi; pour peu qu'elle ait attendu deux ou trois jours avant de répondre... ce serait même étonnant que j'aie une réponse aujourd'hui. A partir de demain, je pourrai commencer à être ennuyé. »

Un soir enfin, rentrant exténué, il trouva la lettre :

... Ma visite au cimetière, c'est pour moi une obligation sacrée. Par tous les temps, je suis décidée à faire ce pèlerinage. C'est au crépuscule que je me sens le plus près de notre petit ange. Il me semble qu'il connaît l'heure de ma venue, qu'il m'attend. C'est absurde, je le sais : mais le cœur a ses raisons, comme dit Pascal. Je me sens heureuse, pacifiée quand je monte enfin dans le tram de six heures. Vous savez que c'est le tram d'ouvriers? mais cela ne me fait pas peur; je suis tout près du peuple, moi; et pour m'être séparée de lui en apparence, ne m'en suis-je pas rapprochée d'une autre manière? Je regarde

ces hommes; ils me paraissent aussi solitaires que moi-même — comment vous expliquer? aussi déracinés, déclassés. Ma maison est plus luxueuse que la leur, c'est tout de même un garni. Rien n'est à moi, comme rien n'est à eux... Pas même nos corps... Pourquoi ne passez-vous pas à la maison, très tard, avant de rentrer chez vous? Je sais que vous n'aimez pas rencontrer M. Larousselle; mais je l'avertirai que j'ai besoin de vous voir seule; il vous suffira, après la consultation, d'échanger quelques phrases de politesse... Vous avez oublié de me répondre à propos des cachets et de mes piqûres.

Le docteur avait d'abord déchiré cette lettre dont il jeta les débris. Puis, à genoux, il les ramassa, se releva péniblement. Ne savait-elle pas qu'il ne pouvait souffrir l'approche de Larousselle? Dans cet homme, il n'était rien qui ne lui parût haïssable; — ah! c'était bien la même espèce que Basque... cette lippe sous les moustaches teintes, ces bajoues, cette carrure, proclamaient une complaisance pour soi inaltérable. Ses larges cuisses, sous le cover-coat, étaient l'image de la satisfaction infinie. Parce que Larousselle trompait Maria Cross avec ce qu'il y avait de plus bas, on disait à Bordeaux « qu'il avait Maria Cross pour la montre ». Le docteur était presque seul à savoir que Maria demeurait la passion du grand bordelais, sa défaite secrète et dont il crevait de rage. Il l'avait achetée tout de même, il était seul à la posséder, cet imbécile! Devenu veuf, peut-être l'aurait-il épousée, s'il n'avait eu ce fils, unique héritier de la maison Larousselle, qu'une armée de nurses, de précepteurs, de prêtres, préparaient à ses destins augustes. Impossible d'exposer cet enfant au contact d'une telle femme, ni de lui léguer un nom diminué par une mésalliance. « Que voulez-vous que je vous dise, mon père, répétait Basque, fort attaché aux grandeurs de sa ville, je trouve ces sentiments-là très nobles. Larousselle a de la branche, il a en tout un chic épatant, c'est un gentleman : je ne sors pas de là. »

Maria qui connaissait le dégoût que le docteur avait de cet homme, comment osait-elle lui fixer un rendez-vous à l'heure précise où il ne pourrait que se trouver nez à nez avec l'objet de son exécration? Il en vint à se persuader qu'elle avait prémédité cette rencontre pour se défaire de

lui. Après avoir écrit puis déchiré, pendant plusieurs semaines, les lettres les plus furieuses et les plus folles, il lui en adressa une enfin, brève et sèche, dans laquelle il lui exposait que puisqu'elle ne pouvait se résoudre à demeurer chez elle une seule après-midi, c'était sans doute qu'elle se portait le mieux du monde et n'avait plus besoin qu'il s'occupât de la soigner. Elle lui envoya, par retour du courrier, quatre pages d'excuses et de protestations, et l'avertit qu'elle l'attendrait toute la journée, le surlendemain, qui était un dimanche :

... M. Larousselle assistera aux courses de taureaux; il connaît mon peu de goût pour ce genre de spectacle. Venez partager mon goûter. Je vous attendrai jusqu'à cinq heures et demie.

Jamais le docteur n'avait reçu d'elle une lettre si peu sublime et où il fût moins question de santé et de traitement; il la relut plusieurs fois et souvent la touchait dans sa poche, persuadé que cette entrevue ne serait pas comme toutes les autres et qu'il y pourrait déclarer sa passion. Mais comme cet homme de science avait maintes fois noté que ses pressentiments ne se réalisaient pas, il se répétait : « Non, non : ce n'est pas un pressentiment... il n'y a rien dans cette attente qui ne soit logique : je lui ai écrit une lettre de dépit, à quoi elle a répondu avec amitié; donc il dépend de moi que les premières paroles donnent à la conversation un tour plus intime, plus confidentiel... »

Dans sa voiture, entre le laboratoire et l'hôpital, il se représentait cette entrevue, ne se lassait pas de faire les demandes et les réponses. Le docteur était de ces imaginatifs qui ne lisent jamais de romans parce qu'aucune fiction ne vaut pour eux celles qu'ils inventent et où ils tiennent le rôle essentiel. Son ordonnance une fois signée, il était encore dans l'escalier du client que déjà, comme un chien retrouve l'os enterré, il revenait à ses imaginations dont parfois il avait honte et où ce timide goûtait la joie de plier les êtres et les choses selon sa volonté toute-puissante. Dans le domaine spirituel, ce scrupuleux ne connaissait aucune barrière, ne reculait pas devant d'affreux massacres — jusqu'à supprimer en esprit toute sa famille pour se créer une existence différente.

Pendant les deux jours qui précédèrent son entrevue avec Maria Cross, s'il ne songea pas à écarter les suggestions de ce genre, ce fut que, dans cet épisode qu'il inventait pour sa joie, il n'était nécessaire de supprimer personne, — mais simplement de rompre avec sa femme, comme il avait vu faire tel de ses confrères, sans aucune autre raison que le morne ennui qu'il éprouvait à vivre auprès d'elle. A cinquante-deux ans, il est temps encore de savourer quelques années d'un bonheur, peut-être empoisonné de remords, — mais celui qui n'a rien eu, pourquoi résisterait-il, fût-ce à une ombre de joie? Sa présence ne servait pas même à rendre heureuse l'épouse la plus amère... Sa fille, son fils? depuis longtemps il avait renoncé à être aimé d'eux. La tendresse de ses enfants, ah! dès les fiançailles de Madeleine, il savait ce qu'en valait l'aune; quant à Raymond, ce qui est inaccessible ne vaut pas qu'on s'y sacrifie.

***

Cette imagination où il se complaisait, le docteur sentait bien qu'elle était assez différente de ses songeries habituelles. Même quand il supprimait d'un coup toute une famille, sans doute éprouvait-il un peu de honte, mais aucun remords — plutôt le sentiment d'être ridicule : il s'agissait là d'un jeu superficiel où son être profond n'était pas intéressé. Non, il n'avait jamais pensé qu'il pût être un monstre et ne se croyait pas différent des autres hommes qui, selon lui, étaient tous des fous dès qu'ils se trouvaient seuls avec eux-mêmes et hors du contrôle d'autrui.

Mais, au long des quarante-huit heures qu'il vécut dans l'attente de ce dimanche, il sentit bien que de toute sa force il adhérait à un rêve et que ce rêve devenait un espoir. Sa conversation prochaine avec cette femme, il en écoutait dans son cœur la résonance et en était au point de ne pouvoir plus imaginer que d'autres paroles que celles qu'il inventait dussent être prononcées par eux. Sans cesse il en retouchait le scénario dont l'essentiel tient dans ce dialogue :

— Nous sommes l'un et l' autre au fond d'une impasse, Maria. Nous ne pouvons plus rien que mourir contre un mur

ou vivre en revenant sur nos pas. Vous ne sauriez m'aimer, vous qui n'avez jamais aimé. Il reste de vous livrer toute au seul homme capable de ne rien exiger en échange de sa tendresse.

Ici, il croyait entendre les protestations de Maria :

— Vous êtes fou! mais votre femme? vos enfants?

— Ils n'ont pas besoin de moi. Un enterré vivant a le droit s'il le peut, de soulever la pierre qui l'étouffe. Vous ne sauriez mesurer le désert qui me sépare de cette femme, de cette fille, de ce fils. Les mots que je leur adresse n'arrivent même plus jusqu'à eux. Les animaux, quand leurs petits sont grands, les chassent. Et le plus souvent, d'ailleurs, les mâles ne les connaissent pas. Ces sentiments qui survivent à la fonction, c'est une invention des hommes. Le Christ le savait, qui a voulu être préféré à tous les pères et à toutes les mères et qui a osé se glorifier d'être venu séparer l'épouse de l'époux et les enfants de ceux qui les ont mis au monde.

— Vous ne prétendez pas être Dieu.

— Ne suis-je pas pour vous son image? Ne me devez-vous pas le goût d'une certaine perfection? (ici, le docteur s'interrompait : « Non, non, ne pas introduire de métaphysique! »).

— Mais votre situation, vos malades? toute cette existence d'homme bienfaisant... songez quel scandale...

— Si je mourais, il faudrait bien qu'on se passât de moi. Qui est indispensable? Or, c'est bien de mourir qu'il s'agit, Maria : mourir à cette pauvre vie recluse et besogneuse, pour renaître avec vous. Ma femme garderait la fortune qui lui appartient. Je ne serais pas en peine de vous faire vivre : on m'offre une chaire à Alger, une autre à Santiago... Je laisserais à mes enfants ce que j'ai pu mettre de côté jusqu'à ce jour...

A cet endroit de la scène imaginaire, la voiture s'arrêtait devant l'hôpital; le docteur en franchissait le seuil, l'air encore absent, avec les yeux d'un homme qui sort d'un enchantement ignoré. Sa visite terminée, il rentrait dans son rêve, plein d'une avidité secrète, se répétait : « je suis un fou... et pourtant... » Il en connaissait, parmi ses confrères, qui avaient réalisé ce beau songe. C'est vrai que si leur vie de désordre

avait préparé l'opinion à ce scandale, toute la ville avait coutume de professer que le docteur Courrèges était un saint. Mais quoi! justement parce qu'il avait usurpé cette réputation, quelle délivrance que de n'en plus subir le poids immérité! Ah! être méprisé enfin! Alors il saurait adresser à Maria Cross d'autres paroles que des encouragements au bien et que des conseils édifiants; il serait un homme qui aime une femme et qui la conquiert avec violence.

***

Le soleil de ce dimanche enfin se leva. Le docteur avait coutume, ce jour-là, de ne faire que les visites indispensables sans passer par le cabinet qu'il avait en ville, toujours assiégé de clients, mais dont il n'usait guère que trois fois dans la semaine pour sa consultation. Il avait en horreur cette pièce, au rez-de-chaussée d'une maison tout entière occupée par des bureaux; et il eût été incapable, disait-il, d'y lire ni d'y écrire une ligne. Comme à Lourdes, les plus misérables *ex-voto* trouvent leur place, le docteur avait réuni entre ces quatre murs tout ce dont l'avait comblé sa clientèle reconnaissante. Après avoir haï ces bronzes d'art, ces terres cuites autrichiennes, ces amours en poussière de marbre comprimée, ces biscuits, ces baromètres-calendriers, il en était au point de se sentir une sorte de goût pour ce musée horrible, et de se réjouir lorsqu'il recevait une « œuvre d'art » d'une laideur plus singulière : « surtout, pas d'ancien! » se disaient les uns aux autres les clients soucieux de faire plaisir au docteur Courrèges.

Ce dimanche où il s'était persuadé qu'une entrevue avec Maria Cross allait changer son destin, il avait pourtant consenti à recevoir vers trois heures, dans son cabinet de consultation, un homme d'affaires, neurasthénique et qui ne pouvait disposer d'une seule heure de loisir dans la semaine. Le docteur s'y était résigné : ainsi pourrait-il sortir, à peine le déjeuner fini, et user les derniers instants avant la minute ardemment attendue et redoutée. Il ne demanda pas sa voiture, ni n'essaya de monter dans les tramways envahis : des grappes humaines s'accrochaient aux marchepieds, car

il y avait un match de rugby, et c'était la première *corrida* de l'année : les noms d'*Algabeno* et de *Fuentes* éclataient sur des affiches jaunes et rouges. Bien que la course ne dût commencer qu'à quatre heures, la foule déjà, dans les ternes rues du dimanche aux magasins fermés, coulait vers les arènes. Les jeunes gens avaient des canotiers à rubans de couleur, des chapeaux de feutre gris clair qu'ils croyaient espagnols; et ils riaient dans un nuage de caporal. Les cafés soufflaient sur la chaussée leur fraîche haleine d'absinthe. Le docteur ne se souvenait pas d'avoir erré ainsi à travers la cohue, sans autre souci que de tuer les heures qui le séparaient d'une certaine heure. Un tel désœuvrement, qu'il paraissait étrange à cet homme surmené! Il ne savait pas ne rien faire, voulut penser à cette expérience commencée, mais ne put voir en lui que Maria Cross étendue et lisant.

Soudain il n'y eut plus de soleil, et le peuple inquiet regarda au ciel une nuée lourde. Quelqu'un prétendit avoir senti une goutte; mais le soleil ruissela de nouveau. Non, l'orage n'éclaterait pas avant que le dernier taureau eût fini de souffrir.

Peut-être, songeait le docteur, les choses ne se passeraient pas exactement comme il l'avait imaginé; mais ce qui était sûr — mathématiquement sûr — c'était qu'il ne quitterait pas Maria Cross sans qu'elle connût son secret : la question serait posée enfin! Deux heures et demie... une heure encore à tuer avant la consultation. Il toucha au fond de sa poche la clef du laboratoire. Non, à peine arrivé, il faudrait repartir. La foule s'émut comme en proie à un vent brusque. On criait « Les voilà! » Dans de vieilles victorias dont les cochers étaient sordides et glorieux, parurent les matadors étincelants et leurs *quadrillas*. Le docteur s'étonnait de ne rien discerner de bas sur ces durs visages émaciés : l'étrange clergé rouge et or, violet et argent! De nouveau un nuage tua la lumière et ils levèrent leurs faces maigres vers l'azur terni. Le docteur fendit la foule; et maintenant il suivait d'étroites rues désertes. Une fraîcheur de cave régnait dans son cabinet, où des femmes en terre cuite et en albâtre souriaient sur des colonnes de malachite. Le battement d'un cartel genre ancien était plus lent que celui d'une petite pendule en faux Delft, au centre de la large table où une femme modern-style, de

son derrière posé sur un bloc de cristal, pressait des papiers. Ces figures semblaient chanter en chœur ce titre d'une revue que le docteur venait de déchiffrer à tous les carrefours de la ville : *N'y a que ça de bon!* — jusqu'à ce taureau en similibronze, le mufle sur sa vache. Le docteur, d'un coup d'œil, admira sa collection, et prononça à mi-voix « : L'époque la plus basse de l'espèce humaine ». Il poussa un volet, fit poudroyer un rayon de feu. Il parcourait la pièce, se frottait les mains, se disait : « Il ne faudra pas de préparation, mais que les premiers mots soient une allusion à ma détresse, lorsque j'ai cru qu'elle ne souhaitait plus de me voir. Elle s'étonnera : je lui protesterai que je ne peux plus vivre sans elle et alors peut-être, peut-être... »

Il entendit sonner, alla ouvrir lui-même, introduisit son client. Ah! celui-là n'interromprait pas sa rêverie; il n'y avait qu'à le laisser aller : ce neurasthénique ne semblait rien exiger des médecins que la patience de l'écouter inlassablement. Sans doute se faisait-il d'eux une idée mystique, car il ne reculait devant aucune confidence, montrait sa plaie la plus secrète. Le docteur était déjà revenu en esprit auprès de Maria Cross : « Je suis un homme, Maria, un pauvre homme de chair comme les autres. On ne peut pas vivre sans bonheur; je le découvre trop tard, — mais pas trop tard pour que vous consentiez à me suivre? » Comme le client avait fini de parler, le docteur, avec cet air de dignité, de noblesse qu'on admirait, prononça : « Il faut d'abord que vous ayez foi en votre volonté. Si vous ne vous croyez pas libre, je ne peux rien pour vous. Tout notre art échoue contre une idée fausse. Si vous vous croyez la proie impuissante de vos hérédités, qu'espérez-vous de moi? Avant d'aller plus loin, j'exige un acte de foi dans votre pouvoir de dompter en vous toutes ces bêtes qui ne sont pas vous-même. »

Tandis que l'autre l'interrompait vivement, le docteur s'étant levé et rapproché de la fenêtre, feignit de regarder, entre les volets mi-clos, la rue vide. Il éprouvait jusqu'à l'horreur cette survivance en lui des paroles menteuses qui ne correspondent plus qu'à une foi morte. Comme nous recevons la lumière d'un astre éteint depuis des siècles, des âmes autour de lui entendaient l'écho d'une foi qu'il avait

perdue. Il revint vers la table, s'aperçut que la petite pendule de faux Delft marquait quatre heures, congédia son client.

« J'ai bien le temps », se disait le docteur courant presque sur le trottoir. Comme il atteignait la place de la Comédie, il vit le tramway assiégé par le peuple que dégorgeaient les cinémas. Pas un seul fiacre. Il dut prendre la file et cependant ne cessait de consulter sa montre : habitué à sa voiture, il avait mal mesuré son temps. Il essayait de se rassurer : en mettant tout au pis, il aurait un retard d'une demi-heure; cela n'est rien pour un médecin. Maria l'avait toujours attendu... Oui, mais dans sa lettre elle avait écrit : jusqu'à cinq heures et demie... cinq heures, déjà! « Hé bé! ne poussez pas comme ça, dites donc! » lui cria une dame épaisse et furieuse dont le plumet chatouillait son nez. Dans le tram comble, surchauffé, il regretta d'avoir mis sa jaquette et, transpirant, eut peur d'avoir la figure sale, de sentir fort.

Six heures n'avaient pas encore sonné, lorsqu'il descendit devant l'église de Talence. Il hâta le pas d'abord, puis, fou d'inquiétude, se mit à courir bien que son cœur lui fît mal. Une nuée d'orage enténébrait le ciel. Le dernier taureau devait saigner sous ce ciel sombre. Entre les grilles des petits jardins, des branches de lilas poussiéreux attendaient la pluie comme des mains tendues. Le docteur courait sous des gouttes tièdes et espacées vers la femme qu'il voyait déjà étendue et ne détachant pas tout de suite ses yeux du livre ouvert... Mais comme il approchait du portail, soudain il la vit qui sortait. Ils s'arrêtèrent. Elle était essoufflée : elle avait couru comme lui.

Elle dit, d'un air imperceptiblement dépité :

— J'avais écrit : cinq heures et demie.

Il la couvait d'un œil lucide :

— Vous avez quitté le deuil.

Elle regarda sa robe d'été et répondit :

— Le mauve n'est pas du demi-deuil alors?

Comme déjà tout était différent de ce qu'il avait imaginé! Une lâcheté immense lui inspira ces paroles :

— Puisque vous ne comptiez plus sur moi et que vous êtes peut-être attendue ailleurs, ce sera pour une autre fois.

Elle répondit du ton le plus vif :

— Qui voulez-vous qui m'attende? Vous êtes drôle, docteur.

Elle remontait vers la maison et il la suivait, elle laissait traîner sa robe de taffetas mauve dans la poussière; comme elle baissait la tête, il voyait sa nuque. Elle songeait que si elle avait donné rendez-vous au docteur un dimanche, c'était dans la persuasion que, ce jour-là, l'enfant inconnu ne prendrait pas le tram de six heures. Mais tout de même, folle de joie et d'espoir parce que le docteur n'était pas venu à l'heure fixée, elle avait couru à tout hasard, se disant : « N'y eût-il qu'une chance sur mille qu'il ait pris le tram habituel, à cause de moi... Ah! ne pas manquer cette joie... » Hélas! elle ne saurait jamais si l'enfant inconnu, ce dimanche-là, avait été triste dans le tram de six heures, en ne la voyant pas. La pluie lourde s'écrasait sur les marches du perron qu'elle gravit en hâte, et elle entendait derrière elle souffler le vieux. Ah! l'importunité de ces êtres, à qui notre cœur ne s'intéresse pas, et qui nous ont choisis, et que nous n'avons pas choisis! — si extérieurs à nous, dont nous ne désirons rien savoir, dont la mort nous serait aussi indifférente que la vie... et pourtant ce sont ceux-là qui remplissent notre existence.

Ils traversèrent la salle à manger, elle poussa les volets du salon, enleva son chapeau, s'étendit, sourit au docteur qui cherchait désespérément quelque lambeau des phrases préparées. Elle lui dit :

— Vous êtes essoufflé... Je vous ai fait marcher trop vite.

— Je ne suis pas si vieux.

Il leva les yeux comme il faisait toujours vers la glace au-dessus de la chaise-longue. Hé quoi, ne se connaissait-il pas encore? Pourquoi, à chaque fois, ce coup au cœur, cette stupeur désolée comme s'il se fût attendu à voir sa jeunesse lui sourire? Et déjà il demandait : « Et cette santé? » sur ce ton paternel et un peu grave qu'il prenait toujours quand il parlait à Maria Cross. Elle ne s'était jamais sentie aussi bien portante, et elle éprouvait à l'annoncer au docteur un plaisir qui la payait de sa déception. Non, l'enfant inconnu, aujourd'hui dimanche, ne devait pas être dans le tram. Mais demain,

demain il y serait sans doute, et déjà elle était toute tournée vers cette joie future, vers cet espoir chaque jour déçu et renaissant qu'il se passerait peut-être du nouveau, qu'il lui adresserait la parole enfin.

— Vous pouvez, sans inconvénient, interrompre vos piqûres... (il regardait dans la glace cette barbe clairsemée, ce front aride et se souvint des paroles brûlantes qu'il avait préparées).

— Je dors, je ne m'ennuie plus, figurez-vous, docteur : et pourtant je n'ai envie de rien lire. Je ne saurais venir à bout du *Voyage de Sparte* : vous pouvez le remporter.

— Vous ne voyez toujours personne?

— Pensez-vous que je sois femme à me commettre, tout d'un coup, avec les maîtresses de ces messieurs — moi qui les ai fuies jusqu'à présent comme la peste? je suis seule à Bordeaux de mon espèce, vous le savez bien : je ne peux frayer avec personne.

Oui, elle l'avait dit souvent, mais comme une plainte, et jamais d'un air si paisible, si heureux. Le docteur discernait que cette longue flamme ne s'étirait plus vers le ciel, qu'elle ne brûlait plus en vain, qu'elle avait trouvé tout près de la terre un aliment inconnu de lui. Il ne put se retenir de dire d'un ton agressif que si elle ne voyait pas ces dames, elle voyait quelquefois ces messieurs. Il se sentit rougir, entrevit que la conversation pouvait prendre le tour qu'il avait si ardemment désiré; et en effet Maria demanda en riant :

— Ah! çà! docteur, seriez-vous jaloux? Mais c'est qu'il me fait une scène de jalousie!... Non, rassurez-vous, je plaisante — ajouta-t-elle aussitôt — je sais qui vous êtes.

Comment douter qu'elle avait voulu rire en effet, et qu'elle n'aurait pu même imaginer que le docteur éprouvât un sentiment de cet ordre? Elle l'observait avec inquiétude :

— Je ne vous ai pas blessé?

— Si, Maria, vous m'avez blessé.

Mais elle ne comprit pas de quelle blessure il voulait parler; protesta de son respect, de sa vénération : ne s'était-il pas abaissé jusqu'à elle? N'avait-il pas daigné parfois l'élever jusqu'à lui? D'un geste aussi faux que l'était cette phrase,

elle saisit la main du docteur, l'approcha de ses lèvres. Il la retira brusquement. Maria Cross froissée se leva, s'approcha de la fenêtre, et elle regardait la jardin noyé. Le docteur s'était levé aussi; elle lui dit sans se retourner :

— Attendez la fin de l'averse.

Il demeurait debout dans le salon sombre. En homme méthodique, il usait de cette minute atroce pour arracher de lui tout désir, tout espoir. Hé bien oui, c'était fini; tout ce qui touchait à cette femme ne le concernait plus; il était hors du jeu. Sa main fit, dans le vide, le geste de déblayer. Maria se retourna pour lui crier :

— Il ne pleut plus.

Et comme il demeurait immobile, elle ajouta que ce n'était pas pour le mettre à la porte, mais qu'il ferait bien de ne point laisser passer cette éclaircie. Elle lui offrit un parapluie qu'il accepta d'abord, puis refusa parce qu'il s'en voulait d'avoir pensé : « Il faudra le rapporter; ce sera une occasion de revenir. »

***

Il ne souffrait pas; il jouissait de l'orage finissant, pensait à lui-même, ou plutôt à cette part de lui-même comme à un ami dont on se console de la mort en songeant qu'il ne souffre plus. La partie était jouée et perdue; il n'y avait plus à revenir là-dessus; rien ne devait plus compter pour lui que son travail. Hier, on lui avait téléphoné du laboratoire que le chien n'avait pas survécu à l'ablation du pancréas. Robinson pourrait-il s'en procurer un autre à la fourrière? Les trams passaient chargés d'une foule éreintée et chantante; mais il était content de marcher dans cette banlieue pleine de lilas et qui sentait la vraie campagne à cause de la pluie d'orage, du crépuscule. Fini de souffrir; fini de se jeter comme un forcené contre le mur de son cachot. Cette force toute-puissante, depuis son enfance, que l'approche de tant de créatures avait épandue hors de lui, il la ramenait, il la refoulait au plus profond de son être. Renonciation totale. En dépit des panneaux-réclames, des rails luisants, en dépit des cyclistes courbés sur le guidon où étaient ficelés des lilas flétris, la ban-

lieue se muait en campagne, les bars devenaient des auberges pleines de muletiers qui repartiraient au clair de lune; — et ils rouleraient toute la nuit comme des morts, étendus dans leurs charrettes, face aux étoiles. Sur les seuils, des enfants déjà paysans jouaient avec des hannetons engourdis. Ne plus se jeter contre ce mur. Depuis combien d'années s'était-il usé à ce morne assaut? Il se revit sanglotant (il y avait presque un demi-siècle) au chevet de sa mère, un matin de rentrée; et elle lui criait : « Tu n'as pas honte de pleurer, petit paresseux, petit imbécile? » et elle ne savait pas qu'il n'y avait rien d'autre en lui que le désespoir de se séparer d'elle; et depuis... Il ébaucha encore le geste de déblayer, de faire place nette : « Voyons, se dit-il, demain matin... » et comme il se fût fait une piqûre de morphine, il s'inocula le souci quotidien : ce chien mort... tout à recommencer. Mais ne devait-il avoir enregistré assez de faits, à cette heure, pour que son hypothèse fût confirmée? Que de temps perdu! quelle honte! Lui qui ne doutait pas que le genre humain fût intéressé à chacun de ses gestes dans son laboratoire, qu'il avait gâché de journées! La science exige d'être servie avec passion, elle ne souffre pas de partage : « ah! je ne serai jamais qu'un demi-savant ». Il crut voir un feu entre les branches et c'était la lune qui se levait. Les arbres apparurent qui cachaient la maison où étaient réunis ceux qu'il avait le droit d'appeler : *les miens*. Combien de fois déjà avait-il trahi le serment qu'alors il renouvela dans son cœur : « A partir de ce soir, je rendrai Lucie heureuse ». Et il hâtait le pas, impatient de se prouver que, cette fois, il saurait ne pas faiblir. Il voulut songer à leur première rencontre, il y avait vingt-cinq ans, dans un jardin d'Arcachon, — rencontre arrangée par un de ses confrères. Mais, sans que rien l'en eût averti, ce qu'il découvrit en lui, ce ne fut pas la fiancée de ces temps lointains, cette pâle photographie effacée, — ce qu'il vit, ce fut une jeune femme qui a pris le demi-deuil, folle de joie parce qu'il est en retard, et qui se hâte vers un autre... quel autre? Le docteur sentit une douleur aiguë, s'arrêta une seconde, et soudain courut : il fuyait, il ne voulait pas se retourner vers ce qu'il avait résolu de considérer comme sans importance. Il courait vers la maison pour élargir

la distance entre lui et cet être qu'aimait Maria Cross; et il en éprouvait en effet du soulagement, comme si chaque pas ne l'eût à son insu rapproché de ce rival inconnu... Ce fut pourtant ce soir-là qu'à peine passé le seuil de la salle à manger, au moment où Raymond et son beau-frère étaient aux prises, il eut conscience de cet épanouissement, et de ce brusque printemps dans l'étranger qu'il avait mis au monde.

***

On s'était levé de table; les enfants tendaient le front aux lèvres distraites des grandes personnes. Ils gagnèrent leurs chambres, escortés de la mère, de la grand'mère, de l'aïeule. Raymond s'était rapproché de la porte-fenêtre. Le docteur fut frappé du geste qu'il eut pour prendre une cigarette dans un étui de cuir, pour la tasser et l'allumer; un bouton de rose pendait à sa boutonnière, ses pantalons avaient le pli qu'il fallait. Le docteur songea : « C'est étonnant comme il ressemble à mon pauvre père... » Oui, c'était le portrait de ce chirurgien qui, jusqu'à près de soixante-dix ans, dilapida pour les femmes la fortune que lui avait value la pratique de son art. Il avait été le premier à introduire à Bordeaux les bienfaits de l'antisepsie; jamais il n'avait prêté la moindre attention à son fils qu'il n'appelait que « le petit » comme s'il ne se fût pas souvenu de son prénom. Une femme l'avait ramené un soir, la bouche tordue et bavante; on ne retrouva ni sa montre, ni son portefeuille, ni la bague en brillants de son petit doigt. « Je n'ai hérité de lui qu'un cœur capable de passion, mais pas le don de plaire...; ce sera pour son petit-fils. »

Le docteur regardait Raymond tourné vers le jardin — cet homme qui était son fils. Après ce jour de fièvre, il aurait aimé se confier, ou plutôt s'attendrir; demander à son enfant : « Pourquoi ne nous parlons-nous jamais? Crois-tu que je ne saurais pas te comprendre? Y a-t-il si loin d'un père à un fils? Qu'est-ce donc que les vingt-cinq années qui les séparent? J'ai le même cœur qu'à vingt ans, et tu es sorti de moi : il y a des chances pour que nous ayons en commun des inclinations, des dégoûts, des tentations... ce silence entre nous, qui le rompra le premier? » L'homme et la femme, aussi

éloignés qu'il puissent être l'un de l'autre, se rejoignent dans une étreinte. Et même une mère peut attirer la tête de son grand fils et baiser ses cheveux; mais le père, lui, ne peut rien, hors le geste que fit le docteur Courrèges posant la main sur l'épaule de Raymond, qui tressaillit et se retourna. Le père déroba ses yeux et demanda :

— Pleut-il encore?

Raymond fit quelques pas jusqu'à la porte, et tendit le bras vers la nuit :

— Non, il ne pleut plus.

Il ajouta, sans tourner la tête : « Bonsoir... » et le bruit de ses pas décrut.

A ce moment, madame Courrèges demeura stupéfaite parce que son mari lui demandait de faire un tour au jardin. Elle dit qu'elle allait chercher un châle. Il l'entendit monter, puis descendre avec une hâte inaccoutumée.

— Prends mon bras, Lucie, la lune est cachée, on n'y voit goutte...

— Mais l'allée est blanche.

Comme elle s'appuyait un peu à lui, il remarqua que la chair de Lucie avait la même odeur qu'autrefois quand ils étaient fiancés et qu'ils demeuraient assis sur un banc, ces longs soirs de juin..., c'était le parfum même de ses fiançailles que cette odeur de chair et d'ombre.

Il lui demanda si elle n'avait pas remarqué ce grand changement dans leur fils. Non, elle le trouvait toujours aussi maussade, grognon, buté. Il insista : Raymond se laissait moins aller; il avait plus de maîtrise sur soi, — quand ce ne serait que ce soin nouveau qu'il avait de sa tenue.

— Ah! oui, parlons-en; Julie bougonnait hier parce qu'il exige qu'elle repasse, deux fois par semaine, ses pantalons.

— Tâche de raisonner Julie qui a vu naître Raymond...

— Julie est dévouée; mais le dévouement a des limites. Madeleine a beau dire : ses domestiques ne font rien. Julie a mauvais caractère, c'est entendu; mais je comprends qu'elle soit furieuse d'être obligée de faire l'escalier de service et une partie du grand escalier.

Un rossignol parcimonieux ne donna que trois notes. Ils

traversaient le parfum d'amande-amère d'une aubépine. Le docteur reprit à mi-voix :

— Notre petit Raymond...

— Nous ne remplacerons pas Julie, voilà ce qu'il faut se répéter. Tu me diras qu'elle fait partir toutes les cuisinières; mais bien souvent, c'est elle qui a raison... Ainsi Léonie...

Il demanda, résigné :

— Quelle Léonie?

— Tu sais bien, cette grosse... non, pas la dernière... celle qui n'est restée que trois mois; elle ne voulait pas faire la salle à manger. Ce n'était pourtant pas le travail de Julie...

Il dit :

— Les domestiques de maintenant ne sont pas ceux d'autrefois.

Il sentait en lui descendre une marée — un reflux qui entraînait des confidences, des aveux, des abandons, des larmes.

— Nous ferions mieux de rentrer...

— ... Madeleine me répète que la cuisinière lui fait la tête; mais ce n'est pas à cause de Julie. Cette fille veut de l'augmentation; ici elles n'ont pas autant de bénéfices qu'à la ville, bien que nous ayons de très gros marchés : sans cela, elles ne resteraient pas.

— Je vais rentrer.

— Déjà?

Elle sentit qu'elle l'avait déçu, qu'elle aurait dû attendre, le laisser parler, elle murmura :

— Nous ne causons pas si souvent...

Au delà des misérables paroles qu'elle accumulait en dépit d'elle-même, au delà de ce mur que sa vulgarité patiente avait édifié jour par jour, Lucie Courrèges entendait l'appel étouffé de l'enterré vivant, oui, elle percevait ce cri de mineur enseveli, et en elle aussi, à quelle profondeur! une voix répondait à cette voix, une tendresse s'agitait.

Elle fit le geste d'incliner la tête sur l'épaule de son mari, devina son corps rétracté, cette figure close; leva les yeux vers la maison, ne put se défendre de remarquer :

— Tu as encore laissé l'électricité allumée chez toi.

Et elle regretta cette parole aussitôt. Il hâta le pas pour

s'éloigner d'elle, gravit rapidement le perron, soupira d'aise parce que le salon était désert, et put gagner sans avoir rencontré personne, son cabinet. Là, enfin, assis devant la table, il pétrit à deux mains sa face exténuée, puis fit encore le geste de déblayer... C'était ennuyeux que ce chien fût mort; on ne s'en procurait pas si aisément. Mais, d'autre part, avec toutes ces histoires idiotes, il n'avait pas suivi les choses d'assez près. « Je m'en suis trop remis à Robinson... il a dû se tromper de date pour la dernière injection. » Mieux valait tout recommencer sur nouveaux frais... Ce serait bien assez, désormais, que Robinson prît la température de la bête, recueillît et analysât les urines.

***

Une interruption de courant arrêtait les tramways et ils étaient immobiles au long des boulevards, pareils à de jaunes chenilles processionnaires. Il fallut cet incident pour que Raymond Courrèges et Maria Cross se fissent signe enfin. Pourtant, au lendemain de ce dimanche où ils ne s'étaient pas vus, l'angoisse de ne plus se rejoindre jamais les avait tourmentés tous les deux, et chacun avait résolu de faire le premier pas. Mais elle voyait en lui un écolier candide et qui ne se scandalise de rien, et lui, comment eût-il osé parler à une femme? A travers la foule il devina sa présence, bien que pour la première fois elle fût vêtue d'une robe claire; et elle, un peu myope, le reconnut de loin car il avait dû, ce jour-là, pour quelque cérémonie, revêtir l'uniforme du collège et sa pèlerine, pas attachée, était jetée avec négligence sur les épaules (pour imiter les élèves de l'École de Santé Navale). Des voyageurs montaient dans le tramway, décidés à attendre; d'autres s'éloignaient par groupes. Raymond et Maria se rejoignirent près du marchepied. Elle dit à mi-voix, sans le regarder, de façon qu'il pût croire qu'elle ne s'adressait pas à lui :

— Après tout, je n'ai pas si loin à aller...

Et lui, la tête un peu détournée, les joues en feu :

— Pour une fois, ce ne serait pas désagréable de faire la route à pied.

Alors elle osa fixer les yeux sur ce visage que jamais elle n'avait vu de si près :

— Depuis le temps que nous revenons ensemble, il ne faut pas en perdre l'habitude.

Ils firent quelques pas en silence. Elle regardait à la dérobée cette joue brûlante, cette chair trop jeune que le rasoir faisait saigner. D'un geste encore puéril, il soutenait sur ses reins, à deux mains, une serviette usagée, pleine de livres; et l'idée s'ancra en elle que c'était presque un enfant; elle en éprouva une émotion confuse, faite de scrupule, de honte et de délice. Lui se sentait perclus de timidité, paralysé comme naguère lorsqu'il lui paraissait surhumain de franchir le seuil d'une boutique; il était stupéfait d'être plus grand qu'elle, la paille mauve du chapeau lui cachait presque tout le visage, mais il voyait le cou nu, l'épaule un peu hors de la robe. La terreur lui vint de ne pas trouver un seul mot pour rompre le silence, de gâcher cette minute :

— C'est vrai que vous n'habitez pas loin...

— Oui, l'église de Talence est à dix minutes des boulevards.

Ayant tiré de sa poche un mouchoir taché d'encre, il s'essuya le front, vit l'encre, cacha le mouchoir.

— Mais vous, peut-être, monsieur, avez-vous un plus long trajet...

— Oh! non : je descends peu après l'église.

Et il ajouta très vite :

— Je suis le fils Courrèges.

— Le fils du docteur?

Il dit avec élan :

— Il est connu, n'est-ce pas?

Comme elle avait levé la tête pour le regarder, il vit qu'elle avait pâli. Cependant elle disait :

— Le monde est petit, décidément...; surtout ne lui parlez pas de moi.

— Je ne lui parle jamais de rien; et d'ailleurs je ne sais pas qui vous êtes.

— Mieux vaut que vous ne le sachiez pas.

De nouveau, elle le couva d'un long regard : le fils du docteur! ce ne pouvait être qu'un collégien très naïf, très

pieux. Il fuirait avec horreur quand il connaîtrait son nom. Comment aurait-il pu l'ignorer? Le petit Bertrand Larousselle avait été élevé jusqu'à l'année dernière dans le même collège...; le nom de Maria Cross y devait être fameux...; Il insistait, moins par curiosité que par peur du silence.

— Si, si, dites-moi votre nom... Moi je vous ai bien dit le mien...

Au seuil d'une boutique, la lumière horizontale embrasait des oranges dans une vannerie. Les jardins étaient comme englués de poussière; un pont traversait la voie qui naguère émouvait Raymond parce que les trains y roulent vers l'Espagne. Maria Cross songeait : « Me nommer, c'est peut-être le perdre... mais n'est-ce pas mon devoir de l'éloigner? » Elle souffrait et jouissait de ce débat. Elle souffrait réellement mais éprouvait une satisfaction obscure à murmurer : « c'est tragique... »

— Quand vous saurez qui je suis... (elle ne put se défendre de songer au mythe de Psyché, à *Lohengrin*).

Il éclata de rire trop bruyamment — mais avec abandon enfin :

— On se rencontrerait tout de même dans le tram... Vous vous êtes aperçue que je fais exprès de prendre celui de six heures... non? quelle blague? parce que, vous savez, quelquefois j'arrive assez tôt pour celui de moins le quart... mais je fais exprès de le laisser filer à cause de vous. Et même hier, je suis parti après le quatrième taureau pour ne pas vous rater; et justement vous n'y étiez pas; et il paraît que Fuentes a été prodigieux pour son dernier. Maintenant qu'on s'est parlé, qu'est-ce que vous voulez que ça y fasse, comment vous vous appelez? Avant, je me fichais de tout...; depuis que je sais que vous me regardez...

Ce langage que Maria eût jugé si bassement vulgaire chez un autre, elle y trouvait un goût de verdeur délicieux et plus tard, chaque fois qu'elle traverserait la route à cet endroit, elle se souviendrait de ce que déchaîna en elle ces misérables paroles de l'écolier, une tendresse, un bonheur...

— Il faudra bien que vous me le disiez, votre nom... et puis je n'aurai qu'à le demander à papa. Ce sera facile : une dame qui descend toujours devant l'église de Talence.

— Je vous le dirai; mais il faut me jurer que vous ne parlerez jamais de moi au docteur.

Elle se doutait, maintenant, que son nom ne l'éloignerait pas; mais elle feignit de se croire encore menacée : « Remettons-nous-en au destin » se disait-elle — parce qu'au fond elle était sûre de gagner. Un peu avant d'atteindre l'église, elle voulut qu'il partît seul « à cause des fournisseurs qui la reconnaîtraient et feraient des histoires ».

— Oui, mais pas avant de savoir...

Elle prononça vite, sans le regarder :

— Maria Cross.

— Maria Cross?

Elle fit avec son ombrelle des trous dans la terre, et ajouta très vite :

— Attendez de me connaître...

Il la regardait, ébloui :

— Maria Cross!

C'était là, cette femme dont il avait entendu murmurer le nom, un jour d'été, sur les Allées de Tourny, à l'heure du retour des courses... Elle passait dans sa calèche à deux chevaux...; quelqu'un, près de lui, répétait : « ces femmes-là, tout de même! » Et soudain il se rappela aussi l'époque où un traitement de douches l'obligeait à quitter le collège dès quatre heures : il dépassait sur la route le jeune Bertrand Larousselle, plein de morgue déjà, ses longues jambes guêtrées de cuir fauve; tantôt un domestique l'escortait et tantôt un prêtre, ganté de noir et le col haut. Entre tous les « grands », Raymond jouissait chez les « moyens », d'un affreux prestige; le pieux et pur Bertrand dévorait des yeux, lorsqu'il passait près de lui, le « sale type », sans se douter qu'aux yeux du sale type, il était lui-même un enfant mystérieux. Madame Victor Larousselle vivait encore à cette époque, et des bruits absurdes couraient la ville et le collège : Maria Cross voulait se faire épouser et exigeait de son amant qu'il mît sur la paille tous les siens, d'autres assuraient qu'elle attendait que madame Larousselle fût morte de son cancer, pour pouvoir se marier à l'église. Plusieurs fois, derrière la vitre d'un coupé, Raymond avait aperçu, auprès de Bertrand, cette mère exsangue dont les dames Courrèges et Basque

disaient : « En voilà une qui a souffert! quelle dignité dans son martyre! on peut dire qu'elle a fait son purgatoire sur la terre... Moi, un homme comme ça, je lui cracherais mon mépris à la figure et je le planterais là... » Un jour, Bertrand Larousselle sortit seul; il entendait derrière lui siffler le sale type, et il se hâtait; mais Raymond réglait son pas sur le sien et ne quittait pas des yeux le pardessus court ni la casquette d'une étoffe anglaise si jolie. Que tout ce qui touchait à cet enfant lui paraissait précieux! Le petit Bertrand s'étant mis à courir, un cahier glissa de sa serviette; quand il s'en aperçut, Raymond déjà l'avait ramassé; l'enfant revint sur ses pas, blême de peur et de colère : « Rendez-le moi! » mais Raymond ricanait, lisait à mi-voix sur la couverture : *Mon Journal.*

— Ça doit être bien intéressant, le journal du petit Larousselle...

— Rendez-le moi.

Raymond, au pas de course, franchit le portail du Parc Bordelais, prit une allée déserte; derrière lui il entendait une pauvre voix haletante : « rendez-le moi! je le dirai! » mais le sale type, à l'abri d'un massif, narguait le petit Larousselle maintenant à bout de souffle et qui, couché dans l'herbe, pleurait à gros sanglots.

— Tiens, le voilà ton cahier... ton journal... idiot!

Il relevait l'enfant, lui essuyait les yeux, époussetait le pardessus anglais. Quelle douceur inattendue, chez ce brutal! Le petit Larousselle y paraissait sensible et déjà souriait à Raymond qui soudain, ne put résister à une fantaisie grossière :

— Dis, tu l'as vue quelquefois, Maria Cross?

Bertrand écarlate avait ramassé sa serviette et pris le large sans que Raymond songeât à le poursuivre.

Maria Cross... c'était elle qui le dévorait des yeux maintenant... Il l'aurait crue plus grande, plus mystérieuse. Cette petite femme en mauve, c'était Maria Cross. Voyant le trouble de Raymond, elle se méprit, balbutia :

— Ne croyez pas... N'allez pas surtout croire...

Elle tremblait devant ce juge qui lui paraissait angélique

et elle ne discernait pas l'âge de l'impureté; elle ne savait pas que le printemps est souvent la saison de la boue et que cet adolescent pouvait n'être que souillure. Elle n'eut pas la force de supporter le mépris qu'elle imaginait dans le garçon; et sur un adieu jeté presque à voix basse, déjà elle fuyait; mais il la rejoignit :

— A demain soir, n'est-ce pas, au même tramway?

— Vous le voulez?

En s'éloignant, elle se retourna deux fois vers lui immobile et qui songeait : « Maria Cross a le béguin pour moi ». Il répétait, comme s'il ne pouvait croire à sa fortune : « Maria Cross a le béguin pour moi ».

Il respirait le soir comme si l'essence de l'univers y eût été contenu et qu'il se fût senti capable de l'accueillir dans son corps dilaté. Maria Cross avait le béguin pour lui... Le dirait-il à ses camarades? mais aucun ne voudrait le croire. Déjà apparaissait l'épaisse prison de feuilles où les membres d'une seule famille vivaient aussi confondus et séparés que les mondes dont est faite la Voie Lactée. Ah! cette cage n'était pas à la mesure de son orgueil, ce soir. Il la contourna, s'enfonça sous le couvert d'un bois de pins, le seul qui ne fût pas clôturé et qu'on appelait le Bois de Berge. La terre où il se coucha était plus chaude qu'un corps. Les aiguilles de pins creusèrent dans ses paumes des signes.

FRANÇOIS MAURIAC

(A suivre.)

VERS LA RÉVOLUTION

LA RUSSIE DE 1900 A 1917[1]

LE DÉNOUEMENT (*suite*)

Les « communistes », les anciens « bolchéviks », vénèrent la mémoire de Lénine, comme celle d'un homme extraordinaire; ils trouvent sa tactique « géniale » et en donnent pour preuve qu'il fut victorieux.

Il faudrait s'entendre sur ce mot de « victoire ». Si l'unique but des bolchéviks avait été de s'emparer du pouvoir, on pourrait dire qu'ils ont réussi; ils jouissent des avantages que le pouvoir peut procurer; leur position personnelle a changé. Mais ils avaient d'autres ambitions plus honorables. Le pouvoir devait être pour eux un moyen de servir leurs idées, de faire triompher le « socialisme », et là ils ont pitoyablement échoué. *Leur* victoire a asséné au socialisme le coup le plus foudroyant qui pouvait lui être porté; et quant au bien, à la prospérité que ce « socialisme » a apportés avec lui au pays, inutile d'insister.

Il est encore plus douteux que cette prétendue « victoire » soit due à *leur tactique*; ils la doivent aux circonstances, qu'ils ne pouvaient pas prévoir, qui n'entraient pas dans leur plan; ils la doivent aussi aux fautes de leurs adversaires. Et il n'est pas sans intérêt d'examiner les vraies causes de ce succès.

On ne peut nier que la formation en 1898 du parti socialiste-démocrate, qui associa à la lutte contre l'absolutisme

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er octobre et 15 novembre.

la classe ouvrière, n'ait grandement servi dans cette lutte; il est exact que les milieux ouvriers avaient en mains une arme, la grève, que les autres classes n'avaient pas. Mais si les ouvriers ont contribué à la victoire sur l'absolutisme, ce n'est que parce que les particularités du plan bolchévik leur étaient peu connues. Sans cela la tactique des bolchéviks aurait produit des résultats tout contraires. L'autocratie était assez forte pour avoir raison d'une insurrection; ce qui la faisait chanceler, c'était le front unique qu'elle voyait se dresser devant elle, la désapprobation dans les rangs de ses propres partisans. Elle se sentait isolée. Un parti qui s'efforçait de briser l'unité de ce front, qui menaçait la Russie d'une insurrection, qui devait donner au prolétariat la dictature, rendait un signalé service au pouvoir. On ne pourrait donc commettre d'erreur plus grossière que de prétendre, que la tactique bolchévik donna la victoire au mouvement général de 1905.

Après 1905 les conditions de la vie politique changèrent; une Constitution fut octroyée. Il était clair cependant que les libertés constitutionnelles étaient encore très précaires, que la lutte contre l'absolutisme n'était pas terminée. Si les bolchéviks avaient réellement été pénétrés de l'idée, exprimée dans le Manifeste et dans le programme du parti, que l'absolutisme était leur ennemi *principal*, ils auraient dû comprendre qu'il y avait dans les classes bourgeoises des éléments qui dans cette lutte étaient leurs alliés. Mais les bolchéviks en jugeaient autrement. Partisans de l'insurrection, ils voyaient dans ces alliés leurs ennemis principaux; ils redoutaient que des réformes pussent en effet améliorer la situation générale. Le devoir du parti était de démasquer ces ennemis, de les flétrir, de démontrer le caractère anti-révolutionnaire et anti-prolétarien de toutes leurs tendances. Pareille tactique ne pouvait que profiter au gouvernement de l'époque. Le Gouvernement, qui voyait avec inquiétude les agissements clandestins des bolchéviks dans les masses ouvrières, qui combattait leur activité par tous les moyens de répression, ne pouvait que se réjouir de leur attitude publique sur la scène politique. En 1906, le principal ennemi de l'absolutisme était la Douma; c'était contre elle que le Gouverne-

ment avait à lutter; et il trouvait auprès des bolchéviks un appui désintéressé dans cette lutte. Car la Douma, qui ouvrait enfin au pays une voie pacifique de progès, qui lui donnait le moyen de formuler ses désirs et de les accomplir, ruinait les espérances et les chances du parti bolchévik. La Révolution armée pouvait devenir inutile et par conséquent impossible. Le parti s'efforça de barrer cette voie pacifique, d'y semer des embûches, de discréditer la Douma et tous ceux qui croyaient en elle. Le gouvernement, qui ne voulait pas partager son pouvoir avec la représentation nationale et qui repoussait les réformes demandées par la Douma, faisait exactement la même politique. Je me souviens du temps des premières élections (mars 1906). Depuis plus de deux siècles la Russie n'avait pas connu de représentation nationale. Cette représentation était un fait si nouveau, si riche en conséquences politiques, que tous les Russes, les uns avec crainte, les autres avec espoir, attendaient les premiers pas de la Douma. Lénine vit un danger dans cet état d'esprit; il choisit sa tactique en conséquence. Il donna comme mot d'ordre : faire sauter la Douma. Aux élections il recommanda à ses partisans *l'abstention*. Mais en même temps il leur ordonna de profiter des réunions électorales pour dévoiler les turpitudes des partis avancés, surtout des cadets, pour railler les espoirs qu'ils mettaient dans la Douma. Les bolchéviks, qui n'avaient pas de candidats aux élections, étaient néanmoins les principaux contradicteurs aux assemblées électorales. Cette tactique ne réussit pas. La Douma se réunit; elle était très avancée. Dès le premier jour elle prit l'offensive, réclamant comme premier geste l'amnistie. Deux semaines après, sur son programme de réformes, elle était en conflit aigu avec le ministère; elle exigeait sa démission. Une lutte serrée s'engagea. Et pendant ce temps Lénine continuait à attaquer la Douma. Toute les démarches de la Douma, ses résolutions, ses projets de loi étaient « dévoilés », « flétris », ou « raillés ». Ses lois libérales sur la presse, sur les réunions étaient dénommées « lois de bagne » (mot tiré des polémiques d'Allemagne contre les lois réactionnaires de Puttkammer). On reprochait par exemple à la loi sur les réunions d'interdire les meetings

sur les voies des chemins de fer. Le train bourgeois pouvait se donner la peine d'attendre la fin d'un meeting. Le gouvernement, qui ne songeait qu'à dissoudre la Douma, ne pouvait manquer d'apprécier cette aide inespérée. Il se sentait plus libre pour frapper, depuis que la Douma était abreuvée d'outrages dans les milieux ouvriers.

La politique des bolchéviks ne changea pas après la dissolution de la Douma. Certes cette politique ne pouvait trouver d'écho dans le pays; sauf dans des milieux très restreints, l'influence de Lénine était nulle; il paraissait un sectaire étroit et aveugle, qui ne pouvait que servir ses adversaires. Le Gouvernement n'avait pas à le craindre. L'insurrection était une menace très éloignée et on n'était point désarmé devant elle; par contre, l'opposition qu'il faisait aux partis avancés, rendait au gouvernement un service immédiat. Le gouvernement n'aurait pas pu inventer de meilleure politique. Que les partis extrêmes fassent le jeu de la réaction, c'est un reproche banal, mais qui n'en est pas moins fondé. Nous pouvons en donner des preuves indéniables. Voici un fait pittoresque, qui a fait beaucoup de bruit en Russie, mais qui a pu rester inconnu à l'étranger.

Lors des élections à la 4e Douma (en 1912), je demandai un jour à mon concurrent et confrère du barreau, Koursky, aujourd'hui commissaire de la Justice à Moscou, comment allaient les élections dans la section ouvrière. Il me confia que les socialistes-démocrates avaient cette fois un candidat *remarquable* désigné par Lénine lui-même; que ce candidat n'était pas éligible grâce à quelques vices de forme, dont heureusement le Gouvernement ne s'était pas aperçu. En effet, il fut élu; c'était un bolchevik, Malinovsky. Après l'élection, Lénine en personne daigna le féliciter par dépêche. Malinovsky ne manqua pas de se distinguer à la Douma; il prononçait des discours enflammés, non seulement contre le gouvernement, mais surtout contre les partis libéraux; il flétrissait tout compromis avec eux. Un jour nous apprîmes qu'il était parti soudainement pour l'étranger. Puis des rumeurs coururent, suivant lesquelles c'était un agent de police. Ses collègues le niaient. Je rencontrai à l'étranger madame Kolontaï, aujourd'hui ambassadrice des Soviets en

Norvège. Elle me parla de l'affaire Malinovsky; affirma que les bruits répandus sur son compte étaient faux, que toute sa politique à la Douma était strictement conforme aux directives du parti. Elle priait de dissiper à la Douma les calomnies dont Malinovsky était victime. Cependant, quand après la Révolution on fouilla les archives, la vérité éclata. Au moment des élections, Malinovsky était déjà agent de police; le préfet signala au ministre les vices de forme de sa candidature, mais reçut l'ordre de se taire. Les minutes des discours que Malinovsky prononçait à la Douma étaient soumises au Ministre et *corrigées de sa main*. Fait curieux, Malinovsky plus tard prit part à la guerre, se conduisit vaillamment, reçut la croix de Saint-Georges; après la Révolution il fut arrêté par les bolchéviks et finalement fusillé.

Je ne fais pas grief au parti de ce qu'il ait pu se trouver un traître dans son sein; aucun parti ne peut être à l'abri de pareille mésaventure. Le cas du fameux Azeff[1] est encore plus scandaleux. Ce qui est à retenir c'est que l'activité de Malinovsky à la Douma, les discours qu'il y prononçait et que Lénine trouvait conformes aux intérêts du parti, répondaient aussi bien aux plans de la police. Malinovsky ne trahissait pas son parti; il faisait fidèlement *ce que le parti désirait*; il traduisait *sa* manière de voir; mais le point de vue du parti concordait de façon touchante avec celui de la police. Il serait difficile de nier qu'à cette époque au moins l'action publique des bolchéviks faisait le jeu de l'absolutisme. Le bolchévik Malinovsky, le protégé de Lénine, payé et inspiré par la police, est le symbole du rôle que le bolchévisme jouait en Russie à cette époque.

On ne pourrait cependant pas s'en tenir à cette appréciation; il y avait un autre aspect de l'activité bolchévique plus important et qui ne restait pas sans résultats; c'était l'action illégale, clandestine, souterraine, je veux dire leur propagande. Les bolchéviks sont devenus maîtres en cet art; et ils ne l'ont pas oublié, quand ils sont plus tard parvenus au

1. Azeff, socialiste révolutionnaire, membre de la section terroriste, inspirateur et collaborateur de plusieurs attentats, en particulier du meurtre du Grand-Duc Serge et du Ministre de l'Intérieur Plehvé, avait été *en même temps* un agent de la Police.

pouvoir. Avec une adresse consommée et un dévouement fanatique ils pénétraient dans les milieux ouvriers, prêchant la haine contre le régime capitaliste, contre la Monarchie qui le soutenait, contre tous les bourgeois, contre les modérés, traîtres à la cause populaire. Ils avaient dans ces milieux un succès sans égal. Ils étaient servis par l'ignorance, l'inexpérience, la misère, et avant tout par leur adversaire, le gouvernement. Si les bolchéviks étaient utiles au gouvernement dans sa lutte contre le libéralisme, la politique du Gouvernement fournissait des armes aux bolchéviks. Le Gouvernement démontrait avec une telle insistance l'impuissance des milieux modérés, l'inefficacité des méthodes constitutionnelles, qu'aux yeux de la jeunesse les partis modérés étaient doublement frappés de discrédit. Les bolchéviks avaient beau jeu pour les railler. Notre jeunesse exaltée, impatiente de se mêler à la vie politique, leur fournissait des orateurs; elle était séduite par la grandeur et par la simplicité des conceptions bolchéviques, par la possibilité d'une activité immédiate, même par l'attrait du danger. Aussi la propagande bolchévique dans les usines ne rencontrait-elle pas d'adversaires; la propagande en général n'était pas bien vue, celle des partis avancés encore moins. Pour s'y livrer, il fallait tout risquer, se déguiser en ouvrier, le devenir même. Ce ne sont pas les méthodes des partis modérés. Les partis extrémistes en étaient seuls capables; ils faisaient leur propagande sans concurrents; et les milieux ouvriers étaient devenus leurs fiefs incontestés. Les socialistes-démocrates, en général, et les bolchéviks en particulier avaient mérité ce succès par leurs efforts, leur persistance héroïque, par des hécatombes de victimes; ils ont mis leur cachet sur le prolétariat.

Outre la propagande il y avait l'organisation du parti. Ici les résultats obtenus ne correspondaient pas aux efforts accomplis; les socialistes-démocrates réussissaient bien à organiser des « cellules » secrètes dans les usines et même dans les milieux militaires, mais elles ne duraient que tant qu'une indiscrétion ou une trahison n'y mettait pas fin. Le gouvernement les épiait, les découvrait et les liquidait; les prisons, les bagnes, les provinces éloignées étaient remplies de militants ainsi arrêtés. La force du bolchévisme n'était pas faite de ses partisans *orga-*

nisés; elle résidait dans l'atmosphère générale favorable aux extrêmes.

L'organisation bolchévique était impuissante à renverser l'absolutisme, mais elle ne resta pas sans effets quand l'absolutisme fut par terre; elle avait formé une *école* et des *cadres*. Le gouvernement, dont la cruauté avait été tant de fois décriée, ne montrait pas la cynique cruauté des bolchéviks au pouvoir; il n'*exterminait* pas ses adversaires; il s'efforçait de les mettre dans l'impossibilité de lui nuire et obtenait des résultats diamétralement opposés; arrêtés pour propagande, emprisonnés, renvoyés dans des provinces éloignés, les jeunes agitateurs répandaient partout leurs idées et en outre devenaient des révolutionnaires de métier; le Gouvernement faisait assez pour briser leur carrière, les acculer au désespoir, pas assez pour empêcher leur action. Avec cette méthode il formait lui-même les cadres du parti, la vieille garde et les néophytes qui après la Révolution apparurent sur la scène.

Il y a plus. L'activité du parti, surtout depuis qu'il s'était mis à préconiser l'insurrection, à armer les prolétaires, était non seulement illégale, mais dangereuse. La mentalité et les méthodes du parti en furent marquées à jamais. Le parti constituait une sorte d'armée déguisée, où régnait une stricte discipline. Sans avoir exercé le pouvoir, les chefs bolchéviks en avaient déjà fait l'expérience; ils savaient commander et se faire obéir. Ils possédaient en cela un grand avantage sur les partis idéalistes de l'opposition; ils n'auraient jamais conçu l'idée de « discipline volontaire » et n'auraient pas fondé leurs espoirs sur la « persuasion ». Ils avaient adopté la mentalité et les méthodes de leurs adversaires; communistes par leur programme, ils étaient de vrais gendarmes de l'ancien régime par leur conception du pouvoir.

Tout préparés qu'ils se croyaient à prendre le pouvoir, les bolchéviks étaient très loin du triomphe attendu; leur tactique qui discréditait les partis avancés, portait de l'eau au moulin de l'absolutisme. Sans être assez forts pour le renverser à eux seuls, les bolchéviks affaiblissaient les autres combattants; ils encourageaient l'absolutisme dans son mépris pour l'opinion des partis modérés, pour leurs appels au droit et au respect de la constitution. Le Gouvernement et les bol-

chéviks n'étaient pas si éloignés l'un de l'autre qu'ils l'auraient cru. Ce ne fut donc pas par les bolchéviks, mais *malgré eux* que l'ancien régime fut renversé. Pour que le rêve bolchévik pût se réaliser en Russie il a fallu la grande guerre et toutes ses conséquences.

La guerre apporta au socialisme de grandes déceptions; les prolétaires de tous les pays oublièrent *leur* solidarité pour se souvenir de la solidarité *nationale*; le sentiment de l'union sacrée prévalut sur celui de l'union internationale de leur classe. Une vague de « réaction », d'esprit militaire, passa sur l'Europe. Et ce fut cette même guerre qui donna aux bolchéviks le triomphe.

A son début la guerre porta un coup à l'influence bolchévique en Russie. Les bolchéviks ne surent ni comprendre ni exploiter l'élan patriotique du pays. Leur prestige diminua dans les milieux mêmes où il avait existé. Avec toute la maladresse de leur tactique « géniale », ils allèrent sans aménagement à l'encontre du sentiment national. Ils s'enfermèrent dans leur intransigeance doctrinaire; on cessa de les écouter. Les directives du chef tombaient dans le vide. Lénine enjoignait à ses partisans de répandre l'idée que ce qui pouvait arriver de mieux au pays ce serait d'être vaincu. Même ses disciples n'osaient pas risquer une telle propagande. Les cinq députés bolchéviks de la Douma, en novembre 1914, ont été arrêtés au moment où ils discutaient avec leurs camarades du parti sur la suite à donner à ces directives. Ils devaient obéir; le maître avait parlé. Mais ils trouvaient que décidément il allait trop loin. Pareille propagande n'avait aucune chance de succès. On se proposait de substituer à ces mots une expression plus décente; on se bornait à émettre une crainte, que « la Russie tzariste ne fût affermie par la victoire ». Ainsi on n'exécutait pas les ordres de Lénine; on cherchait à les rendre acceptables. L'influence bolchévique subissait un fléchissement, semblable à celui qu'elle avait éprouvé en 1905 après l'insurrection imprudemment prêchée et manquée. La propagande bolchévique se heurtait non plus aux poursuites policières, mais au bon sens du pays. Jamais leur fameuse tactique n'avait été à un tel point vouée à l'échec. Il a fallu trois ans de guerre, trois ans de fautes politiques grossières, pour qu'ils pussent reparaître

sur la scène; il a fallu que le gouvernement exaspérât le pays, suscitât l'inquiétude, puis l'indignation patriotique; il a fallu que d'autres forces, pour des motifs qui n'avaient rien de commun avec les idées bolchéviques, ébranlassent le trône impérial; en un mot, il a fallu qu'une Révolution fût faite par *d'autres* éléments, au nom *d'autres* idées, pour permettre enfin aux bolchéviks de triompher.

Dès que la Révolution éclate et que la monarchie s'écroule les bolchéviks entrent en scène; les uns sortent des prisons et du bagne, les autres rentrent de l'exil en triomphateurs. Lénine fait son célèbre voyage à travers l'Allemagne. Tous sont immédiatement introduits dans le Soviet de Pétrograd, occupent leur place dans les rangs de la « démocratie ». Mais quoiqu'ils en fissent partie, ils avaient une mentalité toute différente. Les « démocrates » étaient idéalistes, les bolchéviks « réalistes ». Les « démocrates » acclamaient la Révolution, parce qu'elle rendait au peuple sa liberté; le pays paraissait recouvrer le moyen d'exprimer sa volonté, de supprimer une minorité privilégiée, d'établir le régime qu'il voulait. Pour cette raison la « démocratie » attribuait à une Constituante la plénitude de la souveraineté nationale; des élections générales, le suffrage universel sans aucune restriction, exprimant la volonté populaire, devant laquelle tout le monde s'inclinerait : tel avait été son idéal. Les bolchéviks en jugeaient autrement; le peuple dans son ensemble n'était pas capable de se défendre contre les tentatives de restauration; il avait encore besoin d'être gouverné et défendu; c'était le *prolétariat* qui devait jouer ce rôle historique, qui devait prendre le pouvoir; telle était la doctrine officielle, l'ancien credo du bolchévisme.

Mais à présent les bolchéviks ajoutaient que le prolétariat lui-même n'était pas suffisamment préparé pour comprendre son rôle historique et défendre ses intérêts; il devait être à son tour dirigé par une minorité avancée, par un parti qui comprendrait mieux que lui-même ses besoins; ce parti, c'était la fraction bolchévique, le futur parti communiste[1].

1. Cette idée de la dictature du parti communiste sur le prolétariat n'était pas dans le programme communiste; elle n'a été connue et développée qu'au cours des événements. Quand Lénine s'aperçut que le prolétariat n'était pas

Ainsi la Révolution, sous la direction des bolchéviks, allait non pas rendre au peuple sa liberté, mais lui imposer un nouveau maître, transmettre le pouvoir au parti communiste. Le régime révolutionnaire qui allait s'établir à la place du régime renversé ne devait rien avoir de commun avec la liberté, comme se l'imaginaient les « démocrates ». La liberté, les droits de l'homme, en général les droits, ne sont que des inventions bourgeoises. L'idée des bolchéviks était tout autre. La collectivité, l'État, est maître absolu. Pas de libertés publiques : une dictature; pas d'amnistie : une proscription; pas de clémence : la terreur. Un tel régime devait théoriquement n'être que provisoire; il pourrait cesser quand il ne resterait plus que des prolétaires, tous leurs ennemis ayant été supprimés, et quand tous les prolétaires appartiendraient au parti. On pourrait alors sans inconvénient rétablir le suffrage universel. On le voit, ce provisoire avait des chances de durer.

Sur un autre point encore la conception bolchévique différait entièrement de celle de la « démocratie ». Quel programme devait appliquer la démocratie une fois au pouvoir? Comme je l'ai déjà indiqué, les deux fractions socialistes-démocrates considéraient que la révolution en Russie ne pouvait être que bourgeoise; ce n'était donc qu'un programme *démocratique* qui pouvait être exécuté. Lénine lui-même l'avait toujours reconnu. Mais la guerre modifia complètement son opinion. Lénine crut que la catastrophe mondiale avait rapproché la date fatidique. En se lançant dans cette guerre, le capitalisme se suicidait; il ne s'en relèverait plus. Il n'y avait donc aucune raison d'attendre plus longtemps. La révolution en Russie n'était que le commencement de la Révolution mondiale. Cela détermina son nouveau programme; que la Russie arriérée ne fût pas mûre pour un régime socialiste, peu importait; politiquement elle était la plus faible; elle était fatiguée par la guerre, c'était même pour cela que la Révolution y avait éclaté; il fallait en profiter dans l'intérêt général. La Russie devait devenir un camp retranché d'où l'on jetterait les brandons

avec lui, il le *renia*, de même qu'il supprima la *Constituante*, après son échec auprès d'elle. Plus tard, le parti communiste lui-même parut hésiter à soutenir ses chefs ou au moins se permit de les critiquer; ceux-ci supprimèrent aussitôt la liberté de discussion au sein même du parti. C'était la fameuse question de la « démocratisation du parti ».

de la révolution dans le monde. S'il fallait dans ce but ruiner la Russie en y introduisant de force un régime communiste, qui n'avait aucune chance de s'établir dans la Russie agricole, on le ferait; par répercussion cela servirait les pays avancés, où le capitalisme avait déjà porté tous les fruits. S'il fallait dilapider le trésor de la Russie exténuée, pour stimuler l'ardeur des communistes étrangers, il n'y avait pas à le regretter; la Révolution russe n'était qu'un prologue; tous les pays en passeraient par là. S'il fallait même s'incliner devant l'ennemi triomphant, conclure une paix séparée, désastreuse et honteuse, cela n'avait pas d'importance; ce ne serait pas pour longtemps. La Révolution mondiale rétablirait la justice; quand un navire sombre, qu'importe qu'il s'enfonce par l'avant ou par l'arrière?

La « démocratie révolutionnaire » ne pouvait pas partager ces idées; en dépit de ses défauts et de ses torts elle pensait à la *Russie* et cherchait *son* bien. Sa position équivoque sur le chapitre de la guerre résultait du conflit entre deux sentiments peu conciliables au moment de la guerre, l'amour du pays et l'amour de la paix. A part quelques tristes exceptions la « démocratie » était patriote. La Révolution, que cette démocratie avait souhaitée avec ses libertés, avec la souveraineté nationale intégrale, devait apporter à la Russie délivrée une prospérité, un bonheur, qu'elle n'avait pas encore vus; c'était avant tout pour le bien du *peuple russe* que la Révolution avait été faite. La « Patrie et la Révolution », telle était la devise de la démocratie; pour elle les deux idées étaient inséparables; les opposer l'une à l'autre, c'eût été ruiner sa foi politique. Les bolchéviks apportèrent une autre conception. Pour eux la patrie était un mot vide de sens; ils servaient uniquement la Révolution, où qu'elle fût. Pour le triomphe de la Révolution mondiale, ils étaient prêts à sacrifier la Russie, comme plus tard ils ont supprimé jusqu'à son nom. Selon leur expression, où le cynisme égale la clarté, la Russie arriérée, pauvre et faible devait être comme la brassée de foin qu'on allume pour produire l'incendie. De leur part ce n'était pas une simple phrase; ils ont fait ce qu'ils avaient annoncé; ce n'est pas de leur faute si la brassée de foin s'est éteinte sans que le feu autour d'elle s'allumât.

Ceux qui, dans les autres pays, ont mis au service de *leur* cause tout ce que les bolchéviks ont fait en Russie, peuvent les encenser à présent; ils peuvent ériger des monuments à Lénine; il a bien mérité de ses confrères communistes en Europe; mais pour la Russie il restera non seulement un fanatique malfaisant, mais un traître.

Au moment où ils entraient triomphalement en Russie, reçus avec enthousiasme, comme des martyrs, par ceux qu'ils devaient plus tard immoler, les bolchéviks n'avaient pas encore de plan d'action définitivement arrêté. Eux aussi, malgré tous leurs préparatifs, ils avaient été pris au dépourvu. L'activité de Lénine, toute « géniale » qu'on la proclame, porte des traces de cette hésitation. Mais si les détails de l'action ont été conçus plus tard, sous la poussée des événements, la mentalité de ces hommes, surtout de leurs chefs, n'a jamais varié.

Cette mentalité ne représentait que la conception autocratique prise à rebours; elle était profondément étrangère à l'esprit de la « démocratie ». La condamnation absolue du passé, la joie de vivre en révolution, rapprochaient les bolchéviks des partis qui dominaient dans les Soviets. Mais pour le reste ils n'avaient rien de commun; les bolchéviks étaient beaucoup plus près de l'idéologie d'un gendarme, que de celle de la « démocratie ». Leur matière de voir, leur langage étaient si différents de l'esprit politique du moment, qu'au début ils n'eurent pas de succès. On les laissait faire avec un mépris indulgent. Les discours de Lénine paraissaient ridicules et peu dangereux. « Ils se sont enterrés, » déclarait-on autour d'eux. « Si le bolchévisme n'existait pas, il faudrait l'inventer, » renchérissaient les autres. « Les bolchéviks sont les ilotes ivres, qu'on montrait aux Spartiates pour les dégoûter de l'ivresse.... La démocratie révolutionnaire qui les tolère dans son sein trouvera en eux sa Némésis; les bolchéviks ouvriront les yeux de tout le monde sur les dangers de la politique des Soviets; ils produiront un effet salutaire, ramèneront à la raison. » Telle fut au début l'opinion de leurs adversaires.

Ce fut le contraire qui arriva; huit mois plus tard les bolchéviks renversaient la « démocratie révolutionnaire ». Et la seule chose qui devrait étonner, c'est l'étonnement que leur

victoire a produit. Ils avaient sur leurs adversaires un grand avantage : ils savaient ce qu'ils voulaient et n'étaient gênés, ni par des principes politiques, ni par des « préjugés » de morale, ni même par le souci du bien de la Russie. Ils voulaient d'abord à tout prix conquérir le pouvoir. Dans ce but ils pouvaient faire de la démagogie sans scrupule, prodiguer des promesses, qu'ils n'avaient pas l'intention de tenir; ils étaient aussi peu embarrassés de mentir, que de se servir de l'argent que leur donnaient les Allemands. Ils aperçurent facilement le point vulnérable de la « démocratie »; c'était sa confiance dans la sagesse du peuple, son aversion pour les actes d'autorité, s'ils étaient dirigés contre le « peuple ». Cet état d'esprit dicta aux bolchéviks leur tactique; il n'y avait qu'à déchaîner dans le peuple les passions, qu'à le pousser aux extrêmes, pour que le Gouvernement idéaliste se trouvât dans une position sans issue. Avant tout ils s'attaquèrent à l'armée. Le champ était déjà libre; le prikaze n° 1, fruit de la naïveté idéaliste et de la méfiance envers les officiers, était en vigueur. L'autorité des chefs était ébranlée, la « politique » était introduite dans les rangs de l'armée. Les bolchéviks, qui disposaient pour cela des fonds de l'Allemagne, inondèrent l'armée de leur propagande, orale et écrite. Tous les jours des milliers de tracts étaient dirigés vers le front. Ils enseignaient aux soldats que cette guerre était criminelle, qu'on la faisait uniquement au profit du capitalisme, que l'Allemagne était à la veille d'une révolution, que tous les soldats étaient frères, qu'il n'y avait qu'à fraterniser au lieu de se battre. Ils soulevaient les soldats contre leurs officiers, dénonçant ceux-ci comme des serviteurs du capital, comme des saboteurs conscients de la paix. Le Gouvernement, troublé par cette propagande, mais soucieux de la liberté de la presse, n'osait pas sévir; il tâchait d'organiser une contre-propagande; les chefs de l'armée eux-mêmes se transformaient en orateurs, assistaient aux meetings, demandaient qu'on leur envoyât des contre-propagandistes consommés. La discipline dans l'armée était remplacée par un concours d'éloquence. Il était facile de prévoir qui devait avoir le dessus. La propagande ne se limitait pas à l'armée. Lénine travaillait au grand jour devant tout le monde. Il s'empara d'un palais

somptueux et en fit son quartier général; du haut du balcon il adressait à la foule qui entourait le palais des exhortations auxquelles on n'était pas habitué. Le propriétaire s'adressa à la justice, réclamant son immeuble, occupé sans permission; il gagna le procès; un arrêté d'expulsion fut rendu. Mais Lénine refusa d'obéir. On amena la force publique. Le Ministre de la Justice en personne vint négocier. Lénine ne voulait rien entendre. Le gouvernement céda et ajourna l'expulsion. Lénine avait vaincu le Gouvernement et la loi avec lui. Ses partisans triomphaient. Le peuple recevait une leçon dont il devait profiter. Le 3 juillet, Lénine essaya un coup de main, souleva une insurrection armée. C'était encore trop tôt. La révolution avorta. Cette fois au moins on aurait pu en finir. Mais le Gouvernement était si satisfait de sa victoire, si confiant dans son effet moral, qu'il s'arrêta à mi-chemin. L'instruction fut ouverte, puis arrêtée. Le Ministre de la Justice, qui l'avait ordonnée, fut obligé de démissionner. Les détenus furent remis en liberté par le nouveau Garde des Sceaux. Et sur ces entrefaites on aborda la préparation d'une nouvelle insurrection. On ne pouvait plus ne pas se rendre compte de la situation. D'un autre côté l'échec de l'offensive du 18 juin démontra que l'armée était détruite. La « révolution » était en péril. Les chefs responsables devaient ouvrir les yeux. Sokoloff, l'auteur présumé du fameux prikaze n° 1, faillit être massacré au cours d'une tournée à l'armée, où il préconisait l'offensive. Il fallait au plus vite user des restes du pouvoir qu'on avait, si on ne voulait pas le perdre complètement. Les éléments sérieux de la « démocratie » commençaient à incliner vers cette solution. Il est difficile de dire aujourd'hui s'ils auraient été capables d'aller jusqu'au bout. La malheureuse affaire Korniloff brouilla de nouveau les cartes. Quelles qu'aient été les intentions de cet homme intrépide et honnête, l'affaire fut mal engagée; les hommes politiques qui étaient avec lui ne comprenaient rien à la situation. L'échec de cette tentative porta le dernier coup à la Russie. Menacé par la droite qui réapparaissait sur la scène politique, le gouvernement se tourna vers la gauche; Korniloff fut écrasé; les bolchéviks intransigeants qu'il voulait abattre parurent avoir raison;

leur influence s'accrut. En même temps la droite, surtout les officiers, qui avaient mis leur espoir en Korniloff, ne pardonnèrent pas sa défaite à Kerensky : ils l'accusaient d'avoir provoqué, puis trahi Korniloff; pour rien au monde ils ne voulaient plus le défendre, fût-ce contre les bolchéviks. Ces derniers paraissaient moins dangereux; ils ne pouvaient pas durer, pensait-on. Et le 25 octobre, les bolchéviks n'eurent qu'à étendre le bras pour jeter à terre le gouvernement impuissant.

Telles étaient les raisons qui avaient donné aux bolchéviks la victoire. Restait maintenant pour eux à l'exploiter. Avant tout il leur fallait définitivement écraser leurs ennemis, briser toute possibilité de mouvement politique. Les bolchéviks s'y appliquèrent sans hésiter. Ils dépassèrent en cruauté, en cynisme, tout ce que l'imagination la plus raffinée aurait pu inventer. Ils rétablirent tout ce qu'ils avaient combattu chez leurs adversaires : la peine de mort, la police politique, ses méthodes les plus repoussantes. La provocation, l'espionnage, l'arbitraire, dont on accusait notre ancienne police politique, paraissaient des jeux d'enfants à côté de ce qu'ils avaient introduit. Les serviteurs de l'ancienne police trouvent leurs maîtres; ils s'inclinent et font amende honorable; ils sont accueillis à bras ouverts; qu'ils se fassent pardonner par leur zèle. Les bolchéviks reçoivent des alliés volontaires, les criminels, les sadiques, les dégénérés de toute sorte, les anciens « ennemis de la société », qui se vengent avec délices de ce que l'ancienne société leur a fait souffrir. Tortures, meurtres sans jugement, exécutions en masses, prise d'otages, tout est permis. On n'a ni pitié, ni pudeur; on est fier du sang qu'on répand. Il prouve que l'on est *véritablement* en révolution; la terreur qu'exercent les bolchéviks les rapproche, à leur yeux, des hommes de 93. Ils s'en vantent. Ce début de la Révolution est horrible et honteux; longtemps encore il frappera l'imagination, mettra sa marque sur tout le reste; et cependant *ce mal* n'est pas le plus grand. Les souffrances individuelles sont la rançon inévitable des révolutions et des guerres. Si ces souffrances servent à ceux qui survivent, on les oublie. Les communistes ont vaincu; la résistance est partout écrasée; ils deviennent les seuls maîtres.

Qu'ont-ils fait *alors* de leur pouvoir? C'étaient les fautes

de leurs adversaires, et non pas leurs propres mérites, ni une tactique « géniale » qui leur avaient livré la Russie; et ces fautes continuaient à faciliter leur nouvelle tâche. La grande masse du peuple était déjà lasse de l'anarchie, du désordre, de l'absence de gouvernement. La réaction inévitable, le désir de l'homme de la rue de se sentir gouverné, de voir une autorité qui sache imposer sa volonté, — état d'esprit qui fatalement succède à la révolution — s'est produit en Russie après huit mois de « liberté ». Le développement de la Révolution aurait pu dès ce moment prendre la tournure ordinaire. La réaction salutaire dans les masses concordait avec l'esprit réactionnaire des communistes. Ils pouvaient en profiter. Ils auraient pu faire ce que font ordinairement ceux à qui le destin laisse l'honneur d'arrêter une Révolution, en stabilisant l'état de choses qui en résulte. Ils auraient pu démêler ce qui dans cette Révolution formidable était nécessaire et vital, légaliser les changements survenus; ils auraient pu comprendre et faire triompher la vraie volonté nationale. Le peuple, fatigué, cherchait un chef, non pas un oppresseur. La « démocratie révolutionnaire » — avec les libertés qu'elle avait proclamées — aurait alors joué le rôle de destructeur nécessaire, tandis que le nouveau gouvernement autoritaire aurait pu devenir le constructeur de l'ordre nouveau.

Chose curieuse, cette tâche historique qui était échue aux bolchéviks, n'était pas éloignée de leur propre conception; naguère encore ils reconnaissaient qu'il ne pouvait être question du socialisme, que le prolétariat, ayant hissé *son* parti au pouvoir, devait mettre en pratique non pas *son* programme, mais celui de la « démocratie bourgeoise ». C'était précisément ce qui aurait dû sortir de notre révolution, ce qui aurait pu lui survivre et devenir la base d'un ordre nouveau. Mais au moment de leur victoire, les bolchéviks aussi évoluèrent; l'infaillible « génie » de Lénine s'était laissé entraîner. L'atmosphère créée par la guerre avait grisé les bolchéviks : ils ne voulaient plus attendre; ils voulaient des solutions immédiates. Les bolchéviks ont oublié le marxisme; ils s'imaginaient pouvoir tout obtenir par la force. Ils visaient plus haut que la transformation de la Russie en une démocratie bourgeoise; dans leur esprit il ne s'agissait plus de cela; la *révolution*

mondiale frappait à la porte et ils renièrent leurs convictions antérieures et sacrifièrent la Russie pour atteindre ce mirage.

Ils ne ménagèrent pas leurs efforts. Mais qu'en est-il résulté? Malgré les difficultés d'après-guerre, où en est la révolution mondiale annoncée? Les communistes ont tout fait pour la susciter. Ils ont créé un organe spécial, la IIIe Internationale; ils dilapident les fonds russes pour donner des subsides à leurs frères étrangers, pour entretenir leurs journaux, financer leurs grèves et leurs campagnes électorales; ils organisent des instituts de propagande; ils s'immiscent dans les affaires intérieures des partis étrangers, exigent des exclusions, appliquent des sanctions, imposent leur volonté aux congrès. Ils ont réussi à briser partout l'unité du parti socialiste, à le discréditer dans les milieux ouvriers; mais cette tactique éprouvée, cette création géniale de leur chef, n'a pas hâté l'heure de la Révolution en Europe. C'est que ce n'est pas *cette* tactique qui l'a provoquée en Russie. Pour que la Révolution puisse éclater dans d'autres pays, il faudrait que les mêmes conditions s'y rencontrent : une guerre désastreuse, un état arriéré, un peuple sans expérience politique, et surtout un régime qui ne s'appuie pas sur l'opinion générale, qui ne veut pas la connaître, qui sans raison entre en lutte avec tout le pays, et au premier signe de révolte capitule sans combat. Ces conditions font défaut dans la vie des démocraties européennes, et la tactique du parti communiste essuie un échec misérable.

Le mirage de la Révolution mondiale écarté, que pouvait-il résulter en Russie du bolchévisme, c'est-à-dire du socialisme introduit par ordre, et maintenu par la violence dans un pays qui n'y était ni matériellement, ni moralement préparé? Jadis, quand Lénine savait encore raisonner, quand, en bon marxiste, il reconnaissait qu'un gouvernement socialiste ne pouvait faire une autre politique que celle de la « démocratie » bourgeoise, il parlait du gouvernement « des ouvriers et des *paysans* ». Il conserva mensongèrement le même nom pour le gouvernement des Soviets, dont toute la politique s'exerce au *détriment des paysans*. Les paysans en Russie restent la seule classe qui *produit*; seuls ils entretiennent le gouvernement qui les opprime, le parti communiste qu'ils haïssent,

les prolétaires des usines qui, grâce au régime communiste, sont devenus des parasites. Les paysans sont ruinés, écrasés d'impôts, mis dans l'impossibilité de rien trouver pour leurs besoins, replongés dans l'ancienne sauvagerie. Les paysans, qui sous l'ancien régime avaient beaucoup de raisons de se plaindre, dont la situation avait été la principale cause de la catastrophe, sont devenus grâce au régime bolchévik non pas les bénéficiaires, mais les premières *victimes* de la Révolution. Sous le règne des bolchéviks s'est réalisé, il est vrai, un des rêves des paysans; ils se sont emparés d'une partie des terres des seigneurs; mais au lieu de leur assurer la propriété individuelle sur leurs terres, — autre aspiration des paysans, — le bolchévisme a supprimé cette propriété partout où elle avait existé et en même temps il a placé les paysans dans des conditions de travail telles, qu'ils sont obligés de laisser en friche leurs propres terres. Les communistes parlent beaucoup des paysans. Ils ont le front d'appeler leur gouvernement : gouvernement des paysans; ils réservent dans l'état soviétique le poste honoraire de Président à un paysan, Kalinine; ils recherchent et suscitent parmi les masses paysannes des imposteurs, qui élèvent la voix au nom des paysans, pour donner le change à ceux qu'il y a intérêt à tromper. Par ces subterfuges ils cherchent à dissimuler ou à faire oublier que ce sont les paysans seuls qui paient les frais des expériences communistes, les privilèges du parti et le luxe de ses chefs. L'application du programme *socialiste* n'a abouti jusqu'à présent qu'à une chose : créer un état dans lequel une partie du prolétariat est devenue une aristocratie parasitaire, qui fait travailler les autres pour son compte.

Cette situation contraire à l'idéal socialiste pouvait s'admettre tant que la Révolution mondiale semblait proche; les paysans en Russie paraissaient alors souffrir pour *cette* cause. On pouvait soutenir que le pouvoir devait être *quelque part* aux mains du parti communiste, pour que toutes les ressources d'un état fussent mises au service de la Révolution universelle. Mais depuis qu'il est devenu évident que, pour le moment du moins, la Révolution mondiale est manquée, quelle excuse y a-t-il pour que ce « socialisme » extravagant continue en Russie? Ne fallait-il pas plutôt

revenir à l'ancienne conception bolchévique, au programme de la « démocratie bourgeoise »? Certaines concessions dans ce sens ont été essayées. Mais les fautes entraînent des conséquences; il n'est pas toujours loisible de les réparer. L'essai du communisme *imposé* par la force a porté ses fruits. Si la terreur et la violence n'avaient été exercées que contre une minorité, la bourgeoisie, les riches et les nobles, elles auraient pu être pardonnées par les masses. Mais le Gouvernement par sa politique a soulevé les *masses* contre lui; ce sont *elles*, *leur* bien-être, *leurs* habitudes, qu'il a atteint par sa politique. Pour se maintenir il a dû s'appuyer partout sur le parti communiste, en faire non seulement une nouvelle aristocratie, mais un instrument de domination, une organisation policière. Ce parti le tient à son tour, Si les commissaires du peuple voulaient modifier leur politique, l'organisation policière, la Tche-ka, ou le G. P. OU.[1] ne le permettraient pas si même la Tche-ka y consentait, les masses communistes s'insurgeraient. La haine générale qui entoure les communistes, plus encore que les avantages dont ils jouissent, font d'eux l'appui le plus sûr du Gouvernement contre le pays, qu'ils dominent. Mais en revanche ils ne permettent pas au gouvernement de changer de système; ils comprennent qu'ils seraient tous emportés par la haine générale. Dans ces conditions, changer de programme, remplacer l'hégémonie du parti par celle de la démocratie bourgeoise, s'incliner devant la masse des paysans, devant leur volonté, en faire les maîtres du pays, ce serait trahir le parti communiste; ses chefs ne l'osent pas; ils risqueraient leurs têtes s'ils voulaient sauver le pays

Il ne leur reste donc qu'à tâcher de durer. Ce n'est pas impossible. Une minorité organisée et armée a des avantages marqués pour lutter contre les masses. Les communistes recourent aux procédés éprouvés de toute dictature; ils y ajoutent leur propre expérience de conspirateurs; ils savent comment on renverse les régimes et comment on les défend. Ce ne sont plus les représentants des anciennes classes dirigeantes qu'ils détruisent; ils frappent les paysans qui sont mécontents, les ouvriers, qui se mettent en grève, les intellectuels qu'ils

1. Initiales des mots russes signifiant : *Administration politique principale*. C'est le nom de la nouvelle Tché-Ka.

suspectent, jusqu'à leurs anciens camarades socialistes qui ne les approuvent pas. Qu'ont-ils besoin de se gêner puisque leurs partisans en Europe trouvent cela tout naturel?

Mais le parti ne peut pas être plus fort que les lois économiques. Il n'a pas été *renversé*, il périt sous les conséquences de sa victoire. Le règne communiste coûte trop cher. On ne peut pas le maintenir uniquement sur le dos des paysans. Il sait *consommer*, il ne sait pas *produire*. Il pouvait vivre sur les réserves du pays; mais tout a une fin. La Révolution mondiale se fait trop attendre. On prend des précautions pour durer, on diminue les dépenses, on ferme les écoles, cela ne suffit pas; le pays ruiné n'achète plus, les usines travaillent en pure perte, le chômage augmente tous les jours. Reste le dernier moyen de tous ceux qui se ruinent, le crédit. C'est tout le programme du moment. Le Gouvernement socialiste, en guerre avec les capitalistes, ne se gêne pas pour implorer leur aide; les bolchéviks ont été tant de fois servis par leurs adversaires, que l'espoir de l'être encore ne les abandonne pas. Ils tentent de séduire, en faisant espérer des avantages; ils bluffent et, si c'est nécessaire, ils menacent; leurs frères communistes d'Europe secondent leurs efforts. Ils emploient tous les moyens; ils n'ont pas peur de se contredire; ils déclarent à leurs partisans qu'ils sont obligés d'employer le langage des capitalistes en causant avec eux, et aux capitalistes qu'ils doivent tenir compte de leurs partisans communistes; ils ne savent plus eux-mêmes quand ils sont sincères; le mensonge, l'hypocrisie et le bluff deviennent les instruments officiels et uniques de leur politique.

Cette tactique peut réussir un certain temps; les capitalistes peuvent consentir une nouvelle expérience; les Soviets peuvent se reconstituer des réserves; cela peut prolonger l'agonie du pays, ajourner l'époque de sa délivrance. Le socialisme, tel qu'on l'a établi en Russie, peut vivre, tant qu'il a encore *de quoi* vivre. Si pendant ce temps il réussissait à allumer la Révolution dans le monde, sa cause serait gagnée. C'est à cela que tendent tous ses efforts. Mais le pays ne peut prospérer sous ce régime. Ce n'est pas par cette voie qu'on peut relever la Russie; et les bolchéviks ont renoncé au rôle qu'ils auraient pu jouer dans la Révolution, c'est-à-dire

au rôle de ceux qui *accomplissent le programme historique* d'une révolution et par cela l'arrêtent. La Révolution continue.

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas encore la juger. Nous pouvons voir comment les événements se sont enchaînés; nous pouvons saisir et apprécier les détails; mais le jugement d'ensemble sur la Révolution nous échappe. Nous ne pouvons qu'émettre des conjectures. Toutefois une chose est certaine; ce n'est pas l'état actuel de la Russie qui survivra à la Révolution. Certes le retour au passé est désormais impossible; les anciennes classes sociales et leur mentalité ont péri dans la catastrophe. Mais ce n'est pas le « communisme », qui a hérité des défauts de la vieille Russie, sans en avoir les mérites, qui sera la Russie de demain. La nouvelle Russie se débat encore sous la botte de l'oppresseur. Et qui peut prévoir ce qui sera le bilan de la Révolution quand la Russie en sera délivrée? Il serait prématuré de parler de ses conquêtes, de fêter le jour de son avènement. Pareille fête offense comme un sacrilège. La Russie au dehors est mutilée et humiliée; elle est ruinée, abaissée, démoralisée au dedans. Elle est couverte de cadavres et de ruines, de honte et de désillusions. Cet état impose la réserve et non la joie. Mais qui prendrait sur lui de prétendre que la vie qui surgira de ces ruines ne nous fera pas un jour oublier le passé? que l'histoire qui est sans pitié ne dira pas que toutes les misères de notre génération n'ont pas été compensées? Il serait aussi téméraire de le prétendre que d'affirmer le contraire. Seul l'avenir prononcera son verdict; il dira si cette Révolution n'a été qu'un malheur, la mort d'un pays; ou si les souffrances et la honte de la Russie de nos jours n'ont été que les naturelles douleurs d'enfantement d'une Russie jeune et nouvelle qui aura enfin apparu. Du verdict rendu sur l'ensemble dépendra le jugement qu'on portera alors sur les personnes et les choses.

Mais si sur notre Révolution le jugement est encore réservé, il ne l'est pas sur notre *passé*. Car la Révolution est son œuvre; c'est *lui* qui l'a faite. Ce passé n'a pas à attendre pour être compris et jugé. Et puis il est bien le *passé*. Aucune force humaine ne pourra le ressusciter. La Russie de demain pourra être pire ou meilleure; elle perdra beaucoup de ses défauts, mais aussi de ses qualités; elle n'oubliera pas les

leçons, qu'on lui a données au dedans et au dehors, mais elle ne sera plus *la même*. Tâcher de ressusciter le passé à présent ne serait que le contrefaire; même si c'était possible, ce passé y perdrait tout son charme. Un homme mûr et sage ne peut ressembler à un adolescent enthousiaste; il doit en prendre son parti, s'il ne veut pas être ridicule.

Mais ce passé à jamais disparu est intimement lié avec le présent. Et cela non seulement parce que c'est en lui qu'il faut rechercher les vraies causes de notre catastrophe et de l'aspect qu'elle a revêtu, mais encore parce que le présent projette maintenant sur le passé une lumière; nous commençons à mieux le comprendre. Quand un homme subit une catastrophe physique ou morale, on se remémore, hélas! trop tard, ses signes précurseurs et l'on s'explique ce que, en son temps, on n'avait pas su comprendre. Et plus on remonte dans ses souvenirs, plus on voit de signes et plus on s'étonne de son aveuglement; et cependant il avait fallu la catastrophe, pour les distinguer et les comprendre.

C'est dans cet esprit que j'envisage le passé; ainsi s'explique la méthode illogique que je suis : *je veux remonter le cours du temps passé*. Les lignes qui vont suivre seraient plutôt des souvenirs que de l'histoire; et dans les souvenirs c'est toujours le présent qui explique le passé.

Ce passé tout récent se divise en périodes très distinctes.

D'abord c'est la guerre, depuis la déclaration jusqu'en 1917; c'est le suprême effort de l'ancienne Russie qui l'a conduite à la ruine. La Russie a assumé une tâche qui était au-dessus de ses forces; de là sa chute. C'est par cette époque que je devrai commencer.

Mais nous ne comprendrons pas pourquoi cette tâche, que d'autres pays ont pu supporter, était supérieure à nos forces, si nous ne remontons pas plus haut dans notre histoire; et là, nous entrerons dans la période précédente, qui commence le 17 octobre 1905 et se prolonge jusqu'à la guerre. C'est la période de la Russie constitutionnelle, l'autocratie ayant capitulé le 17 octobre 1905.

Cette période se subdivise elle-même en quelques phases nettement définies; d'abord c'est la courte période de troubles qui va du 17 octobre 1905, date où un manifeste avait promis

la fin de l'autocratie, jusqu'au 26 avril, date où la promesse fut tenue et la Constitution octroyée. C'est un temps particulièrement instructif, qu'on appelait d'abord la « Révolution » et qu'on appelle à présent la « première Révolution »; on y verra en germe et comme en réduction ce qui s'est déroulé sans entraves douze ans plus tard. Après le 26 avril 1906 et jusqu'en 1914, c'est déjà la fonctionnement de la Constitution; cette période se divise à son tour en deux parties. Ce sont d'abord les deux premières Douma, très courtes; la première n'a duré que soixante-treize jours, la seconde cent trois; elle voulurent toutes les deux par la voie légale accomplir le programme de la Révolution; elles se heurtèrent à la résistance du gouvernement et furent dissoutes toutes les deux. Le 3 juin 1907 un coup d'État change la loi électorale; après ce coup d'État les Douma ne sont plus les organes de la Révolution, les porte-paroles des masses; elles représentent la classe dirigeante. Elles ne luttent plus contre le gouvernement, elles s'efforcent de collaborer avec lui; cela donne l'illusion de l'apaisement et jusqu'à un certain point c'en est un; on aurait dû en profiter; on ne l'a pas fait.

Mais le 17 octobre lui-même marquait la fin d'une autre période, de la lutte contre l'autocratie. Le commencement de cette lutte ne peut être que difficilement indiqué, car elle s'est toujours poursuivie. Mais vers le début de xxe siècle son caractère a changé; elle reçut le nom de « mouvement libérateur »; c'est ce mouvement qui a été couronné par la victoire, par le manifeste du 17 octobre.

Je n'irai pas plus loin. La Révolution de 1917 n'a été que le dernier terme du mouvement libérateur. Elle a clos toute cette période. Les années 1900-1907 forment un ensemble qui a reçu enfin son dénouement historique. Les mêmes idées, les mêmes personnes le traversent d'un bout à l'autre, se trouvent aux mêmes postes de combat. Mais après avoir étudié cette période, on sera amené à une autre conclusion : qu'elle n'est au fond que la dernière page d'une période plus vaste, de celle qui a été inaugurée en 1861; à cette époque l'ancienne Russie semi-féodale avait commencé à se transformer en un état moderne, et la catastrophe finale de 1917 n'est que la dernière étape de cette transformation.

B. MAKLAKOFF

LUCIEN GUITRY

DANS

ARNOLPHE, ALCESTE, TARTUFFE

L'avouerai-je? Je n'ai vu représenter au théâtre qu'un nombre fort restreint de pièces dites classiques; (et parmi celles-ci naturellement je compte les Comédies et proverbes d'Alfred de Musset dont le génie comique et dramatique, par tant de points est héritier du génie de Molière). Pourtant, ces pièces classiques, je ne les ai pas seulement étudiées, récitées et commentées comme tous les enfants et tous les adolescents. Mais par préférence et prédilection je m'en suis toujours, par la suite, nourrie et délectée. Le plaisir que j'en ressentais, émotion, enthousiasme ou divertissement, suffisait à m'enchanter d'un spectacle intérieur et imaginaire où les personnages n'avaient pas besoin d'interprètes et, tout de suite, sans se refléter dans aucun miroir intermédiaire, sans se modifier au moule de la personnalité de l'acteur, ces personnages apparaissaient *eux-mêmes*; et ma mémoire et ma sensibilité les connaissaient et les chérissaient si bien, que la seule idée m'était insupportable de voir sur la scène une Andromaque, par exemple, qui n'eût pas exactement réalisé celle que mon esprit et mon cœur avaient déjà vue, entendue, admirée, dans la solitude de ma lecture et la magie de mon rêve.

Vous allez me répondre que je n'aime point l'art théâtral; bien au contraire. Il m'attire, me subjugue; je suis ce que l'on appelle fort bon public, facile à émouvoir, à amuser, à intéresser. Mais chacun ne vit-il pas dans le secret de son

âme avec un petit peuple de héros préférés? Pour ceux-là rien n'est assez beau, n'est assez bon, rien n'est assez sincère; et c'est pourquoi, si les acteurs se mêlent de nous en représenter les portraits, nous voulons que ces portraits soient tableaux de maîtres.

C'est donc, malgré mon âge, avec des yeux frais et une attention entièrement dépourvue de préjugés que, au théâtre, j'écoute et je regarde. Peut-être est-ce là une sorte d'ignorance, mais je crois que l'on ne sait rien goûter complètement si l'on n'apporte à sa délectation une ingénuité toujours renouvelée. Ceux-là qu'encombrent les méthodes, et qui ne laissent pas au vestiaire leurs partis pris ne peuvent être de bons spectateurs; au lieu d'applaudir ils nous parlent de « tradition », et commentent, et discutent, et condamnent; or il me semble qu'au théâtre, la seule tradition vraiment scénique est celle-là qui nous révèle les caractères humains avec le plus de vie et de vérité. Qu'est-ce que l'autre? cette tradition respectée et inutile qui, au lieu de nous représenter des personnages de chair et d'âme, agite à nos yeux fatigués des poupées de Musée Grévin figées dans des expressions immuables, ou des costumes vides, séduisants et vagues comme ceux-là qui, sous les vitrines, suspendent les attitudes défuntes des nippes historiques. L'art, n'est-ce pas, au lieu de cette immobilité, la révélation perpétuelle et mouvante de la vie? Tout le reste, figé, caduc et pompeux, laissons-le à l'École des Birbes...

***

L'École des Femmes, elle, est une pièce que j'ai toujours aimée particulièrement. Il faut avoir été une jeune fille, il faut être femme pour comprendre tout à fait combien le rôle d'Agnès est merveilleusement féminin; sa ruse, sa candeur, son astuce innocente, sa flamme, — révélée par la lettre, — sa hardiesse mêlée à tant d'ingénuité, sa timidité, son mélange de sincérité et de feinte, rien de tout cela n'est niaiserie; tout cela, c'est l'enfance de l'amour, c'est la rose en bouton que le jardinier fou veut en vain empêcher d'éclore; et ce qui fait rire et sourire, c'est l'imprévu et le naturel de

cette petite âme, dont la contrainte subie a prolongé l'enfance, dont la vie ignorante et cloîtrée a conservé la saveur crue, dont aucun usage de politesse, aucune hypocrisie de société n'ont encore déguisé le goût. Il faut, pour que Molière ait ainsi déplié cette petite fleur fraîche pétale à pétale jusqu'au moment de nous révéler son cœur, que ce grand devin ait vu croître et se développer près de lui cette toute petite Armande dont il fit enfin sa femme. Sa femme! Qu'il en a souffert!... Mais, au lieu d'envelopper toutes les femmes dans sa rancune, combien toujours il leur fut indulgent et favorable! Il les aimait et les admirait tant, lorsqu'elles étaient belles et bien douées, que, un des premiers sans doute, il plaida pour leur droit et leur liberté; la jeunesse et l'amour eurent toujours en lui un ami bienveillant. Amoureux d'une femme qui aurait pu être sa fille, il railla sans pitié les passions disproportionnées, et sa grande âme, oubliant ses propres malheurs, exalta toujours la beauté des lois de la nature. Hypocrisie, préjugés, conventions, ridicules, vanités de la société, il ne cessa de les haïr, de les vilipender, d'en dénuder tout le dérisoire. Et, dans *l'École des Femmes*, par la voix de la petite Agnès qui ne veut pas être « une bête », il a démontré les vertus de l'intelligence féminine et dévoilé tout ce qu'il y avait d'injuste et de coupable en ces éducations d'autrefois qui voulaient « de cet esprit étouffer la clarté... »

Tel est le crime d'Arnolphe qui veut attacher sa femme au foyer comme un animal à la niche et, fait penser à un âne qui, s'il pouvait, cultiverait ses chardons sans savoir que les artichauts sont meilleurs...

***

Tel est le crime d'Arnolphe... et c'est pourquoi il doit souffrir, payer son erreur par la perte de ce qu'il aime, être berné, être trompé, être ridicule. Il a voulu contrarier la nature; et elle se venge avec le rythme imperturbable qui fait pousser l'herbe et la fleur, les jeunes bêtes se rejoindre et les vagues déferler sur les plages. Mais l'erreur, l'erreur est humaine; c'est le propre de l'homme de se tromper; pour être absurde on n'en est pas moins homme et cette absurdité à elle toute

seule ne compose pas un être. Et voilà où me satisfit d'éclatante façon le génie de Lucien Guitry jouant Arnolphe. Je n'oublierai jamais cette représentation de l'*École des Femmes* et si j'ai des petits enfants je leur raconterai en chevrotant : « Oui! j'ai vu Guitry dans Arnolphe! » Pour moi, cette représentation, c'était la première; et si Guitry m'éblouit dans ce grand rôle, ce ne fut donc point par esprit de comparaison ou de dénigrement envers des prédécesseurs. Il me donna la plus merveilleuse des satisfactions artistiques. L'art à son apogée doit ne plus être que de la vie et y disparaître; tant qu'il nous frappe, même exquis, même grandiose, il est encore factice. La plus grande artiste, c'est la nature, et toutes ses combinaisons, tous ses miracles, toutes ses merveilles, comme toutes ses folies, nous paraissent simples. Guitry dans Arnolphe est simple et multiple comme la vie. J'ai lu avec le plus grand étonnement des controverses, des appréciations variées à propos de son interprétation; il me paraît bizarre que l'on puisse comprendre et jouer ce rôle autrement que Guitry ne l'a joué. Ce rôle doit être comique, m'affirme-t-on. Eh bien! Guitry n'y a t-il pas été comique, c'est-à-dire ne nous a-t-il pas offert toute la comédie de ses sentiments? Certaine douleur, lorsqu'on n'a ni l'âge, ni l'aspect, ni le droit de la ressentir, n'est-elle pas comique malgré sa souffrance? Et n'était-il pas comique aussi, d'un comique grandiose, admirable et profond, comme les institutions de la société, lorsqu'il déclama tout l'étonnant morceau qui commence par ces mots : « Je vous épouse Agnès...? » Mais, par contre, ne faisait-il pas frémir en nous toutes les fibres secrètes, lorsqu'il disait de sa voix sombre, nasale et pure : « Chose étrange, l'amour... »

***

Il jouait dans un décor d'automne : un arbre brun, des arbres jaunes, un banc, des feuilles mortes... A droite un pavillon rose où grimpe un brin de vigne vierge rouge dont les feuilles ont l'air de tirer la langue à la surveillance environnante; au fond une petite rivière qui sinue entre de petits peupliers... et c'est la Nonette ou c'est l'Oise, enfin c'est une rivière de France comme sont de France cette petite place et ce petit pays, et aussi cette petite fille bien gardée.

Ce décor est pareil à l'âme automnale d'Arnolphe. Il est à l'âge des feuillages roux, mais aussi à celui des vendanges et des fruits mûrs; à l'âge où, sentant venir l'hiver, on veut cueillir et garder avarement les derniers trésors de la vie. Car il y a déjà de l'avare dans Arnolphe et ce qui fait que nous pouvons le plaindre en même temps que nous rions de son infortune, c'est que son trésor est vivant. Il entre : et tout de suite nous sommes saisis par sa vérité, sa vie puissante et la force de son idée fixe; c'est un vigoureux personnage, un homme de cinquante ans, avide de joies et de joies goûtées dans la sécurité, un gourmand, qui aime le poulet et, ainsi que le dit la vieille plaisanterie, ne tient pas absolument à ce que le poulet l'aime, mais ne veut point que ce poulet soit dégusté par le voisin. Il est vêtu d'un costume de velours brun frappé, couleur de cet arbre, de ton riche et sobre à la fois; son feutre est marron; son manteau l'enveloppe de plis jaunissants d'un jaune d'octobre assorti au feuillage de ces charmes taillés et de ces lointains peupliers humides. Sa prestance, ses gestes, sa voix, son ton, sa figure enluminée de bon vivant qui n'a renoncé à rien, ce grand regard qui convoite encore et dans lequel, tout à l'heure, passeront les ombres des déconvenues douloureuses, tout nous subjugue, et pourtant nous pressentons, par ce je ne sais quoi de trop affirmatif dans son assurance, que son destin se joue déjà de lui. Il est presque vêtu comme un de ces personnages de la comédie Italienne qui furent d'abord les héros des premières comédies de Molière. Il est encore un peu Cassandre; et sera bafoué... Mais, plus encore que bafoué par le couple amoureux et les événements qui semblent toujours le servir avant de tourner contre lui, il sera trahi par ses passions et trompé par lui-même; trompé par ses faux raisonnements, ses ambitions égoïstes et, surtout par son amour. Car l'agréable et despotique désir qu'il ressent pour Agnès, après avoir été de la tendresse un peu sensuelle pour une fillette, ne tarde pas à devenir l'amour, dès que surgissent l'étonnement, la curiosité, la jalousie; des sentiments inconnus tombent sur son cœur comme ces feuilles que le vent secoue sur sa tête... Et cet homme vieillissant qui avait cru pouvoir dévorer, en paix, un gentil plaisir pour lui tout seul, dépité,

déjoué, déconcerté, excité, révolté, se sent mordre par une faim qui ne sera pas assouvie, par un mal qu'il ignorait, par la peur enfin de tout perdre qui, dissipant la rage de son autorité méconnue, le conduit aux abdications suprêmes et inutiles.... Son désir, qui croît avec sa fureur, le fera déraisonner parmi les serments et les promesses et vieil enfant épouvanté en face de la petite victorieuse, osera proposer : « Tu vivras à ta guise... » puis avec douleur « Veux-tu que je me tue? » enfin, avec gâtisme et démence : « Veux-tu que je m'arrache un côté de cheveux? » Quelle gradation! quel crescendo! Puisque comique il y a, je vous jure bien que dans cette scène Guitry a été comique; il l'a été... il l'a été... il l'a été jusqu'au sublime.

***

On peut démêler toutes sortes de moralités au cœur de cette comédie aussi profonde que délicieuse, aussi malicieuse qu'admirable : l'une est que l'amour ne se prend pas; ne se vole pas; il s'obtient. On ne se prépare pas une amoureuse comme une marinade et, ce bonheur qu'Arnolphe voulut voler, nous jugeons moral et légitime, selon les lois éternelles, qu'Horace l'obtienne et le garde, non seulement par le droit de sa jeunesse, mais par la grâce qu'il eut de plaire. Allez-vous-en Arnolphe! avec votre « peine mortelle »; éloignez-vous; souffrez; c'est être jeune encore que pouvoir pleurer et se plaire aux regrets... Les œuvres du génie, elles, ne vieillissent point, plus heureuses que ceux mêmes qui les ont créées : et *l'École des Femmes* reste d'une fraîcheur, d'une actualité, si l'on ose dire, étonnante, et ses quelques trois cents ans n'en ont pas vingt.

***

Vous vous souvenez, je pense, d'une amusante et spirituelle préface où Paul Adam, il y a quelques années, écrivit que, selon lui, Arnolphe était un bien meilleur parti qu'Horace; que le mariage avec Arnophe contentait la raison, offrait la sécurité, enfin tout ce qui séduit et rassure les familles. Cette boutade pourrait sembler juste, si Arnolphe se montrait charmant;

mais ce qui le relègue en dehors de l'amour n'est point tant son âge que son caractère. Et de même Alceste. Alceste, lui, n'a point l'égoïsme avare et passionné d'Arnolphe mais, abrupt, absolu ne se contentant de rien d'incomplet ni de relatif, détestant les hommes pour l'amour d'une femme, haïssant le monde parce que les frivolités et les devoirs insatiables de la société lui dérobent la présence et le temps de celle qu'il aime et qui ne devrait les consacrer qu'à lui seul, Alceste, frustré toujours parce qu'il attend tout, dépouillé de ses illusions en vain renaissantes, incapable de mensonge et d'hypocrisie et partant toujours offensé par les sournoiseries d'une coquette dont l'excuse est d'avoir vingt ans, Alceste n'est ni un bourru ni un sauvage, ni un intraitable (il le prouve assez par ses successives indulgences envers Célimène), Alceste est un grand chimérique; Alceste est un grand amoureux. Mais, comme tout le déçoit, l'irrite et l'endeuille, il est « celui au cœur vêtu de noir » que Charles d'Orléans chanta... et dans tout ce noir un ruban vert glisse une couleur timide de printemps inutile et tenace, le vivace espoir enfin d'être consolé, d'être bien aimé.

Autrefois j'ai assisté à une représentation du *Misanthrope*. J'en sortis, toute à Célimène, tant on m'avait offert un Alceste ennuyeux, « ronchonneur », « invivable »; on m'avait troublé l'idée que je m'étais faite de son caractère et je sortis de là en m'écriant : « Alceste, il fallait plaire! » Aujourd'hui, ayant vu Guitry dans Alceste, au contraire, je soupire : « Célimène, il fallait aimer! »

Mais une Célimène ne peut comprendre le cœur magnifique d'Alceste où seuls règnent l'amour, la solitude et la vérité. C'est cet Alceste-là, en proie au « noir chagrin » d'effrayer et de lasser ce qu'il aime par l'excès même et l'intransigeance de ses profondes qualités, c'est cet Alceste-là que Guitry, admirable, naturel et sombre, a fait vivre devant nos cœurs d'une inoubliable manière. Et quelle façon de dire les vers! Je sais bien que les vers de Molière sont d'incomparables vers de théâtre, — ceux de *l'École des Femmes* sont encore plus souples, plus naturellement flexibles, plus joyeusement jaillis, que ceux du *Misanthrope*, — mais enfin, jamais on n'éprouve à les entendre cette lassitude particulière que finit toujours par donner l'audition des « pièces en vers »; ces

vers simples et d'un esprit tour à tour si puissant, si juste et si ironiquement et gracieusement français, suivent les phases des aventures, des péripéties et des sentiments, avec une exactitude limpide; les mots y offrent toujours le reflet de la pensée. Lucien Guitry fait valoir ce rythme avec une aisance et un art sans pareils; sa diction est d'une netteté merveilleuse; le ton d'une variété nuancée, vivante; le mouvement incomparable; la rime ne le gêne jamais; il ne l'escamote ni ne la force; elle tombe ou s'épanouit, discrète, légère, immédiate, avec la grâce ferme et soumise de l'inévitable. Or il devient de plus en plus rare d'entendre ainsi « dire les vers » ou plutôt parler en vers, jouer en vers sans l'affectation, l'incompétence, l'ignorance totale du nombre et des sons forts ou faibles, la redondance, la négligence ou l'artifice qui caractérisent en général les récitants, actrices ou acteurs. Mais la puissante influence de Guitry, sa haute leçon, ont groupé autour de lui une troupe excellente où il y aurait à décerner maints éloges, aussi bien à la célèbre mademoiselle Tessier (Célimène), qu'à la débutante, mademoiselle Pierryl qui fut tout simplement adorable dans le rôle d'Agnès, touchante dans celui de Marianne; toutes et tous Elmire, Horace, Valère, Dorine, Orgon, etc., etc., encadrèrent dignement leur maître, dans *l'École* comme dans *le Misanthrope* et aussi dans *Tartuffe*.

***

Avant le lever du rideau de *l'École des Femmes* et du *Misanthrope*, Antoine a fait des conférences pleines de sens, de suc, de substance, de connaissance des œuvres et de l'homme, et dont les détails instructifs, le ton persuasif et direct ont plu extrêmement. Avant *Tartuffe*, c'est Guitry lui-même qui nous a parlé. Et d'abord il nous a donné des chiffres plus éloquents que des phrases : les cent trente-trois représentations de Molière qu'il a organisées et où il a joué ont rapporté plus d'un million de recette; et cela n'est-il pas rassurant pour ceux qui disent : le public n'a plus de goût et n'apprécie plus les beautés de notre littérature. Mais qu'on les lui montre, ces trésors! qu'on les lui offre, ces

splendeurs toujours intactes et resplendissantes et qu'on l'oblige, ce public, — car il est oublieux, distrait, — à renouveler, à réveiller son attention et son admiration. C'est là l'immense service que Lucien Guitry rend avec Molière à nos classiques; et les triomphes successifs qu'il vient de remporter et remporte encore au Théâtre Édouard VII, l'affirment avec éclat.

Et puis, dans une causerie simple autant que nourrie et spirituelle, il nous a conté quelques anecdotes sur Molière et lui-même, et en particulier, celle-là, expliquant comment il s'est décidé à jouer Tartuffe, à créer à représenter, à faire vivre ce Tartuffe méridional et madré. Il voyageait en Avignonnais et s'arrêta pour déjeuner dans une petite ville appelée Orgon; là, sous la tonnelle de l'auberge, il se trouve attablé en face d'un religieux singulier, bavard, concupiscent devant les nourritures et parlant des perdrix, des gigots et de leurs sauces délectables avec cet accent humblement grassouillet où grésillent en sourdine des convoitises. Et Lucien Guitry se disait tout au long de ce déjeuner à Orgon : « Mais je connais, je connais cet homme! qui peut-il bien être? » Enfin, brusquement, il trouva : ce convive inattendu était Tartuffe. — Et c'est à ce personnage-là, à cette rencontre de hasard et à une association d'idées, de noms, et d'images, que nous devons une des plus extraordinaires créations de Lucien Guitry.

Je n'avais pas vu *Tartuffe* lorsqu'il le joua l'an dernier pour la première fois; j'entendais à ce sujet des avis fort partagés; les uns admiraient, les autres, s'étonnaient ou blâmaient. Une fois de plus il me paraît incroyable que l'on puisse n'être pas subjugué, fasciné, par un aussi hallucinant personnage. L'accent que lui donne la fantaisie particulière de Lucien Guitry ajoute encore, à mon sens, à tout ce qui se mélange dans l'hypocrite, de papelard et de madré, de faussement dévot et d'humblement diabolique. Nous avons tous vu passer au fond retiré de quelque petite ville de province, un de ces sournois aux regards en dessous, au front sinistre, au nez vorace, tâtant leur rosaire d'une main paillarde. Quand Guitry entre en scène, on songe à son tour « Je le connais ». Lorsqu'il convoite Elmire et caresse l'étoffe moelleuse, il est incroyable de lubricité décente et de retenue impudique. Et puis, de scène

en scène, le coquin familier, peu à peu, grandit jusqu'à l'envergure d'un monstre néfaste, planant sur cette famille fascinée, effarée, désolée, de toutes les ailes noires de son vaste manteau qui s'enfle et s'élargit, se remplit de toute la ténèbre de son âme. Et sous ses cheveux plats, son chapeau rechigné, avec son teint sale, ses yeux avides, ses gestes louches, son ventre rabelaisien, ses pieds cravatés lourdement, sa voix onctueuse et perfide, le voilà qui devient la personnification du péché, se grandit d'une sorte de majesté exécrable, se révèle, domine et se venge et menace, sombre Éminence du mal...

***

Je n'ai jamais rien vu de plus étonnant, de plus original, de plus puissant, de plus saisissant que Lucien Guitry dans *Tartuffe*. Or, personnellement, je n'ai pas l'honneur de le connaître, je ne fais point de théâtre et ne lui demande donc pas de jouer mes drames, ou mes comédies — et, si je dis cela, c'est pour affirmer le désintéressement absolu d'un enthousiame où l'amitié, où la flatterie, n'ont aucune part. C'est simplement en remerciement de ces inoubliables, de ces admirables soirées que je tiens à offrir à Guitry ce modeste hommage, aussi fervent que sincère.

GÉRARD D'HOUVILLE

LES BASES

DE

LA DÉFENSE NATIONALE

L'évolution de la politique française marquée par l'attitude de ses représentants à Londres et à Genève sera vraisemblablement suivie par une évolution de même nature dans les principes antérieurement suivis pour la refonte de notre statut militaire. Cependant, si importante que soit la transformation ainsi amorcée, elle ne saurait s'étendre au delà de certaines limites relativement étroites. Car les institutions militaires que se donne une grande puissance dépendent d'éléments de diverse nature, dont les uns sont éminemment transitoires, et dont les autres sont permanents.

Parmi les premiers, il faut compter les considérations relatives à l'exécution des traités de paix, le resserrement plus ou moins accentué de certaines alliances, la conclusion de conventions diplomatiques et militaires nouvelles, et prochainement peut-être des stipulations librement consenties quant au désarmement. On peut y ajouter encore la doctrine de guerre à laquelle on se rallie. Ce dernier point a déjà été traité à diverses reprises dans la *Revue de Paris*. Il semble plus intéressant et plus utile de rechercher les éléments permanents de la question, éléments que doit comprendre et auxquels doit répondre une organisation militaire rationnelle, quelles que soient les modalités d'application auxquelles on s'arrête.

Ces éléments permanents se rapportent à trois ordres d'idées principaux. Le statut militaire d'un pays doit être organisé en fonction de la situation de guerre à laquelle on aura le plus vraisemblablement à faire face. Il doit assurer la mise en œuvre du maximum de moyens en vue de la défense nationale. Il doit satisfaire aux besoins fondamentaux d'une armée moderne.

Le cadre ainsi tracé déborde assez largement les attributions du seul ministre de la Guerre, telles qu'elles ont été conçues jusqu'à ces dernières années. Mais c'est d'un projet d'organisation de la défense nationale qu'il est question, et non pas d'un projet d'organisation de l'armée : et tous les membres du gouvernement doivent être considérés comme solidairement responsables de la défense du pays.

***

D'un point de vue purement théorique et très général, on peut dire que le système de défense nationale devrait répondre à toute situation de guerre éventuelle. L'application de ce principe ne saurait cependant être menée à bien sans qu'il en résulte des dépenses extrêmement lourdes et hors de proportion avec le but à atteindre, ou sans qu'on reste dans le vague et l'impréparation. On est donc obligé, parmi toutes les situations de guerre théoriquement possibles, de s'efforcer de déterminer la plus probable. Pour la France, c'est l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne. Tel est le cas concret auquel nous devons appliquer toute notre attention, en vue de la solution duquel nous pouvons principalement organiser nos forces.

La première question à résoudre est de savoir toujours exactement où en sont outre-Rhin les préparatifs militaires. L'existence du désir de revanche dans des cercles importants de l'opinion allemande est incontestable. Comment doit-on envisager le passage éventuel à l'action?

L'armée de 100 000 hommes telle que l'a prescrite le Traité de Versailles ne saurait suffire à la tâche. Il s'agit donc de déterminer les modifications qu'on peut lui faire subir clandestinement. L'hypothèse la plus généralement adoptée

consiste à voir dans l'armée de métier laissée à l'Allemagne une armée-cadre dans laquelle viendraient s'intégrer, le cas échéant, les hommes de la levée en masse instruits par les procédés les plus divers : engagements à l'essai contractés en surnombre des effectifs autorisés, le volontaire considéré *officiellement* comme inapte étant renvoyé dans ses foyers après plusieurs mois d'instruction; exercices militaires dans les universités, dans les sociétés de sports, etc. Pour encadrer les masses ainsi mises à sa disposition, la Reichswehr disposerait, outre ses effectifs, de ceux de la police militarisée.

D'autres hypothèses sont à envisager. On peut supposer que l'armée de métier n'est qu'un trompe-l'œil, qu'une façade : la véritable armée allemande d'attaque serait constituée en temps de paix par des techniciens civils, aviateurs et ingénieurs (ingénieurs chimistes surtout); cette solution serait relativement peu onéreuse; et, même dans le cas contraire, l'Allemagne est assez riche pour se permettre des dépenses importantes en vue de la revanche. Elle pourrait aussi constituer les effectifs à elle concédés par le traité de paix exclusivement avec des techniciens. Elle pourrait encore mêler les deux systèmes, spécialiser une partie des effectifs de la Reichswehr dans l'emploi des moyens techniques et les préparer à encadrer les techniciens civils.

La parade que nous aurions à opposer dans chaque cas à l'effort allemand serait variable. Mais ce qui ne peut varier, c'est la nécessité d'être renseignés aussi exactement que possible sur les préparatifs militaires de nos voisins.

A l'heure actuelle ceux-ci semblent miser sur deux tableaux : gros effectifs de la levée en masse compensant par le nombre et l'ardeur patriotique les lacunes de leur instruction ainsi que les difficultés de leur mobilisation et de leur concentration; — procédés destructeurs d'une haute technicité fournis sur une grande échelle par leur industrie très développée. Le chiffre élevé de leur population et leur puissance industrielle sont les deux facteurs dans lesquels les revanchards allemands ont placé toutes leurs espérances. Il faut les entendre vanter les ressources numériques du Vaterland : c'est leur plus bel espoir de relèvement et de reprise de la marche triomphale vers l'hégémonie européenne et peut-être univer-

selle. Il était clairement exprimé dans la déclaration que les plénipotentiaires allemands remirent au maréchal Foch le 11 novembre 1918 après avoir signé l'armistice.

Quant à la puissance industrielle envisagée comme un gage immédiat de succès, les Allemands peuvent être poussés vers cette conception par les conditions mêmes du Traité de Versailles. Il se produirait là quelque chose d'analogue à ce qui se produisit après Iéna. Pour obvier à la limitation de ses effectifs, imposée par Napoléon, la Prusse introduisit alors chez elle le système des « Krumper » d'où devait sortir le système des réserves adopté dans le courant du XIXe siècle par toutes les grandes puissances militaires de l'Europe. Elle put ainsi, après l'armistice de 1813, mettre en ligne une armée de plus de 100 000 hommes alors que ses effectifs ne devaient pas, d'après les traités, dépasser 40 000; mais des hommes avaient passé quelque temps sous les drapeaux, avaient été instruits, puis renvoyés dans leurs foyers jusqu'à l'heure de la revanche. C'étaient les conditions mêmes imposées à la Prusse belliqueuse et revancharde qui l'avaient poussée dans la voie de l'avenir.

Ne peut-on redouter que les conditions imposées à l'Allemagne en 1919 n'aient des effets analogues? S'appuyant sur l'expérience passée, on a essayé d'empêcher l'Allemagne de revenir au service obligatoire et au système des réserves instruites. L'avenir dira si les fissures que nous apercevons déjà dans le bloc de Versailles ont l'importance que nous leur attribuons. Mais, dans la mesure même où l'Allemagne respectera les stipulations de 1919, elle aura tendance à instaurer un système nouveau, fondé sur le développement et les progrès de la technique. Dans ce domaine elle continue à occuper une place importante. Rappelons l'avion Fokker exposé à un récent Salon de l'Aéronautique : est-il bien certain que les protestations patriotiques qui aboutirent finalement au retrait de l'appareil ne coïncidaient pas avec certaines jalousies de techniciens? Eût-on exigé que l'appareil fût enlevé s'il avait été mauvais ou simplement médiocre? Quant aux autres armes, telles que l'arme chimique, sommes-nous bien renseignés sur ce qui se passe en Allemagne? Avons-nous, par exemple, une idée précise sur les causes de la catas-

trophe de la Badische Anilin à Oppau, qui coûta la vie à un millier de personnes en septembre 1921? Même si l'on admet, comme l'ont soutenu à l'époque les ingénieurs allemands, qu'il s'agissait d'un stock d'engrais pour l'agriculture dont la composition chimique se serait modifiée sous une influence obscure, est-il bien certain que ces mêmes ingénieurs ne se sont pas mis immédiatement au travail pour déterminer quelle transformation médiocre il suffisait de faire subir au pacifique engrais pour le transformer en un formidable explosif?

D'autant plus, encore une fois, que les conditions du Traité de Versailles, en interdisant à l'Allemagne le système militaire antérieurement en vigueur, la poussent fatalement à chercher du nouveau. Jusqu'où s'est-elle engagée dans cette voie? Nous serions bien en peine de le dire. La logique des faits nous porte à croire qu'elle doit s'y engager. Cependant il est tout naturel qu'elle ne joue pas tout son avenir sur une seule carte : le temps du « *genialer Hasardeur* », de Ludendorff, est passé. C'est le prudent et froid von Seeckt, le cerveau de Mackensen, qui règne aujourd'hui. Que trouvons-nous dans le document allemand intitulé *Conduite et combat des troupes de toutes armes opérant en liaison*, qui correspond à notre *Règlement sur l'emploi tactique des grandes Unités?* Nous y trouvons un chapitre entier, le chapitre XIV, et çà et là d'autres paragraphes (§ 344, 391, 405, 425), consacrés à l'emploi de l'arme chimique dans toutes les circonstances du combat, et même, ce qui ne s'est pas fait pendant la guerre, dans le bombardement aérien. Nous y trouvons aussi la phrase liminaire suivante : « Le règlement prend pour base les effectifs, l'armement et l'équipement de l'armée d'une grande puissance militaire moderne, et non pas seulement l'armée allemande de 100 000 hommes formée en vertu du traité de paix. »

Ainsi, comme il est normal, l'Allemagne joue sur les deux tableaux : supériorité du nombre, perfectionnement de la technique. Il nous importerait d'être renseignés exactement sur le stade auquel elle est arrivée. Cela pour ajuster exactement notre parade. Cet ajustement est indispensable, et, selon nous, l'hypothèse qui est à la base du système suivant

lequel on a raisonné jusqu'ici au sujet de notre nouvel état militaire est certainement erronée. Cette hypothèse, à laquelle se ralliait le distingué rapporteur de la Commission de l'Armée dans la précédente Chambre, le colonel Fabry, est la suivante : quelles que soient les entorses données par l'Allemagne aux clauses militaires de Versailles, celles-ci nous laissent une marge de supériorité suffisante pour que nous puissions espérer, le cas échéant, ralentir ou même étouffer dans l'œuf sa mobilisation. D'où la conception de l'armée-frontière toujours prête à lancer ses trente-deux divisions de l'autre côté du Rhin. En réalité, les choses ne se passeront jamais ainsi : l'avantage que nous laissent les clauses militaires du Traité de Versailles est trop évident pour que les Allemands se décident à rien entreprendre de sérieux avant d'avoir trouvé le moyen de nous en frustrer. Le jour où nous serons attaqués, cet avantage-là ne jouera pas.

Il est donc capital pour nous de connaître les intentions et les préparatifs de l'ennemi éventuel. Seule cette connaissance nous permettra de proportionner notre effort au but à atteindre. Or, nous devons absolument arriver à mesurer la proportion nécessaire. Car, suivant la formule des artilleurs, nous sommes « pris en fourchette ».

De deux choses l'une : ou bien nous faisons un effort militaire insuffisant, et ce n'est qu'une question de temps pour l'Allemagne de prendre sa revanche; ou bien nous faisons un effort exagéré, et l'Allemagne n'a plus qu'à attendre que nous succombions sous le faix.

De toute façon, un effort mal dirigé ou mal organisé risque de provoquer la catastrophe finale. Il faut, en matière de défense nationale, y mettre le prix, mais rien que le prix : si on lésine, on va à la catastrophe immédiate; si on dépense trop largement, on épuise la nation que l'on prétend défendre. La seule issue est donc de nous tenir au courant, de la façon la plus complète et la plus précise possible, de ce que fait l'adversaire. Celui-ci, soyons en persuadés, ne reste pas inactif. Il nous faut un système de renseignements nous permettant de proportionner notre effort au sien, en gardant toujours une marge de supériorité. Sans doute les consciences allemandes ne sont plus aussi vénales que dans les années troublées

qui suivirent immédiatement la guerre; la tâche est plus difficile, mais elle n'en est pas moins nécessaire. Un service de renseignements puissant est un des fondements obligatoires de la défense nationale.

***

Ce service une fois en place et supposé fonctionner normalement, nous aurons ce que, dans les états-majors, on appelle la situation de l'ennemi. Il faut ensuite étudier les moyens dont nous disposons et préparer leur adaptation au but à atteindre. La notion nouvelle qu'apporte la guerre mondiale, c'est que toute la nation prend part au combat, et que toutes ses ressources doivent être prêtes à entrer dans la lutte. C'est un fait d'expérience que vient corroborer, du point de vue théorique, la reviviscence des nationalismes dans ce qu'ils ont de plus puissant.

Mais, dira-t-on, préparer l'entrée en branle de toutes les forces du pays, c'est préparer la guerre longue, la guerre épuisante, la guerre d'où vainqueurs et vaincus sortent à peu près aussi mal en point. C'est une simple apparence. Et, sans adopter l'opinion de divers écrivains militaires pour qui les guerres futures seront certainement des guerres de coalitions et des guerres longues, il est permis de penser que l'utilisation de toutes les ressources d'un pays en vue de sa défense suivant un plan mûrement réfléchi et adopté en connaissance de cause est peut-être le meilleur moyen de rendre la guerre courte. D'ailleurs, il est des facteurs nouveaux, comme l'aviation, dont l'emploi peut amener rapidement l'arrêt des opérations. Semblable éventualité complique le problème, elle ne saurait le rendre insoluble.

En tout cas, nulle considération de doctrine ne prévaut contre l'idée qu'aucune organisation de défense ne peut être arrêtée tant qu'on ne connaît pas les moyens dont on dispose. Il est curieux de voir que des projets fixant notre statut militaire ont pu être déposés sans que l'inventaire de nos ressources, qui semble nécessaire, ait été établi, proposé ou seulement mentionné. Il nous a fallu attendre plus de cinq ans après l'armistice, jusqu'au dépôt du projet de loi sur

l'organisation de la nation pour le temps de guerre, le 10 janvier dernier, pour voir cet inventaire prescrit; encore ne l'est-il que très timidement, dans un petit coin du projet : c'est une possibilité lointaine : « Le Gouvernement *peut* procéder dès le temps de paix, *dans les conditions à fixer par un règlement d'administration publique*, à tout recensement de personnes, animaux, matériels, matières ou objets, immeubles, installations ou établissements susceptibles d'être requis en cas de mobilisation générale ou partielle, ainsi qu'à tous essais qu'il juge indispensables pour assurer le succès de la mobilisation nationale » (art. 15, § 1).

On voit tout ce que présente d'hypothétique l'inventaire ainsi envisagé. Les dispositions du projet de loi actuel sont trop imprécises pour qu'on puisse s'en rapporter à un règlement d'administration publique. Les auteurs éventuels de ce règlement posséderaient une trop grande latitude. Or, on ne saurait apporter assez de précision en la matière. L'inventaire des ressources existant sur le territoire national est une mesure du temps de guerre : elle résulte de la toute-puissance de l'État en cas de crise. Mais l'inventaire doit permettre la préparation et pour cela être fait avant l'ouverture de la crise : cette opération du temps de guerre doit être exécutée dès le temps de paix. Elle est de nature étatiste et par suite elle ne peut qu'effrayer tout ce qui, de près ou de loin, touche aux affaires, en faisant redouter une immixtion de plus en plus grande de l'État dans les entreprises privées. Il faudra donc que les autorités qui procéderont à cet inventaire soient d'un ordre et agissent suivant une méthode tels qu'il ne subsiste aucun doute quant à la nature de leur mission.

Que des organismes civils comme le Ministère du Travail puissent, ainsi que le suggère l'auteur de l'exposé des motifs du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, collaborer à la tâche, c'est possible et, en un sens, désirable. Mais il semblerait logique de charger de l'exécution un service militaire, celui du recrutement, élargi et réorganisé sur de nouvelles bases. Il serait sans doute utile, une fois constitué un cadre supérieur restreint et spécialisé, d'admettre par roulement dans ce service des officiers de toutes les armes. De cette façon, tous les officiers acquer-

raient la connaissance précise des servitudes de la mobilisation nationale; et en même temps on aurait un moyen d'utiliser les officiers en surnombre des corps de troupe. La chose est d'autant plus intéressante que l'effectif de ces officiers ira en augmentant à mesure qu'on se rapprochera du service à court terme, c'est-à-dire (n'hésitons pas à prononcer le mot) du système des milices : il n'est pas sûr que l'adoption de ce système doive amener, comme le prétendent certains journaux du Cartel des Gauches, une très importante diminution du nombre des officiers. On aurait là un excellent moyen d'utiliser leurs services en temps de paix, et en même temps un roulement bien établi leur permettrait de se préparer à leur tâche de combattants. On pourrait même chercher le moyen de faire coïncider leur passage dans le service du recrutement avec les cours d'information et de perfectionnement qui viennent périodiquement troubler la vie des unités actives.

Quel que soit le système adopté, il devra permettre un inventaire complet, quantitatif et qualitatif, portant sur les possibilités actuelles et éventuelles. Cet inventaire, constamment tenu à jour, déterminera les ressources existantes en hommes et en matériel de toute nature (en entendant ce mot dans un sens très large). Pour les hommes, il faudra fixer non seulement le nombre, mais encore les aptitudes de chacun, en tenant compte aussi bien des occupations habituelles que des occupations antérieures ou des capacités particulières : on connaîtra ainsi le nombre de spécialistes ou d'idoines dont dispose chaque branche de la mobilisation nationale. Quant à l'inventaire du « matériel », il prendra une extension considérable; car il devra porter sur : les moyens de communication (animaux et voitures, chemins de fer, automobiles, avions, navires), les produits d'alimentation, les matières premières nécessaires à l'industrie et les installations industrielles, le matériel de guerre existant. Pour chaque catégorie, il faudra fixer les possibilités actuelles et les possibilités éventuelles résultant de la mise en œuvre de meilleurs moyens techniques, de l'acquisition plus ou moins aisée des matières premières, etc.

Connaissant ainsi les moyens dont on dispose, il faudra en préparer la mise en œuvre. Ce problème touche à la politique générale du gouvernement. Car il sera nécessaire non seulement d'utiliser *toutes* nos ressources et d'en tirer le meilleur rendement, mais encore d'en combler les lacunes. Cette dernière nécessité, instinctivement sentie, nous a déjà conduits à envisager un emploi de plus en plus large en Europe de nos contingents d'indigènes coloniaux : ce n'est là qu'un pis-aller, à l'emploi duquel il ne semble pas qu'on puisse échapper.

La méthode est à généraliser : une politique intérieure et extérieure bien conçue doit nous permettre de combler les lacunes dont un inventaire sérieux révélera seul l'étendue exacte, mais que l'on soupçonne dès maintenant. Certains produits agricoles ne sont pas fournis en assez grande abondance par notre sol. Il nous faut une politique du blé, cela est d'évidence. Mais le problème se complique du fait qu'il existe des rapports étroits entre des catégories de production et des catégories de consommation. La solution du problème des carburants est d'une importance vitale : il peut être intéressant, comme le prévoit le projet sur le régime des pétroles, de constituer des stocks pour le temps de guerre. Il vaudrait mieux réorganiser notre système de production et arriver à la création d'un carburant national ou de plusieurs. L'alcool des distilleries est un des plus importants; sa production est liée à celle de la betterave et du sucre, et l'intervention de l'État dans ce domaine peut être décisive, comme le montrent les résultats obtenus en Allemagne grâce à la mise en vigueur des « Lois Bismarck ». Dans cette même question des carburants, la distillation du bois offre un autre élément de solution, mais elle exige un système précis d'organisation forestière.

Il faut également une politique de la force motrice. L'inventaire de nos ressources en houille fera certainement ressortir une grosse lacune par rapport à nos besoins du temps de guerre. Mais cette lacune tient en très grande partie à ce que la houille est encore trop largement utilisée pour fournir de l'énergie : usines de production d'électricité, chemins de fer, etc. En temps de guerre les besoins de la métallurgie

passent au premier rang. Sans doute, dans l'état actuel de la technique, les charbons français sont loin d'être propres, dans la généralité, aux usages métallurgiques. Mais la technique peut être améliorée. Et la situation de notre métallurgie de guerre se trouvera considérablement allégée, si cette amélioration coïncide dans le temps avec la réalisation de l'équipement électrique du pays (chutes, cours d'eau, glaciers, utilisation de la force des vents et de la force des marées).

Il est tout aussi évident qu'il nous faut une politique de la marine marchande, des industries chimiques, de la mise en valeur de nos colonies, orientée vers la satisfaction des besoins de la mobilisation générale. Mais l'exemple précédent met surtout en valeur l'importance d'un service des inventions. Les dispositions du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre nous paraissent tout à fait insuffisantes sur ce point. Il ne suffit pas de réserver à l'État l'exploitation de certains brevets en sauvegardant les droits de chacun. Il faut encore provoquer la recherche dans certains sens déterminés justement par la constatation des lacunes existantes. L'esprit souffle où il veut, c'est certain; mais la recherche systématique facilite et souvent provoque la découverte. Il ne saurait être question d'établir des laboratoires spéciaux destinés aux recherches intéressant la défense nationale. Il serait préférable d'orienter les laboratoires d'études qui existent déjà soit dans les établissements de l'État, soit dans les établissements privés; et si le patriotisme des savants et des chercheurs n'était pas pour eux un stimulant assez efficace (ce qui est loin d'être démontré), il pourrait être utile d'établir un système de primes et de participation aux bénéfices éventuels. Naturellement, aussi, le service des renseignements se tiendrait en liaison avec celui des inventions pour lui signaler ce qui se ferait à l'étranger; ainsi on pourrait tenter d'empêcher l'ennemi éventuel de prendre une avance décisive.

Il existe cependant des lacunes qu'on n'est pas certain de pouvoir faire disparaître grâce aux recherches des savants : ce sont celles qui résultent de l'absence dans notre territoire de certains métaux et produits rares (cuivre, caoutchouc, etc.).

D'autre part, l'organisation économique du temps de paix est tout entière dominée par le souci du prix de revient : les conditions dans lesquelles nous pourrions nous procurer tel ou tel produit sur notre sol sont si onéreuses qu'il est préférable de recourir à l'importation. S'il est vrai que, en temps de guerre, le souci de la défense nationale passe avant tout autre, cette considération ne suffit pas en temps de paix à justifier des exploitations déficitaires. C'est la politique extérieure du pays qui doit permettre de faire face aux nécessités qui résultent de ce fait : telles ou telles alliances, ou du moins tels ou tels rapports de bon voisinage sont commandés par des nécessités de cet ordre. Ces mêmes nécessités imposent en même temps des servitudes d'ordre stratégique : la guerre de nation contre nation nous a montré que, contrairement à la théorie généralement admise avant 1914, le terrain a, dans certains cas et par lui-même, une valeur; la nécessité de conserver à notre disposition telles ou telles ressources de notre territoire, ou même d'un pays voisin, se fait inévitablement sentir dans les plans d'opérations, et par suite dans les plans de mobilisation.

Une fois les lacunes de notre production comblées dans toute la mesure du possible, le problème de l'organisation de nos ressources en vue de la mise en œuvre la plus puissante reste encore entier. Ici nous entrons dans la partie proprement militaire du problème général. Il s'agit finalement d'établir le rapport optimum entre les effectifs envoyés au front et les effectifs maintenus à l'intérieur, étant entendu que tout le monde est appelé à travailler, sous une forme ou sous une autre, à la défense nationale.

On a dû renoncer à l'idée qui était à la base de la mobilisation en 1914, et en vertu de laquelle on pensait mener toute la campagne avec le matériel existant au moment de l'ouverture des hostilités. Cette conception, dont la prolongation du conflit au delà de ce qu'on pensait a montré la fragilité, est aujourd'hui complètement caduque, du fait de l'énormité des besoins des unités combattantes. Si l'on se flattait, comme en 1914, de stocker en temps de paix tout le matériel nécessaire aux unités qu'on pourrait mettre en ligne, on se

condamnerait à un effort financier extrêmement considérable, et qui pourrait se trouver vain du fait des progrès incessants et rapides de la technique. On en est donc arrivé à l'idée de stocker seulement le matériel nécessaire aux unités qu'il est indispensable de mettre en ligne en attendant que les fabrications, lancées dès la mobilisation, marchent à plein rendement et permettent de donner toute sa puissance à l'effort militaire du pays.

Cette conception, imposée par les circonstances, n'est pas sans danger. L'idée de la « couverture des fabrications » est juste; mais son application peut être singulièrement troublée par l'entrée en action de l'aviation et de l'artillerie à longue portée. La notion de période de couverture subit ainsi l'influence de deux forces antagonistes : l'une tend à allonger sa durée, l'autre tend à la raccourcir. Seule une étude précise peut déterminer la mesure dans laquelle on doit tenir compte de chacune de ces deux forces.

Le problème revient à trouver les effectifs à mettre en ligne pendant la période de couverture, c'est-à-dire les effectifs qui nous permettront, tout en lançant nos propres fabrications, de faire face à la première attaque de l'ennemi, de la bloquer immédiatement, et de riposter si possible par un coup décisif (car, vis-à-vis de l'Allemagne, et à moins d'erreur de sa part, le temps travaille contre nous une fois la mobilisation nationale lancée, du fait de notre moindre population et de notre moindre puissance industrielle). La solution paraît être fonction à la fois des existants en matériel, de nos possibilités industrielles et financières, des possibilités de l'ennemi.

La valeur stratégique d'un matériel existant dépend moins de sa valeur technique absolue que de sa valeur comparée à celle du matériel ennemi. Ici intervient le service de renseignements, dont la nécessité fondamentale a été signalée en commençant. Il faut savoir en présence de quoi l'on se trouvera : un matériel n'est démodé que par comparaison avec un autre, et non pas au bout d'un laps de temps déterminé. L'histoire nous montre combien ce laps de temps est variable : il y a moins de différence entre les canons de Napoléon III et ceux de Napoléon Ier, qu'entre ceux de 1914 et ceux de Napoléon III. C'est-à-dire que les progrès de l'artil-

lerie française ont été moins marqués en un siècle qu'en vingt-cinq ans : l'artillerie de Napoléon Ier n'était autre que celle de Gribeauval, mise en service vers 1770; et notre canon de 75 a été mis en service en 1895. Le système d'artillerie réalisé en France à la fin de la guerre mondiale n'est pas aussi harmonieusement combiné qu'on pourrait le souhaiter; mais il est possible que quelques-uns des modèles qui le composent puissent rester encore longtemps en service, fût-ce au prix de quelques modifications peu coûteuses. Il importe de savoir exactement ce qui reste des stocks existant en 1918 et ce qui peut en être conservé. Par contre, il est une catégorie de matériel pour laquelle le stockage à long terme est à peu près interdit : c'est le matériel d'aviation, qui, lui, se démode rapidement en raison des progrès techniques incessants; en même temps, on doit en avoir des approvisionnements importants au début d'une guerre, puisqu'il n'est pas impossible de prévoir des opérations aériennes décisives dès la période de couverture.

Que peut-on faire alors? Ici interviennent nos possibilités financières qui imposent l'établissement d'un ordre d'urgence parmi les matériels à fabriquer ou à stocker. Pour fixer cet ordre d'urgence, on doit tenir compte des existants, de ce que fait l'ennemi, et aussi de la doctrine de guerre. Certaines considérations d'ordre technique doivent aussi être étudiées. En ce qui concerne l'aviation, par exemple, on peut songer à utiliser comme appareils militaires de bombardement ou d'observation certains de ceux qu'emploie couramment l'aviation commerciale; même s'ils étaient un peu anciens, on pourrait encore espérer en tirer un bon parti en les faisant agir sous la protection d'escadrilles modernes de combat. On arrive donc à cette idée que, dans un avenir assez proche, l'aviation militaire pourra n'avoir dans ses stocks que des avions de chasse; ce qui réduirait singulièrement la dépense à faire dans ce domaine.

Enfin la période de couverture des fabrications dépend, quant à sa durée, des possibilités de l'industrie nationale. Telle usine est plus ou moins adaptée aux fabrications de guerre; le délai qui lui est nécessaire pour se transformer est plus ou moins long; son outillage est plus ou moins perfec-

tionné et absorbe plus ou moins de main-d'œuvre. Autant de données de détail qui affectent la donnée générale, et, par suite, la solution du problème.

Nous nous excusons de rester ainsi dans les généralités et de ne faire aucune proposition précise. C'est que, pour le faire, il faudrait posséder les indications que fourniraient et le service des renseignements et l'inventaire complet que nous réclamons. Faute de ces indications, on est obligé de rester dans le vague. Du moins peut-on entrevoir la méthode à suivre et tâcher de choisir la voie dans laquelle il conviendrait de s'engager.

Nous connaissons maintenant, au point du raisonnement où nous sommes arrivés, les ressources générales dont nous disposons, et les besoins des armées en hommes et en matériel au début d'un conflit. Nous supposons également que les données de l'inventaire national auquel on s'est livré ont permis au Gouvernement de suivre la politique générale que réclamaient nos besoins et d'arrêter la stratégie qu'il entend voir suivre par le Commandement (nous réservons la question de ses rapports avec celui-ci). Le pays a les ressources matérielles qui lui sont nécessaires : le seul problème qui se pose encore est celui de l'aménagement des effectifs.

L'inventaire tel que nous le concevons doit faire ressortir, en même temps que les besoins des usines en main-d'œuvre dans les diverses hypothèses, les ressources en personnel dont on dispose. Il a dû en effet porter sur *tous* les travailleurs et non pas seulement sur les travailleurs d'âge mobilisable. Il permet donc d'inscrire en face des besoins de chaque catégorie de main-d'œuvre les ressources existant dans cette même catégorie. Dès lors il deviendra aisé de satisfaire aux besoins en affectant dans chaque catégorie les hommes les plus âgés au service dans les usines de l'intérieur; si des pertes par accident ou par maladie viennent creuser un déficit, ou si des extensions nécessaires viennent créer de nouveaux besoins en main-d'œuvre, on aura toujours la ressource de la mise en sursis en continuant à prendre sur les listes suivant le rang d'ancienneté. Il sera d'ailleurs utile de conserver au début un volant de sécurité pour éviter de désorganiser les

unités combattantes; les éléments en seront fournis par les hommes restés provisoirement dans les dépôts sans affectation.

Étant donné nos idées égalitaires (et quand il s'agit d'aller risquer sa vie, il est bien difficile d'en contester la valeur), l'âge seul permet les discriminations nécessaires. Qu'on y ajoute les charges de famille ramenées à une commune mesure avec lui (avancement de classe calculé suivant les charges), et l'on aura un système à peu près inattaquable. Nous en avons montré l'application aux ouvriers; mais il s'applique aussi bien aux cadres techniques, le classement des ingénieurs se faisant suivant l'âge, avec cette particularité qu'un ingénieur de cinquante ans est comparativement beaucoup plus apte à poursuivre sa besogne qu'un ouvrier du même âge; les cadres techniques sont appelés à constituer une bonne partie des « affectés spéciaux » prévus à l'article 6 du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Cette façon de procéder nous paraît infiniment plus précise que la règle posée par la loi de recrutement de 1925, laquelle abandonne la gestion des effectifs au bon plaisir du ministre : en principe, les mobilisés restant à l'intérieur doivent appartenir à la deuxième réserve; toutefois en cas de besoin ils pourront être pris même dans la première. C'est là, au moins, une rédaction fâcheuse, car elle a l'air de laisser les affectations à la seule volonté du ministre : de cette constatation à la crainte de l'arbitraire il n'y a qu'un pas, et il serait vite franchi. En pareille matière l'apparence même du passe-droit est aussi funeste que la plus grave illégalité.

C'est seulement quand l'énorme travail de classement ainsi indiqué sera accompli que l'on pourra songer à organiser le service des fabrications. On sera obligé de prévoir au point de vue administratif une centralisation complète des matières premières en vue de leur répartition entre les diverses usines, et une centralisation relative de la main-d'œuvre : des usines de médiocre importance devront être fermées et le personnel employé ailleurs suivant ses aptitudes; la répartition naturelle des matières premières amènera des changements de résidence à cause de la nécessité d'intensifier certaines produc-

tions au détriment des autres. On en arrive donc à poser le problème du régime des usines travaillant pour la défense nationale. En restera-t-on à l'exploitation libre avec l'aide et sous un certain contrôle de l'État? Ou bien en viendra-t-on à un régime militarisé? Nous laissons aux spécialistes le soin d'en décider. Il est certain que le premier système a permis pendant la guerre mondiale de faire face aux énormes besoins des armées; mais il a eu des conséquences sociales extrêmement graves. Le régime militarisé aurait aussi ses inconvénients; mais seraient-ils insurmontables? En tous cas il est inadmissible que la solution de cette difficulté ne soit pas discutée, examinée, publiée au grand jour : or nous n'avons encore trouvé rien de précis dans aucun des textes soumis aux Chambres. Nous avons payé trop cher le manque de préparation de 1914 pour accepter bénévolement d'en subir encore une fois les effets.

En tout cas la préparation de ce classement des hommes en vue de leur affectation en temps de guerre ne saurait être enlevée au service du recrutement, élargi comme nous le demandons plus haut : car il n'est qu'une partie de l'aménagement des effectifs, et, en cette matière, l'unité de conception et d'exécution paraît être la meilleure méthode. On voit alors combien une refonte de ce service est nécessaire; la répartition des ressources en hommes entre l'intérieur et les armées, l'affectation aux usines, tout cet ensemble déjà considérable ne constituera qu'une partie de sa tâche. Il lui faudra encore répartir suivant leurs aptitudes les hommes désignés pour les armées entre les différentes armes ou spécialités. Or il semble, à l'heure actuelle, être encore bien loin de l'idéal : du moins au printemps dernier affectait-il encore l'ingénieur Claude à un service vétérinaire.

On voit quelle immense tâche comporte la mise en œuvre des ressources du pays. Il faut d'abord connaître ces ressources grâce à un inventaire bien fait; pour établir cet inventaire, comme pour administrer, conformément aux besoins de la défense nationale, les moyens dont il aura révélé l'existence, il faudra prévoir un service du recrutement et de la mobilisation bien développé et solidement organisé. Ce sont déjà deux textes législatifs importants à établir, l'un portant

organisation de ce service, l'autre prescrivant l'inventaire dans les formes voulues pour qu'il soit efficace sans être vexatoire. Enfin les résultats qui pourront sortir de là devront être complétés systématiquement par une politique générale appropriée et destinée à combler les lacunes qu'on aura pu constater.

***

On a essayé, dans les pages qui précèdent, de montrer quelles devaient être les préoccupations gouvernementales quant à la préparation de la défense nationale : adaptation générale des moyens aux fins grâce à une connaissance approfondie des uns et des autres. Mais cette adaptation doit être réalisée au profit des armées combattantes : celles-ci restent l'*ultima ratio*. Les armées ne sauraient être improvisées; il faut, dès le temps de paix, les préparer à leur rôle, qui constitue la partie la plus élevée et le dernier stade de l'organisation de la défense nationale.

Quel va être, ici, le fil conducteur?

On le trouvera en partant de cette idée que tout doit être dominé par l'organisation militaire du temps de guerre. Celle-ci est déterminée, nous l'avons vu, en fonction de ce que l'on sait de l'ennemi et des ressources dont on dispose. De l'organisation du temps de guerre on déduira celle du temps de paix, qui devra être combinée de telle sorte que la première en sorte sans à-coup au moment du besoin.

Il nous manque encore trop d'éléments pour proposer un système déterminé : non seulement nous n'avons ni les données que fournirait le service des renseignements, ni celles qui résulteraient d'une connaissance précise des ressources nationales; mais encore il nous faudrait tenir compte dans une large mesure de la doctrine de guerre qui paraîtrait la plus appropriée. On voit alors combien le problème, déjà si large, s'étend encore : ici l'on quitte la base relativement solide des données positives, pour s'élancer par l'imagination et l'hypothèse au devant de l'avenir. Aussi nous bornerons-nous à attirer l'attention sur deux questions fondamentales dont l'une est de tous les temps, dont l'autre ne semble pas appelée

à disparaître rapidement : ce sont la question des cadres, et celle de l'aviation.

Quel que soit le système militaire auquel on s'arrête finalement, le rôle joué par les cadres sera toujours d'importance primordiale. Et par cadres il faut entendre ici, puisque nous en sommes à l'armée du temps de paix, les cadres actifs. Les cadres de réserve ne peuvent être que ce que les font les cadres actifs : il est ridicule de les opposer les uns aux autres, comme il serait ridicule d'exciter la haine entre professeurs et élèves. Sans doute, au bout de quelques mois de guerre, la différence s'atténue, et l'opposition actuelle entre officiers d'active et officiers de réserve tient à ce que, au cours de la campagne, les premiers n'ont jamais voulu admettre cette atténuation, que la loi rigide ne reconnaissait pas non plus. C'est, signalons-le en passant, le principal défaut de la loi votée par la Chambre sur le statut des réserves de ne pas tenir compte de ce fait et d'établir des prescriptions encore trop rigides et trop éloignées de la réalité.

Étant donné le courant d'opinion dans lequel nous sommes entraînés, l'importance des cadres actifs ne peut aller qu'en grandissant. Plus on se rapprochera du service à court terme, plus il sera nécessaire que les cadres soient solides, parfaitement instruits et entièrement dévoués à leur tâche.

Si l'on veut garder le contingent annuel sous les drapeaux le minimum de temps, il faut que l'instruction soit aussi intensive que possible. Il y a pour cela toute espèce de conditions matérielles et morales à réaliser; mais la plus importante, la condition *sine qua non*, c'est d'avoir des officiers de très grande valeur : d'eux seuls dépendra la valeur finale des masses de la nation armée. Quand on songe au rôle qui leur revient dans l'organisation de la défense nationale, on ne peut que se pénétrer de la nécessité d'avoir des cadres d'élite : quelle que soit la perfection du système général esquissé plus haut, son efficacité risque de rester nulle si la troupe à laquelle il donne naissance n'est pas en situation de remplir sa mission sur le champ de bataille. Le dernier adjoint de Hindendurg, le général Grœner, représentait en 1917 une nation en guerre par une pyramide, les différentes assises superposées de la vie économique du pays supportant l'armée;

on pourrait aussi bien représenter la pyramide renversée et reposant sur sa pointe : si la pointe s'émousse, tout le système s'écroule. L'armée est soutenue par toutes les forces de la nation, mais celles-ci sont impuissantes sans l'armée. Au cadre actif incombe un rôle capital et une écrasante responsabilité : il lui faut, pour y faire face, une considérable valeur générale et professionnelle.

Cette nécessité est rendue encore plus pressante par la nature des troupes qu'il faudra mettre en ligne le jour d'une mobilisation éventuelle. Nous croyons que la troupe ayant dix-huit mois de service ou même moins est susceptible d'un bon rendement au combat, si son instruction a été bien faite et convenablement entretenue : c'est une question de cadres. Les forces morales qui interviennent pour lui donner sa cohésion doivent être soigneusement discernées et leur action favorisée par la façon dont les unités seront composées : les modifications imposées à l'esprit de corps dans le système des milices vaudraient à elles seules une étude. Ce qu'on peut dire, cependant, c'est qu'une troupe de cette sorte peut être plus impressionnable qu'une troupe de métier; ce n'est pas une certitude, mais c'est une possibilité avec laquelle il faut compter. Le meilleur moyen de parer au danger est de demander aux cadres un effort sérieux, pour, dans toute la mesure du possible, n'engager leurs troupes que dans de bonnes conditions. Cela à tous les échelons de la hiérarchie, mais surtout aux plus élevés : le déploiement stratégique domine toutes les circonstances du combat. Les mêmes troupes mal engagées stratégiquement aux frontières sont battues, bien engagées sur la Marne, elles sont victorieuses.

Il nous faut donc des cadres d'une très grande valeur.

Nous n'y arriverons qu'en leur donnant une forte culture militaire générale dans les écoles de formation et dans les écoles d'armes, en développant et en spécialisant cette culture dans les écoles de perfectionnement et dans les écoles supérieures (Écoles de Guerre pour la tactique, école similaire à créer pour la technique). Nous serons obligés de maintenir dans toutes les écoles un niveau des plus élevés. Pour avoir les sujets d'élite qui seuls pourront suivre, il nous faudra bien consentir des sacrifices pécuniaires importants : si ardente que

paraisse une vocation, elle ne résiste pas toujours à la perspective d'une condamnation au célibat ou à une gêne voisine de la misère. On ne peut admettre que le choix de la carrière d'officier dépende du plus ou moins de fortune d'une famille. Pour avoir les officiers qui nous sont nécessaires, il faudra leur assurer non pas une solde équivalente aux traitements qu'ils pourraient espérer légitimement dans la vie civile : nous y perdrions notre peine pour ceux qui ont une grosse culture scientifique; mais du moins une solde leur permettant de vivre avec dignité. C'est le seul moyen qui s'offre de montrer à l'entrée des écoles d'officiers de tout ordre la sévérité indispensable au maintien du niveau très élevé qui doit être atteint.

L'importance de l'aviation ne saurait faire non plus aucun doute. Quelle que soit la doctrine de guerre à laquelle on s'arrête (et nous nous sommes interdit de traiter ce point particulier du problème), les progrès marqués par l'aviation dès la guerre mondiale, et dans sa technique et dans son emploi, nous obligent à envisager la possibilité de la voir emporter la décision dans les premières semaines, sinon dans les premiers jours ou même dans les premières heures d'un conflit éventuel. Il faut donc que nous tâchions d'infliger à l'adversaire le coup décisif, tout en le mettant dans l'impossibilité de nous le porter.

Le seul moyen est d'avoir une aviation du temps de paix bien développée, et en tout cas supérieure à celle de l'adversaire éventuel. En dehors de tout problème technique, se trouve ainsi posée la question de l'organisation de l'aéronautique. Sans avoir la prétention de la résoudre, il faut pourtant indiquer les conditions auxquelles doit répondre la solution adoptée.

La création d'un ministère de l'Air est, suivant ses partisans, le seul moyen de donner la vie, et une vie active, à notre aviation. A l'heure actuelle les efforts et les ressources sont dispersés entre diverses autorités. Et quelle que soit la bonne volonté des unes et des autres, quelles que soient la fréquence et la cordialité de leurs relations, il y a certainement des déperditions de force qui disparaîtraient à l'avènement d'une autorité unique. Il est à craindre que l'aéronautique militaire,

qui possède actuellement l'organisation la plus forte, ne s'en tienne trop exclusivement aux appareils et aux programmes de la fin de la guerre. Le conflit mondial a provoqué dans l'aviation des progrès énormes. Mais nous ne croyons pas que ces progrès soient dus à ce qu'ils étaient commandés par des raisons d'ordre militaire. Ils sont nés des besoins de l'aviation militaire uniquement par la raison que celle-ci était seule à vivre. Aujourd'hui, c'est le contraire : numériquement, l'aviation militaire reste la plus puissante; mais les nécessités de l'instruction font qu'elle a une vie moins active que l'aviation commerciale : les appareils de celle-ci, moins nombreux, ont un rendement supérieur. Ce sont eux qui vivent vraiment et c'est d'eux que peuvent venir les progrès [1].

S'il s'agit de développer la construction aéronautique et l'emploi courant de l'aviation, la création d'un ministère de l'Air est donc la solution efficace. C'est celle à laquelle se rallie M. Guy de Montjou dans son très remarquable rapport sur l'aviation maritime, qui restera longtemps un incomparable instrument de travail. C'est aussi celle à laquelle se ralliait, dans son rapport sur la loi des cadres, le colonel Fabry : s'il l'écartait finalement, c'était pour des raisons d'opportunité, d'ailleurs assez peu convaincantes.

Supposons une aviation commerciale bien développée, possédant des appareils nombreux et puissants, montés par des pilotes exercés et sûrs. En cas de mobilisation, une transformation rapidement accomplie en fait des appareils militaires, principalement de bombardement et d'observation. L'aviation commerciale ne peut pas répondre à toutes les nécessités d'une utilisation militaire. L'avion du type de chasse n'a pas d'équivalent, à l'heure actuelle, parmi les appareils « civils ». Or c'est lui seul qui permettra aux appareils commerciaux transformés de remplir les missions d'observation et de bombardement que leur confiera le commandement dès la première minute d'un conflit. Même l'avion sportif à grande vitesse, l'avion avec lequel on bat les records, n'est pas forcément un appareil de combat. Rappelons-nous 1914 :

1. Le 8 octobre dernier, l'aviation militaire fut clouée au sol par la tempête et subit des pertes douloureuses, tandis que l'aviation civile assurait son service presque normalement.

en dépit des concours Michelin de lancement de bombes, notre aviation, comme celle de nos adversaires, était principalement une aviation sportive et elle se montra assez longtemps incapable de mener le combat. On peut, il est vrai, considérer certains appareils civils gros porteurs comme pouvant être transformés en appareils de combat puissants : mais cette transformation n'est pas encore au point.

Par conséquent, même avec une aviation commerciale bien dévelopée, pouvant fournir des appareils et des pilotes en grand nombre à la mobilisation, il faut encore une aéronautique militaire dès le temps de paix. Mais notre aviation civile n'est pas encore très développée; et surtout elle a besoin pour vivre de larges subventions de l'État : celui-ci couvre encore au moins 80 p. 100 de ses dépenses. Même si ce pourcentage peut s'améliorer, la part de l'État restera toujours considérable. Ne peut-on pas, alors, imposer aux constructeurs et aux exploitants des gabarits d'appareils permettant une transformation aisée en vue des besoins militaires?

Même cette condition remplie, l'aviation civile n'arriverait pas à fournir à l'armée les appareils d'observation et de bombardement (admettons qu'elle puisse fournir des engins de ces deux catégories) en nombre suffisant. Il est donc nécessaire à l'heure actuelle que l'aviation militaire possède dès le temps de paix des stocks importants d'appareils de toutes les catégories et qu'elle intervienne pour donner certaines directives à l'aviation civile. Celle-ci lui fournira les résultats de ses expériences, qui pourront être le point de départ de perfectionnements ou de découvertes. Mais on voit que la suprématie reste encore à l'aviation militaire.

La création du ministère de l'Air aboutirait à la création d'un corps spécial d'aviateurs jouissant d'un statut particulier, d'après lequel la situation du personnel navigant serait sensiblement la même, qu'il fût réputé « civil » ou militaire. Ce corps dépendant d'un ministère spécial serait autonome; comment s'établirait la liaison entre lui et l'armée? Les missions lointaines de l'aviation en font une arme indépendante, mais la stratégie est une; de plus, dans les missions du champ de bataille, l'aviation travaille au bénéfice immé-

diat des autres armes et en liaison avec elles : elle doit donc dépendre étroitement du commandement.

La difficulté réside dans cette antinomie : nécessité d'avoir une aviation autonome pour assurer son développement, nécessité d'avoir une aviation soumise au commandement militaire pour assurer son emploi au combat. Toute solution qui la résoudra ou qui en conciliera les termes sera bonne. Disons toutefois que, à l'heure actuelle, la création d'un ministère de l'Air paraît s'imposer : le premier point est de développer largement et méthodiquement notre aéronautique.

***

Connaissance de l'ennemi, connaissance et aménagement de nos propres ressources, préparation des cadres et de l'arme aérienne, telles sont les bases essentielles de la défense nationale. On remarquera que nous n'avons ouvert aucune discussion sur la durée du service dit actif; c'est là une question secondaire : ce qui ne veut pas dire qu'on peut la traiter et la résoudre au hasard. Nous n'avons pas parlé non plus de l'armée coloniale : ce n'est qu'un cas particulier de l'aménagement de nos ressources.

Ce que nous avons voulu montrer, c'est que, du point de vue de la défense nationale, la politique générale d'un pays ne paraît pas devoir s'inspirer de sentiments vagues et d'aspirations balbutiantes. Si l'on pouvait embrasser le problème de la défense nationale à la fois dans son ensemble et dans ses points particuliers, ses données mêmes imposeraient sans aucun doute, et *ne varietur*, une politique générale positive et parfaitement déterminée. Nous croyons qu'il est possible, par une étude attentive, de discerner les grandes lignes de cette politique. Mais la condition nécessaire est que nos hommes politiques cessent de considérer les questions de défense nationale comme des questions « militaires » relevant des « spécialistes ». Le Gouvernement a des devoirs et des responsabilités qu'il ne saurait abdiquer pour se mettre à l'abri derrière les militaires.

J.-M. BOURGET

L'AVENIR DU FRANC

Il a été fréquemment question, ces temps-ci, à l'occasion de l'émission de l'emprunt, du rétablissement de la sécurité monétaire. C'est un problème dont l'importance est capitale; de sa solution dépendra notre avenir économique et notre avenir financier.

Dernièrement, M. Henry de Jouvenel écrivait dans *le Matin* : « L'assainissement du franc doit passer avant toutes les réformes parce qu'il est la condition de toutes. » C'est tout à fait vrai. Aucun redressement financier, aucune restauration économique durables ne sont possibles si on ne procède d'abord à la consolidation de la devise nationale. Si le pouvoir d'achat du franc venait à diminuer encore, ce serait la vie plus chère et, avec la vie plus chère, de nouvelles difficultés pour les entreprises, pour l'État, pour tout le monde.

Le rétablissement de la sécurité monétaire doit donc être la préface de tout programme de restauration qui entend ne pas bâtir sur des sables mouvants.

Comment le problème se pose-t-il aujourd'hui? Et d'abord sur quoi reposait la stabilité du franc avant la guerre? comment cette stabilité a-t-elle été ruinée?

***

Avant la guerre, le franc était une réalité : un lingot d'or d'un poids et d'un titre fixés par la loi. Sa valeur, mesurée par les produits ou les services qu'il permettait d'acquérir, était sensiblement la même sur le marché intérieur et sur le marché

mondial, la généralité des systèmes monétaires étant, comme le nôtre, accrochés directement ou indirectement à l'or. Cet accrochage à l'or, en leur donnant un centre de gravité commun, disciplinait l'évolution réciproque des prix et des changes dans les divers pays.

Dans le nôtre, la Banque de France veillait avec un soin jaloux à ce que les bienfaits de cette discipline fussent toujours assurés aux affaires. Son grand souci était de préserver le franc des moindres atteintes, de maintenir la stabilité monétaire, fondement indispensable de toute économie saine, de tout progrès se développant dans l'ordre et non dans la fièvre des spéculations. Il lui est souvent arrivé d'agir directement sur les marchés étrangers, afin de libérer le marché français, dans la plus large mesure possible, de la contagion des grandes crises internationales. Nous ne referons pas l'histoire de ces interventions. Nous les avons simplement rappelées pour souligner l'importance de nos moyens à cette époque.

Cette importance, d'où venait-elle? D'abord, de la puissance de travail et d'épargne du Pays. En second lieu, d'une politique prévoyante qui avait accumulé un stock d'or évalué entre 8 et 9 milliards, compte tenu de ce qui était dans la circulation et le bas de laine. Enfin, d'un régime d'émission s'attachant à maintenir toujours à la disposition du commerce un contingent monétaire proportionné à ses besoins, mais ne les excédant pas.

Les émissions de billets s'appuyaient, d'une part, sur une forte encaisse métallique garantissant toutes demandes possibles de remboursement; d'autre part, sur de bonnes valeurs commerciales, représentant des richesses créées et déjà engagées dans le mouvement des échanges. La prudence même avec laquelle étaient sélectionnées ces dernières contreparties de l'émission faisait qu'il n'y avait jamais déséquilibre entre le pouvoir d'achat représenté par les billets émis et la masse des produits ou services susceptibles d'être achetés.

La conversion de ces billets contre de l'or étant, en outre, toujours garantie, lorsque la balance des paiements extérieurs devenait défavorable, lorsqu'il fallait payer, au dehors, plus que nous n'avions à recevoir, nous pouvions nous libérer par des envois de numéraire. Cette possibilité suffisait pour

maintenir le change dans la limite des frais accessoires qu'entraînaient ces envois.

Ces demandes de remboursement de billets contre de l'or en vue de l'exportation demeuraient d'ailleurs exceptionnelles. Le change était à peu près toujours en faveur du franc. Nos balances extérieures laissaient, généralement, un solde créditeur évalué, bon an mal an, à 1 milliard et demi ou 2 milliards, que nous pouvions placer à l'étranger ou rapatrier en or à notre discrétion.

Il arrivait bien parfois que la Banque modifiait les conditions de ses escomptes, qu'elle élevait son taux. Mais, tandis que cette élévation du taux de l'escompte était employée par d'autres pays, notamment par l'Angleterre, pour attirer les capitaux étrangers, elle visait, chez nous, le plus souvent, à retenir les capitaux français en réduisant l'avantage qu'ils pouvaient avoir à s'expatrier.

Bref, la stabilité des prix à l'intérieur était maintenue par les conditions mêmes de l'émission; la stabilité du change l'était par la convertibilité des billets en or. L'une et l'autre s'appuyaient sur un équilibre économique solidement établi et sur une condition monétaire fortement organisée.

Tout cela est bien loin. Voilà des années que nous ne connaissons plus la paix monétaire. Le franc s'est déprécié. Il vaut, aujourd'hui, entre le tiers et le quart de sa valeur de 1914, c'est-à-dire qu'il en faut donner de trois à quatre fois plus pour obtenir les mêmes choses. Si encore, à ce niveau de dépréciation, nous étions assurés de la stabilité! Mais nous ne le sommes pas. A tout instant, il nous faut subir de nouvelles variations des prix, de nouvelles variations du change et nous accommoder des troubles que ces variations apportent dans les affaires, dans les conditions de la production et du commerce, dans le coût de la vie.

Comment en sommes-nous arrivés là? Qu'est-ce qui a pu fausser à ce point ce merveilleux mécanisme d'ajustement qui fonctionnait si bien autrefois et s'adaptait avec une souplesse incomparable à nos difficultés passagères et à nos progrès?

L'origine du mal, nous l'avons déjà dit ici, remonte à

l'établissement du cours forcé, aux premiers jours d'août 1914, et aux emprunts que l'État a faits, depuis, à la circulation.

Le montant de ces emprunts s'est élevé, dans les derniers mois de 1920, à près de 27 milliards au titre des avances directes, 30 milliards et demi en y comprenant les escomptes de bons du Trésor français pour avances à des gouvernements étrangers. Aujourd'hui, le total est encore de près de 28 milliards, dont 23 milliards, en chiffres ronds, pour les avances directes.

Cette dette ne se peut comparer, en aucune façon, au point de vue du gage des émissions de billets, aux contre-parties commerciales résultant des escomptes. Le caractère en est tout différent : elle n'offre pas les mêmes garanties monétaires; elle ne correspond pas à une création de richesses versées dans le patrimoine commun préalablement à l'émission des billets; elle ne s'est pas non plus réduite dès que furent consommés les produits et les services que ces billets avaient permis d'acheter.

Les bons du Trésor, par lesquels la dette de l'État est représentée dans le portefeuille de la Banque, sont une assignation sur la production et l'épargne *futures* du pays; les billets remis à l'État en contre-partie de ses escomptes, sont une assignation sur la production *actuelle*; ils ont un pouvoir d'achat *immédiatement utilisable*. Voilà la contradiction monétaire; c'est elle qui est à la base de tout le mal. Ce pouvoir d'achat supplémentaire ne peut vivre qu'en parasite sur la masse des échanges. Il ne peut s'exercer qu'au détriment du pouvoir d'achat régulier, représenté par les billets émis en contre-partie de valeurs réelles. L'accroissement des demandes de produits et de services qui en résulte entraîne, par suite, la hausse des prix.

Au début, la mal s'est développé en surface, puis, peu à peu, il gagne en profondeur. Les uns après les autres, avec plus ou moins de retard et de façon plus ou moins complète, les divers éléments du coût de production se sont ajustés à la nouvelle situation monétaire. La hausse s'est généralisée; elle s'est installée, pour ainsi dire, à demeure, s'incrustant, chaque jour un peu plus, dans les divers éléments de notre économie.

C'est là précisément ce qui rend difficile et lente la guérison.

A certaines heures, dans les premiers mois de 1920, on a même pu se demander si, vraiment, tout n'était pas perdu, si les progrès vertigineux du mal nous laisseraient la possibilité d'endiguer ses ravages. La fièvre, fort heureusement, s'est arrêtée avant qu'il fût trop tard, vaincue par ses propres excès. L'alerte nous avait, néanmoins, permis de sonder l'abîme. Elle nous avait forcés à regarder en face la situation, à reconnaître que, si nous étions engagés si avant sur la pente dangereuse, c'était, sans doute, à cause de certaines nécessités que nous avait imposées la guerre, mais aussi parce que, la guerre finie, nous n'avions pas eu le courage de renoncer à la morphine du papier monnaie.

On sait quelles résolutions nous prîmes alors : les pouvoirs publics décidèrent de renoncer à l'inflation, de soigner énergiquement cette cause originelle de la dépréciation du franc et de l'instabilité des prix.

Il y a, au malaise actuel, d'autres causes que la dette de l'État envers la Banque. Il y a notamment la dette flottante, ce formidable boulet, que traîne la Trésorerie, d'une soixantaine de milliards de bons de la Défense Nationale à trois mois, six mois ou un an d'échéance, auxquels s'ajoutent d'autres bons qui étaient, à l'origine, à plus long terme et qui, eux aussi, seront bientôt exigibles.

Comme les emprunts de l'État à l'Institut d'émission, cette dette est une conséquence de l'immense effort financier qu'il a fallu nous imposer pour soutenir la guerre et, après la guerre, pour suppléer à la carence de l'Allemagne en matière de réparations.

Mais son principal danger réside dans la crainte que, pour faire face aux remboursements qui lui seraient réclamés, l'État ne soit forcé de recourir à la planche à billets, c'est-à-dire d'aggraver l'inflation.

Il y a encore un autre facteur de trouble plus important peut-être que le précédent, parce qu'il risque de réagir plus rapidement sur les conditions du change et, par le canal du change, sur les prix : ce sont les milliards d'avoirs étrangers déposés dans nos banques.

Ces avoirs sont la contre-partie des crédits en devises, aux-

quels nous avons dû recourir pour compenser le déficit de nos balances extérieures, principalement en 1919 et 1920. Ils constituent une dette flottante extérieure à vue ou à très court terme, plus impressionnable peut-être et, partant, plus dangereuse que la dette flottante intérieure. Lorsque les détenteurs de ces avoirs nous demandent de les leur rembourser, nous sommes obligés de les convertir en devises de leurs pays, ce qui nous crée de gros embarras.

Ici encore, ce qui provoque ces demandes de remboursement, ce sont les mêmes craintes, les mêmes appréhensions, savoir : la peur d'une nouvelle inflation et, partant, d'une nouvelle réduction du pouvoir d'achat que ces avoirs représentent.

Nous serions entraînés trop loin s'il nous fallait exposer en détail l'incidence sur les prix et sur le change des mouvements de ces deux dettes flottantes, la dette flottante intérieure et la dette flottante extérieure. Rappelons seulement que ces mouvements sont intimement liés, dans leurs tendances favorables ou défavorables, à l'augmentation ou à la diminution de la sécurité monétaire.

On a dit avec juste raison que toute notre politique extérieure était dominée par le problème de la sécurité. Eh bien, il en est de même de notre politique financière; elle aussi est dominée par le problème de la sécurité monétaire.

***

Que faire pour rétablir cette sécurité?

Nous avons vu plus haut sur quoi reposait la stabilité relative des prix et du change avant la guerre. Si on veut recouvrer cette stabilité, il faudra revenir aux anciennes disciplines. Nous n'aurons vraiment la paix que le jour où la convertibilité du billet sera assurée, c'est-à-dire lorsque notre système monétaire aura été de nouveau accroché à l'or.

Sur ce point, les avis de tous ceux qui se sont penchés sur le problème sont à peu près unanimes. Le désaccord commence lorsqu'il s'agit de déterminer le niveau d'accrochage.

Certains conseillent de poursuivre jusqu'au bout la liqui-

dation de la situation anormale dans laquelle nous sommes aujourd'hui; ils préconisent le retour au franc d'avant-guerre, c'est-à-dire l'accrochage au niveau de l'ancienne parité.

D'autres, moins courageux et plus impatients, voudraient un accrochage immédiat ou prochain, sur la base de la valeur actuelle du franc par rapport à l'or ou, ce qui revient au même, par rapport au dollar.

L'argument principal sur lequel ces derniers appuient leur opinion peut se résumer en quelques mots :

« Ce qui importe le plus aux affaires, c'est moins le niveau du change et le niveau des prix que la stabilité de l'un et de l'autre. Il est impossible de contracter à terme plus ou moins long, sans courir un risque considérable, en prenant comme base un franc dont la valeur se modifie constamment sur le marché intérieur et sur le marché international. Cette impossibilité est un obstacle au progrès économique. Il faut donc revenir, au plus tôt, à un régime de fixité au moins relative.

« L'expérience prouve que, seul, un système monétaire fondé sur la convertibilité en or des billets procure automatiquement et de façon durable cette fixité. Si les réserves métalliques dont dispose le pays sont insuffisantes pour permettre le rétablissement d'une convertibilité absolue, qu'on la limite aux règlements extérieurs; qu'on organise un système de « *Gold exchange standard* » comme l'ont fait les Anglais aux Indes, ou une Caisse de Conversion, comme en Argentine, par exemple. De toute façon, il faut donner au franc un centre de gravité stable et sortir, au plus vite, du désordre actuel. »

Telle est l'opinion des partisans de la dévaluation, de ceux qui réclament l'établissement d'un nouveau franc-or. Examinons cette thèse, uniquement d'un point de vue objectif et en faisant abstraction de toutes considérations de droit, de morale, de sentiment.

Ce n'est certes pas que ces considérations soient sans valeur; mais nous n'avons pas la prétention d'épuiser entièrement la question. Notre désir est de montrer simplement qu'en l'état actuel des choses, une dévaluation du franc ne

procurerait aucun des résultats que prétendent obtenir ceux qui la réclament.

Voyons comment se présenterait cette réforme dans la pratique, et si vraiment elle permettrait de supprimer, même partiellement, le cours forcé des billets.

Actuellement la valeur au change du franc est comprise entre le tiers et le quart de sa valeur de 1914. Si on procédait, en ce moment, à une dévaluation, sur la base du tiers, l'encaisse de la Banque de France, qui est d'environ 5 milliards et demi, se verrait portée à 16 milliards et demi de francs nouveaux.

La plus-value de 11 milliards résultant de cette valorisation serait appliquée à l'atténuation de la dette de l'État envers la Banque. Celle-ci, qui est d'environ 28 milliards, en tenant compte des avances directes et des escomptes de bons du Trésor pour avances à des gouvernements étrangers, serait donc ramenée à 16 milliards et demi.

Au lendemain de cette opération, le billet de banque serait gagé, jusqu'à concurrence de 60 p. 100, par des actifs liquides ou exigibles à court terme (encaisse, portefeuille commercial, avances) et, pour le surplus, soit 40 p. 100, par une créance sur l'État à échéance indéterminée, c'est-à-dire par un actif immobilisé.

Dans ces conditions, il est visible que tout incident réagissant sur le crédit de l'État réagirait aussi fatalement sur le crédit du billet de banque et inciterait les porteurs à venir réclamer à l'Institut d'émission le remboursement en or de leurs billets?

Dans les calculs qui précèdent, l'encaisse a été comptée pour 5 milliards et demi. Mais, sur ces 5 milliards et demi, 3 milliards et demi seulement sont disponibles, près de 2 milliards étant déposés en Angleterre, en garantie de crédits ouverts, pendant la guerre, à la Trésorerie française. Le dégagement de ces 2 milliards est subordonné au remboursement de ces crédits.

Ici, se dresse devant nous un autre obstacle : celui des incertitudes qui planent encore sur les conditions du règlement des dettes interalliées. Sans préjuger de ce qui sera décidé à cet

égard, il est permis d'observer que si, par aventure, nos réserves d'or devaient être réduites à 3 milliards et demi, c'est-à-dire à la fraction actuellement disponible, la dette de l'État envers la Banque serait ramenée à 20 milliards, après imputation de la plus-value, c'est-à-dire à 50 p. 100 environ du montant de la circulation. Les réserves faites précédemment s'appliqueraient *a fortiori* à cette hypothèse.

Dans tous les cas, il paraît difficile d'appuyer la stabilité monétaire sur un régime de convertibilité en or des billets, aussi longtemps qu'une forte réduction de la dette de l'État envers la Banque n'aura pas supprimé la menace que fait peser sur le billet de banque l'importance des actifs immobilisés qui lui servent de garantie.

C'est là une première objection. Ce n'est pas la seule. Il faut également se demander ce que deviendrait, dans le cas où la France procéderait à une dévaluation du franc, la dette à court terme du Trésor.

Une semblable réforme monétaire ne serait pas précisément de nature à fortifier la confiance des créanciers du Trésor. Quelle serait la situation si les porteurs de bons de la Défense nationale, au lieu de renouveler ces bons à l'échéance, en réclamaient le remboursement? Avec quoi l'État pourrait-il y faire face? Ne serait-il pas entraîné à demander à la Banque des billets, et ces billets, remis aux porteurs des bons, ne reviendraient-ils pas rapidement à l'Institut d'émission pour s'y échanger contre de l'or? Que deviendrait, dans ce cas, l'encaisse?

On peut objecter que ce raisonnement, valable dans l'hypothèse du rétablissement de la convertibilité absolue, ne l'est plus si on limite la convertibilité aux besoins du commerce pour ses paiements à l'extérieur. Mais la difficulté serait alors simplement déplacée et non pas résolue. Les conséquences que nous venons de développer se produiront fatalement tôt ou tard.

Si l'Institut d'émission refuse d'échanger les billets contre l'or à guichets ouverts, s'il exige la justification de règlements commerciaux à l'extérieur, que se passera-t-il? Les billets que les anciens porteurs de Bons auront reçus, chercheront à s'employer en achats de marchandises ou de valeurs. Or, l'ex-

périence de ces dernières années montre que, lorsque sévit cette fièvre d'investissement qui est la conséquence d'un fléchissement de confiance, c'estla hausse des prix, et la hausse des prix amène inévitablement la baisse du change. C'est, par suite, pour maintenir le change que l'Institut d'émission sera forcé de sacrifier son encaisse.

Ceci nous conduit à envisager maintenant l'aspect extérieur du problème. L'étranger détient plusieurs milliards de francs, représentés par des avoirs déposés dans nos banques. Ces avoirs, nous l'avons dit plus haut, sont la contre-partie des moyens de change mis à notre disposition pour solder l'arriéré de nos balances étrangères. Quelle est la situation des détenteurs de ces avoirs? Ce sont des spéculateurs à la hausse du franc; ils attendent que la valeur de notre monnaie se relève pour rentrer avec bénéfice dans les monnaies étrangères qu'ils nous ont cédées.

Quel serait le résultat de la dévaluation? Elle couperait net ces espoirs. Les détenteurs étrangers de francs n'auraient plus, dès lors, aucune raison de conserver une position spéculative qui ne doit plus leur donner le moindre profit; ils chercheraient à liquider.

Il est à peine besoin d'ajouter que cette liquidation risquerait d'entraîner une baisse très forte du change dès l'instant où nous n'aurions pas des excédents de balance suffisants pour compenser les retraits qui nous seraient demandés. Et alors, nous serions entraînés soit à laisser déprécier le change au-delà du *gold-point*, soit à épuiser ce qui nous resterait d'encaisse métallique pour le soutenir.

La hausse du taux de l'escompte pourrait peut-être retenir en France les capitaux étrangers. Mais ce remède, d'une efficacité certaine en temps ordinaire, n'est appelé à intervenir que pour ajuster une balance temporainement déficitaire et dont, au surplus, le solde débiteur ne dépasse pas quelques centaines de millions. Or, ici, ce n'est pas de centaines de millions qu'il s'agit, mais de plusieurs milliards. Et il est à craindre qu'il ne faille pas seulement les retenir pendant quelques semaines ou quelques mois, mais pendant des années.

Au surplus, ce renchérissement des conditions du crédit sur notre marché ne manquerait pas d'avoir sa répercussion

sur les prix de revient et, par suite, sur notre capacité d'exportation.

Le problème, on le voit, n'est pas aussi simple que certains l'imaginent. Encore une fois, nous ne prétendons pas l'avoir épuisé. Mais nous en avons dit assez pour pouvoir conclure à l'impossibilité d'envisager utilement une réforme monétaire quelconque aussi longtemps que certaines liquidations n'auront pas été poussées beaucoup plus loin.

Que l'on soit partisan de la dévaluation, que l'on soit partisan de ramener le franc au pair d'avant-guerre, le chemin à suivre est, au début, le même. Il faut observer la même discipline : d'abord, tout faire pour que l'inflation soit à jamais proscrite; en second lieu, réduire la dette de l'État envers la Banque, afin d'abaisser le pourcentage des actifs immobilisés servant de contre-partie aux billets; enfin, réduire, dans une large mesure, soit par voie d'amortissement, soit par voie de consolidation, nos dettes flottantes intérieure et extérieure.

La sécurité monétaire est à ce prix. La loi ne saurait créer la stabilité des prix et du change si cette stabilité n'est déjà dans les éléments fondamentaux sur lesquels reposent la valeur et l'avenir de la monnaie.

***

De ce qui précède, il ne faudrait pas conclure que tout est à faire pour rétablir la situation. Certes, nous avons encore de gros sujets de préoccupation. Mais un effort immense a été accompli. Nous ne sommes pas au port. Nous en approchons cependant et, si nous jetons un coup d'œil en arrière sur le chemin parcouru, nous y trouvons le plus précieux des réconforts.

Voyons d'abord ce qui a été fait dans le domaine des réparations.

La restauration des régions dévastées est aux trois quarts terminée. A l'armistice, nous nous sommes trouvés en face de 750 000 maisons d'habitation à reconstruire; près de 23 000 usines à reconstruire ou à réparer; 4 000 kilomètres de voies

ferrées à rétablir. Au 1er juillet dernier, plus de 600 000 habitations avaient été refaites, 182 000 étaient réparées. Le nombre des habitants des régions libérées avait passé de 2 075 000 fin 1918 à 5 298 000. Les travaux de reconstruction d'usines et de voies ferrées étaient, pour ainsi dire, terminés; la presque totalité des terres de culture avait été remise en état.

Ces chiffres se passent de commentaires. Ajoutons cependant que cette réincorporation progressive des départements du Nord et de l'Est dans le cadre de la production nationale, des échanges et aussi de l'effort fiscal, a grandement contribué au rétablissement de l'équilibre économique et au redressement de nos finances. Pour 1924, les impôts payés par les régions libérées s'élèveront à plus de 4 milliards, soit 20 p. 100 du total des recettes publiques. La proportion en 1923 était de 21 p. 100.

Où en est l'équilibre économique?

Nous pourrions multiplier les indices favorables, montrer les progrès réalisés par nos principales industries (houille, métallurgie, textile), par notre agriculture, nos transports ferrés ou maritimes. Mais n'abusons pas des statistiques. Bornons-nous à considérer la situation de notre commerce extérieur.

En 1919, la balance commerciale s'est soldée par un déficit de près de 24 milliards et l'année 1920 y a ajouté 23 milliards. Or l'équilibre est maintenant rétabli : l'année 1924 laissera même un excédent d'exportations qui, pour le premier semestre, était déjà de 1 milliard et demi. Sans doute, il ne faut pas attribuer à ces chiffres une valeur absolue; ils sont faussés par les variations constantes du franc. Au surplus, ces variations contribuent à développer nos ventes au dehors dans des conditions quelque peu anormales et que nous devons souhaiter accidentelles. Néanmoins, la tendance reste des plus favorables. Elle est, d'ailleurs, confirmée par la statistique du tonnage des entrées et des sorties.

L'excédent commercial que font apparaître les relevés de l'Administration des Douanes pour 1924 ne donne qu'une idée incomplète de la situation. Chaque année, la France est visitée par un flot grandissant de touristes qui viennent consommer sur place les francs qu'il a fallu céder pour

payer nos déficits commerciaux antérieurs. Si l'on ajoute à cet élément compensateur les investissements que les étrangers ont fait, dans notre pays en immeubles, domaines, valeurs mobilières, leurs participations dans certaines de nos entreprises, il est vraisemblable que ce passif a été réduit dans de très fortes proportions. Peut-être approchons-nous de l'heure où il ne sera plus inquiétant pour notre change.

Bref, notre économie est maintenant sortie de l'état de désorganisation où la guerre l'avait laissée. En dépit des difficultés que connaissent et connaîtront encore certaines industries, elle offre à l'avenir du franc un point d'appui extrêmement solide.

Voyons maintenant la situation financière. Là aussi, de grands progrès ont été réalisés. Nous avons résorbé peu à peu le déficit budgétaire et, pour l'an prochain, nous pouvons entrevoir le retour à l'équilibre.

Quelques chiffres seulement pour illustrer la situation : en 1919, le déficit atteignait bien près de 24 milliards, compte tenu des dépenses permanentes du budget spécial des réparations. En 1920, il tombait à 19 400 millions; 12 800 millions en 1921; 11 500 en 1922; 8 400 millions en 1923. En 1924, il ne semble pas devoir dépasser 4 milliards, peut-être même n'atteindra-t-il pas ce chiffre. L'amélioration a été, on le voit, rapide et continue.

A quoi est-elle due? A la fois à un gros effort de compression des dépenses et à une augmentation régulière des recettes. Ces dernières ont passé de 11 milliards et demi en 1919 à 27 700 millions en 1924. Dans le projet de budget de 1925, elles sont comptées pour 33 milliards en chiffres ronds.

Depuis 1919 jusqu'à la fin de cette année-ci, le contribuable français aura fourni à l'État environ 110 milliards. Dans le même temps, la coopération de l'épargne à l'œuvre de la restauration nationale aura été d'à peu près 130 milliards. Ces totaux, bien entendu, sont sujets à revision; ils permettent néanmoins de se faire une idée de l'ordre de grandeur de l'effort accompli.

Voilà des résultats. Pour savoir exactement à quoi ils correspondent, il faudrait corriger ces chiffres, en tenant compte, aux différentes époques, du coefficient de dépréciation de la monnaie. Mais, compte tenu de cette correction, l'effort reste, malgré tout, immense; il témoigne à la fois d'un grand courage et d'une volonté indéniable de sortir de l'ornière du déficit.

Nous a-t-on assez reproché d'y être restés trop longtemps! Loin de nous l'idée de prétendre que tout a toujours été pour le mieux. Nous aurions pu faire plus et plus tôt, si nous avions consenti à envisager le problème sous l'angle d'une répartition plus générale et aussi — pourquoi ne pas le dire? — plus équitable des charges à supporter.

Il ne faut toutefois pas oublier au milieu de quelles difficultés formidables s'est poursuivi ce relèvement : une économie désorganisée; dix de nos départements les plus riches et les plus industrieux complètement ravagés; des finances obérées par quatre années de guerre et néanmoins obligées de suppléer à la carence d'un débiteur systématiquement défaillant; enfin — et ceci est peut-être ce qu'il y a eu de plus douloureux — c'est dans une atmosphère de défiance internationale, empoisonnée par les mensonges d'une propagande haineuse, presque abandonnés par nos frères d'armes, qu'il nous a fallu relever nos ruines, refaire notre situation.

Nous pouvons regarder avec quelque fierté l'œuvre accomplie; elle doit nous être un encouragement à persévérer et à la mener jusqu'au bout.

***

Nous terminerons cette étude par quelques mots sur le rôle de l'emprunt, actuellement en cours d'émission, dans la préparation de l'œuvre de demain.

Si l'on veut bien comprendre la portée de cette opération, il ne faut pas l'isoler du programme général d'assainissement financier et monétaire dont elle fait partie. Ce programme comprend d'une part le retour à l'équilibre budgétaire, de façon que la Trésorerie n'ait plus à subir le contre-coup des

déficits; d'autre part, la liquidation progressive du découvert accumulé au cours des précédents exercices.

L'emprunt est destiné à amorcer cette liquidation.

Il vise à dégager la Trésorerie et à lui permettre de faire face à ses charges sans recourir aux avances de la Banque. Il vise, en même temps, et par voie de conséquence, à réduire la circulation des billets créés pour les besoins de l'État, afin que la Banque recouvre de plus larges possibilités en vue de satisfaire aux demandes de crédit du commerce.

Si ces deux résultats sont obtenus; si la Trésorerie reçoit de l'épargne le moyen de couvrir ses engagements, sans faire appel à la Banque; si la Banque recouvre plus d'élasticité pour son émission, ce sera l'acheminement certain vers le mieux-être monétaire et la voie ouverte au rétablissement de cette sécurité du franc qui doit être le vœu de tous les Français.

Il s'agit donc non plus d'un palliatif éphémère, comme dans les précédentes opérations du même genre, mais d'une mesure décisive. De son succès découlera la politique monétaire qu'il nous faudra suivre demain. Si ce succès est grand, ce sera le franc consolidé et consolidé par la volonté formelle de l'épargne qui aura compris son véritable intérêt. Sinon, c'est par d'autres moyens que cette consolidation devra être assurée et le crédit du billet de banque défendu.

J. DECAMPS

LES LIVRES D'HISTOIRE

En Grèce. — La Civilisation égéenne. La Formation du Peuple grec.

L'histoire ancienne a son charme. Elle a le charme des vieilles choses, des belles ruines, des horizons aux grandes lignes d'autant plus pures que le détail en échappe. Elle laisse du champ à l'imagination. Elle est la poésie des hommes positifs : l'épopée n'est-elle pas la première forme de l'histoire ancienne? Et quand il s'agit de l'histoire grecque, si lumineuse jusque dans la nuit de ses légendes, au charme s'ajoute la reconnaissance. Sans ce peuple unique dans le monde antique, l'humanité ne serait pas ce qu'elle a été. Ce n'est pas par hasard que six volumes lui sont consacrés sur les cent qui retraceront « l'évolution de l'humanité », dans la précieuse collection menée d'une main si sûre par M. Henri Berr, directeur de la *Revue de Synthèse historique.*

De cette longue marche à travers beaucoup plus de quarante siècles, la Grèce a marqué l'étape décisive. Nous lui devons la qualité suprême, celle qui est la marque du civilisé : la précision de l'esprit. M. Bergson l'a dit ici même en termes qu'on ne saurait trop reproduire. « C'est une grande erreur que de voir dans la précision une qualité naturelle ou naturellement acquise, je veux dire un degré de perfection où l'intelligence humaine se fût haussée de toute manière, en suivant simplement les indications de la nature. Une analyse attentive des facultés intellectuelles nous montre qu'elles ont été faites,

avant tout, pour les besognes courantes de la vie : or, pour ces besognes, un *à peu près* suffit. La précision a été une invention. Comme toute invention, elle a surgi en un certain lieu, à une certaine date; et elle aurait pu ne pas être. Elle n'aurait peut-être jamais paru dans le monde si les Grecs n'avaient pas existé. »

Comment a pu se former ce peuple élu, prototype resté inégalable des peuples civilisés? Par quels degrés s'est-il élevé de la barbarie primitive à la perfection de l'âge classique? Deux des volumes de la collection Berr nous le disent avec une autorité qui ajoute pour le lecteur à l'attrait de la nouveauté celui de la sécurité : *la Civilisation égéenne* de M. Glotz, et *la Formation du Peuple grec* de M. Jardé.

***

La civilisation égéenne, c'est celle dont le nom longtemps fabuleux du roi Minos perpétue le souvenir. La mer Égée est le type de la mer intérieure : c'est un vrai lac, jalonné d'îles accueillantes qui favorisent la traversée d'une rive à l'autre; la mer n'est pas ici une séparation, mais un lien. Les détroits portent des noms qui indiquent le contact entre les deux continents : l'Hellespont, c'est le « passage des Hellènes », le Bosphore, c'est l'endroit où transitent les bœufs. Les étymologies légendaires, ici comme ailleurs, ne sont venues qu'après coup. Tout cela est déjà esquissé dans un ouvrage collectif, *l'Hellénisation du monde antique*, paru à la veille de la guerre, ce qui explique qu'il n'ait pas été aussi remarqué qu'il aurait mérité de l'être. La plus grande part en est due à un jeune érudit, Adolphe Reinach, qui était déjà un prodige de maturité et de science à l'âge où les meilleurs sont encore des écoliers, et dont la mort sur le front, au mois d'août 1914, a été pour cet ordre d'études une perte irréparable. C'est lui qui devait écrire le volume sur la civilisation égéenne, dont M. Glotz, déjà absorbé par une autre tâche, a eu le dévouement d'accepter et de porter brillamment la charge supplémentaire.

Dans ce petit monde égéen, à la fois ouvert sur le large et fermé par l'amphithéâtre de ses côtes, s'est déroulée la première phase de la civilisation grecque, d'abord dans les îles et

notamment en Crète, avant de pénétrer sur la terre ferme sous la forme de la civilisation mycénienne. Elle a précédé la civilisation phénicienne, qu'on a prise longtemps pour une ancêtre, et dont le rôle diminue par le fait même qu'elle se trouve rapprochée. La grande époque de la Phénicie, de son rayonnement et de sa suprématie dans la Méditerranée, répond à la période qui va de 1100 à 800 avant J.-C. La fondation de Carthage, qui en marque le terme suprême, est de la fin du IXe siècle. La civilisation égéenne est de beaucoup antérieure, la puissance crétoise bat son plein de 1700 à 1400. Le Minos légendaire est du XVe siècle, le palais de Phaistos est détruit vers 1450, le mari de Pasiphaé trône à Cnossos et règne sur la mer jusque vers 1400. Minos est du reste moins un nom propre qu'un titre dynastique, porté par un roi-prêtre, représentant du dieu-taureau, le minotaure. Il y a des Minos en Crète, comme il y a des Pharaons en Égypte. Tout cela finit par une surprise, par un coup de main qui fait l'effet d'un coup de foudre. Le mystérieux palais, le labyrinthe, est assailli et incendié en pleine sécurité, en plein travail pacifique : une amphore à peine dégrossie est encore dans l'atelier.

Une population achéenne, venue du Péloponèse, apparaît. Le sceptre de la domination passe aux dynastes d'Argolide, aux constructeurs des acropoles de Tyrinthe et de Mycènes. Et quand on pense que la période crétoise elle-même est loin d'être ce que nous atteignons de plus reculé, que, depuis plusieurs millénaires, une civilisation égéenne plus ancienne avait eu pour centre les îles de la mer Egée, on se rend compte qu'il s'agit là d'un des plus vieux berceaux de la civilisation primitive. C'est un enchantement intellectuel du temps présent que de voir, à la lueur des fouilles qui ont renouvelé l'histoire ancienne, surgir des perspectives presque infinies derrière le décor relativement récent qui nous masquait le lointain passé. Comme les légendes grecques sont courtes auprès de la réalité! On montrait encore à Sparte, du temps de Pausanias (l'auteur du *Guide bleu* d'alors), l'œuf de cygne pondu par Léda, après son aventure avec Jupiter. De cette illustre coquille étaient sorties la belle Hélène et la guerre de Troie. Cet œuf était en réalité un de ces œufs d'autruche, de provenance égyptienne, dont les princes égéens et mycéniens

aimaient à parer leurs pièces de réception. C'est moins poétique, — si l'on veut, — n'est-ce pas autrement suggestif?

Mais d'où vient que dans ce pays se soit allumé de si bonne heure, le flambeau destiné à ne pas s'éteindre? C'est là le fameux « miracle grec ». On invoque l'influence du milieu, du climat, du sol, qui ouvrent tous les espoirs, mais sans dispenser de l'effort, seul facteur positif du progrès. Il faut en effet, pour qu'une civilisation se développe, que le milieu ne lui en refuse pas la possibilité, mais ce n'est pas suffisant, car, dans les mêmes conditions, dans la même ambiance, toutes les populations n'arrivent pas au même degré. Le miracle grec, c'est l'utilisation parfaite de toutes les possibilités favorables. Il n'est nullement fatal qu'un pays évolue comme nous voyons qu'il l'a fait : c'était simplement une des chances à courir. La nature, avec ses obstacles et ses ressources, a moins d'influence sur le développement d'une région géographique que le caractère de la race qui s'attaque aux obstacles et qui met en valeur les ressources. La race grecque est spécialement sociable : c'est en pensant à elle qu'on a pu dire que l'homme est un « animal politique », c'est-à-dire qui aime à vivre en sociéte organisée et qui sait s'organiser.

Par quelles phases a passé ce travail de conquêtes sur la nature brute, de mainmise sur les forces hostiles, la science actuelle ne nous permet pas encore de le savoir en détail et avec certitude. Les fouilles, malgré tout, parlent moins clairement que les textes; il y a des choses qu'elles ne disent pas, qu'elles ne peuvent pas dire. Pour éclaircir les mystérieuses origines de la civilisation égéenne, il nous manque la bibliothèque de Minos, — ou plutôt il nous en manque la clef, car, la bibliothèque de Minos, nous l'avons trouvée à Cnossos, bien qu'elle ait été brûlée. C'est même parce qu'elle a été brûlée que nous l'avons. Ces milliers de tablettes d'argile couvertes, les unes d'hiéroglyphes (par exemple le disque de Phaistos), les autres de caractères cursifs qui sont déjà des lettres grecques archaïques en puissance, ont été durcies par la flamme au lieu d'être anéanties comme n'eussent pas manqué de l'être des manuscrits. Au lieu de tomber en poussière, elles ont duré jusqu'à nous, garanties contre l'effritement des siècles par le baptême du feu. Elles contiennent peut-être le secret des

temps ignorés, le malheur est que nous ne pouvons les déchiffrer, il nous manque l'indispensable point de départ d'un texte bilingue.

***

Le peuple grec, bien que la première civilisation grecque se soit développée dans la mer Egée, n'est pas le peuple des îles, et n'en descend pas. Ni les Egéens, ni les Crétois ne sont des Hellènes. Sont-ils même des Pélasges? Ce nom commode autant qu'imprécis désigne chez les anciens les populations antérieures aux Hellènes, populations aussi primitives que celles de la Polynésie, il y a un siècle, qui en sont encore à l'âge de la pierre polie et parlent des langues étrangères à la famille indo-européenne. Les insulaires de la mer Égée sont évidemment supérieurs aux Pélasges de l'intérieur, ce qui ne prouve pas qu'ils ne leur fussent pas apparentés, ce qui prouve encore moins qu'ils le fussent. Il y a là des ténèbres que rien ne permet encore de percer. De cette période des origines les anciens Grecs ne savaient rien. C'était le domaine de la mythologie et de la fable. Homère en était l'oracle.

Ce qu'on aperçoit seulement, c'est que les peuplades aryennes d'où sortiront les Hellènes sont venues par l'Asie Mineure, par les détroits, et qu'elles ont commencé par encercler le littoral septentrional de la mer Égée, du golfe de Smyrne à l'isthme de Corinthe. Ce sont là les « peuples de la mer », dont parlent les textes égyptiens, et dont plusieurs ont des noms faciles à identifier à travers les transcriptions pharaoniques : Mysiens, Dardaniens, Lyciens. Les Achéens figurent dès la fin du XIIIe siècle parmi les ennemis de Merenptah (ou Menephtah), et on les retrouve alliés des Philistins contre Ramsès III vers 1190. Ces Achéens, c'est la première alluvion hellénique. Leur nom est celui dont se servent les poèmes homériques pour désigner l'ensemble des Grecs. Arrivés par le nord, ils font d'abord un stage en Épire, dont l'oracle de Dodone garde le souvenir, puis en Thessalie, au sud de laquelle la Phtiotide conservera leur nom jusqu'à l'époque classique. Par les Thermopyles, ils descendent vers le Péloponèse, en évitant l'Attique et envahissent l'Argolide. Un autre groupe franchit l'entrée

resserrée du golfe de Corinthe, peuple la région qui a toujours porté et qui porte encore le nom d'Achaïe, puis, contournant le plateau arcadien, rejoint en Laconie ceux qui y sont venus par l'Argolide. De là, ils passeront en Crète, où nous les trouvons établis au XIIIe siècle, en train de rebâtir à leur manière, le palais de Phaistos. Ils sont signalés à Chypre au siècle suivant, et le dialecte de l'île, le plus ancien de tous, sera longtemps le dernier survivant de l'achéen primitif. Les Achéens ont recueilli, — ou pour mieux dire ravi l'héritage des Egéo-Crétois, mais on voit que ce n'est pas leur patrimoine, ils ne sont pas des héritiers naturels.

Ce mouvement d'expansion et de colonisation des Achéens est accentué par l'arrivée d'une nouvelle couche d'immigrants, de même race et de même langue, ce sont les Doriens. Il faut leur faire de la place, ou, pour mieux dire, ils se la font eux-mêmes en refoulant ceux qui les ont précédés sur la même route. Ils viennent de l'Illyrie, l'Albanie actuelle. Ils descendent par l'Épire et l'Étolie, d'où ils rejettent les Achéens. Le Zeus de Dodone se transporte sur l'Olympe. Ces nouveaux venus sont fortement mélangés d'éléments à peine hellénisés. La région montagneuse de l'Étolie et de l'Acarnanie restera toujours assez barbare : Thucydide la donne comme exemple de ce que devait être la vie aux temps archaïques, l'Épire ne sera admise dans le monde grec que très tardivement (au IIIe siècle), l'Illyrie ne le sera jamais, et restera toujours une barrière contre les progrès de l'hellénisme vers l'Adriatique.

Les Doriens pousseront plus au sud. Ils suivent la même marche que les Achéens, et, comme eux, laisseront leur nom à une petite région montagneuse de la Grèce centrale : c'est la Doride, qui commande l'entrée de la Béotie. De là ils conquerront le Péloponèse. Mais leur invasion n'a pas au début l'allure d'un torrent dévastateur. Ils ne sont pas nombreux, ils s'infiltrent le plus souvent en petites bandes facilement absorbées, qui donnent du muscle aux populations avec lesquelles elles se fondent. Du reste ils diffèrent beaucoup moins des autres Grecs qu'ils ne le feront plus tard. Leur caractère conservateur, aristocratique et militaire était celui de toute la Grèce à cette époque. Le Dorien, pour nous, c'est le Spartiate, mais le Spartiate c'est un modèle stylisé, stéréotypé, dû à des

conditions spéciales qui n'existaient pas partout où il y avait des Doriens. C'est la guerre perpétuelle contre tous ses voisins qui a raidi Sparte dans l'attitude conventionnelle où elle est restée drapée devant la postérité.

Malgré leur petit nombre et leur tendance à s'assimiler la civilisation mycénienne, comme les Achéens s'étaient assimilé la civilisation minoenne, les Doriens provoquent un exode. La dépossession des Achéens est parfois brutale; l'infiltration, vers 1200, tourne à l'irruption. C'est ce qu'on appelle le « retour des Héraclides ». Les vaincus se cherchent de nouvelles patries. « Les îles étaient sans repos », dit Ramsès III. Au premier flot de colons, les Eoliens, les « sang-mêlé », succède un flot plus prolongé, mais encore plus mêlé, celui des Ioniens, peu différents comme origine, mais venus plus tard, et qui doivent aux femmes qu'ils épousèrent en Asie des habitudes de mollesse et de luxe inconnues de leurs ancêtres comme des autres Hellènes. Il y a là comme une protestation ou une demi-renaissance de la civilisation égéenne, en réaction contre la rudesse nordique du dorien. Le dorien, c'est l'âge du fer, qui succède à l'âge du bronze mycénien. La tradition intercalait quatre générations entre la colonisation éolienne et la colonisation ionienne, et plaçait la première en épilogue de la guerre de Troie. L'éolien Diomède, fondateur légendaire de plusieurs cités de la Grande Grèce, est un héros de l'Iliade. Les Eoliens, sur le rivage anatolien, colonisent le nord, les Ioniens le centre, les Doriens le sud.

Désormais il n'y aura plus en Grèce de grands déplacements de populations. Le peuple grec est forgé, il a conscience de son unité, dont la légende d'Hellen et de ses fils est la consécration. Mais cette unité, qui s'atteste aux Grands jeux nationaux, n'exclut pas la diversité. C'est une unité sentimentale. La Grèce n'a jamais connu ni même imaginé l'unité politique. Ce morcellement a été pour elle une cause de faiblesse et d'impuissance à l'égard du monde étranger; il a d'autre part exalté le sentiment de l'émulation entre cités, une des formes du patriotisme dans les petites patries.

Pour nous la lutte entre États grecs évoque surtout la séculaire rivalité entre Sparte et Athènes. Nous sommes tentés d'exagérer les antipathies entre les deux cités et surtout

d'en exagérer le caractère fatal. C'est peu à peu, par le travail des siècles et des hommes, qu'Athènes est devenue la terre classique de la démocratie tandis que Sparte, qui se piquait de ne pas évoluer, prétention dont il ne faut pas d'ailleurs être dupe, se dressait comme le rempart de l'ancien régime. Il est exact que Sparte est un camp et que le citoyen est un soldat, mobilisable jusqu'à soixante ans. Sparte, même en temps de paix, est toujours en « état de danger de guerre », comme on dit en Allemagne. Le Spartiate est forcé d'habiter la ville, il ne peut voyager sans permission, il ne quitte jamais l'uniforme, cette tunique purpurine sur laquelle le sang ne se voit pas. Jusqu'à trente ans, il couche à la caserne, et, à tout âge, il reste astreint au repas du soir en commun, à la table des quinze hommes de son escouade. La discipline l'enserre, du matin au soir et du berceau au cercueil, dans un réseau de fer. Dès sa naissance, un conseil de revision décide s'il est apte au service, c'est-à-dire digne de vivre. A sept ans, il est enfant de troupe; de dix-huit à vingt, il est constamment en grandes manœuvres. Naturellement tout métier, tout travail manuel, lui est interdit. Il vit du revenu de son domaine patrimonial, cultivé par les hilotes, domaine inaliénable et indivisible qui se transmet d'aîné en aîné à la façon d'un majorat. « Sparte, dit avec clairvoyance Montesquieu, est une armée entretenue par des paysans. »

Toute armée reposant sur cette conception est forcément une caste nobiliaire. Les mamelouks d'Égypte agissent de même à l'égard du fellah. On objectera que les Spartiates sont tous égaux, et c'est ainsi en effet qu'ils se désignent entre eux. En dehors des deux familles royales, ils n'ont pas de familles nobles. Mais c'est une façon d'exprimer qu'ils sont tous nobles au sens féodal du mot. Les cadets de famille, dénués d'héritage, doivent se tirer d'affaire et y arrivent parfois en acquérant des terres restées en dehors du domaine inaliénable. S'ils n'y réussissent pas, s'ils ne peuvent plus vivre en citoyens spartiates, c'est-à-dire sans travailler et en apportant leur quote-part au repas en commun qui est un pique-nique avec un menu officiel minimum, ils sont déchus de leur qualité de citoyens, comme perdait sa qualité un noble qui avait dérogé. Ils tombent dans la catégorie des « Inférieurs »,

autrement dit, des citoyens privés de leurs droits politiques.

Là est l'explication d'un phénomène que tous les historiens ont signalé et qui n'a pas toujours été bien compris. Le nombre des Spartiates a sans cesse été en diminuant, malgré les encouragements les plus impérieux au mariage et à la natalité. On parlait de 9 000 à l'époque du fabuleux Lycurgue, Hérodote en comptait 8 000 de son temps, Aristote ne les évalue plus qu'à un millier. Il n'en restait que 700 au IIIe siècle, quand les rois Agis et Cléomène tentèrent leurs réformes.

Cette disette a son contre-coup sur la composition des armées. L'élément spartiate s'y raréfie à chaque génération. A Platée, il y a 5 000 combattants Spartiates; à Leuctres, un siècle après, il n'y en a plus que 700. Le gros de l'armée est formé de plus en plus d'« inférieurs » qui sont des citoyens déchus, de « périèques » qui sont des Laconiens libres, et même d' « hilotes », qui sont nos serfs attachés à la glèbe, et qu'on affranchit s'ils doivent servir dans les hoplites. Les Spartiates ne fournissent plus que des cadres, et même à la fin de simples cadres d'officiers supérieurs. L'armée d'Agésilas ne compte que 30 Spartiates pour 8 000 hommes. Ce n'est pas faute de naissances : les femmes Spartiates, soumises à une culture physique intensive, sont réputées les meilleures nourrices de la Grèce. Et pourtant le citoyen Spartiate disparaît. A quoi imputer ce phénomène incontestable? A deux causes principales. D'abord beaucoup meurent à la guerre : ils ne doivent pas quitter leur poste, ils se font tuer sur place sous peine de dégradation, tandis que les non citoyens ne connaissent pas ce point d'honneur. Aux Thermopyles, les alliés se retirent, quand ils se voient tournés, mais les 300 Spartiates de Léonidas succombent jusqu'au dernier « pour obéir aux lois ». A Leuctres les pertes du contingent spartiate sont de 57 p. 100, celles des corps laconiens de 30 p. 100 seulement. Malgré tout, la plus grande cause de la disparition des citoyens, c'est l'exigence d'un minimum de revenu. Le nombre total des Spartiates ne diminue guère; ce qui diminue, c'est le nombre des Spartiates citoyens. La preuve que les autres ne manquent pas, c'est que le roi Agis, voulant relever le chiffre des citoyens, propose de distribuer des terres et de rendre ainsi leurs droits à 4 500 Spartiates sortis des rangs de la cité.

L'Athénien est différent, surtout il devient de plus en plus différent du Spartiate au cours des siècles. Nous connaissons mieux Athènes que Sparte. On l'a toujours plus étudiée, et elle s'est elle-même plus étudiée. Sparte n'a produit ni un historien, ni un penseur. Athènes, pour nous, c'est la Grèce, avec ses qualités et ses défauts au maximum. La population se croit et se vante d'être autochtone. On montre à l'Acropole le mur « Pélasgique », qui est un brevet d'antiquité, mais dont le nom n'est qu'un jeu de mots : c'est en réalité le « pélargicon », le « mur aux cigognes », mais les Pélasges font mieux dans le tableau. Il est d'ailleurs exact qu'on ne trouve pas trace en Attique de populations conquises et réduites au servage. La population athénienne est — ou est devenue de bonne heure — homogène. Les invasions sont si lointaines qu'on en a perdu le souvenir. Les Athéniens se rattachent aux Ioniens, avec qui, ils ont en effet beaucoup de traits communs, mais l'idée de cette parenté est relativement récente : c'est lorsque Athènes devient la suzeraine de la mer Égée qu'on s'habitue à voir en elle la métropole de l'Ionie. Elle n'adoptera officiellement l'alphabet ionien qu'en 403. Athènes est d'ailleurs accueillante et hospitalière, ce qui est conforme à son évolution démocratique. Clisthène donne d'un seul coup le droit de cité à tous les étrangers domiciliés depuis assez longtemps pour être considérés comme de vrais Athéniens. Les métèques ont toujours partie liée avec le parti démocrate.

***

N'insistons pas. Notre but est atteint si nous en avons dit assez pour donner au lecteur l'idée de demander le reste à M. Glotz et à M. Jardé. L'hellénisme a conquis le monde ancien, et le monde moderne tomberait dans le matérialisme et la vulgarité, du jour où il ne serait plus sensible au charme de cette fleur délicate dont l'humanisme respire encore le parfum, bien que le vase qui la contenait soit depuis longtemps brisé. L'hellénisme n'a jamais été réalisé, au sens national. Il s'est heurté au particularisme de la cité. Ce qui a triomphé, c'est l'hellénisme international. A partir d'Alexandre, on peut dire que la Grèce n'a plus de frontières. Devient hellène tout ce

qui est hellénisé. L'hellénisme ne repose plus sur une communauté de race, mais sur une communauté de civilisation, c'est pourquoi il est indéfiniment extensible. Alexandre a rêvé d'un monde hellénisé devenu une monarchie universelle. Et ce rêve, à en juger par le fruit durable de sa domination éphémère, n'était peut-être pas de la mégalomanie.

Sans doute l'expansion altère la pureté de tout principe. La civilisation « hellénistique » n'a plus le goût, la mesure, la souveraine raison que célèbre « la Prière sur l'Acropole », mais d'autre part elle puise une vie plus capiteuse en prenant racine sur des terres vierges. « Une rose d'automne est plus qu'une autre exquise. » Entre Alexandre et Auguste la Grèce est devenue le patrie intellectuelle et morale de tout esprit cultivé. La « paix romaine » n'eût été qu'un esclavage, elle doit à l'hellénisme son caractère d'humanité. « En se détachant de la cité, qui avait été son berceau, dit Alfred Croiset, la pensée grecque a perdu beaucoup de sa fleur et de sa fraîcheur savoureuse. Elle est devenue moins créatrice et moins originale. Mais, par sa clarté persistante, par sa raison, par sa netteté didactique, elle a été un instrument d'éducation universelle. » Elle l'est toujours. On comprendra que nous ayons tenu à mettre cette conclusion sous le patronage d'un esprit infiniment fin et distingué, qui eut le culte de l'antiquité, sans qu'on puisse l'accuser d'en avoir eu la superstition.

A. ALBERT-PETIT

LE THÉATRE ET LE CINÉMA

Dans un de ces articles de critique si vivants, où excelle l'esprit ouvert, curieux et intuitif de M. Henry Bordeaux (paru dans le *Monde Illustré*) —, je remarque une fois de plus la tendance des esprits les plus distingués à rapprocher l'un de l'autre le théâtre et le cinéma, surtout en France. Certains penseront que c'est faire grand honneur à l'art muet. D'autres, dont je suis, verront dans cette confusion une de ces méprises radicales qui font de notre art cinématographique un parent pauvre du cinéma américain, suédois ou allemand. Seuls les artistes d'avant-garde ont compris chez nous que le cinéma était chose nouvelle, insolite; que l'on découvre peu à peu ses lois, ses moyens d'expression et ses conséquences considérables.

La première différence essentielle entre la scène et l'écran réside en ceci : « Le théâtre est un genre qui a, comme la sculpture, la peinture, atteint une perfection, un style qui ne sera jamais dépassé, où l'inconscient s'équilibre avec les données les plus rigoureuses de l'esprit. Tout autre chose est le cinéma. Enfant de génie, en vingt années environ, il s'est élancé des tentatives documentaires du théâtre photographié (*La mort du duc de Guise* ou la *Dame aux Camélias* avec Sarah Bernhard), à ces grands films dont je parlais récemment, ceux de Griffith, ceux de Douglas Fairbanks et de Charlie Chaplin, — ceux d'Abel Gance, de Delluc et de l'Herbier, — aux mystérieuses évocations allemandes de *Caligari*, des *Trois Lumières* et du *Montreur d'Ombre*. Et ce ne sont là que débuts, tentatives incertaines, coups de sondes,

alphabets d'un gigantesque livre qui s'écrit au jour le jour. Mais les débuts sont déjà beaux et saisissants.

M. Henry Bordeaux, de qui l'esprit s'intéresse à toutes les manifestations de la vie, et qui est un des piliers de cette société de propagande française par le film auquel nous devons le remarquable *Miracle des Loups*, paraît bien croire que théâtre et cinéma sont proches parents. Je voudrais tenter d'expliquer ce qui me semble contestable dans cette thèse.

***

« Théâtre et cinéma, dit-il, ont gardé chez nous leur prestige. Nous sommes un peuple amateur de la vie en société et de toutes les distractions. Le théâtre est l'art social par excellence puisqu'il s'adresse aux hommes assemblés. Il les contraint à mettre en commun leurs préférences... En réalité il (le théâtre) n'a pas la portée du livre, parce qu'on lit dans la solitude. Le livre est un dialogue qui s'échange entre l'auteur et le lecteur. Le lecteur s'arrête, fait un retour sur lui-même, réfléchit, reprend ou passe. Il a sa part dans le livre. Tandis que le spectateur est entraîné sans effort, sans contribution personnelle, par les acteurs qui s'agitent sur la scène et ne lui laissent pas le loisir de méditer. »

Durant presque toute son étude, M. Henry Bordeaux ne parle que de l'art dramatique, pour en déplorer la décadence depuis la guerre. Il ne revient au septième art qu'aux dernières lignes, pour réclamer des sujets de film plus intelligents, mieux mis au point. L'avenir du cinéma français, conclut l'auteur de *La Neige sur les pas*, est avant tout dans le choix du sujet qui viendra heureusement compléter l'action de notre littérature.

Je suis bien fâché de n'être pas de l'avis du célèbre romancier. Mais je ne crois pas davantage à l'importance primordiale du sujet dans un film, qu'à la parenté du film et du théâtre. Une célèbre actrice, qui est aussi une femme d'une grande intelligence, madame Simone Porché, disait un jour : « Le cinéma et le théâtre sont deux arts tellement différents que, pour exprimer à l'écran ou à la scène un même sentiment, une même émotion, il faut recourir non seulement à des

moyens d'expression différents, mais à des moyens contraires. » L'élément même de la comédie ou du drame, c'est la parole. Le geste n'est qu'accessoire. L'élément essentiel du film n'est pas non plus le geste, la parole moins encore (on devra supprimer ou diminuer les *titres*), c'est l'image. Une belle phrase littéraire ou dramatique sera composée d'un choix heureux de mots. Une belle phrase cinématographique sera composée d'un choix heureux d'images, et — là est le point important — d'images enchaînées d'après un certain rythme, soigneusement réglé. L'essence même de la comédie ou du drame, c'est la vérité psychologique et la justesse de l'expression, la splendeur verbale. Celle du film, c'est un certain rythme, au pouvoir suggestif, enchaînant les images mouvantes — belles de cette beauté spéciale, mal connue (comme tout ce qui touche l'écran) : la beauté photogénique. Et s'il me fallait rapprocher le cinéma d'un autre art, ce ne serait pas du théâtre, son pire ennemi, — car il est expression définie, non suggestion indéfinie, — mais de la musique et de la poésie.

Comme la lecture, il est un dialogue entre l'auteur et le sujet (lecteur, spectateur), — parce qu'il gagne à la solitude, qu'il demande un effort très grand, une accoutumance, une discipline sévère de l'esprit. M. Henry Bordeaux ne paraît pas admettre complètement la rigueur de cette discipline spirituelle. A-t-il vu beaucoup de films? Je ne parle pas des films célèbres. Ceux-là on y va comme au spectacle, en effet, on regarde plus ou moins distraitement, on cause avec ses voisins. Mais il y a dans les maisons d'éditions de films de petites pièces sonores et vides, — une table, quelques chaises un écran. Pas d'orchestre. Seul le doux ronronnement de l'appareil de projection trouble le silence. On est cinq ou six au plus. On reste plongé, durant des heures parfois, dans l'obscurité, en communion parfaite avec le génie secret qui fait se dérouler le rouleau d'images magiques. Alors seulement, — quand on a vu ainsi quelques centaines de films, — on commence à bien comprendre le mystère et le charme de l'Écran.

Peut-être s'attardera-t-on à cette phase *sociale*, qui apparente aujourd'hui le cinéma, pour beaucoup de personnes, au théâtre. Mais je crois qu'un jour chacun de nous aura

chez lui sa salle de projection : elle n'a pas besoin d'être grande. — On pourra, comme avec les livres, « s'arrêter, faire un retour sur soi-même, réfléchir, reprendre ou passer ». — Et c'est alors que le septième art atteindra son véritable champ d'action, qu'il contribuera à enrichir, à modeler l'âme humaine, comme la lecture de Racine, l'audition de Mozart ou de Beethoven. Le théâtre aura lui aussi, sans doute, évolué, vers quelque chose de très différent du type « Comédie française », ou des petites scènes, actuellement à la mode. Pour le moment, contentons-nous d'étudier le théâtre et le cinéma, non pas tels qu'ils devraient être ou deviendront, mais tels qu'ils existent.

***

J'ai dit que, si le cinéma me semblait plus proche du livre que de la comédie, — et ce n'est pas un paradoxe, — il se rapprochait davantage encore de la musique. C'est que sa puissance secrète réside dans le rythme et la suggestion, non pas dans la rareté du sujet. Qu'avaient de rares les sujets des tragédies grecques, thèmes indéfiniment repris et traités par de nouveaux poètes? Un des meilleurs films français, qui eut une carrière difficile plus encore que *Le Cœur Fidèle*, d'Epstein, *Fièvre*, de Louis Delluc, est une excellente illustration de cette doctrine.

Le sujet était absent ou presque. Un cabaret louche, auberge à matelots dans un grand port. Et je ne parlerai pas, bien entendu, des qualités de la prise de vue, qualités exceptionnelles, très négligées en France. Cela, c'est la technique du métier, qui correspond à la connaissance de la langue chez l'écrivain, à son génie d'expression. Des hommes et des femmes se dessinaient, étrangement poétiques. Ève Francis était une inoubliable et nostalgique fille, aux mouvements, aux expressions de belle bête soumise. Footit composait un type d'ivrogne admirable. D'autres passaient, comme des évocations de puissances mauvaises. Les matelots arrivaient, frais débarqués, brutaux, contents, enfantins, cyniques. L'un d'eux, — Van Daël, — rapportait avec un singe et des curiosités de bazars évoquant les lointains climats,

une petite Hindoue, misérable, frêle, amoureuse de cet Européen robuste et dédaigneux. J'ai revu plusieurs fois ce film de Louis Delluc. Je l'ai médité avec la même émotion qu'un beau livre, qu'un nocturne de Debussy. Il ne m'a jamais fait penser à une pièce de théâtre.

On m'objectera le film d'aventures, qui est plus spécialement fait pour l'écran, et je reconnais que le cinéma, ayant besoin de public pour vivre, est obligé de tenir compte du goût de ce public qui *veut* des fables. On connaît le mot dédaigneux et amer de David W. Griffith, l'auteur de *La Naissance d'une Nation*, du *Lys Brisé*, d'*Intolérance* et de *La Rue des rêves*. « Que veut le public au cinéma? ce public *âgé de huit ans?* Un revolver et une jeune fille. » Aussi, pour atteindre le public, il a fait des concessions qu'on lui a reprochées. Vos scénarios sont enfantins, lui a-t-on dit? Mais puisqu'il faut aux spectateurs encore juvéniles de l'Écran une « histoire », pour qu'il fixe son attention, autant prendre les sujets les plus simples. Ils auront le mérite d'être plus généraux. Dans le *Lys Brisé*, une enfant douce et timide, battue à mort par son père, et protégée par un petit chinois dans les bras de qui elle expire. Dans *La Marche vers l'Ouest*, une fille séduite, repoussée par tous; un séducteur homme du monde, un jeune et honnête fermier qui l'épousera après l'avoir sauvée au cours d'une surprenante et merveilleuse tempête. Mais ce qui fait la beauté de ces films, ce n'est pas la curiosité qu'entraînent les péripéties. C'est une exposition, une interprétation constante de l'âme des choses et de l'âme des êtres; une composition faite de tableaux, — paysages, scènes en mouvements continus, — de gestes, d'expressions, aussi soigneusement équilibrés que la composition d'une symphonie. J'ai dit à propos de Douglas Fairbanks ce qu'était à mon avis le lyrisme du mouvement. Il y a, outre celui des muscles, du corps et des expressions du visage, le mouvement de la pensée, suggestionnée par un appel constant à l'imagination, et que déchaînera telle suite de scènes, sélectionnées, avec leur durée exacte, leur éclairage, leurs rapports. Dans *Way down East*, la vue d'un perron d'hôtel illuminé pour une grande réception, avec la montée des invités en grande toilette, l'apparition du séducteur, la carrure de ses épaules, le brillant de son chapeau

haut de forme, la brutale aisance de sa démarche, évoquaient la cruelle indifférence des êtres forts et heureux vis-à-vis de la douleur, mieux que n'aurait pu le faire une scène développée, avec des détails anecdotiques. Jamais la dureté égoïste et correcte du mâle ne m'est apparue plus saisissante. La physionomie de Lilian Gish, prenant son enfant mort dans ses bras, impliquait toute son histoire, et le lamentable décor, que l'on devinait avant de l'avoir vu, d'une chambre de meublé, l'abandon, la catastrophe d'une âme. C'est par ces détails — des Français comme Gance, l'Herbier, Epstein, l'ont bien compris, — que l'art muet, atteint sa véritable grandeur. La beauté d'une course à cheval, l'effort du cavalier qui veut atteindre son but ou fuir ses ennemis touchera davantage le public, s'il est lié à une histoire. Mais il devrait se suffire à lui-même. Et j'imagine qu'on pourra peut-être un jour, — sans pour cela dédaigner d'autres genres cinématographiques, — intéresser, émouvoir nos esprits par une étude de l'angoisse chez une femme, seule le soir dans sa chambre, par la transposition filmée d'un jour d'été sur une plage, avec le jaillissement des vagues et le bondissement de corps jeunes à l'heure du bain. Il y a des pièces pour le piano qui s'intitulent : *Sehnsucht*, *Aufschwung*, *Jardins sous la pluie*. Cela ne diminue pas la puissance tragique de compositions plus développées, et les *Préludes* de Chopin n'excluent pas la *Tétralogie* ou *Carmen*. Mais je veux essayer par cet exemple de montrer que, pour les formes d'art peu intellectuelles et qui s'adressent à l'inconscient, le sujet est secondaire, parfois indifférent. *Tristan et Yseult*, c'est l'Amour, *Parsifal*, la Foi, *Carmen*, la Jalousie et l'anarchie de la vie sauvage. Quand la musique devient trop littéraire, elle dépérit. Je crains qu'il n'en soit de même pour le cinéma. Cependant il faut découvrir les lois de cette manifestation nouvelle — et si complexe — de la beauté. On n'ose trop s'écarter des règles habituelles du *spectacle*, puisque, pour cette foule immense qui subit le prestige du film, le cinéma reste un spectacle. L'éducation d'un public international ne se fait pas vite. Les explorateurs de toutes les terres inconnues, les précurseurs, sont à la fois des héros et des victimes. Tout le monde n'a pas la force de subir un destin aussi rude. Voici ce que répondait à une enquête un

metteur en scène auteur de quelques productions non indifférentes : « Il importe avant tout de faire un film qui se vende bien (ceci est strictement exact, je le reconnais). *L'art pur au cinéma n'existe pas.* La formule actuelle du film réunit les suffrages du public : *à quoi bon chercher autre chose*? Le cinéma restera un moyen restreint d'expression : il faut réserver aux autres arts seuls nos espoirs d'évolution. » Je regrette de trouver cette opinion — que l'on voudra bien me permettre de juger paresseuse et moyenne — chez un cinéaste français. Peut-être est-ce parce qu'il y a trop de fabricants de bandes qui pensent ainsi chez nous, que nous n'avons ni un Griffith, ni un Douglas, pas même d'étoiles de premier ordre. Mais les réalisateurs de l'*Atlantide* et de *Kœnigsmarck*, ces deux grands succès de l'écran français, Feyder et Léonce Perret, ne souscriraient certes pas à ces déclarations. Sans négliger pour cela les bons sujets de film, ils tentent et recherchent aussi des réalisations qui, par moment, sont admirables. Les scènes du désert, dans l'*Atlantide*, notamment la fuite de Tanit-Zerga et la mort du chameau, l'incendie de *Kœnigsmarck* étaient de très belles choses. Il faut espérer, chercher, croire surtout. Et nous aurons, un jour prochain peut-être, non pas seulement une production commerciale honorable, avec de rares tentatives d'avant-garde, mais un septième art qui connaîtra dans les années futures une réussite aussi parfaite que le théâtre au XVIIe siècle ou que le roman au XIXe. Ceux qui auraient prédit aux marins de Colomb le grand transatlantique moderne à turbine eussent paru des fous. Mais les caravelles n'empêchaient pas Vinci de chercher les lois du plus lourd que l'air, ni la traction animale d'inventer la machine à vapeur. Il faut toujours garder les yeux tournés vers l'avenir et vers les sommets, et se souvenir que le progrès est une différenciation toujours plus accentuée. Après le septième art en naîtra probablement un huitième dont nous ne pouvons encore imaginer la configuration ni l'essence. Il ne ressemblera pas davantage au cinéma que le cinéma au théâtre.

JEAN CAVALIER

TABLEAUX DE PARIS

La discussion interrompue. — « La race jaune n'existe pas. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de race jaune!... »

Celui qui prononce tranquillement ces mots, qui formule cette affirmation, avec un calme bouddhique, est un savant, un savant qui vient de la Chine où il vécut près de vingt ans, solitaire... Sa Chine n'est pas celle des côtes, le Chan-Toung, le Pétchili ou le Kouan-Toung, surpeuplés, serrés aux bords de la mer Jaune ou de la mer de Chine... Quel ton méprisant pour évoquer les ports chinois où se coudoient toutes les races et qui nous paraissaient cependant bien exotiques, tellement chinois, déjà!... Changhaï, Foutchéou...

La Chine du docteur Legendre est la Chine du Nord, quasiment inexplorée, lointaine, que ne hantent point les touristes, la Chine mystérieuse qui naît aux flancs neigeux du Thibet, traverse les déserts de la Mongolie pour aller mourir aux rives de l'Amour...

— Il n'y a pas de race jaune!...

Le docteur Legendre l'affirme de sa voix tranquille, à M. Paul Valéry, — qui veut bien le concevoir, mais demande pourtant à soumettre quelques objections, — et à madame de Noailles qui, elle, prétend ne rien entendre, se dresse toute droite dans sa pâleur, illuminant de son beau regard l'atmosphère du petit salon, entre elle et le savant. Celui-ci prend l'apparence d'un condamné, mais intransigeant et têtu. Il proteste mezzo-voce, tenace, sous les éclats de voix et l'éblouissante improvisation de la Déesse frémissante dans son étroite robe moderne, comme pour faire sortir de la

gaine de lainage les voiles blancs des muses et la galbe doré de la cuirasse dans laquelle Minerve se dresse au front nuageux de l'Olympe :

— Il n'y a point de race jaune... Il n'existe que le croisement lointain du blanc et du noir, de l'Aryen et de l'Africain...

— Voyons, monsieur, s'écrie le poète de l'*Ombre des Jours*, dans un de ces élans où le sens du comique perce avec une juvénilité qui ne s'est jamais alourdie, nous avons tous rencontré des noirs qui ont eu des enfants d'une blanche : ils ne sont jamais parvenus qu'à engendrer des produits café au lait... Jamais vous ne nous ferez croire que cette race jaune, cette race safran, avec ces beaux visages aux yeux en forme d'amande, dont l'extrémité se relève si délicatement, ait des ancêtres noirs!...

— La race jaune n'existe pas : le jaune est un métis...

— Comment! cette race si particulière, qui possède un art si personnel, dont l'architecture diffère de tout ce qu'on a jamais pu voir ailleurs, qui donne des spécimens si anciens de son génie..., dont on retrouve des vases magnifiques, datant de cinq mille ans avant Jésus-Christ!...

— ... Des vases qui ont une forme *grecque*! interrompt l'impitoyable docteur Legendre... Les Hébreux ont porté en Chine leur civilisation, bien avant que...

Je ne puis reproduire de mémoire tous les arguments du docteur, qui reprend : — ... Vous verriez les photographies de types que j'ai étudiés par centaines, par milliers, que vous retrouveriez, tout de suite, les caractères bien marqués de l'Aryen et du Noir.

Là-dessus, dans le petit groupe, un visiteur raconte qu'étant captif en Allemagne, un jour que les Français avaient enivré leurs gardiens, et peut-être s'étaient un peu grisés eux-mêmes, les Français revêtirent les uniformes de leurs surveillants qui endossèrent les leurs... Quelque lueur d'évasion donnait-elle à la farce saveur de drame? — Le narrateur assure que le changement d'uniforme consterna ceux qui s'étaient affublés des vêtements de leurs ennemis, car les traits distinctifs des deux races, prétend-il, avaient disparu.

On crie, on doute, on proteste... Le sourire de M. Paul Valéry, obligé de partir, s'efface à regret.

Le docteur Legendre lit la conclusion d'un rapport qu'il fit en Sorbonne, où se mêlent aux observations de l'ethnographe des vues politiques... Il existe plus de quatre cents millions de Chinois. Le jour où quelque peuple de race blanche éveillerait le goût de la conquête dans ces âmes léthargiques, on imagine le danger qui menacerait l'Europe.

— Quatre cents millions de Chinois! Non jamais je ne pourrai croire, s'écrie madame de Noailles, que tous ces gens-là, soient le produit de noirs et de blancs! Avant qu'ils se trouvent en état de nuire, nous avons, d'ailleurs, en ce moment, d'autres problèmes plus pressants à étudier... En ce moment, monsieur, en ce moment! s'écrie-t-elle. Ah! vous rappelez-vous le temps où l'on nous faisait verser un sou par mois pour sauver un petit Chinois? Et il y en avait quatre cents millions!...

— J'en ai vu... J'en ai vu!... répète le docteur Legendre, qui pense à ses milliers de documents photographiques...

Et nous imaginons, par contagion, de grandes coulées d'hommes jaunes, dans des rues étroites, aux maisons de bois bariolées, traversées d'enseignes multicolores et, plus haut, dans cette *Chine du Nord*, où il acquit la certitude que la race jaune n'est qu'une expression, non une réalité, sans doute parce que les infiltrations de la Sibérie voisine « l'éclaircirent », en mêlèrent le sang,... comme s'est altéré le type primitif, sur les confins de toute agglomération humaine.

Mais le savant ethnographe se lève... Cela c'est de l'art!... Madame de Noailles, d'un brusque et léger mouvement des mains, dans une de ces improvisations qui lui sont coutumières, dont on voudrait tout fixer, tout retenir, évoque un fourmillement de pagodes et de potiches, d'hommes jaunes aux vêtements bigarrés, un monde proche et lointain, qui s'évade des millénaires comme un jeune fleuve d'une source claire.

— ... Je suis un ethnographe, un ethnographe, rien de plus...

L'heure du dîner a depuis longtemps sonné. Le savant n'a pas été ébranlé un instant dans sa foi, — ce qui est logique. Mais, de son côté, l'auditoire ne semble guère convaincu. Peut-être le docteur Legendre a-t-il raison?... Qui le prouvera jamais d'une manière irréfutable? Ces premiers mélanges remontent

si loin dans l'histoire de la terre qu'on ne peut guère tenir compte encore de certaines origines... Ces travaux ne sont plus que les splendides divertissements d'esprits supérieurs, qui peuvent fournir des arguments, mais presque toujours stériles. *Demain*, n'est-il pas plus tentant, plus angoissant, plus nécessaire à dévisager que cet *hier* qui se perd dans le recul des âges...?

Et, comme M. Legendre au moment de partir s'étend encore sur les signes de dégénérescence de la race chinoise, l'auteur du *Poème de l'Amour* s'écrie :

— Mais nous sommes tous plus ou moins dégénérés, Monsieur! Et, pourtant, nous ne sommes pas des enfants de nègre. Tenez, moi, regardez mon oreille! Il parait que le lobe n'en est pas suffisamment détaché et que Charcot assurait que c'est un signe probable de dégénérescence!...

Et, sous les lourdes boucles sombres, que le petit chapeau emprisonne, madame de Noailles montre, comme un plongeur jailli des mers et soulevant à poignée les algues, une oreille petite, charmante, une coquille de nacre...

— Mais vous-même, monsieur, vous aussi montrez des signes de dégénérescence, s'écrie le poète.

— Moi! Moi! riposte le savant, qui se sauve en hochant la tête.

Et, lorsqu'il a fermé la porte, madame de Noailles se dresse dans sa pâleur, retombe sur le fauteuil, comme épuisée, son visage inclinant vers les mains qui s'approchent à sa rencontre pour le soutenir. Pourtant, ce n'était qu'un arrêt fugitif de l'élan, le geste du coureur qui s'aperçoit que son cœur est dur, et continue la course... Le poids d'une aile trop lourde s'est appesanti sur elle en passant... Mais, déjà, la voici qui s'est mise à chanter, avec des mots radieux, la jeunesse...

Au moment où une distinction bien méritée lui est, dit-on, réservée dans la *promotion Ronsard*, pensons à l'enthousiame que, trente ans plus tôt, des hommes comme Mendès eussent témoigné à ce poète dont la génération moderne, qui va se chercher si loin, ne sent peut-être pas tout le prix... Et songeons aux diamants que sont devenues, pour certains admirateurs, les larmes, les larmes charmantes, les petites larmes de Marceline Desbordes-Valmore!

***

Clinique. — Boulevard Arago, fin de crépuscule. Soir humide, atmosphère chargée d'eau qui donne aux lueurs jaunes plus de rayonnement et moins de puissance. Un estaminet où des filles se sont attablées avec leurs commensaux. Steinlen a noté ces groupes maintes fois. Et nous passons, de l'autre côté de la fragile et si peu protectrice muraille de troènes anémiques grandis en caisses, le docteur Arthur Vernes et moi.

Le docteur a gardé sa blouse blanche de laboratoire, et jeté de travers sur ses épaules un pardessus. Je surprends le regard de ces consommateurs, plusieurs regards dans un seul, à l'homme de science, qui ne les a sans doute pas même aperçus, mais qu'ils reconnaissent... Il marche, prompt et distrait, entre son laboratoire, d'où nous sortons, et la clinique installée à l'angle de la rue de la Glacière, dans des boutiques aménagées, pour recevoir la visite des contagieux et leur faire suivre le traitement qu'exige un mal « qui a tué 1 500 000 Français en dix ans. (L. Mourier.)

La boutique est peinte en blanc. Plusieurs magasins se trouvent maintenant occupés, locaux encore trop exigus pour le nombre toujours croissant des malades.

La maison que nous venons de quitter cinquante mètres plus loin, sur le boulevard Arago, avec ses trois étages de laboratoires, est remplie d'ampoules, tantôt noires de sang, fermées d'un bouchon d'ouate hydrophile, ou tantôt jaunes, offrant toutes les gammes d'un sérum obtenu avec certains mélanges ajoutés à ce sang, et révélant le degré de l'intoxication chez les sujets. Au mur et dans des dossiers qui emplissent des meubles, des graphiques, par mois, par années, sur lesquels, pour chaque mois, le trajet du mal se trouve fixé, avec ses points culminants, ses abaissements brusques ou indécis, ses remontées subites, violentes, puis, selon des indications de traitement modifié, plus ou moins de rapidité dans la décroissance et, enfin, la ligne droite, étale, au bas de la feuille, marquée de loin en loin d'un petit disque rouge ou blanc, qui indique une prise de sang ou une ponction lombaire, ligne prolongée sur certains graphiques

depuis *treize ans* et qui *ne varie* pas, n'est plus remontée, baromètre d'une température devenue à jamais sereine.

Le docteur Vernes est un de ces hommes dans la force de l'âge qui se sont condamnés vivants au sépulcre de leur cabinet et de leur salle d'études. Et, comme la tombe est toute fourmillante de vie, d'atomes qui ne semblent anéantir que pour recréer, le silence de ces chambres où veille l'homme de science pullule de germes créateurs... Le docteur Vernes parle à ses interlocuteurs comme s'il était seul. Et je devine qu'il doit, dans la solitude, s'adresser à un auditoire imaginaire. Entre le monde et son regard brun, un rideau. Il ne vit que pour l'étude du mal qu'il poursuit. L'humanité se limite aux êtres qu'il veut guérir, à ceux qu'il soupçonne atteints, à ceux mêmes qui ignorent les effets du mal et qu'il sait pouvoir guérir, rendre des hommes neufs, des êtres indemnes.

Dans un appareil rectangulaire, le Photomètre, une sorte de grande boîte de métal, au flanc percé de deux petites ouvertures, le docteur a fait introduire, tout en parlant, l'une des ampoules dans lesquelles le sang d'un être va révéler les secrets de sa vie, comme un aveu surpris derrière la serge verte d'un confessionnal. Le savant me met les yeux devant ce miniscule judas, par lequel je vais plonger dans le grand mystère d'un être anonyme...

Une « demi-watt » éclaire violemment le sérum derrière le verre grossissant. Deux fragments de verre teinté de rouge laissent au centre une large ligne claire... Il faut, à l'aide d'un bouton qui déplace les verres colorés, ne plus apercevoir que la tache brillante du sérum. Alors, par le second judas, nous consulterons les chiffres, une échelle qui indiquera le degré précis du mal... C'est la lecture photométrique.

Lanterne magique, kaléïdoscope. Instant rétrospectif d'un des amusements de notre enfance... Alors, il ne s'agissait que de petits morceaux de verre rassemblés au fond d'un tube de carton... Et, là, le regard plonge dans cette goutte de liquide extraite d'une ampoule de sang, comme les yeux du scaphandrier inspectent le fond des mers...

La science a réalisé d'immenses progrès. Mais elle en a fait accomplir parallèlement de rapides à l'opinion publique, qui

condamnait certains maux sous certains noms, les déclarait inguérissables, parce qu'elle ignorait encore le moyen de les soigner et croyait nécessaire d'en dissimuler l'existence alors qu'il eût été préférable de la bien établir pour déjà la combattre.

Le gouvernement a accordé à l'*Institut Prophylactique*, reconnu d'utilité publique, et dont le comité compte des personnalités comme M. Millerand, le maréchal Foch, le maréchal Lyautey, M. Bergson, etc..., une forte subvention annuelle, que sont venus grossir des dons particuliers, français ou étrangers, tel celui de M. Frank Jay Gould. Le gouvernement américain, qui ne fait point le silence sur le mal, comme jadis la vieille Europe, le gouvernement américain a établi, en 1924, que ce fléau coûte plus cher à une nation civilisée que son armée et sa marine... Il faudrait pouvoir installer par toute la France des dispensaires, entièrement gratuits, comme celui auquel m'emmène le docteur Vernes, dans le soir humide de novembre, vêtu de sa blouse blanche sous le pardessus dont il n'a pas enfilé les manches, cette boutique aux vitres dépolies qui forme l'angle de la rue de la Glacière et dont la blancheur est déjà comme aseptisée au-dessus du trottoir gluant...

A l'intérieur, des cloisons multipliées, de petites cases différemment aménagées, pour permettre de recevoir le plus rapidement possible, dans l'espace le plus restreint, le plus grand nombre de gens.

A cette heure, où ferment bureaux et ateliers, l'affluence est plus grande que pendant le jour. C'est l'organisation de cette clinique qui est intéressante, par son fonctionnement régulier, cette sorte d'armée volontaire où viennent s'enrôler d'eux-mêmes ceux qui savent pouvoir être guéris. — Il est très rare, me dit le docteur, qu'un de nos malades interrompe son traitement avant d'avoir obtenu la guérison. Certains qui ont été obligés de s'absenter, reviendront d'eux-mêmes dès qu'ils le pourront.

Je vois de fraîches jeunes femmes, des jeunes mères tenant un enfant par la main, des gars solides, qui relèvent la manche de leur chemise pour recevoir une piqûre intraveineuse...

Je dis ma surprise de ne pas trouver ici les êtres ravagés

que l'on s'attend à trouver. Le docteur continue la visite, caressant une joue d'enfant, qui ne se doutera peut-être jamais de quels maux cet homme vêtu de blanc l'aura préservé, souriant à l'une de ces jeunes femmes qui ne sont connues là que sous un prénom...

Tout effort qui suspend au-dessus de l'homme le poing de la fatalité est émouvant, ennoblissant, sublime. Le docteur Vernes vient de me dire : « Théoriquement ce mal n'existe plus aujourd'hui ».

Et dans cette fin de journée d'automne gris, à travers ces pièces lumineuses et ces couloirs ripolinés, encombrés de tant de visiteurs jeunes, on dirait que ce savant vêtu de blanc a le pouvoir d'anéantir ce masque de la mort que nous avons vu grimacer sous l'épiderme de tant d'êtres atteints, — et que c'est parce qu'il passe, que les visages retrouvent soudain, comme dans une féerie sans mise en scène, la souriante apparence de la vie saine.

***

Ciné-Moscou-Opéra. — Une salle de gala, ce soir, où l'on peut apprécier la distance qui sépare le monde neuf de l'ancien, la société de 1924 de celle d'il y a dix ou onze ans, et tout ce à quoi nous devons renoncer pour un temps illimité. Une salle officielle qui ne doit pas être très différente, je suppose, de ce que l'on peut voir dans plusieurs parties du monde, à Berlin, à Vienne, à Moscou...

Sur les terrains de *foot-ball*, les gradins de Monthléry ou les tribunes des stades, la foule moderne est belle de force, d'homogénéité, de couleur...

Mais nous ne pouvons plus espérer retrouver de longtemps, avec les éléments actuels, une salle d'Opéra, telle qu'on en voyait jadis couramment. Deux traits : une part du public masculin vêtue du smoking; les femmes aux cheveux coupés et sans un diamant, sans une fleur ou une aigrette sur la tête.

Mais ceci n'est encore que vestimentaire. Reste la qualité des figurants. Sans doute, les fils et les filles de ceux-ci deviendront plus élégants et leurs petits-fils seront des messieurs

impeccables, — à moins qu'ils ne soient déjà retournés à la condition des parents, puisque l'impossibilité d'établir une fortune rend la transmission de tout ce qui fut acquis presque illusoire...

On voudrait pouvoir discerner déjà qui va sortir du rang, parmi ces nouveaux venus, dont on ne connait ni le nom, ni les antécédents, ni la situation, ni rien, et qu'on ne peut essayer d'apprécier que sur la mine. Pour d'actifs romanciers, pour un Henri Béraud, un Philippe Soupault, que le nouveau attire, qui sont frappés par les traits accusés de certains types, quelles études!... Et donnez à ces êtres récemment parvenus, qui entendent se maintenir au point où ils se sont accrochés, les tentations empoisonnées de la vie nocturne, les plaisirs coûteux, les ivresses de l'auto, la nouveauté des voyages, la découverte de pays dont l'absence d'instruction ne leur faisait rien pressentir, — vous aurez des personnages et des conflits originaux.

L'entr'acte, pendant *le Miracle des Loups*, — la nouveauté aussi, la révolution que montre le film entrant à l'Opéra, — mériterait un chapitre dans la vie changeante de Paris.

Le film de M. Dupay-Mazuel est beau. Il est animé de cette ardeur que nous ne supposions réalisable qu'en Amérique. Il ne cesse d'être environné d'une grandeur obtenue sans construction parasite, sans murailles de carton-pâte. La France donne là sa mesure, avec ses régiments de soldats figurants, qui jouent avec une ardeur de néophytes, d'amateurs, d'hommes qui fond une chose pour la première et sans doute la dernière fois.

Viollet-le-Duc travaillait pour le cinéma en restaurant Carcassonne, un demi-siècle avant que le cinéma ne fût inventé. Ses édifices, sur certains points critiquables, retrouvent à l'écran, dans l'atmosphère enfumée des combats, avec la place exacte que prennent les figurants au premier plan, leur aspect primitif, leur grandeur et même leur poésie.

Nous devons certainement beaucoup aux Américains dans l'art cinématographique et, sans leurs progrès, depuis dix ans, *le Miracle des Loups* ne pourrait avoir été réalisé comme il le fût... Mais les Américains aussi sont nos débiteurs, et on pouvait le constater cette semaine, dans un film dont

Charlot fut le librettiste et le metteur en scène : *l'Opinion Publique*, film selon la manière française, psychologique, sans grande mise en scène, émouvant, mêlant les passages dramatiques au comique et donnant à l'action, par l'abondance et la délicatesse de certains détails, un attrait sans cesse renouvelé. Ce film, qui est censé d'ailleurs se passer à Paris, Charlie Chaplin ne l'eût pas réalisé s'il n'y était venu, s'il n'avait pris dans nos films si souvent incomplets, médiocres, mais, surtout, dans ce qui émane de notre théâtre, les éléments qui font l'intérêt de son drame.

Ainsi, à quelques jours de distance, dans un art essentiellement d'aujourd'hui et qui n'a point donné toute sa mesure, les échanges entre le peuple neuf et le vieux continent se révèlent...

Désormais, rien de nouveau ne saurait plus être d'un seul pays... Tout se confond et se mêle, non seulement dans le domaine de l'art et de l'esprit, mais sur place, dans ce qui formait jadis des degrés chez un peuple... Et de son côté la salle de l'Opéra, si fleurie, surpeuplée ce soir de nouveaux spectateurs me fait penser, — pourquoi? — à quelque représentation de gala moscovite, là-bas, en Russie soviétique...

ALBERT FLAMENT

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU MINISTÈRE

M. Herriot a fait récemment dans le Grand-Duché de Luxembourg un voyage au cours duquel il a prononcé sur la politique extérieure des paroles qui méritent d'être retenues. Est-ce la vue de la forteresse démantelée, est-ce le souvenir de l'agression allemande, est-ce l'évocation des heures douloureuses où l'armée germanique faisait irruption dans un petit pays libre qui ont inspiré le chef du gouvernement? Toujours est-il que le Président du Conseil, à qui l'on a trop souvent de vives critiques à adresser, a formulé quelques sages maximes. La cérémonie à laquelle M. Herriot assistait avec M. Theunis et M. Hymans avait pour objet de commémorer les volontaires luxembourgeois qui ont combattu avec les Alliés et qui sont morts à la guerre. Elle était une occasion naturelle de célébrer la fraternité qui unit le Grand-Duché, la Belgique et la France. Elle invitait aussi à réfléchir sur les sympathies que nous comptons dans une terre amie, où l'influence de la Belgique, que nous avons encouragée, ne doit pas nous faire oublier notre propre rôle. Mais elle conseillait aussi une méditation plus générale sur les conditions de la paix, et c'est ce que M. Herriot paraît avoir ce jour-là compris.

L'idée générale exposée par le Président du Conseil est que, pour assurer la vie des traités intangibles, il faut une organisation, il faut des études longues et difficiles, il faut opposer aux forces mauvaises le groupement de fortes sagesses. Autrement dit, les traités ne sont respectés que si les nations qui veulent les protéger ont une politique et disposent d'une

autorité matérielle et morale. Ce sont là des pensées modestes et pratiques, qui ont pour elles l'expérience de l'histoire. Nous voilà loin des illusions que beaucoup des amis de M. Herriot se faisaient le 11 mai, loin aussi des miraculeux résultats qu'ils annonçaient ingénument. Si M. Herriot voit la difficulté des problèmes, la liaison des intérêts français sous les divers gouvernements, la nécessité d'accorder avec nos Alliances la sauvegarde de nos droits essentiels, nous nous en féliciterons. A la vérité, il a commencé avec une intrépidité inquiétante par tenir un langage imprudent à l'égard de ses prédécesseurs, à l'égard de l'Alsace et de la Lorraine, à l'égard du Saint-Siège, et il s'est aussi livré avec plus d'enthousiasme que d'esprit politique à M. Mac Donald. Il nous a toujours paru très regrettable que le gouvernement s'exprime comme s'il détenait une vérité nouvelle et comme si ses prédécesseurs avaient commis toutes les erreurs. Cette manière de procéder a peut-être des avantages électoraux : mais elle a de graves inconvénients politiques. Les tendances de notre pays ont été à plaisir méconnues par nos anciens ennemis, par nos rivaux, même par nos Alliés. Apporter une force nouvelle à la légende de la France impérialiste était une faute qu'un chef de gouvernement ne doit pas commettre. M. Baldwin en parlant avec une extrême mesure de M. Mac Donald, qu'il n'avait aucune raison d'aimer ni de ménager, a donné un parfait exemple de ce qu'est dans une nation la solidarité des gouvernements qui peuvent avoir des méthodes différentes mais qui ont la garde des mêmes intérêts. On apprendrait avec satisfaction que le discours prononcé à Luxembourg est le signe que six mois de responsabilité au pouvoir ont beaucoup instruit M. Herriot. Ses paroles nous engagent en tous cas à examiner ses actes et ses délibérations sur ses prochaines décisions.

***

Le gouvernement a reconnu, la veille même de la rentrée du Parlement, l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il a désigné un ambassadeur, qui est notre confrère M. Jean Herbette. La Russie de son côté doit nous envoyer

un représentant diplomatique, et M. Herriot se propose de régler avec lui le mode de la représentation consulaire. La France s'était jusqu'à ce jour refusée, comme les États-Unis, à reconnaître les Soviets. Le Cartel des gauches a changé tout cela. On invoque la nécessité de principe d'être présent partout, et c'est à vrai dire le seul argument qu'on puisse faire valoir. L'exemple des pays qui ont traité avec les Soviets est en effet peu encourageant. Au point de vue commercial et économique, les résultats obtenus par l'Angleterre en particulier ont été des plus médiocres et les résultats politiques ont été mauvais. Personne n'est en état de dire ce que représente exactement l'Union des républiques soviétiques, ni quelles sont ces républiques en Europe et en Asie. Personne n'est en état de dire si le gouvernement de Moscou, bien qu'il dure depuis plusieurs années, a définitivement évolué et se sent capable d'établir dans la Russie bouleversée un commencement d'organisation. Les plus récentes nouvelles semblent au contraire montrer que la disparition de Lénine a marqué le début d'une nouvelle période d'anarchie. Pour l'Europe, le mot de gouvernement a un sens : il suppose l'existence d'un pouvoir régulier, d'une administration, de tribunaux indépendants. En Russie, il semble qu'il n'y ait pas de loi. Ce qui caractérise les Républiques soviétiques, c'est l'existence de la dictature des commissaires de Moscou. Et tout effort de ces dictateurs est de répandre la révolution dans les autres pays d'Europe.

Il est fort à craindre que la représentation diplomatique des Soviets ne serve surtout à la propagande communiste. Nous voyons aujourd'hui l'Angleterre, qui a manifesté jadis de la complaisance à l'égard de Moscou, réagir vigoureusemet. Elle refuse l'emprunt que la Russie voulait lui faire. Elle proteste avec énergie contre l'attitude des agents soviétiques et contre la propagande que les correspondants anglais de la Troisième Internationale font dans tout le Royaume-Uni. On aime à penser que M. Herriot n'est pas assez naïf pour imaginer que Moscou se conduira en France autrement qu'en Angleterre. Les Soviets ont déjà fait un certain nombre de tentatives vaines en Occident, mais ils étudient soigneusement leur programme et profitent de leurs expériences. A la suite de leur

échec en Italie, ils ont procédé à une enquête très minutieuse sur les causes de cet insuccès, et ils ont tiré la leçon des événements. L'organisation communiste a fait de réels progrès en France depuis six mois. Les journaux qui défendent la doctrine de Moscou ne cachent d'ailleurs par les efforts du parti : ils parlent librement des « cellules » communistes, qui prolifèrent dans les usines, dans les chemins de fer et dans la marine; ils parlent ouvertement de la ceinture révolutionnaire de la banlieue de Paris; ils distribuent les rôles des futurs comités d'ouvriers, de paysans et de soldats. M. Herriot a eu récemment la preuve qu'il doit compter avec la Troisième Internationale. Interrogé à la Commission des affaires extérieures sur sa politique à l'égard de la Géorgie, il a demandé avant de répondre que ses déclarations fussent considérées comme confidentielles. Un député communiste, membre de cette commission, a répliqué avec franchise qu'il ne promettait pas le secret, et le Président du Conseil a dû se taire. M. Herriot est du moins averti : il y a bien des chances pour que la représentation diplomatique de Moscou, soit, en plein Paris d'abord, et ailleurs ensuite par l'intermédiaire des agents consulaires, une vaste organisation de propagande révolutionnaire.

Par quel paradoxe M. Herriot, qui fait au principe de la politique de présence un si grand sacrifice, décide-t-il de pratiquer à Rome la politique de l'absence? On renonce à l'expliquer, et c'est en bonne logique incompréhensible. Des questions de parti, des passions anticléricales qu'on croyait d'un autre âge peuvent seules avoir dicté à M. Herriot une de ses plus grandes erreurs. Presque toutes les nations sont représentées auprès du Saint-Siège, et la France ne le sera plus. M. Herriot décide arbitrairement la rupture sans l'ombre d'un prétexte. Lorsque M. Combes jadis rappela l'Ambassadeur que nous avions à Rome, il donnait une raison, que beaucoup jugeaient sans aucune valeur, mais qu'il croyait suffisante du moins pour sauver les apparences. M. Herriot n'en donne aucune. La question du rétablissement de l'Ambassade française auprès du Saint-Siège s'est posée en 1921. Elle a été longuement discutée et étudiée devant le Parlement. A cette époque, les partisans et les adversaires de l'Ambassade se

sont expliqués et ont pu comparer leurs arguments. Si les Chambres avaient alors conclu à l'inutilité de l'Ambassade, comme elles le pouvaient, elles auraient eu tort à notre avis, mais enfin elles auraient pris une décision régulière. Il leur a paru que pour l'apaisement des esprits en France, pour faciliter le règlement des affaires religieuses en Alsace et en Lorraine, pour la défense de nos intérêts dans le monde entier et particulièrement en Orient et en Extrême-Orient, il y avait un intérêt indéniable à être représenté à Rome où toutes les autres nations avaient déjà une diplomatie, et où nos adversaires et nos rivaux ne demandaient qu'à prendre la place laissée par nous vide. C'était l'opinion formelle d'hommes qui ne sont pas suspects de manquer d'esprit laïque, comme M. de Monzie, comme M. Viviani, comme M. Briand, qui a joué un rôle prépondérant dans le rétablissement de l'Ambassade, et qui a vivement insisté auprès de M. Jonnart pour qu'il allât rendre à Rome les services qu'on attendait de lui. C'est dans ces conditions publiques, et après un examen approfondi, que les Chambres ont voté les crédits nécessaires à notre représentation auprès du Vatican.

En prenant l'initiative sans précédent dans l'histoire diplomatique de retirer un ambassadeur et de n'invoquer aucune raison, M. Herriot se contente de prétexter un principe général. Il prétend séparer le spirituel et le temporel; il déclare que le catholicisme ne doit pas protéger la France, mais que la France doit protéger le catholicisme. On a beau examiner ces formules avec un désir impartial de les comprendre : on n'arrive pas à leur trouver un sens satisfaisant. Le spirituel et le temporel n'ont rien à voir en cette affaire. La séparation existe; il n'est nullement question d'y revenir, et on peut être assuré que s'il se trouvait jamais un gouvernement pour vouloir renoncer au régime de la séparation, c'est le Vatican qui n'y consentirait pas. La représentation diplomatique, ainsi que les orateurs qui ont pris la parole au moment du rétablissement de l'ambassade l'ont expliqué, était destinée à servir nos intérêts politiques : ce n'était nullement une institution religieuse, c'était une institution strictement diplomatique et nationale. Le Pape est le chef des fidèles; mais il est aussi le chef d'un gouvernement,

qui a une grande puissance dans le monde entier. C'est pour cette raison que l'Angleterre, les États-Unis, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, et beaucoup d'autres nations ont tenu à avoir un représentant auprès du Saint-Siège. La vie internationale n'est pas tellement aisée que nous puissions à la légère nous priver d'un moyen d'action, dont les plus sévères censeurs sont bien obligés de dire qu'il ne pouvait en tous cas nous faire aucun mal, et dont tous ses partisans assurent qu'il nous était très utile. Les Chambres prononceront, et le Sénat en particulier ne se déjugera pas sans procéder à un débat sérieux. Si M. Herriot était sage, ou s'il était libre, il n'insisterait pas.

***

Les nouvelles d'Allemagne sont médiocres à la fois en ce qui concerne l'application du plan Dawes, le contrôle militaire et le traité de commerce. Après les accords de Londres, les amis du gouvernement et du Cartel des Gauches annonçaient une ère nouvelle. Les élections du 7 décembre pour le Reichstag nous éclaireront sur les tendances de l'Allemagne. Les dernières manifestations ne permettent pas de croire à une grande transformation ni à une véritable bonne volonté.

A la Commission des Affaires Extérieures, M. Herriot a indiqué que le plan Dawes est appliqué depuis le 13 octobre, et que les paiements de l'Allemagne s'effectuent normalement. Il convient cependant d'ajouter que différentes personnalités ont tenu au sujet du plan Dawes des propos inquiétants et que récemment M. Dernburg et M. von Raumer, tous deux anciens ministres et hommes en vue du parti démocrate, ont fait à Berlin, sur les possibilités d'exécution, deux conférences très défavorables. Leurs déclarations apportent encore un nouvel argument à la thèse de ceux qui jugent les partis de gauche allemands aussi peu disposés à exécuter les engagements du Reich que les partis de droite. M. Dernburg a fait sien le jugement des économistes, qui considèrent le plan Dawes comme inexécutable. Il a dit, en particulier, que c'était une erreur de croire, comme on le fait générale-

ment, que l'industrie allemande ait été libérée de ses dettes par l'inflation et soit en mesure, par conséquent, d'assumer des obligations équivalentes à ses anciennes dettes. L'industrie, a déclaré M. Dernburg, a perdu une grande partie de sa « substance » et elle a été contrainte de couvrir ses pertes à l'aide de nouveaux emprunts. En outre l'orateur a mis en doute la possibilité de transférer les sommes provenant de l'exécution du plan Dawes. Il apparaîtra bientôt, selon lui, que les transferts prévus sont incompatibles avec l'œuvre de stabilisation de la monnaie allemande. De même, pour M. Dernburg, l'index de prospérité repose, en majeure partie, sur des idées erronées. Quant à M. von Raumer, il a exprimé l'avis que l'exécution du plan Dawes ne pourrait être tentée que si les exportations allemandes enregistraient un accroissement notable. Pour que le plan Dawes s'exécute de la façon prévue, il faut que les exportations allemandes atteignent 16 ou 17 milliards de marks-or par an et que les débouchés permettent d'obtenir un excédent des exportations sur les importations atteignant jusqu'à 2 1/2 milliards.

Sur la question des armements, M. Herriot a fait connaître à la Commission de la Chambre que les demandes de la Conférence des ambassadeurs s'étaient heurtées à une réponse évasive et à une mauvaise volonté évidente. Cependant le contrôle fut repris le 8 septembre. Du 8 septembre au 25 octobre, les Allemands eurent une attitude plus correcte. Dans une deuxième période, le gouvernement du Reich, dûment averti par une note énergique des Alliés, a fait un effort. Les difficultés cependant ne sont pas encore résolues, surtout en ce qui concerne l'organisation de la Reichswehr. L'Angleterre si longtemps indifférente aux préparatifs militaires de l'Allemagne a fini par s'émouvoir. Des déclarations pleines de réserves faites par M. Herriot, il faut rapprocher les révélations récentes du *Times*. Déjà au début de l'année 1924, un journaliste américain, Constantin Brown, avait signalé l'insuffisance du contrôle des Alliés. Plus récemment le général anglais, J. M. Morgan, vice-président de la Sous-Commission des Effectifs à la mission interalliée, avait insisté dans un article de Revue sur la construction du matériel de guerre. L'envoyé spécial du *Times* a fait une enquête qui semble avoir été très appro-

fondie et dont les résultats méritent d'être connus. D'après lui toute une organisation a été conçue pour rendre illusoires les opérations de la mission de contrôle. Elle devance les visites des officiers alliés, qui doivent être annoncés d'avance, et pour leur enlever toute valeur. Le travail est si bien fait que dès que l'on prévoit l'arrivée des Alliés dans une usine ou une caserne, des commissaires germaniques procèdent à l'examen des lieux pour s'assurer que tout est en ordre et comme s'ils étaient eux-mêmes chargés de quelque mission d'inspection. Il est inutile de se faire beaucoup d'illusions sur la valeur réelle du contrôle effectué par les officiers alliés. Ils ont pourtant découvert assez de choses pour que l'on soit forcé d'admettre, reconnaît le *Times* que « l'idée d'une revanche armée prochaine est encore très vivante en Allemagne ». Parmi les infractions les plus graves aux stipulations du Traité découvertes par les Alliés, le *Times*, signale : la reprise de la fabrication des fusils par les usines Krupp, — la transformation en artillerie sur voie ferrée de l'artillerie de forteresse de Koenigsberg, — la création du grand laboratoire annexé au Kaiser Wilhelm Institute de Berlin et chargé d'étudier les procédés scientifiques de la guerre moderne. « La plus grave de ces infractions, dit le correspondant du *Times*, est sans doute la découverte qui a été faite de la reprise de la fabrication des fusils par les grandes usines Krupp. Il y a quelques jours seulement que l'on vient de découvrir 20 000 nouveaux fusils qui sortaient des usines sous le nom d'essieux de tramways. On affirme que les directeurs de la Maison Krupp ne connaissaient rien de cette histoire et que toute la responsabilité en retombe sur les subalternes qui auraient travaillé de connivence avec une organisation illégale. Explication incroyable pour qui connaît les fameuses méthodes allemandes d'organisation, d'autant plus que si un subalterne pouvait déguiser sous un nom innocent des canons de fusil, il n'était pas capable de se procurer le crédit nécessaire pour leur fabrication sans l'autorisation de la Direction générale des Usines. » « Autre cas flagrant d'infraction au Traité : on a découvert que l'artillerie de forteresse des environs de Koenigsberg avait été transformée en artillerie mobile placée sur voie ferrée. Enfin l'on sait que chacun des 100 000 hommes de la Reichswehr autorisés par le traité a

des armes et équipements suffisants pour équiper 5 autres soldats, ce qui permettait de lever une armée 5 fois plus nombreuse. » Le correspondant du *Times* se voit contraint de reconnaître la prépondérance des éléments militaristes dans la nation allemande. Au moment même où dans trop de pays alliés on s'obstine à ne vouloir fonder la paix qu'en faisant confiance à la démocratie allemande, on ne saurait attacher trop d'importance aux conclusions de l'observateur britannique qui pousse pourtant l'impartialité jusqu'à croire aux bonnes intentions du gouvernement actuel de Berlin.

On ne s'étonnera pas, après cela, des difficultés que nous rencontrons dans l'élaboration du traité de commerce franco-allemand. Une des idées essentielles du ministère Herriot était de faire un rapprochement économique avec l'Allemagne, et cette idée était explicable. Mais il ne paraît qu'il soit bien facile de lui donner une suite réelle. De vives controverses relatives à la taxe de 26 p. 100 ont surgi. Les Allemands vont jusqu'à déclarer que s'ils n'ont pas les satisfactions qu'ils réclament avant le 10 janvier, le traité de commerce ne sera jamais soumis au Reichstag. Ils font preuve en toute occasion d'un esprit de chicane dont chaque jour apporte de nouveaux témoignages. Des renseignements recueillis à Berlin indiquent que le gouvernement allemand, en échange de concessions économiques de sa part, souhaite obtenir de nous, outre l'abolition de la taxe à 26 p. 100, des concessions relatives à l'évacuation anticipée de la Ruhr, et au statut politique du Rhin. De plus, les Allemands ont formellement déclaré qu'ils ne pouvaient pas consentir au renouvellement des contingents de franchises douanières dont bénéficiaient jusqu'ici, comme on le sait, les marchandises alsaciennes et lorraines. Si l'on rapproche ces informations du discours récent où M. Stresemann groupe les négociations commerciales avec la question du contrôle militaire et les conditions de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, on se persuade qu'une fois de plus l'Allemagne manœuvre et gagne du temps. M. Herriot a eu raison, dans l'entrevue qu'il a eue récemment avec M. Trendelenbourg et von Hoesch, de leur faire remarquer qu'il ne saurait prendre en considération des demandes qui pouvaient être suivies, jour

après jour, de nouvelles exigences. Il doit être d'autant plus prudent dans l'étude du traité de commerce franco-allemand que l'Angleterre s'y intéresse vivement et en suit le progrès. On devine que l'amnistie de M. Caillaux et la perspective de l'intervention de cet homme politique n'est pas faite pour la rendre moins attentive à tout ce qui concerne nos rapports avec l'Allemagne.

***

Ce sont les rapports franco-britanniques qui continuent de dominer toute la politique. L'avènement du ministère Baldwin est du point de vue diplomatique le fait le plus important : il influe sur les accords économiques comme sur les combinaisons politiques. Aussi n'est-il question en Angleterre que des prochaines conversations qui s'engageront entre le nouveau gouvernement britannique et les autres gouvernements.

Dès son arrivée au pouvoir, M. Baldwin a saisi l'occasion d'un discours pour adresser à M. Herriot des paroles très courtoises. Quelle sera la suite? Sur ce qui s'est passé depuis six mois, personne ne peut plus se faire illusion. Tout s'est accompli, ainsi que nous l'avons déjà signalé, comme si l'éphémère passage au pouvoir de M. Mac Donald n'avait eu d'autre raison que de nous faire abandonner nos gages et régler l'affaire de la Ruhr. Cette liquidation, si médiocre pour nous, est faite. Comment se présente l'avenir? Après les accords de Londres, M. Herriot a beaucoup espéré de la politique de Genève. Il a cru adroit de lier les questions de sécurité et de désarmement; il a accepté le protocole; il est décidé à déposer devant les Chambres le projet de loi portant approbation de ce protocole. Même si l'Angleterre ne le signe pas, il veut avoir le bénéfice de cette manifestation, qui sera dès lors toute platonique. Mais revenons aux réalités : la conférence du désarmement sera ajournée et n'aura même probablement pas lieu; et il n'est nullement certain que le protocole, signé par nous, le soit par d'autres. Depuis quelque temps, d'autres idées se sont fait jour.

A l'heure même où le retour des conservateurs britanniques au pouvoir remettait en question le protocole de

Genève sur l'arbitrage, M. Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, prononçait un discours où il exprimait ses réserves et manifestait ses préférences pour une entente anglo-franco-belge. « Tenter un grand effort pour fixer les bases d'un état pacifique et durable », telle était l'idée commune de MM. Mac Donald, Herriot et Theunis. M. Hymans montre par quels moyens le protocole a essayé de la réaliser, en se superposant au Pacte de la Société des Nations pour le préciser et le compléter, car le cercle de protection tracé par le pacte autour de la paix du monde n'était pas fermé assez complètement pour ne laisser aucune issue à la guerre. L'objet du protocole a été de fermer les dernières issues en organisant l'arbitrage et les sanctions qui assureront le respect et l'exécution de la sentence arbitrale. Mais une troisième idée a été proclamée et associée aux deux premières : celle du désarmement, que certains milieux considèrent comme la condition même de la sécurité. Assurément ce n'est pas le point de vue du gouvernement belge. Le système d'arbitrage et de sanction formulé à Genève ne doit entrer en vigueur qu'après une entente sur la réduction des armements; le ministre des Affaires étrangères belge, et avec lui le leader socialiste, M. Vandervelde, le regrettent. « On ne saurait, en effet, se dissimuler que la question du désarmement offre les plus sérieuses difficultés politiques et techniques, que sa solution exigera des études complexes et approfondies. » Et d'ailleurs « le fonctionnement de la procédure complexe et savante que nous avons instituée à Genève résisterait-il à une commotion violente »? M. Hymans voit dans les ententes régionales, consacrées par le protocole, « qui permettront à des États voisins ou rapprochés de déterminer d'avance les secours militaires qu'ils s'apporteront réciproquement dans le cas d'une agression », l'un des instruments les plus efficaces et les plus pratiques de protection et de sécurité. « Un pacte franco-anglo-belge rentrerait ainsi dans le cadre de la Société des Nations. La Belgique a conclu un accord défensif avec la France, il lui manque un accord défensif avec l'Angleterre. » La constitution d'un Bloc de trois grandes Puissances occidentales, la Belgique, la France et l'Angleterre, a, depuis

l'armistice, été sa pensée dominante. C'est un grand malheur qu'ayant failli être réalisée à la suite de la Conférence de Cannes, elle ait dû être abandonnée. M. Hymans ne désespère pas de la voir revivre un jour.

Le gouvernement britannique s'est toujours depuis la Conférence de Cannes refusé à parler de pacte. On verra comment il répondra à la question essentielle posée par M. Hymans. Il a en ce moment, et particulièrement au sujet des affaires d'Égypte, d'autres préoccupations. En tous cas, M. Herriot ne saurait prêter trop grande attention aux conversations qui commencent de s'engager. Les sujets ne manquent pas, en Orient et aux colonies, où une coopération franco-britannique peut être heureusement étudiée et par lesquels peut s'établir la solidarité des intérêts. Un problème plus pressant pour nous va nous donner prochainement une première idée des dispositions anglaises, et M. Herriot sans aucun doute y porte le plus grand intérêt. Il s'agit de l'éventualité de l'évacuation de la zone militaire de Cologne, c'est-à-dire du délai de cinq ans prévu par l'article 429 du traité de Versailles, délai qui ne court que si les conditions du traité sont fidèlement observées par l'Allemagne. On pouvait redouter que M. Mac Donald n'ait songé sérieusement à cette évacuation. Qu'aurait fait le gouvernement français? Aurait-il admis que le résultat de sa politique fût de nous faire abandonner la Ruhr et de faire rentrer les Allemands à Cologne? S'il l'avait admis, le Parlement l'aurait-il toléré? Il semble d'après des notes officieuses que le gouvernement de M. Baldwin veuille prendre son temps et soit résolu à ne pas précipiter de décision pour le 10 janvier. Si l'Allemagne a accepté le plan Dawes, il est trop certain qu'elle n'a nullement rempli ses obligations en ce qui concerne le désarmement. On veut espérer que nos amis britanniques comprendront la nécessité impérieuse de la sécurité du Rhin, et qu'en aucune hypothèse, après tant de sacrifices, le gouvernement de M. Herriot ne laisserait la zone de Cologne occupée par une Allemagne qui ne désarme pas, qui nie sa culpabilité, et qui ne songe qu'à détruire le traité de Versailles.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Siant-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

3.ıs importante des études critiques de M. **Benjamin Crémieux**, réunies sous le titre de cle est consacrée à Marcel Proust. Ce traitement de faveur est des plus mérités : de tous les s passés en revue dans ce livre Marcel Proust est en effet celui qui a le plus profondément versé les notions antérieurement reçues : ayant fait acte de novateur il a travaillé par là à per- re au XXe siècle littéraire de se distinguer nettement de tous ses prédécesseurs, ce qui est la me ambition de tout siècle nouveau. Les idées reçues sur les sentiments, la personnalité, le s, la mémoire ont été soumises par Proust à une sorte d'opération chimique, qui en a dissocié éments composants. Là où l'on ne voyait que des masses cohérentes (le moi considéré comme un une unité ; l' « Amour » envisagé comme un simple et irrésistible élan), cette lucide analyse a é un amalgame de matériaux hétéroclites. Ce n'est point une besogne aisée pour un critique de ger l'armature de cette somme étonnante d'observations, de connaissances, de méditations st *A la recherche du temps perdu*. M. Crémieux a adopté une excellente méthode en montrant cette œuvre énorme est avant tout le roman de la mémoire. C'est parce que Proust lui-même doué d'une étonnante mémoire qu'il a pu tirer hors de son passé la chaîne subtile de ses propres iments. N'ayant rien oublié de leurs fluctuations, de leurs contradictions, il n'a pu accepter les mas simplificateurs adoptés jusque là pour représenter les sentiments. La précision de ses sou- rs a mis en lumière l'instabilité de la personnalité avec une netteté inégalée. Un Pirandello lame bien en effet l'incohérence du moi, mais il ne montre pas en quoi elle se manifeste. Proust placé devant les problèmes abstraits, les êtres et les choses avec des yeux parfaitement neufs : d'hommes ont pu, autant que lui, se dégager des données de l'habitude : l'originalité de sa vision de lui un grand artiste en même temps qu'un grand découvreur. On reproche généralement à ust de n'avoir eu aucun souci de la composition. M. Crémieux montre que les diverses parties de œuvre se commandent au contraire et se relient les unes aux autres bien nettement. Il dégage le me central, le scénario social qui a fourni la matière de tous ces essais romancés : c'est l'histoire de istocratie au XIXe siècle, de la perte graduelle de son prestige, de son agonie : le drame des Guer- ntes assaillis, submergés par la bourgeoisie. Ainsi avec des procédés très XXe siècle, Proust a pré- té en une vaste synthèse le grand fait de la fin du XIXe siècle, le découronnement de la société, la toire définitive de la bourgeoisie sur le faubourg Saint-Germain. Ce travail d'absorption des sses supérieures par les classes inférieures semble, soit dit entre parenthèses, bien loin d'être miné.

A propos de M. Giraudoux, M. Crémieux mélange impartialement louanges et réserves. Il le loue voir su se libérer du naturalisme, d'interpréter subtilement le monde extérieur, mais n'objecte n aux « adversaires », qui accusent Giraudoux de jongler avec des images et de pratiquer un art llusionniste. En M. Duvernois, M. Crémieux, s'étonne malicieusement de voir si curieusement unis goût des trucs et des personnages conventionnels, une opulente et jaillissante fantaisie, une mer- lleuse spontanéité. A M. Larbaud tous les éloges. De la pérennité de l'œuvre de Larbaud M. Cré- eux se porte garant : nous ne pensons pas que l'avenir démente ce pronostic... Et sans doute rati- ra-t-il la plupart des jugements de M. Crémieux, dont la critique est largement compréhensive.

En **M. Drieu La Rochelle** M. Crémieux voit l'expression la plus typique de la génération bour- oise qui avait vingt ans en 1914. Cette fois l'affirmation nous semble prêter à discussion. N'y a-t-il s une tendance excessive d'ailleurs à proclamer que tel ou tel écrivain est un représentant de sa géné- tion? Cela revient à dire le plus souvent qu'au milieu de silencieux quelques hommes ont élevé la ix, mais rien n'indique qu'ils représentent parfaitement les aspirations de leurs voisins. Ôter à Drieu La Rochelle sa qualité d'homme-symbole cela n'est pas d'ailleurs nier son talent qui est réel dont il a déjà donné maintes preuves. Les quatre contes qu'il vient de réunir dans **Plainte contre connu** nous présentent des jeunes gens de vingt-huit à trente ans ne sachant plus que faire de leurs rsonnes depuis que la guerre les a lâchés, traînant dans les bars, fumant l'opium à l'occasion, n'ayant s de préférence marquée pour tel ou tel sexe, cherchant vainement à préciser des idées nébuleuses une personnalité incertaine. Ces chancelants héros sont trop chancelants à notre gré et l'on pourrait re plus précis dans l'imprécision. De bons dialogues, d'heureuses trouvailles de style, d'exactes et es notations soutiennent ces récits un peu languissants.

Les demoiselles Valéry, de **Louis Mercier** sont deux vieilles filles qui tiennent une petite épi- rie dans un bourg. Leur maigre clientèle, leur chatte et les services religieux occupent leurs heu- uses et paisibles journées. Mais une fille plus ou moins galante les prend en grippe et manœuvre si bilement que toutes les catastrophes s'abattent sur les pauvres vieilles têtes : lorsque nous les quit- ns les sœurs Valéry supportent avec résignation une profonde misère. Les petites haines et les potins ui sont la vie même des petites villes sont évoqués avec beaucoup de verve. Le récit ne manque ni de mplicité ni de naturel : mais il met en œuvre des procédés un peu faciles.

Fraternité, le roman de **M. John Galsworthy** que vient de traduire Paulette Michel Côte est ne des belles œuvres du grand écrivain anglais. Deux ménages, — aussi peu bourgeois que possible par urs goûts, leur liberté d'esprit, leur grande culture, mais très profondément bourgeois par leur ori- ne, — tourmentés par la misère qui les environne s'efforcent bonnement de faire œuvre de fraternité n soutenant quelques miséreux. Mais avec les meilleures intentions du monde, le tact le plus parfait, intelligence la plus avertie ils n'aboutissent qu'à un échec complet, accroissent la misère morale de eux auxquels ils se sont intéressés et font entrer le malheur dans leur propre maison... Une thèse? Non ns doute, car il n'entre pas dans le dessein de Galsworthy de montrer que l'œuvre de fraternité est mpossible. Une constatation provisoire plutôt, car une fusion morale des classes est actuellement ifficile à réaliser et Galsworthy le sait bien qui dans *le Domaine, le Patricien*, etc., nous a montré es Anglais, profondément attachés à leur caste et incapables, en dépit de tous leurs efforts, de se décaster ». Le seul tenant de la Fraternité universelle que rien ne peut décourager est ici un étrange eptuagénaire, qui complètement détaché de la vie pratique vit au milieu de rêves apocalyptiques... épandues dans tout le livre cette rare finesse de sensibilité, cette extrême distinction de pensée qui aractérisent Galsworthy. Il est aristocrate jusqu'au bout des ongles, et dans ses plus réalistes peintures on art reste si délicat, de si subtiles correspondances sont indiquées que toute impression de gros- ièreté est bannie. C'est un génie féminin : jamais son art ne nous semble plus parfait que dans ses eintures de jeunes filles et de femmes. Point d'à-coup dans ces récits. Il suit l'évolution psychologique e ses personnages dans de petits dialogues très serrés et extrêmement subtils où les silences et s sous-entendus ont une place d'honneur. De ci de là des notes d'humour avec des nuances d'atten- rissement. Il nous enveloppe de douceur et sait faire naître en nous une émotion extrêmement pro- onde. On dirait d'un déchirement très lent poursuivi sans bruit.

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.